

électeur et son Assemblée euro-
pienne.

الشرق الأوسط

DIPLOMATIE

AVANT LE CONSEIL EUROPÉEN DE STUTTGART

Crise ou renouveau ?

Nul ne doute, ni à Paris, ni à Londres, ni à Bonn, ni à Bruxelles, que le conseil européen de Stuttgart, du vendredi 17 au dimanche 19 juin, ne soit « très important ». Toujours égoïstement, M^{me} Thatcher annonce « une lutte formidable », où elle sera au premier rang. Mais il n'y a pas que l'éternelle revendication du premier ministre britannique (le Mon argent / Mon argent !). L'élargissement à des pays plus pauvres (Portugal, Espagne) que la moyenne communautaire, l'épuisement du système de ressources propres, la nécessité (dont la France au moins est convaincue) si l'Europe refuse la régression) de lancer des politiques communes « de pointe », se conjuguent pour faire de 1983 une année cruciale. Crise qui risque d'être fatale ou renouveau ? L'Europe n'a plus d'autres choix.

Un mot court les chancelleries : « Il faut faire un nouveau Messine ».

Après le démarrage de la « petite Europe des Six », avec le charbon et l'acier (1952), l'échec de l'armée européenne en 1954 avait paru sonner le glas de l'Europe communautaire. L'année suivante, elle renaissait de ses cendres à la conférence de Messine (2 juin 1955) avec le lancement des négociations pour une communauté économique (Marché commun) et atomique (Euratom).

Pourquoi ne ramènerait-on pas en usage une méthode qui a réussi ? En quoi consiste-t-elle ? D'abord, à arrêter des orientations, même si elles-ci, comme ce fut le cas après Messine, échappent à leurs promoteurs (l'Euratom s'est étiolé, le Marché commun a tout dévoré). Ensuite à arrêter une procédure. A Messine a été créée une commission intergouvernementale avec un coordinateur politique chargé de « cravacher » les experts (ce fut P.-H. Spaak). Enfin, à arrêter un calendrier ou un échéancier pour éviter l'effacement.

Après Messine, les ministres des affaires étrangères se réunissaient périodiquement pour faire le point des travaux, trancher les difficultés, donner l'impulsion nécessaire. Trente mois plus tard, les traités de Rome

étaient signés, ratifiés et entraient en vigueur le 1^{er} janvier 1958. En somme, l'objectif de Stuttgart devrait tenir en quelques mots : orientations communes, procédure et calendrier.

A quoi l'Allemagne fédérale, appuyée par l'Italie, ajoute : l'Union européenne - objectif politique qui peut paraître nébuleux, mais qu'un Français aussi réaliste que Georges Pompidou avait fait sien. Je ne peux demander à mes compatriotes, citoyens d'un Etat amputé, de payer toujours pour l'Europe, dit en substance le chancelier Kohl (comme jadis Adenauer), si je ne leur ouvre pas la perspective d'une union sans cesse plus étroite entre les peuples européens », promise par le traité de Rome.

Les obstacles sont énormes. Il faut d'abord que M^{me} Thatcher ne passe pas de préférence à « Mon chèque d'abord, après on verra ! » - ou du moins qu'elle n'exige pas une solution à long terme de « problème britannique ». La déséquation financière au détriment de la Grande-Bretagne ne peut être isolé d'une re-

structuration d'ensemble. Il faut que chacun accepte une « remise à plat » de tous les problèmes et ne refuse pas a priori de renoncer à des profits en réclamant des avantages. Il faut faire preuve d'imagination. M. Chysson et la Quai d'Orsay n'en manquent pas, qu'il s'agisse de trouver des ressources, de mieux répartir les recettes ou d'assouplir la structure de la coopération communautaire pour faciliter des progrès différenciés. Mais il faut aussi que les plus petits, qui craignent toujours d'être écrasés par la collusion des plus grands, surmontent leur répulsion pour les négociations intergouvernementales. La restructuration en profondeur nécessitera une révision des traités (qui ne sera pas la première) : la simple jeu des mécanismes communautaires ne suffirait pas. Il faut enfin que ceux qui ne se sentent pas bien dans leur « peau européenne » - Danois, Grecs - choisissent une fois pour toutes.

Vaste programme, mais la survie de l'Europe est à ce prix.

MAURICE DELARUE.

M^{me} Thatcher veut avant tout « obtenir son argent »

De notre correspondant

Londres. - M^{me} Thatcher aborde le Conseil européen de Stuttgart avec une volonté intacte d'obtenir « son » argent, c'est-à-dire une réduction sensible de la contribution britannique au budget communautaire, comme cela a été le cas depuis 1980. Une fois de plus, la réunion des chefs d'Etat et de gouvernement sera donc dominée par la question britannique. Mais le chef du gouvernement de Londres n'en éprouve aucun sentiment de culpabilité, au contraire : M^{me} Thatcher en rejette la responsabilité sur ses collègues qui, estime-t-elle, lui avaient promis au mois de mars dernier de régler le problème avant le sommet de Stuttgart, et n'ont pas tenu parole.

L'épreuve de force paraît donc difficilement évitable. Mais les Britanniques ne désespèrent pas d'obtenir gain de cause. Leur confiance se fonde sur les précédents. Depuis 1980, la réduction de leur contribution au budget communautaire donne lieu à des discussions sans fin, qui tournent assez systématiquement à leur avantage. D'autre part, sans une réforme à long terme du financement communautaire, la C.E.E. sera en cessation de paiement vers septembre 1984. Or le gouvernement de Londres a très clairement indiqué qu'il ne saurait souscrire à une réforme sans que la « rature » de 1983 lui ait été reversée.

De plus, la Grande-Bretagne a fait savoir qu'elle n'accepterait aucune augmentation des ressources propres de la communauté, notamment un relèvement du prélevement de 1 % sur les recettes de T.V.A., avant que des mesures d'économie aient été réalisées sur les dépenses entraînées par la politique agricole commune. A la dernière réunion des ministres des affaires étrangères, Sir Geoffrey Howe, le nouveau secrétaire au Foreign Office, qui en tant qu'ancien chancelier de l'Echiquier connaît parfaitement le dossier européen, a déclaré qu'il n'y avait « aucun marchandage » entre l'acceptation par son gouvernement de la réforme du financement et la diminution de la contribution britannique pour 1983. Mais quel qu'en soit l'habillage, un compromis devrait être trouvé sur cette base.

Le gouvernement de Londres réclame une réduction des deux tiers de sa contribution nette, soit environ 800 millions de livres, comme il l'a obtenu au cours des trois dernières années. Il est prêt à accepter une somme légèrement inférieure, mais il refuse de tenir compte du « trop perçu » en 1981 et 1982.

M^{me} Thatcher est très soucieuse d'arracher un accord au sommet de Stuttgart. D'une part, la « rature » doit être inscrite dans le budget communautaire de 1984, dont le projet doit être approuvé avant le 21 juillet prochain ; d'autre part, la « dame de fer » compte sur l'appui du chancelier Kohl, président du conseil européen jusqu'au 1^{er} juillet, alors qu'elle ne fait aucune confiance aux deux pays qui assureront ensuite successivement cette présidence tournante : la Grèce et la France.

Sir Geoffrey a déclaré qu'un échec à Stuttgart entraînerait « des conséquences très sérieuses pour la Communauté dans son ensemble ». Il n'a pas donné d'autres précisions, mais Londres va brandir la menace d'une cessation des versements britanniques au budget communautaire. Selon l'Economist, les services ont déjà mis au point la procédure : le gouvernement publierait un Livre blanc expliquant sa position, puis verserait les deux tiers de sa contribution sur un compte bloqué jusqu'en mars 1984, date à laquelle la « rature » 1983 devrait être normalement payée. La Grande-Bretagne reprendrait ensuite ses versements normaux, mais les fonds resteraient vides entre-temps. Si aucune réforme du financement à long terme de la C.E.E. n'est intervenue d'ici 1984, M^{me} Thatcher réclamera, l'année prochaine encore, « son » argent.

ROBERT SOLÉ.

M. Shultz ne croit pas à un accord prochain avec Moscou sur la réduction des armements

De notre correspondant

Washington. - Un tableau pessimiste des relations soviéto-américaines a été brossé par M. George Shultz, mercredi 15 juin, devant la commission des affaires étrangères du Sénat. Il en ressort que Washington ne croit pas à un accord prochain sur la réduction des armements nucléaires et ne voit pas la nécessité d'un sommet Reagan-Andropov pour le moment. M. Shultz pense que l'attitude soviétique a empiré au cours de la dernière décennie. Il dénonce quatre choses : la tendance de l'U.R.S.S. à chercher la supériorité militaire malgré ses difficultés économiques, son engagement direct ou indirect dans plusieurs régions instables du tiers-monde, la volonté d'imposer le modèle soviétique dans les pays satellites, enfin les infractions aux accords conclus avec les Etats-Unis. Ceux-ci sont « de plus en plus préoccupés » par la manière dont Moscou applique le traité SALT-II (non ratifié, mais que les Deux Grands s'étaient implicitement engagés à respecter).

Comment répondre à de tels défis ? D'abord, en « rétablissant l'équilibre militaire », perdue au profit de l'U.R.S.S. Puis, en « faisant savoir que nous résisterons aux em-

piètements sur nos intérêts vitaux et ceux de nos alliés et amis ». Enfin, « soutenir ceux qui ont une alternative positive au modèle soviétique ».

M. Shultz est persuadé que « la puissance et le réalisme peuvent empêcher la guerre, mais que seuls un dialogue direct et une négociation peuvent ouvrir la voie à une paix durable ». En tête de l'ordre du jour américain pour ce dialogue, figure un meilleur respect des droits de l'homme par l'U.R.S.S. Ce n'est pas un sujet marginal, a affirmé le secrétaire d'Etat, et on ne peut séparer les droits des peuples des droits individuels.

Washington estime que les « relations non naturelles » entre Moscou et ses satellites sont « une source d'instabilité en Europe ». Or l'instabilité politique et le contrôle des armements sont intimement liés. Une attitude « irresponsable » des Soviétiques dans telle ou telle région du monde peut annuler les effets de la stabilité recherchée à travers le contrôle des armements. Ce dernier, « aussi important soit-il, n'est pas et ne peut être le sujet dominant de notre dialogue avec les Soviétiques ».

En réponse à des questions, M. Shultz a réaffirmé que Washington ne souhaitait un sommet soviéto-américain que si cette réunion avait de très bonnes chances d'aboutir à des résultats substantiels. Un sénateur lui a fait alors remarquer que M. Reagan risquait d'être le seul président depuis les années 60 à n'avoir réalisé ni un accord militaire ni un sommet avec Moscou. Cela n'a pas eu l'air de beaucoup émouvoir le secrétaire d'Etat, qui s'est contenté de répondre : « Soit ».

On a appris au passage que l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou avait engagé l'an dernier « des conversations exploratoires » avec le Kramlin au sujet de l'Afghanistan. M. Shultz n'a donné aucune indication sur leurs résultats, se contentant d'énumérer les exigences de Washington : « Retrait complet des troupes soviétiques, restauration de l'indépendance de l'Afghanistan et de son statut de pays non aligné, formation d'un gouvernement acceptable par le peuple afghan et retour honorable des réfugiés ».

ROBERT SOLÉ.

EUROPE

Pologne

QUELQUES HEURES AVANT L'ARRIVÉE DE JEAN-PAUL II
M. Walesa fait l'objet d'une étroite surveillance policière

Le pape était attendu à Varsovie, ce jeudi 16 juin, à 17 heures. Il se confirme que pendant ce séjour d'une semaine dans son pays natal Jean-Paul II aura des entretiens en petit comité avec le général Jaruzelski et les membres du Conseil militaire de salut national.

Mercredi, le pape a déclaré : « Je remercie mes compatriotes de

Dans l'esprit du pouvoir, a expliqué M. Rakowski, la visite peut être un facteur de « stabilisation » de la vie « socio-politique » en Pologne, et donc, à terme, contribuer à ce titre à une possible levée de l'état de siège. Mais il a pris bien soin de souligner que cette décision était du ressort des seules autorités.

D'autre part, il a clairement laissé

Jean-Paul II lui demande en fait l'autorisation de voir M. Walesa.

Au cours de cette même conférence de presse, M. Jaruzelski a été interrogé sur l'attitude des pays occidentaux à l'égard de l'actuel pouvoir en Pologne. Il a déclaré que cette attitude n'était pas « monolithique » et qu'elle était de moins en moins à mesure que le temps passait, mais il a affirmé que la France se trouvait « au premier rang parmi les pays qui manifestent leur surveillance et leurs hostilités au gouvernement » du général Jaruzelski.

Enfin, le gouvernement a annoncé des mesures de grâce pour sept cent quatre-vingt-quinze détenus, politiques et de droit commun, mais n'a pas répondu aux sollicitations du pape, de l'Eglise et de Solidarité qui avaient réclamé une amnistie générale. - (A.F.P.)



n'avoir invité. Je remercie aussi bien les autorités de l'Eglise que l'Épiscopat », et il a prié pour que « ce pèlerinage serve la vérité et l'amour, la liberté et la justice. Pour qu'il serve la réconciliation et la paix ».

Cependant, en Pologne, M. Walesa, qui compte rencontrer le pape à Cracovie, fait l'objet d'une étroite surveillance policière. Il a déclaré mercredi soir par téléphone : « Je suis pratiquement en résidence surveillée depuis 15 heures. Sous mes fenêtres et sous mon balcon, il y a deux jeeps, cinq voitures, au total à peu près cinquante personnes. On ne m'empêche pas de sortir, mais des que je le fais, ils me suivent ».

Le président du syndicat dissous Solidarité a toutefois déclaré qu'il n'avait pas changé de projet : « Je pars vendredi à 16 heures pour Cracovie » (où le pape arrivera samedi soir). Il a précisé qu'il comptait amener avec lui sa femme Danuta, leur fils aîné et leur « petite dernière ».

M. Walesa a démenti une rumeur selon laquelle on lui avait retiré, comme à deux de ses plus proches collaborateurs, son permis de conduire. « S'ils le font, je roulerai sans permis. Ils violent la loi, moi aussi je peux le faire. » Il a ajouté : « S'ils me prennent ma voiture, j'achèterai une moto, et s'ils prennent la moto, j'achèterai un vélo ».

Une mise en garde de M. Rakowski

D'autre part, M. Rakowski, vice-président du gouvernement polonais, a rappelé mercredi, au cours d'une conférence de presse, sur le ton de la mise en garde, que l'état de siège n'était que « suspendu » et que cette réalité devait être oubliée pendant le séjour du pape.

AFRIQUE

République Sud-Africaine

Le septième anniversaire de Soweto

Les Noirs d'Afrique du Sud célèbrent, ce jeudi 16 juin, le septième anniversaire du début des émeutes de Soweto au cours desquelles environ six cents Noirs avaient été tués en juin et juillet 1976. De très nombreux services religieux et des réunions publiques ont lieu dans un climat racial assourdi par l'attentat qui a fait, le 20 mai, dix-neuf morts et de deux cents blessés à Pretoria, ainsi que par la pendaison, le 9 juin, de trois militants de l'A.N.C. (Congrès national africain).

Dans un communiqué, les principaux animateurs des cérémonies commémoratives ont invité les autorités à faire preuve de discrétion, soulignant que les esprits sont « à vif ». La police sud-africaine a pris une série de mesures restrictives à l'égard des journalistes qui se rendent dans la cité-dortoir de Soweto, où la fille de Nelson Mandela, enquadrée à la prison à perpétuité en 1964, s'adressera à la foule. - (A.F.P.)

A la poursuite des mirages de l'Orient

Jean Soublin

Lascaris d'Arabie
roman

66 F

Les coups de foudre de l'été au Seuil

EUROPE

M. Andropov cumule les fonctions de chef de l'Etat soviétique et de secrétaire général du P.C.

(Suite de la première page.)

Dressant un réquisitoire extrêmement sévère contre la politique de Washington et l'oppression de la volonté de paix de l'Union soviétique, M. Gromyko s'adressait visiblement beaucoup plus aux opinions publiques (il a souligné avec force la signification du mouvement antinuclear en Europe) qu'aux gouvernements. Aussi bien s'est-il abstenu de toute menace, répétant seulement que son pays n'accepterait jamais d'être soumis à la « supériorité militaire de qui que ce soit ».

De ce vaste tour d'horizon, on retiendra seulement un avertissement à propos de la Pologne, qui, en dépit des manœuvres de l'« adversaire de classe, restera partie intégrante de la communauté socialiste ». A propos du Proche-Orient, M. Gromyko s'est borné à déclarer que l'U.R.S.S. n'entendait pas demeurer un « observateur passif », et il a réitéré sa proposition d'une conférence internationale sur ce secteur. S'agissant enfin de l'Europe occidentale, il a répété que Moscou souhaitait poursuivre et développer les liens de coopération avec des pays comme l'Allemagne et la France, invitant ces derniers — sans critiquer leurs dirigeants — à ne pas « se laisser entraîner dans le sillage de la politique belliste des Etats-Unis ».

La session plénière du comité central du P.C. soviétique, qui avait précédé la réunion du Parlement, s'est achevée mercredi sur des résumés sensiblement plus modestes que certains soupçonnaient, pourtant habituellement informés, n'avaient cru pouvoir l'annoncer.

Les mouvements de personnes, sur lesquels se concentrait l'intérêt, ont été limités au strict minimum. Le fait le plus saillant est la nomination de M. Romanov, déjà membre du bureau politique, au secrétariat du comité central. Le premier secrétaire du parti de Leningrad — poste qui ne s'est jamais revêtu d'un très bon tremplin de carrière pour ses prédécesseurs — se retrouve ainsi dans le groupe restreint des personnages qui, siégeant dans les deux organismes suprêmes du parti, se définissent comme les plus hauts dirigeants. Outre M. Andropov, deux membres du bureau politique seulement, MM. Tchernenko et Gorbachev, partageaient jusqu'ici ce privilège. On passe donc d'un trio à un quatuor, et l'arrivée au bureau venu ne peut être sans signification.

M. VOROTNIKOV

M. Vorotnikov, seul nouveau promu au rang de membre suppléant du Politburo, est âgé de cinquante-sept ans. Membre du parti depuis 1947, il a terminé ses études à l'Institut aéronautique de Koutbychev, sur la Volga, et a travaillé dans une usine de constructions mécaniques de la même ville à partir de 1942.

De 1961 à 1967, il a été secrétaire, puis secrétaire du parti pour la région de Koutbychev, avant de devenir président du soviet de la même région. De 1971 à 1975, il a été premier secrétaire du parti de Koutbychev avant de devenir premier vice-président du gouvernement de la fédération de Russie.

Eloigné au poste d'ambassadeur à Cuba en 1979, il en avait été rappelé l'été dernier pour prendre la direction du parti dans le territoire de Krasnodar, après l'éviction de M. Medounov, qui vient d'être exclu du comité central pour « faute dans son travail ». Il pourrait devenir chef du gouvernement de la Fédération de Russie en remplacement de M. Solomentsev.

M. SOLOMENTSEV

M. Mikhaïl Solomentsev, qui succède à M. Pelche, décédé, à la tête du comité de contrôle du parti (un organisme chargé de suivre les dossiers individuels des membres du parti et de veiller au bon ordre des procédures d'expulsion), est né en 1913 et siège au comité central du parti depuis 1961.

Après avoir fait des études supérieures à Leningrad et travaillé comme ingénieur dans l'Oural, il a été responsable régional dans le parti et l'économie à Tcheliabinsk, avant de prendre, en 1959, la direction du comité régional du parti à Karaganda, où venait de se produire de graves émeutes ouvrières. De 1962 à 1964, il a été second secrétaire du parti au Kazakhstan, et, de 1964 à 1966, premier secrétaire à Rostov, sur le Don. En 1966, il était promu secrétaire du comité central et chef de son département Industrie lourde, enfin, en 1971, président du gouvernement de la Fédération de Russie.

A la différence de M. Pelche, qui était membre titulaire du Politburo, M. Solomentsev reste simple membre suppléant de cet organisme, une dignité à laquelle il a accédé il y a douze ans.

L'homme est relativement jeune — soixante ans depuis février dernier — et sa formation d'ingénieur peut le désigner comme le type d'un de ces nouveaux dirigeants dont le pays a besoin. Principal patron de Leningrad depuis 1970, il s'y est fait une réputation de gestionnaire efficace. Il a signé, en 1981, un article de la revue *Kamounist* assez sévère sur l'« irresponsabilité » des petits cadres, la mauvaise organisation du travail des comités du parti, le formalisme, etc. Ce n'est pas très original, et les observateurs étrangers qui ont en l'occasion de l'approcher ne semblent pas avoir été fortement impressionnés par sa personnalité. Il apparaît en fait comme un homme d'appareil, dont la couleur n'est pas nettement définie sur l'éventail des forces qui se partagent le bureau politique, et dont la promotion par conséquent ne donne d'avantage décisif à aucun clan.

Les autres nominations sont de moindre intérêt dans la mesure où elles répondent plus ou moins à des exigences organisationnelles ou protocolaires. M. Solomentsev — tout en restant membre suppléant du bureau politique — remplace Arvid Pelche décédé à la tête du comité de contrôle du parti. Curieusement, il n'a pas été jugé nécessaire — ou possible ? — d'élargir la composition du bureau politique qui reste à son niveau plancher de onze membres.

Au niveau du comité central, les promotions de membres suppléants au rang de membres à part entière résultent dans plusieurs cas de titres déjà acquis, comme pour M. Koltchakov, récemment nommé ambassadeur en R.D.A., ou pour le maréchal Akhromiev, qui n'a ce grade que depuis le mois dernier.

Enfin, les deux exécutifs du comité central avaient déjà terminé leur carrière politique depuis quelque temps : M. Tchobolov, ex-ministre de l'intérieur, à la fin de 1982 à la suite d'une obscure affaire dans laquelle auraient été impliqués des membres de la famille Brejnev, et M. Medounov, en raison d'un scandale qui avait coûté en son temps (1980) treize ans de prison au maire de Sotchi. C'est la première fois depuis près de vingt ans qu'une telle procédure d'exclusion est appliquée. Sans doute le régime qui se veut pur et dur a-t-il voulu faire un exemple. Les victimes choisies n'étaient pas de celles qui pouvaient encore offrir une grande résistance.

Un discours sans temps fort

La même modération inspire le discours de clôture prononcé par M. Andropov et dont le texte a été lu intégralement — ce qui n'avait pas été le cas la veille pour le rapport de M. Tchernenko — dans la soirée à la télévision.

De toutes les interventions du nouveau secrétaire général depuis qu'il a pris la direction du parti, celle-ci est sans doute la plus prudente, celle où il se définit le moins nettement comme porteur d'un changement, d'une rénovation du régime.

D'abord parce que M. Andropov, sans nommer son prédécesseur, a choisi d'exposer son discours sur l'idée d'une révision du programme du P.C. soviétique lancée en février

1981 devant le vingt-sixième congrès par Brejnev lui-même. N'est-ce pas là le signe de cette même volonté de continuité qu'avait affirmée mardi M. Tchernenko ? Le secrétaire général a d'autre part touché à pratiquement tous les sujets de la politique internationale — pour affirmer le désir de paix de l'U.R.S.S. et le souhait de meilleures relations au sein du camp socialiste — de la gymnastique en passant par le perfectionnement des méthodes de gestion économique, la lutte contre la criminalité, l'antiformalisme, le rôle des syndicats, celui des organisations de base du parti, la mission des instituts scientifiques, la politique des nationalités, l'élévation du niveau de vie, etc.

On cherche le temps fort dans ce discours qui, tout en se voulant « réaliste » et énonciateur d'un programme d'avenir, en dit fort peu sur les moyens d'action envisagés. Tout au plus relève-t-on l'accent mis sur le passage à un mode de développement plus « intensif » qu'« extensif », le désir d'une approche plus adaptée au « niveau d'éducation et aux exigences du peuple soviétique », le sentiment peut-être que le régime est mal compris — à l'intérieur comme à l'extérieur — c'est parce qu'il s'exprime mal ou pas assez clairement.

Tout cela reste néanmoins bien timide et décevra sans doute ceux qui avaient attendu de ce plénum un discours d'histoire que les premiers commentateurs — qu'il ouvre des voies véritablement nouvelles.

ALAIN JACOB.

LE « PRÉSIDIUM » ET SON « PRÉSIDENT »

Le chef de l'Etat soviétique, en fait le président du présidium du Soviet suprême, occupe un poste plus honorifique que politique.

Selon la Constitution, le présidium du Soviet suprême est une direction collégiale de l'Etat. Cet organisme compte une trentaine de membres choisis parmi les 1 500 députés du Soviet suprême. Son président est élu par les deux Chambres réunies, bien que la Constitution ne soit pas formelle sur ce point.

Selon la Constitution, c'est le présidium qui ratifie les traités, nomme les ambassadeurs, déclare les états d'urgence, procède à la constitution du conseil de défense, nomme les officiers généraux. Il peut décréter la mobilisation ainsi que l'Etat de siège dans tout ou partie de l'U.R.S.S. à déclarer de dissolution le Soviet suprême en cas de conflit entre les deux Chambres et recourir au référendum. Le présidium fixe la date des élections au Soviet suprême et en convoque les sessions.

Dans les faits, c'est le président du présidium qui apparaît comme le véritable chef de l'Etat. Brejnev était jusqu'à présent le seul chef du parti qui ait assumé cette charge. Lénine, Staline ou Khrushchev ayant préféré prendre à l'occasion la direction du gouvernement. Depuis la mort de Brejnev, la présidence était assumée de facto par M. Vassili Kouznetsov, premier vice-président du présidium du Soviet suprême et membre suppléant du bureau politique du parti.

Choisissez la difficulté : offrez-vous l'ECADE !

Rien n'est facile dans la vie. Et peut-être moins encore à l'ECADE, une école de gestion exigeante, intensive, dure parfois. Pour la réussir, il faut beaucoup travailler, être particulièrement motivé et se donner à fond.

Autrement dit, acquérir ou développer tout de suite de bonnes habitudes : celles de la vie d'entreprise. Parce que les études à l'ECADE sont à l'image de la vie professionnelle : sans concessions.

Pourquoi ne pas vous faire ce « cadeau » utile : vous offrir de vraies études de gestion, concrètes, réalistes, pratiques ? En suivant notre programme de formation polyvalente en gestion du travail et de réelles perspectives de carrière.

Administration de l'Entreprise. Celui qui vous offre la possibilité unique d'acquiescer en 9 mois d'études à plein temps une formation méthodologique et technique valable pour trente ans de réussite professionnelle. Parce que ce programme est différent. Son but exclusif est de former des managers immédiatement opérationnels, à l'aide de moyens et méthodes pratiques, réalistes et concrets.

Pour que vous possédiez une vraie chance sur le marché du travail et de réelles perspectives de carrière. Il serait vraiment dommage que vous passiez à côté de ce programme, dont la prochaine session débute en octobre 1983, car vous pouvez être l'un des trente à quarante stagiaires qui y seront admis.

ECADE Ecole d'Administration et de Direction des Entreprises
Rue du Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse), 021/22 15 11

IL Y A TRENTES ANS

Les chars soviétiques intervenaient à Berlin-Est

par ALFRED GROSSER

Le 17 juin 1953, les chars soviétiques intervenaient à Berlin-Est. Dès le 18 et pendant deux semaines, des chars soviétiques, prononçant des condamnations à mort à Berlin, Rostock, Gotha, Eisenberg. Les condamnés étaient aussitôt fusillés. Le 5 août, le comité central du parti soviétique — SED — remerciait le parti soviétique pour l'« aide décisive » de l'U.R.S.S.

Trente ans après, pourquoi, à propos des manifestations et émeutes qui, après Berlin-Est, ont eu lieu dans environ deux cents localités est-allemandes, relayer d'abord l'action de l'Union soviétique ? Parce que c'est elle qui a donné à ces journées sa signification la plus durable.

Au départ, il ne s'agissait nullement d'une révolte mais d'une protestation ouvrière contre une augmentation des normes de production entraînant une baisse de salaire. Dès la fin mai, cette augmentation avait provoqué des grèves. Les manifestations de juin ne demandaient pas la fin du régime, mais encore la « unification des deux Allemagnes ». Ils réclamaient cependant la démission du gouvernement en place et aussi des élections libres. Ils attendaient surtout l'exercice du droit de grève.

Le ministre de la Justice, Max Fechner, semblait leur donner raison sur ce point : « Ne peuvent être punies, déclare-t-il, que les personnes qui se sont rendues coupables de crimes... Le droit de grève est garanti par la Constitution... Il n'y aura donc pas de politique de vengeance contre ceux qui ont fait la grève ou pris part à des manifestations. » Le 15 juillet, il était lui-même arrêté et, le 28, exclu du SED comme « ennemi du parti et de l'Etat ». Hilde Benjamin, qui prit sa suite, déclara implacablement le « social-démocratie » de la justice. Et la grève allait demeurer, comme en U.R.S.S., un crime contre le peuple et le syndicat un mobilisateur d'énergie aux mains du parti, non un instrument d'expression de revendications. Un quart de siècle plus tard, l'accord de Gdansk devait

prendre, dans cette perspective, une signification doublement révolutionnaire.

En revanche, l'impuissance occidentale, éclatante pour la Pologne en décembre 1981, est une sorte de donnée permanente depuis juin 1953. De Berlin-Est à Varsovie, en passant par Budapest en 1956 et par Prague en 1968, les Occidentaux ont clairement fait savoir à l'U.R.S.S. que la répression n'aurait pas jusqu'à prendre des mesures susceptibles d'être interprétées comme des représailles ou comme des interventions en faveur des opprimés. Du point de vue des conflits à éviter, de la paix à préserver, ils ont sans doute eu raison, mais il n'y a certes pas lieu de se glorifier d'une sagesse de la répression. Il n'y a pas à montrer trop de fierté d'avoir préservé dans nos pays les libertés dans la paix puisqu'il est entendu que le prix de ces acquis ce sont les Allemands de l'Est, les Hongrois, les Tchèques, les Polonais qui ont dû et qui doivent le payer.

Le cas allemand a cependant sa spécificité. En juin 1953, les gouvernements de Berlin-Est et de Moscou ont accusé les autorités ouest-allemandes d'avoir fomenté puis nourri la révolte. En fait, ce qui frappa le plus à l'époque et ce qui frappe encore rétrospectivement aujourd'hui, c'est l'extrême prudence du gouvernement Adenauer, son souci de ne pas se laisser entraîner dans une confrontation, fût-ce pour la défense de compatriotes victimes de la répression. Lorsqu'a, aujourd'hui, les pacifistes ouest-allemands présentent les années 50 comme marquées par une volonté offensive occidentale, ils oublient complètement l'attitude fermement maintenue en juin 1953 par les autorités de Bonn et de Berlin-Ouest, une attitude débouchant sur le voyage conciliateur d'Adenauer à Moscou en septembre 1955.

L'accusation d'infiltration et encore

Allemagne fédérale

Le Bundestag examine dans un climat pesant la question des euromissiles

De notre correspondant

Bonn. — Le débat du Bundestag sur la défense et la sécurité en Europe, un plénum consacré à la question constituée par les SS-20 soviétiques et la parade qu'il convient d'y apporter, a mis en lumière mercredi 15 juin, les divergences qui séparent le gouvernement de l'opposition social-démocrate. Les motions déposées par l'un et l'autre ont été renvoyées au comité, d'où le S.P.D. voudrait les faire sortir la semaine prochaine, pour qu'un vote puisse intervenir sur le fond en séance plénière.

Ouverte par la déclaration du ministre des affaires étrangères, M. Genscher, la discussion a duré toute la journée dans une atmosphère pesante. La grande différence entre les partis en présence est que, pour la C.D.U. et le F.D.P., les choses n'ont pas changé depuis novembre 1979, moment où fut adoptée la double décision de l'O.T.A.N., alors que pour les sociaux-démocrates, elles ont évolué, mais dans le mauvais sens. Il faut cependant rendre justice à M. Egon Bahr, porte-parole du S.P.D. en matière de désarmement, qui exposait le point de vue de son parti et qui fut si souvent suspecté de faire le jeu de Moscou : il a qualifié d'« inexplicable » l'accumulation des SS-20 par la puissance soviétique. Ce qui n'est pas pour lui une raison de « s'accrocher bureaucratiquement » à une décision « dépassée ».

Mais pour M. Bahr, le principal changement est intervenu dans la position américaine, qui a transformé l'« option zéro », primitivement appliquée au seul Occident pour le cas où l'U.R.S.S. réduirait le nombre de ses SS-20, en une formule « zéro-zéro » impliquant le désarmement complet du dispositif des fusées soviétiques. Le ministre de la Défense, M. Werner, s'est référé aux dossiers qu'il avait trouvés en arrivant au ministère pour reléguer au rang d'arguments ces arguments. Pour lui, la ligne de la coalition actuelle s'articule sur celle de l'ancien : le gouvernement Schmidt avait préparé « dans tous ses détails » l'implantation des Pershing-2 et des missiles de croisière en cas d'échec des négociations américano-soviétiques de Genève.

Ne serait-il pas préférable, a dit cependant M. Bahr, de prolonger ces pourparlers au-delà de l'automne si c'était nécessaire, plutôt que d'entreprendre un processus de réarmement qui risquerait d'inciter les Soviétiques à installer de nouvelles armes atomiques chez leurs satellites, donc au premier ligne ? Au minimum, a-t-il ajouté, il ne doit pas y avoir d'automatisme de l'implanta-

tion des Pershing-2 en Allemagne fédérale : il faut, au préalable, que le Bundestag se prononce à nouveau. Mais mercredi, l'affaire était entendue pour la majorité, qui, sauf miracle à Genève, s'apprête à recevoir en décembre les premières caisses contenant les pièces détachées des Pershing. Un système d'armes, il est vrai, qui, selon le dernier numéro de *Der Spiegel*, a apporté que des déconvulsions lors de ses premiers essais, et qui n'a pas, de toute façon, été suffisamment testé pour remplir les missions qu'on voudrait lui confier.

ALAIN CLÉMENT.

Italie

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DU PARTI SOCIALISTE M. Craxi propose à la démocratie chrétienne un pacte de gouvernement de trois ans

Rome (A.F.P.). — M. Bettino Craxi, secrétaire général du parti socialiste italien, a proposé à la démocratie chrétienne un accord de gouvernement à conclure à la suite des élections législatives des 26 et 27 juin (nos dernières éditions du 6 juin).

Cet accord porterait sur un programme commun pour constituer une majorité d'une durée de trois ans. C'est en fonction des résultats obtenus que l'accord serait reconstruit pour la fin de la législature.

Au cours d'une conférence de presse, M. Craxi a indiqué qu'il n'existait « aucune autre base réaliste » de gouvernement, rejetant de ce fait la proposition d'« alternance de gauche » sur laquelle le parti communiste fonde sa campagne et « qui ne peut, selon le secrétaire général du P.S.I., aboutir à une majorité viable ». M. Craxi a remarqué que la durée moyenne des gouvernements était d'un an.

Simultanément, le parti socialiste s'est trouvé une seconde fois impliqué dans une sérieuse affaire de concussion et d'association de malfaiteurs. Après la fédération de Turin, voilà trois mois, c'est celle de Savone qui a été frappée. L'ancien

servi de prétexte pour l'érection du mur de Berlin le 13 août 1961. Jusque-là, Berlin était, depuis 1948, politiquement et administrativement coupé en deux, mais pas physiquement, ce qui permettait, en 1960-1961 comme en 1952-1953, les départs massifs d'est en ouest. Qu'il s'agit avec le mur d'arrêter ce « piédestal avec les pieds » et non d'empêcher de vilains agents capitalistes de se glisser à l'est, la R.D.A. l'a elle-même admise à partir de 1970 en acceptant les visites massives de citoyens de la République fédérale, tandis que ses propres citoyens demeuraient interdits de sortie.

Une présence renforcée

En juin 1981, J.-F. Kennedy avait déclaré que les points cruciaux aux yeux des Etats-Unis concernaient tous la survie d'un Berlin-Ouest libre. L'autorisation était donnée à l'U.R.S.S. d'agir à sa guise dans son domaine, notamment d'en renforcer l'isolement. L'isolement : 1961 constituait donc bien un simple moment dans le continu spectaculaire entamé en 1953.

Pour beaucoup d'Allemands, y compris chez les dirigeants, le 13 août 1981 a simplement entraîné une meilleure compréhension d'un phénomène qui aurait déjà été évident en 1953 : l'existence même de l'Union soviétique et de l'exigence d'immobilisme qu'elle présente aux régimes qu'elle domine excluent toute possibilité de réunification.

En 1953, Bonn n'acceptait pas encore l'idée que l'autre Allemagne constituait un Etat. Mais la décision économique sur les normes, le fonctionnement de la justice répressive, l'encadrement des citoyens, n'étaient pas là autant d'aspects très visibles d'une réalité éternelle ? Une réalité qui, trente ans plus tard, est si bien acceptée qu'on souhaite réduire le plus possible la tension mondiale pour que l'autre Etat allemand accepte de continuer à s'ouvrir aux contacts avec les autorités, les hommes, les médias de la République fédérale. Des contacts qui devraient être considérés par les autres pays occidentaux comme une avancée occidentale et non comme un pas vers une unité allemande soustraite à l'Occident.

Il n'y a pas eu de nouvelle rébellion en Allemagne de l'Est depuis juin 1953. Il ne faut pas en souhaiter une, ne serait-ce que parce qu'on ne dispose d'aucun moyen pour empêcher son déclenchement. Mais il ne faut pas en déduire chez nous que seule la Pologne aurait le droit de ne pas être pleinement réintégrée. La seule offensive permise aux Occidentaux vers les pays européens privés des libertés politiques élémentaires est celle d'une présence, d'une communication renforcées. Là où les chars soviétiques sont intervenus le 17 juin 1953, cette présence, cette communication, sont évidemment allemandes. A nous de nous réjouir de son existence au lieu de nous en effrayer.

Le Monde

politique

LE CONTENTIEUX SUR LES ÉLECTIONS MUNICIPALES

Le communisme municipal à l'épreuve de la fraude

Le tribunal administratif de Paris a décidé, le mercredi 15 juin, d'inverser les résultats de l'élection municipale de Noisy-le-Grand en proclamant la victoire de la liste menée par la candidate du R.P.R. et d'annuler les élections de la Queue-en-Brie, Aulnay-sous-Bois, Antony, Villeneuve-Saint-Georges où les maires sortants communistes avaient été réélus.

« Indignée » par ces nouvelles décisions, l'Association des élus communistes et républicains de Seine-Saint-Denis a décidé d'organiser, ce jeudi 16 juin, une manifestation « dans le calme et la dignité » à Aulnay-sous-Bois pour que soit « respecté le suffrage universel et le choix exprimé par les électeurs les 6 et 13 mars ».

Pour sa part l'opposition organisée, ce même jour à 19 heures, au pavillon Baltard à Nogent-sur-Marne, une réunion de tous ses élus d'Ile-de-France en présence de MM. Alain Poirer et Jacques Chirac pour dénoncer le refus par le gouvernement de faire appliquer immédiatement les décisions du tribunal inversant les résultats dans trois communes.

Trappes la vieille cité éphémère, le fief du P.C. aux portes de Versailles : l'élection de l'équipe d'union de la gauche menée par le sénateur communiste M. Bernard Hugué est annulée par le tribunal administratif. Sarcelles : l'homme qui l'avait guérie de la « sarcelle », cette maladie des grands ensembles dont elle fut la première victime, M. Henry Canac, est chassé de son fauteuil de maire par la même juridiction. Choisy-le-Roi, la cité qui abrite l'école des cadres du parti, la ville de Maurice Thorez : M. Louis Luc, le mari de la présidente du groupe communiste au Sénat, devra à nouveau défendre son titre de premier magistrat devant les électeurs.

Aulnay-sous-Bois, dont le maire fut longtemps Robert Ballanger, le président du groupe communiste à l'Assemblée nationale : là aussi l'élection de son successeur, le 13 mars dernier, est cassée.

Antony de communes qui sont des « drapés » de ce « communisme municipal » dont le parti est si fier. Antony de villes qui, pour ses adversaires, symbolisent ces « fiefs » que le P.C. avait su bâtir au fil des ans.

Des bastions qu'il y a peu encore les militants les plus acharnés de l'anticommunisme ne rêvaient qu'à enlever. Aujourd'hui, les juges administratifs rendent ce rêve crédible en marquant de l'échec infamant de « fraudeurs » les équipes en place. Lourd handicap quand il s'agit de se représenter devant les électeurs si le Conseil d'Etat confirme le jugement des tribunaux de première instance.

Fort de cette première victoire juridique, la droite s'engouffre dans la brèche : « falsificateurs », « tricheurs », « voleurs » sont les plus doux qualificatifs que le P.C. n'est pas invulnérable dans ses bastions. La droite a donc pu se lancer dans la bataille juridique et en surveiller de près la bonne déroulement. C'est ce qui permet au P.C. de parler de « manœuvre » d'une opposition qui, dans certains cas, comme à Antony, paraît en effet avoir préparé dès le jour du scrutin une possibilité de recours.

Maintenant, l'opposition est décidée à utiliser à fond cette victoire remportée dans les enceintes judiciaires. Déjà, elle accuse le P.C. de refuser le principe de l'alternance démocratique dans les villes qu'il contrôle. Ne pouvant accepter d'être traité de « tricheur », le parti réagit durement, voyant dans l'attitude de la droite la confirmation que, pour elle, l'arrivée de la gauche au pouvoir est toujours « illégitime ». « Coup de force contre le suffrage universel », titre à la une « l'Humanité » du 16 juin qui en page intérieure, parle de « voix volées ».

Mettant en avant les cas où la sanction morale paraît sévère alors même que la fraude n'est pas prouvée, comme à Aulnay-sous-Bois, les communistes parlent volontiers de la « partialité » des juges administratifs, oubliant les cas de falsification établie.

Cette réaction sans nuances, facilite la tâche de l'opposition. La participation de M. Charles Fiterman à la manifestation d'Ivry, la déclaration de M. Jack Relite à R.T.L. le mercredi 15 juin « Les tribunaux administratifs ne sont pas des tribunaux de justice : il y a des pressions qui s'exercent », la décision de M. Defferre de surseoir à l'application de la décision des juges de première instance, alimentent la querelle.

Les socialistes sont mis ainsi en position difficile. Ils parlent avec les communistes, sur ces listes aujourd'hui invalidées, ils n'ont pu se désolidariser, comme l'ont fait publiquement le P.S.U. à Villeneuve-Saint-Georges ou le M.R.G. à La Queue-en-Brie. La fédération du P.S. du Val-de-Marne s'est solidarisée avec celle du P.C. Ailleurs les socialistes ont été plus réservés, et mercredi, la direction nationale leur a conseillé la prudence.

Celle-ci est-elle possible, puisque déjà chacun admet qu'il faudra faire « liste commune » lors du « troisième tour » ? Entre « la droite revancharde » et « l'union de la gauche », le choix est vite fait dit-on. D'autant que la situation politique ne permet guère de jeter une nouvelle pierre dans le jardin de l'unité.

A ce jeu, c'est toute la majorité gouvernementale qui risque de supporter le poids moral de cette série d'annulations.

THÉRIER BRÉHIER.

Après avoir fourni un premier jeu de bulletins comportant de nombreuses erreurs d'impression, l'opposition en avait distribué un nouveau lot correct. Or M. Goutmann, en tant que président du bureau centralisateur, a corrigé les résultats des différents bureaux de vote qui n'avaient pas jugé nuls les bulletins provenant du premier jeu. Elle s'était vue le droit de le faire puisque, d'après l'article R. 69 du code électoral, le bureau centralisateur ne peut qu'additionner les résultats des différents bureaux de vote sans les modifier. La seule prise en compte des bulletins jugés « à tort », a dit le tribunal — a eu suffi pour renverser le résultat des élections.

Finalement, il ne reste dans ce département que Villepinte où le maire communiste, M. Ange Baraglioli, a été convaincu de véritables

manœuvres frauduleuses par falsification des procès-verbaux. Ses interventions, il est vrai, ne fut pas discrète puisque le total des voix qu'il avait accordées à chacune des deux listes en présence le 6 mars était supérieur au nombre des suffrages exprimés. Le préfet lui-même avait saisi le tribunal. Et celui-ci, dans son jugement, ne mène pas ses mots : « Grattage » de nombres pour en substituer d'autres, feuilles de pontage « falsifiées ».

Le jugement concernant Choisy-le-Roi (Val-de-Marne) est tout aussi net : « Surcharges », « manipulations de chiffres », « manœuvres », « falsifications ». Même appréciation pour Limeil-Brévannes, dans le Val-de-Marne, où les juges expliquent que certains procès-verbaux présentent des « traces d'effacement » et « des décomptes ont été grattés et surchargés ». En plus de ces trois communes, des falsifications de procès-verbaux ont été mises en évidence à La Queue-en-Brie, dans le Val-de-Marne, et à Sarcelles, dans le Val-d'Oise.

Une belle querelle

C'est la nouveauté de la situation actuelle. Car de tout temps il y a eu des annulations d'élections. En général, le tribunal estimait que le rapprochement d'un score très serré avec divers incidents lors du dépouillement ou dans la campagne électorale elle-même jetait un doute sur la validité réelle des élections. C'est dans cette tradition qu'ont été annulées cette fois les élections de La Seyne (Var), Dreux (Eure-et-Loir) et de Carrières-sous-Poissy (Yvelines) — dans ce dernier cas au bénéfice du maire sortant communiste, battu par un R.P.R. Ces cas ne doivent donc pas être confondus avec les affaires de fraude évoquées précédemment.

Reste que les tribunaux se sont montrés, cette année, particulièrement sévères. Dans sept cas (Trappes, Choisy-le-Roi, Sarcelles, Antony, Aulnay-sous-Bois, La Queue-en-Brie, Villeneuve-Saint-Georges) ils ont non seulement annulé les élections mais aussi suspendu, dès la notification du jugement, les élus et même s'il y a appel, utilisant ainsi pour la première fois une procédure mise en place par une loi de 1975.

Les préfets vont donc devoir installer une « délégation spéciale » (c'est déjà fait à Trappes et à Sarcelles) chargée d'administrer la commune pendant un délai de trois mois maximum. S'il n'y a pas appel, de nouvelles élections seront organisées dans les deux mois suivant la date où le jugement sera devenu définitif, c'est-à-dire un mois après la notification ; cela sera le cas à Trappes.

S'il y a appel — ce sera le cas ailleurs — le Conseil d'Etat aura trois mois pour se prononcer faute de quoi les élus invalidés retrouveront leur place. Les juges administratifs ont ainsi donné satisfaction à l'opposition qui estimait anormal de laisser, comme c'était le cas jusqu'alors, les équipes jugées responsables d'un mauvais déroulement des élections organiser elles-mêmes les nouvelles.

De toute façon, le tribunal de Paris a décidé, dans ses jugements rendus le mercredi 15 juin, comme l'avait fait précédemment le tribunal de Versailles, pour Trappes et Sarcelles, que les présidents des bureaux de vote seraient désignés par le président du tribunal de grande instance. Or il ne l'avait pas fait une semaine plus tôt et le commissaire du gouvernement (qui ne représente en rien le gouvernement, contrairement à son titre, mais est simplement un magistrat parmi les autres, désigné par le président du tribunal administratif pour dire la loi) se l'avait pas demandé. Était-ce une manière pour lui — en discutant encore ses jugements dans un sens presque inutile puisque, comme il y a suspension, ce n'est pas le maire contesté qui aurait désigné les présidents des bureaux de vote — de répliquer aux critiques émises par le parti communiste contre ses premières décisions ?

Le tribunal a donc aussi renversé les résultats dans trois villes (Villepinte, Limeil-Brévannes, Noisy-le-Grand). C'est là l'occasion d'une belle querelle comme les aiment les juristes. Les avocats de l'opposition estiment, puisqu'en matière admi-

nistrative l'appel s'est pas suspensif, que la droite doit immédiatement prendre la place de la gauche dans ces maires. C'est ce qu'a l'air de penser aussi le tribunal administratif de Paris puisqu'il a jugé qu'il n'était pas nécessaire, étant donnée sa décision, de suspendre les élus proclamés au soir des élections.

Le ministère de l'Intérieur en a donc décidé autrement. Ses services compétents font remarquer que l'article L. 250 du Code électoral prévoit que les personnes proclamées élus restent en place tant que le jugement les invalidant n'est pas devenu définitif, c'est-à-dire tant que le mois où un appel est possible n'est pas passé ou que le Conseil d'Etat ne s'est pas prononcé. Mais la « proclamation » par le tribunal administratif ne doit-elle pas prendre le pas sur celle du soir des élections ?

Il n'y a guère de jurisprudence en la matière. La première inversion de résultats a été opérée pour Aix-en-Provence en 1967, mais directement par le Conseil d'Etat dont les décisions sont définitives. Depuis, les cas où un tribunal administratif a modifié les résultats des élections se comptent sur les doigts d'une main. Pour Calvi, par exemple, en 1981 et 1982, on a attendu l'arrêt du Conseil d'Etat confirmant le jugement du tribunal administratif de Nice pour remplacer les élus invalidés par d'autres. Cela donne donc raison à M. Gaston Defferre.

Th. B.

Une inversion, quatre annulations

Le tribunal administratif de Paris a inversé les résultats des élections municipales à NOISY-LE-GRAND (Seine-Saint-Denis). Les chiffres proclamés, les 6 et 13 mars dernier, avaient été les suivants :

Premier tour : inscr., 21 676 ; vot., 15 158 ; suffr. expr., 14 628. Union de la gauche (M. Goutmann, P.C.), 6 370 voix ; union de l'opposition (M. Richard, R.P.R.), 5 689 ; action locale (M. Cug), 2 769.

Second tour : inscr., 21 624 ; vot., 16 324 ; suffr. expr., 15 144. Union de la gauche, 7 477 voix ; union de l'opposition, 7 497.

Le tribunal a annulé, d'entre part, le résultat des élections à AULNAY-SOUS-BOIS (Seine-Saint-Denis), où les chiffres proclamés avaient été les suivants :

Premier tour : inscr., 41 248 ; vot., 26 511 ; suffr. expr., 25 694. Union de la gauche (M. Thomas, P.C.), 12 563 voix ; union de l'opposi-

tion, 13 786.

Il en est de même : — à LA QUEUE-EN-BRIE (Val-de-Marne), où les résultats proclamés avaient été les suivants :

Premier tour : inscr., 5 489 ; vot., 4 439 ; suffr. expr., 4 357. Union de la gauche (M. Roméo, P.C.), 1 681 voix ; union de l'opposition (M. Fontaine, R.P.R.), 1 541 ; action locale, 708 ; écologistes, 427.

Second tour : inscr., 5 489 ; vot., 4 700 ; suffr. expr., 4 552. Union de la gauche, 2 349 voix ; union de l'opposition, 2 203.

À VILLENEUVE-SAINT-GEORGES (Val-de-Marne), où les résultats proclamés avaient été les suivants :

Premier tour : inscr., 37 217 ; vot., 26 545 ; suffr. expr., 25 976. Union de l'opposition (M. Devedjian, R.P.R.), 12 179 voix ; union de la gauche (M. Aubry, P.C.), 11 376 ; écol. (M. Prévot), 2 431.

Second tour : inscr., 37 217 ; vot., 28 916 ; suffr. expr., 28 315. Union de la gauche, 14 367 voix ; union de l'opposition, 13 948.

Le paisible printemps de Dreux

De notre envoyé spécial

Dreux. — Un coup partout et la belle au milieu : c'est ainsi que le commissaire du gouvernement a présenté la décision du tribunal administratif d'Orléans d'annuler, pour quelques erreurs d'émargement, les résultats des élections municipales de Dreux, où la liste du maire sortant, M. François Gaspard (P.S.), avait emporté de huit voix seulement (le Monde du 15 juin).

Des coups, il y en a eu beaucoup durant la campagne de mars. Les socialistes se désolidarisèrent dans cette paisible commune de Beauce, et, sur les plateaux, les immigrés — environ 20 % de la population — assistèrent silencieux à un débat « centré » sur eux. Les arguments volèrent tellement bas que Dreux en eut presque honte et, au lendemain du deuxième tour, voulut oublier la psychodrame. Des immigrés, il n'en fut plus question, pas même au sein du conseil municipal, où siégeaient désormais deux membres du Front national (extrême droite).

La démission du M. Gaspard de son mandat de maire intervint pour beaucoup dans cet apaisement. La personnalité de son successeur, M. Marcel Piquet (P.S.), explique aussi le paisible printemps de Dreux. Deux maires, deux styles : elle, intellectuelle passionnée, énarque brillante, était armée avant tout par une volonté de réduire les inégalités ; lui, chef d'entreprise pragmatique, autodidacte, dont c'est la première élection, veut être avant tout un « rassembleur ».

M. Piquet accepte de reconnaître la question des subventions qui n'étaient pas versées à l'école privée, il décore, « les mérites », le jour de la Fête des

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

M. Mauroy : nous respecterons scrupuleusement les textes quelles que soient les décisions des magistrats

Le dossier des fraudes a été largement ouvert, mercredi 15 juin, à l'Assemblée nationale, lors de la séance consacrée aux questions d'actualité.

M. André Lajoinie, président du groupe communiste, a ainsi affirmé que les positions de l'opposition illustraient « une fois de plus la volonté de déstabiliser les institutions républicaines », ajoutant : « Car évidemment, pratiquement, le refus hargneux par les forces réactionnaires de l'alternance et du changement voulu par les Français en 1981... Le député de l'Allier a conclu en expliquant : « Les élus communistes n'ont pas de leçon d'humilité à recevoir de la droite, on se souvient des charcuteries électorales de Poniatowski, du scandale du vote par procuration des Français de l'étranger, ou des « liaisons dangereuses » du R.P.R. avec une officine interdite à la suite des travaux de la commission d'enquête dont j'avais demandé, au nom de mon groupe, la création ».

M. Roland Nungesser (R.P.R., Val-de-Marne) a demandé que « le gouvernement suspende immédiatement ceux qui se sont déclarés élus au mépris du suffrage universel » ; puis, s'adressant au premier ministre, il a déclaré : « N'est-il pas inquiet d'entendre un de ses ministres recommander de « faire ce qu'il faut » pour que des décisions de justice soient « corrigées » ? (...) N'est-il pas inquiet de voir le ministre de l'Intérieur, auteur de cette jurisprudence, s'excuser, en quelque sorte, auprès de son collègue communiste de ne pouvoir donner d'ordres aux commissaires du gouvernement auprès de tribunaux administratifs qui se prononcent « four-fil le regretter » — en toute indépendance ? Un tel refus de la séparation des pouvoirs est contraire aux principes de la Constitution et du droit républicain ».

M. Georges Mesmin (U.D.F., Paris) est intervenu dans le même sens.

Dans sa réponse, M. Pierre Mauroy a souligné que « le contentieux municipal n'a rien d'exceptionnel, et il n'y a pas lieu de dramatiser les choses ». Puis il a déclaré : « Le gouvernement, pour sa part, fait confiance à la justice, et je souhaiterais que l'opposition témoigne du même respect des institutions et attende avec patience la fin de la procédure. Mais la patience et le respect des institutions ne semblent guère de mode aujourd'hui dans l'opposition ! Un jour, on annonce des élections anticipées, un autre jour on évoque avec nostalgie les procédures expéditives de 1958... Puis on réclame un référendum au mépris de toutes les règles constitutionnelles. Fort heureusement, le gouvernement est là pour garantir le respect de la loi par tous et pour nous respecter scrupuleusement les textes relatifs au contentieux électoral, quelles que soient les décisions des magistrats ».

Pour sa part, M. Gaston Defferre a expliqué : « Le gouvernement n'a pas le droit de faire exécuter un jugement qui n'est pas définitif, qui n'a même pas été signifié. Du reste, votre hâte et votre ton révèlent que vous savez bien vous être aventurés sur un très mauvais terrain juridique. Imaginez que le gouvernement fasse procéder à des élections, sans attendre que le Conseil d'Etat ait statué en appel, ce qui peut prendre deux ou trois ans. Imaginez par exemple que la Conseil d'Etat n'ait pas pu le tribunal administratif : il y aurait alors deux listes élues, l'une à la suite de l'élection partielle, l'autre en vertu de la décision du Conseil d'Etat, il en résulterait une situation contradictoire, ridicule, et, naturellement, illégale ».

M. PUSSENIER (P.C.F.) : une campagne contre le pouvoir actuel.

M. Gaston Pussénier, membre du secrétariat du comité central du parti communiste, a déclaré « inadmissibles », mercredi 15 juin, au cours d'un déjeuner de presse, les annulations ou inversions de scrutin prononcées à l'encontre de municipalités communistes.

Selon M. Pussénier, les attendus des jugements des tribunaux administratifs « reconnaissent qu'il n'y a pas fraude », et « on n'a jamais annulé des élections » pour des motifs tels que « l'envoi d'une lettre du maire aux électeurs ou le nombre insuffisant d'assesseurs dans certains bureaux ». Les inversions de résultats à Villepinte et à Limeil-Brévannes signifient, a-t-il dit, M. Pussénier, que « les électeurs ne comptent plus ». « C'est un viol du suffrage universel », a-t-il ajouté.

« Les partis de droite ont mis en place un véritable pool, un organisme ayant pour tâche de s'attaquer à certaines de nos municipalités », a déclaré M. Pussénier. Cela fait partie, a-t-il dit, d'une « campagne contre le pouvoir actuel », campagne à laquelle les juges peuvent être « sensibles », comme d'autres fonctionnaires tels que les policiers.

« Annulation des élections municipales à Bastia ». Le tribunal administratif de Bastia a annulé, jeudi 16 juin, les résultats des élections municipales de la Préfecture de Haute-Corse, dont le maire est M. Jean Zucharelli, député M.R.G. D'après le commissaire du gouvernement, un tiers du corps électoral n'avait pas reçu le matériel de vote.

M. B.

En avant-pensée chez F la nouvelle

Indemans Pien

AMÉRI

Les syndicats de la grève générale

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

Le Monde

AMÉRIQUES

Chili

APRÈS L'ARRESTATION DE M. RODOLFO SEGUEL

Les syndicats décident une grève générale le 17 juin

De notre envoyé spécial

Santiago. - La réplique des syndicats chiliens à la démission de M. Rodolfo Seguel, président de la Confédération des travailleurs du cuivre et du Commandement national des travailleurs (C.N.T.), n'a pas tardé. Les cinq organisations qui composent le C.N.T. ont décidé une grève de vingt-quatre heures le vendredi 17 juin. La Confédération des travailleurs du cuivre, l'Union démocratique des travailleurs, le Front unitaire des travailleurs, la Confédération des employés du secteur privé et la Coordination nationale syndicale, qui regroupent la quasi-totalité des syndicats chiliens, veulent de cette manière lancer un « avertissement » au gouvernement.

D'autre part, les travailleurs de la mine d'El Salvador, située à 800 kilomètres au nord de la capitale, ont décidé de cesser le travail dès jeudi, à partir de 8 heures : ils protestent ainsi contre le licenciement de vingt-trois ouvriers. Ces décisions sont illégales : ceux qui en prennent l'initiative s'exposent à de sévères peines de prison.

Il y a tout lieu de penser que plusieurs organisations syndicales et professionnelles qui ne font pas partie du C.N.T., mais qui se sont associées à la journée nationale de protestation, décideront également un arrêt de travail vendredi. Le président de la Confédération des camionneurs, M. Adolfo Quintero, interrogé sur l'attitude qu'adopterait son syndicat au cas où le Commandement national des travailleurs appellerait à la grève, nous a déclaré : « Les transports ont été pratiquement paralysés durant la journée de mardi sans que nous ayons demandé à nos adhérents de se mettre en grève. Face à la nouvelle mesure de répression qui frappe un dirigeant syndical, nous ne pouvons que nous associer à la décision qui sera prise par les responsables du C.N.T. ».

Le gouvernement du général Pinochet devrait donc affronter, le 17 juin, un mouvement de grande ampleur.

La rapidité avec laquelle a réagi le Commandement national des travailleurs montre que ce processus unitaire engagé à partir du 11 mai se poursuit. Le succès de la deuxième journée nationale de protestation, qui, à la différence de la première, a touché l'ensemble du pays, a évidemment renforcé l'unité des forces sociales contre le régime militaire.

LE MINISTÈRE FRANÇAIS DES RELATIONS EXTÉRIEURES RELÈVE « LA VITALITÉ ET LA PROFONDEUR DES ASPIRATIONS AUX LIBERTÉS DÉMOCRATIQUES »

« L'ampleur du mouvement » qui s'est manifesté mardi au Chili, lors de la Journée nationale de protestation, « témoigne de la vitalité et de la profondeur des aspirations aux libertés démocratiques » dans ce pays, a-on indiqué mercredi au ministère des relations extérieures. De même source, on a réaffirmé « la condamnation que la France porte contre tout acte de répression ». Le ministre des relations extérieures, M. Claude Cheysson, avait dénoncé le 18 mai, devant l'Assemblée nationale, la répression qui avait suivi au Chili après une première journée de protestation organisée le 11 mai par les syndicats chiliens. M. Cheysson avait alors déclaré que le général Augusto Pinochet, chef de l'Etat chilien, représentait « une malédiction pour son peuple ». Le gouvernement chilien avait immédiatement « déploré » ces déclarations, qui constituaient, selon lui, une « intervention inacceptable » dans les affaires intérieures chiliennes.

Une évolution semblable est en train de se produire au sein des partis d'opposition. Selon M. Gabriel Valdes, président du parti démocrate-chrétien, « l'heure est venue pour les formations politiques d'entrer en scène ». La constitution d'un « comité politique » regroupant toute l'opposition, y compris le parti communiste, est à l'étude. Certes, de nombreux obstacles subsistent, mais on sent chez les dirigeants politiques la volonté de se mettre d'accord sans plus tarder sur une alternative démocratique concrète.

Tandis que le front contre la dictature se consolide, les divisions au sein du gouvernement s'accroissent. Selon les proches de M. Seguel, le général Pinochet aurait décidé dans un premier temps d'exiler le président de la Confédération des travailleurs du cuivre, comme il l'avait fait en décembre dernier pour le leader de la Coordination nationale syndicale, M. Manuel Bustos. Il serait finalement revenu sur sa décision en raison des pressions exercées par plusieurs membres de son cabinet.

Le refus catégorique du général Pinochet d'accepter l'ouverture modérée que réclament ceux qui ne l'ont pas encore tout à fait abandonné l'isole chaque jour davantage. Après l'échec du « mouvement civico-militaire » qui devait regrouper le dernier carré de fidèles, et devant l'étroite marge de manœuvre dont il dispose au plan économique, le chef de l'Etat en est réduit à brandir l'épouvantail communiste. Il est vrai que la bourgeoisie chilienne a gardé un très mauvais souvenir du gouvernement d'unité populaire. Il est vrai aussi que les actes de pillage qui ont eu lieu mardi dans certains quartiers de la capitale et sur lesquels la presse s'étend à loisir ne sont pas faits pour la rassurer. Mais force est de constater que l'influence propagandiste faite à la télévision contre le parti communiste n'a pas empêché cette même bourgeoisie de manifester le 14 juin, de façon massive et bruyante, sa volonté de changement.

JACQUES DESPRÉS.

(Publicité)

4 Heures

Pour le KURDISTAN IRANIEN

à l'initiative de la

Fédération internationale des droits de l'homme.

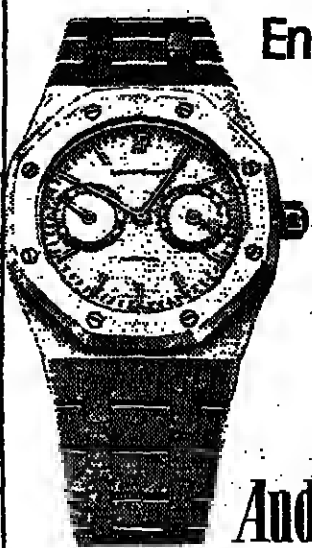
Vendredi 17 juin 1983

de 19 heures à 23 heures

Annexe de la Bourse du Travail
85, rue Charlot - 75003 PARIS

RÉUNION D'INFORMATION POUR LES LIBERTÉS
ET CONTRE LA RÉPRESSION EN IRAN

FIDH, 27, rue Jean-Dolent
75014 Paris



En avant-première

chez FRED Joaillier

la nouvelle Royal Oak "Jour et Date"

L'accomplissement de la lignée des Royal Oak.
Blanchiment contrôlé à 10 atm.

FRED Joaillier

8, rue Royale - tel. 260 30 85 - 75008 PARIS

LE CLARIDGE - 74 Champs-Élysées - 75008 PARIS
HOTEL MERIDIEN - 85, Bd. Gouvion-Saint-Cyr - 75017 PARIS
AÉROPORT D'ORLY GARE
AÉROPORT D'ORLY SUD
21 La Croisette - 06400 CANNES
LEONARD-HOTEL - MONTE-CARLO
20, rue du Marché - GENÈVE

Andemars Pignet

ASIE

Cambodge

Le prince Sihanouk restera à la tête de la coalition antivietnamienne

Le prince Sihanouk, qui se trouve en France depuis une semaine, n'a pas l'intention de démissionner « pour le moment » de son poste de président de la coalition du Kampuchéa démocratique (1). Au début de juin, il avait, dans un télégramme envoyé à M. Khieu Samphan, ministre des affaires étrangères et chef officiel des Khmers rouges, offert de donner sa démission. Il entendait ainsi tirer les conclusions des protestations khmères rouges qui avaient accueilli son interview au Monde le 31 mai dernier, dans laquelle il avait proposé, pour tenter de trouver une solution politique à la crise cambodgienne, un rassemblement national comprenant les quatre composantes khmères, les trois membres de la coalition et les représentants du régime proviétnamien de M. Heng Samrin.

Mardi 14 juin en effet, le prince a reçu un télégramme de conciliation de M. Khieu Samphan qui semble mettre, du moins temporairement, une sourdine aux divergences qui secouent la coalition. Par ce coup de semonce, le prince a voulu à la fois se placer pour le cas où la coalition échouerait à faire la preuve qu'il demeure indispensable. Cette démonstration est destinée à ses partenaires, mais aussi à ceux qui le soutiennent, la Chine et les pays de l'ASEAN (2).

Le prince n'est toutefois pas très optimiste, puisqu'il considère que les chances de parvenir à un accord qui préserve l'indépendance du Cambodge sont très faibles. Mais il n'en tend pas perdre la « tribune » que lui offre sa position, d'autant qu'il a

l'impression que la Chine mise de plus en plus sur lui. Enfin, il ne veut pas laisser la place aux partisans de M. Son Sann, qui lui sont, pense-t-il, hostiles. Et il rappelle que ce sont ceux qui, en 1970, l'ont renversé pour proclamer la République qui sont largement responsables de la situation actuelle, car, à l'époque, il n'y avait que quelques centaines de Khmers rouges. Il vient toutefois d'envoyer son fils aîné, Ranarith, en mission de conciliation auprès de M. Son Sann, qui, après tout, est encore son premier ministre.

PATRICE DE BEER.

(1) Qui regroupe, outre les sihanoukistes, les nationalistes du F.N.L.P.K. de M. Son Sann et les Khmers rouges.
(2) Association des nations d'Asie du Sud-Est, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande.

Afghanistan

Les réfugiés afghans et la loi islamique

M. Georges Marchais justifie en Afghanistan par l'existence dans ce pays du « droit de censure », ce qui paraît douteux, car il ne s'agit pas là d'une coutume musulmane. En revanche, la loi islamique prévoit, sous certaines conditions, la mort par lapidation de l'adultère. Les réfugiés afghans ne l'ont pas oublié au milieu de leurs malheurs. Il est vrai que l'intégrisme d'Etat de leur terre d'accueil, le Pakistan, est la peur, le cas échéant, leur rattrapera la mémoire.

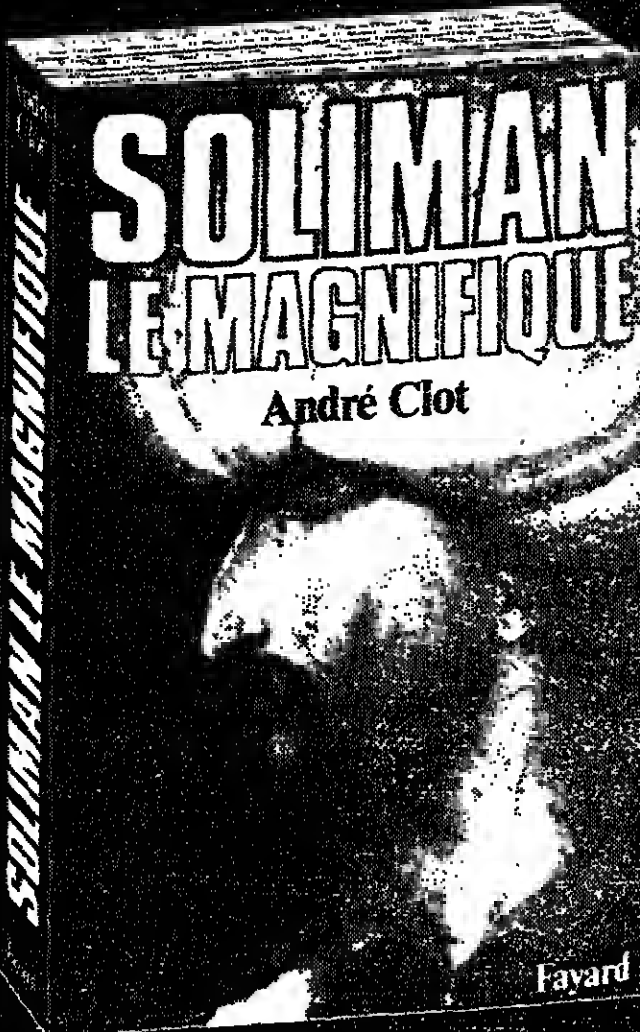
Au camp de Soudat, à 300 kilomètres au nord-ouest d'Islamabad, un camp de réfugiés formait avec un policier du cru ce qu'il est convenu d'appeler un « ménage à trois ». A l'instigation des « sages » de la tribu de l'épouse vo-

lage, celle-ci ainsi que son mari trop complaisant et son amant qui cherchaient à s'entendre ont été lapidés en présence de plusieurs milliers d'hommes, de femmes et d'enfants, ont rapporté, mercredi 15 juin, les journaux pakistais.

La juste sympathie qu'inspire la lutte du peuple afghan et la compassion suscitée par le sort des réfugiés ne peuvent faire oublier qu'une partie des résistants d'Afghanistan sont tout autant partisans du départ des Soviétiques que de l'application stricte du droit musulman. Or est le temps où le chah Amanullah (1919-1929) pouvait se faire tout à la fois le champion de l'indépendance afghane et celui de l'aggravation de l'islam 2...

J.-P. P.-H.

“Moi qui suis
le Sultan des Sultans,
le Souverain
des Souverains,
le Distributeur
des Couronnes aux
Monarques du Globe,
l'Ombre de Dieu sur
la Terre...”



470 pages - 69 F

FAYARD



ARTIREC
MOQUETTES

44,50 F/m²

Moquette en laine
et acrylique mélangés,
largeur 4 m.

77,50 F/m²

Moquette 100 % pure laine.

169 F/m²

“Blanche laine”, une
fabuleuse moquette
griffée Woolmark
100 % pure laine.

38,50 F/m²

Moquette imprimée
cannage, boudée serrée,
polyamide.

29,50 F/m²

Revêtement plastique,
largeur 4 m.

ARTIREC
TISSUS

49,50 F/ml

Tissu pur lin, largeur 2,90 m.

8,50 F/m²

Tissu contrecollé sur papier.

14,50 F/m²

Paille japonaise véritable.

ARTIREC, c'est 500.000 m²
de stock d'articles
soigneusement
sélectionnés et démarqués.

C'est le choix
grandeur nature.

ARTIREC, c'est le circuit
sans intermédiaire
qui vous assure
le meilleur rapport
qualité/prix!

Pose et livraison assurées.

Conditions spéciales
aux professionnels.

ARTIREC

Payez moins cher
la qualité

ARTIREC : 4 bd de la Bastille -
75012 PARIS - Tel. : 340.72.72

ARTIREC : 8/10 imp. St-Sebastien -
(niveau 32, rue St-Sebastien)
75001 PARIS - Tel. : 355.66.50

ARTIREC : 11, villa du Soleil
(ou 120, bd Gal Gréard)
94100 SAINT-MAUR-Tel. : 883.19.97

RECLIPARIS : 5/8, rue R. Solengro
(Pte d'Icille) -
94270 KREMLIN-BICÊTRE
Tel. : 658.81.12

BINEAU MOQUETTES : 3 bd Bineau
(100 m Pte Champmarteil) -
92300 LEVALLOIS - Tel. : 757.19.19

MOQUETTE DE LA REINE :
109 bis route de la Reine -
92100 BOULOGNE-Tel. : 603.02.30

* spécialité tissus -
revêtements muraux
** moquettes uniquement

ARTIREC

Payez moins cher
la qualité

- 5 % sur présentation
de cette annonce.

PROCHE-ORIENT

LA « GUERRE OUBLIÉE » AU KURDISTAN IRANIE

Les combats revêtent un caractère de plus en plus sanglant

Téhéran (A.F.P.). - Les combats opposant les autonomistes kurdes aux forces gouvernementales iraniennes, - une « guerre oubliée » - sont marqués depuis quelques semaines par une importante offensive de Téhéran. Cependant, il est difficile depuis la capitale iranienne d'avoir une idée précise de la situation sur le terrain, en raison du lacanisme des communiqués officiels et de l'interdiction qui est faite aux journalistes de se rendre dans ces régions.

Toutefois, les autorités de Téhéran ont annoncé dernièrement la prise de contrôle de la route de Piranchar-Mahabad, parallèle à la frontière avec l'Irak, celle d'une centaine de villages, et la conquête de points stratégiques sur plus de 200 kilomètres de la frontière entre Marivan, au Kurdistan, et Sardasht, en Azerbaïdjan occidental. Les forces gouvernementales se heurtent à une résistance qui, semble-t-il, préfère éviter le contact là où les forces iraniennes sont les plus fortes pour porter ses attaques dans d'autres secteurs.

Il y a environ un mois, les membres du Parti démocratique du Kurdistan iranien (P.D.K.I.) de M. Abdel Rahman Ghassemlou et du Komalah ont attaqué la centrale électrique de Mahabad, tuant plusieurs employés, selon une source informée iranienne.

Le 22 mai, un chef militaire important, M. Muhammad Bouroud-

jerd, le numéro deux des Gardiens de la révolution à l'état-major de la région, était décapité par une mine avec trois de ses camarades, selon un communiqué des Pasdaran. Le 6 juin, le corps découpé à la hache de Ghader Abdollahpour, chef adjoint du Bureau d'éducation de Mahabad, capturé à l'automne dernier, était découvert dans un village proche de cette ville. Nombreux sont également les corps de combattants iraniens rapatriés à la morgue de Téhéran, la tête tranchée. De leur côté, les dirigeants des opposants kurdes accusent depuis l'étranger les forces iraniennes de tuer des civils, des femmes et des vieillards.

Il reste cependant impossible d'établir des bilans de ces combats sans merci. Il y a une dizaine de jours, les autonomistes kurdes ont attaqué trois jours durant des bases de la région de Sardasht. Ils ont été repoussés après avoir eu une vingtaine de tués et blessés, selon les informations officielles.

La perméabilité des frontières constitue le facteur-clé permettant l'approvisionnement des autonomistes. Certains d'entre eux reçoivent un soutien incontestable de l'Irak.

Quant à l'aide apportée par d'autres pays aux rebelles, notamment par les super-puissances, il reste pratiquement impossible d'en prouver l'existence.

Liban

Beyrouth dénonce le blocus par les Israéliens d'un village du Sud

Le village de Deir-Quanoun, au Sud-Liban, est isolé depuis six jours du monde extérieur par l'armée israélienne, à la suite de l'attentat qui a coûté la vie, le 10 juin, à trois soldats israéliens et en a blessé grièvement un quatrième. Depuis vendredi matin, des convois du C.I.C.R. et des contingents de la FINUL, chargée du contrôle de ce secteur, ont tenté de s'y rendre, mais en vain. A l'entrée du village, situé à 3 kilomètres à l'est de Tyr, des soldats israéliens ont établi un barrage de barbelés.

Selon les habitants d'un village limitrophe, aucun camion de ravitaillement n'a pu pénétrer depuis vendredi dans l'agglomération, ni un couvre-feu total a été imposé. Les quelques deux mille habitants, des paysans pour la plupart, ne peuvent sortir qu'une heure par jour pour se ravitailler. En outre, le système d'alimentation en eau et en électricité a été coupé par les Israéliens. Les arrestations, dont on ignore exactement le nombre - deux cents, selon les habitants, une dizaine selon les Israéliens, - sont opérées à la fois par les militaires israéliens et les miliciens du commandant libanais dissident Saad Haddad. D'autre part, la radio libanaise a confirmé que les forces israéliennes avaient abattu les oliviers du village et refoulé un camion-citerne apportant de l'eau pour la population.

L'opération de Deir-Quanoun a suscité une vive émotion à Beyrouth où le président Amine Gemayel et le premier ministre Chafie El Wazzan multiplient les efforts pour assurer la levée du blocus. Le chef de la

communauté chiite, le cheikh Mohamed Mehdi Chamseddine, a pour sa part vigoureusement dénoncé « les atteintes israéliennes aux droits de l'homme de Deir-Quanoun ».

A Tel-Aviv, un porte-parole militaire israélien a confirmé que l'armée avait bloqué les entrées du village depuis plusieurs jours, mais a démenti qu'un couvre-feu était en vigueur dans l'agglomération et que les habitants manquaient de vivres.

Le président de la République libanaise, M. Amine Gemayel, a exprimé jeudi sa satisfaction à la suite de l'approbation mardi par le Parlement libanais de l'accord libano-israélien du 17 mai dernier. Dans une allocution prononcée lors de la séance hebdomadaire du conseil des ministres, M. Gemayel a affirmé que « le gouvernement libanais tiendra strictement compte des objections soulevées par les députés concernant l'accord ». - (A.F.P., Reuter, A.P.)

DOUZE TUÉS A TRIPOLI

Beyrouth (A.F.P.). - Douze personnes ont été tuées et huit autres blessées jeudi matin 16 juin au cours d'un incident armé à l'entrée nord de la ville de Tripoli (chef-lieu du Liban-Nord), a annoncé la radio libanaise officielle.

Selon la radio, des éléments armés non identifiés circulant à bord d'une voiture privée ont ouvert le feu sur les passants, tuant douze personnes et faisant huit blessés.

Israël

La Knesset repousse deux motions de l'opposition demandant l'ouverture d'une enquête sur la guerre du Liban

De notre correspondant

Jérusalem. - M. Menahem Begin, dont les interventions publiques sont actuellement fort rares, est sorti quelque peu de sa réserve pour aller le 15 juin devant la Knesset repousser l'initiative prise par l'opposition qui demandait la création d'une commission d'enquête sur la conduite du gouvernement durant la guerre au Liban - la motion du parti travailliste a été aisément rejetée par la majorité (56 voix contre 50) (le Monde du 15 juin). Mais l'allocution du premier ministre a été brève et prononcée sur le mode mineur, comme l'ont fait remarquer jeudi les principaux éditeurs de la presse israélienne. M. Begin n'avait rien de combattant acharné qui d'ordinaire n'est jamais tant dans son élément que lorsqu'il s'agit de livrer une contre-attaque. Son discours n'aura certainement pas rassuré ceux qui, au sein de la majorité, s'inquiètent de voir leur chef n'être plus depuis des mois à la hauteur de sa réputation d'autorité et continuer de se montrer relativement « passif ».

Le premier ministre a manifestement évité d'envenimer la polémique sur le « mauvais fonctionnement » du gouvernement, notamment lors des premiers mois de la guerre. Il s'est gardé de répondre à la question que l'on se pose maintenant de plus en plus en Israël : pourquoi l'armée a-t-elle largement dépassé les objectifs initialement déclarés par le gouvernement en allant jusqu'à Beyrouth, alors que la limite de « 45 kilomètres » avait été annoncée et alors que l'on ne devait pas affronter l'armée syrienne ? M. Begin s'est contenté de répondre que l'opération Paix pour la Galilée avait atteint son but, puisque les lo-

calités du nord d'Israël n'étaient plus menacées comme auparavant par les commandos palestiniens. Il a affirmé qu'une nouvelle enquête après celle faite sur les circonstances du massacre de Sabra et Chatila était sans objet. Il a déclaré que « le pays avait certainement autre chose à faire maintenant ». Selon lui, de nouvelles investigations ne pourraient porter atteinte au « moral » de la nation et faire encore le jeu des « ennemis d'Israël ».

Estimant sans doute avoir suffisamment contribué à aggraver l'embarras du gouvernement en relançant depuis une semaine le débat sur les décisions gouvernementales au début de la guerre, M. Shimon Peres s'est contenté d'une critique assez modérée. Il n'en a pas moins cependant indiqué que des membres du gouvernement avaient, comme le vice-premier ministre, M. Simha Erlich, reconnu que le cabinet n'avait pas toujours été informé au moment où il l'aurait dû des initiatives prises par les dirigeants de l'armée. Le parti centriste d'opposition Shimi présentait lui aussi une motion pour réclamer la création d'une commission d'enquête. Deux jours plus tôt, le leader de cette petite formation, M. Amnon Rubinstein, avait révélé qu'il possédait des « preuves » selon lesquelles la décision d'attaquer l'armée syrienne avait été prise avant même le début des opérations, alors que le gouvernement avait annoncé au cours des premiers jours de la guerre qu'il n'était pas question de s'en prendre aux positions syriennes si aucune attaque n'était lancée depuis celles-ci.

FRANCIS CORNU.

communiqué par FORUM GESTION

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

- l'assurance de votre vie professionnelle : le plein emploi des « ISG » et leur place dans le peloton de tête des formations supérieures
- la garantie de la qualité pédagogique : avec un corps professoral indépendant d'experts, d'universitaires et de professionnels
- un véritable campus urbain : plus de 5 000 m² A PARIS aptes à un réel enseignement supérieur et à une vie associative intense
- la réelle autonomie : établissement LIBRE et à caractère associatif avec 1 640 étudiants des 2° et 3° cycles, dont 250 ingénieurs et diplômés de l'enseignement supérieur

INSTITUT SUPÉRIEUR DE GESTION

association d'éducation - organisme d'intérêt général
établissement LIBRE d'enseignement supérieur

Seul établissement français d'enseignement supérieur

• habilité à délivrer le

DIPLOME INTERNATIONAL DE GESTION ET MANAGEMENT 2° et 3° cycles

sous l'égide de

L'UNIVERSITÉ LIBRE INTERNATIONALE - GENEVE

• admis par

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA - SAN FRANCISCO

pour les programmes en accréditation du

MASTER OF BUSINESS ADMINISTRATION

• intégré aux programmes de

INTERNATIONAL MANAGEMENT UNIVERSITY OF ASIA - TOKYO

28 JUILLET 1983

date limite des inscriptions pour la session du 12 au 19 septembre 1983

LES CONCOURS I.S.G. 1983

Une sélection rigoureuse diversifiée et efficace : 2 072 candidats pour le seul concours du 2° cycle classique et plus de 7 000 demandes de dossiers à ce jour.

2° cycle classique

Elèves de classes préparatoires au haut enseignement commercial

2° cycle alternance

DUT, BTS, 1° cycle universitaire, Licence
Elèves des classes préparatoires littéraires et scientifiques

3° cycle

Ingénieurs, maîtrises, IEP
Diplômés de l'enseignement supérieur

ADMISSIONS I.S.G. 1983

200 étudiants

500 étudiants

180 étudiants

TOUS les étudiants admis en 1983 pourront bénéficier des PROGRAMMES INTERNATIONAUX intégrés à leur cursus, complémentaires ou optionnels.

DIPLOME INTERNATIONAL DE GESTION ET MANAGEMENT

de droit et de statut internationaux, la signature pour l'avenir de :

I.S.G.

un réel enseignement supérieur français à vocation internationale

Pour obtenir le guide de l'étudiant ISG - édition 1983 :

Centre d'information et d'orientation de l'ISG, 45 rue Spontini 75116 Paris (1) 553 60 27

A TRAVERS LE MONDE

Argentine

• PLUS D'UN MILLION DE SALARIÉS du secteur public ont cessé le travail mercredi 15 juin pour soutenir leurs revendications salariales. La grève a été suivie par près de 90 % des syndiqués, les autorités minimisant pour leur part l'importance du mouvement. - (A.F.P.)

Chine

• Mgr MICHEL FU TIESHAN, évêque de Pékin et l'un des responsables de l'Eglise catholique chinoise indépendante de Rome, a, dans le Quotidien du peuple du 13 juin, implicitement mis en cause le Vatican, en dénonçant « les forces religieuses réactionnaires étrangères » qui, de connivence avec « les forces réactionnaires de l'intérieur du pays », se livrent à des « activités de sabotage contre-révolutionnaires ». Il demandait aux catholiques chinois de contre-attaquer fermement « les infiltrations venues de l'étranger ». Rappelons que le Vatican continue à entretenir des relations diplomatiques avec Taiwan. - (A.F.P., Reuter.)

Gabon

• VISITE DU GÉNÉRAL LA-CAZE. - Au cours d'une tournée africaine (Gabon, Zaïre et Centrafrique), le général Jean-Louis Lacaze, chef d'état-major de l'armée, a été reçu, mercredi 15 juin, par le président Bongo à Libreville. Le général Lacaze sera également reçu par le maréchal Mobutu à Kinshasa et par le général Kolingba à Bangui avant de regagner Paris le 19 juin. - (A.F.P.)

Grande-Bretagne

• M. BERNARD WEATHERILL, député conservateur et speaker-adjoint (vice-président) de la Chambre des Communes, a été élu, mercredi 15 juin, aux fonctions de speaker, poste dans lequel il remplace M. George Thomas, travailliste, qui ne se représentait pas. D'origine sociale modeste, très populaire parmi ses collègues, M. Weatherill siège au Parlement depuis 1964. M. Thatcher avait envisagé pour cette fonction la candidature de son ancien ministre des affaires étrangères, M. Francis Pym, mais ce dernier n'a pas souhaité briguer ce poste où il aurait perdu sa liberté de critique. - (A.F.P., Reuter.)

Kenya

• TROIS POLICIERS ONT ÉTÉ CONDAMNÉS À MORT mercredi 15 juin pour le meurtre d'un détenu, a annoncé la radio kenyane. Le juge s'est fondé sur le rapport d'un médecin selon lequel un habitant de la région frontalière avec la Somalie avait succombé le 29 septembre 1981 aux blessures qui lui avaient été infligées durant sa détention. - (Reuter.)

• LES VOYAGEURS en provenance d'Afrique du Sud ne sont plus, quelle que soit leur nationalité, autorisés à pénétrer au Kenya, ont-ils annoncé, mercredi 15 juin, les services d'immigration. Selon les milieux diplomatiques, cette mesure n'est pas appliquée de façon systématique. Elle réplique à l'exécution, en Afrique du Sud, de trois militants du Congrès national africain. - (Reuter.)

Zimbabwe

• UN FERMIER BLANC du Sud-Ouest, âgé de trente-neuf ans, a été tué par balle, mardi 14 juin, par des « dissidents » anti-gouvernementaux, a annoncé mercredi à Harare la Fédération des fermiers du Zimbabwe. Selon un porte-parole de cette organisation, qui représente les cinq mille agriculteurs blancs du Zimbabwe, Ian Brebner a été victime d'une embuscade tendue par huit hommes dans sa propriété située près de Figtree, entre Bulawayo et la frontière entre le Zimbabwe et le Botswana. Il s'agit de la vingt-troisième victime parmi les fermiers ou les membres de leurs familles depuis dix-huit mois. - (A.F.P.)

1550 من الاليف

La participation des communistes au gouvernement

Plusieurs occasions ont été données, ces derniers jours, aux dirigeants communistes de réaffirmer le caractère durable de l'engagement de leur parti dans la majorité et au gouvernement. Après MM. Fitterman, Juquin

et Marchais la semaine dernière, MM. Marcel Rigout, ministre de la formation professionnelle, et Gaston Plissonnier, membre du secrétariat du comité central du P.C.F., ont,

au cours d'un déjeuner de presse, expliqué, chacun à sa manière, la façon dont leur parti cherche à se situer dans la conjoncture politique actuelle.

LA « FAÇON » RIGOUT

« Mon ami Jacques Delors »

M. Marcel Rigout est ministre, communiste, de la formation professionnelle. Les ministres communistes, explique-t-il, « ne s'expriment pas de la même façon que le secrétaire général du parti ou le président du groupe de l'Assemblée nationale ». On s'en était aperçu en écoutant les propos de M. Charles Fitterman, à la télévision, le 9 juin. Le déjeuner du présent organisé, mardi 14 juin, à l'occasion de la parution du livre de M. Rigout, *L'autre Chance* (1), a confirmé cette différence.

Une différence qui, s'agissant du parti communiste, ne peut que surprendre. Or, M. Rigout va plus loin. Ce n'est pas seulement la diversité des fonctions qui fait que le discours tenu n'est pas le même. « Dans le parti communiste, dit-il, il y a des sensibilités différentes, c'est clair. Le ministre admet que les communistes ont eux-mêmes contribué, dans le passé, à faire croire qu'ils pensaient tous de la même manière, mais « le parti communiste de 1983 n'est pas celui de 1920, ni celui de 1958, ni celui de 1976 ».

Ramés de l'accident cardiaque qui avait nécessité son hospitalisation, le 1^{er} mai dernier, M. Rigout se montre confiant, souriant, à l'aise dans son métier de ministre. Il n'est pas au gouvernement pour appliquer le programme du P.C.F., mais pour mettre en œuvre la « compromission » établie entre les socialistes et les communistes, le 23 juin 1981. Et, pour cela, il n'a besoin de personne. « Je sais où je veux aller », dit-il. L'accord sur les objectifs n'interdit pas la discussion sur les moyens. Le plan de rigueur avait été examiné par le conseil des ministres, et dans cette instance, souligne M. Rigout, « nous ne sommes ni des bêtards ni des muets ».

Ce plan peut-il réussir ? M. Rigout se sent « moyennement optimiste ». Il ajoute aussitôt : « On peut dépasser la moyenne si tout le monde s'y met, si personnellement on le veut. Le président de la République a rendu un hommage mérité à la haute conscience nationale de la classe ouvrière. Je fais confiance à la classe ouvrière, mais il faut que

nous fassions bien passer le message. »

Ce message est simple : il faut « tenir », à la fois sur le front du chômage et sur celui de l'inflation. « C'est là-dessus que les Français nous jugeront », estime M. Rigout, qui prédit que le rendez-vous de 1986 sera favorable à la gauche si elle tient le pari de faire, dans ces deux domaines, mieux que les pays comparables.

D'ici là, M. Rigout a la responsabilité d'assurer à huit cent mille jeunes de seize à vingt-cinq ans une véritable formation professionnelle. Pas de « stagiaires », c'est son mot d'ordre. Certes, il garantit la formation, pas l'emploi, lequel dépend de la croissance, mais il voudrait que dans les entreprises, notamment les nationales, « la formation des jeunes soit vécue comme un investissement plutôt que comme une charge ». Des rencontres régionales, puis une rencontre nationale, car, ajoute-t-il, « il faut permettre aux divers personnels de prendre conscience de leurs devoirs respectifs dans ce domaine ».

C'est à l'automne, aussi, que sera examiné par le Parlement le projet de loi sur la formation continue, qui « fait grincer les dents du patronat ». L'obligation de négocier un plan de formation dans chaque entreprise ? « Mon ami Jacques Delors », dit M. Rigout, « avait déjà voulu introduire cette obligation dans la loi de 1971, mais il n'avait pas réussi à l'obtenir du premier ministre d'alors. Il serait bien extraordinaire que la gauche, elle, n'impose pas cette disposition ».

« Mon ami Jacques Delors » ? Il s'agit bien du même homme. M. Georges Marchais avait conseillé, le 1^{er} juin, de voter définitivement son plan devant les travailleurs d'Ivry, plutôt que face à M. Rocard et à M. Thatcher ? Décidément, les ministres communistes « ne s'expriment pas de la même façon » que le secrétaire général de leur parti.

PATRICK JARREAU.

(1) Éditions sociales, 190 pages, 60 F.

LA « MÉTHODE » PLISSONNIER

« Nous ne sommes pas des contestataires »

M. Gaston Plissonnier aura soixante-dix ans le 11 juillet prochain. Membre du parti communiste depuis 1935, entré au comité central en 1950, secrétaire administratif en 1953, membre du secrétariat depuis 1956 et du bureau politique depuis 1964, M. Plissonnier est souvent considéré comme l'un des garants de l'orthodoxie de la politique communiste. Cette réputation ne lui déplaît pas. « Je préfère cela qu'être considéré comme un liquidateur », a-t-il dit au cours d'un déjeuner auquel il avait convié la presse, mercredi 15 juin.

C'est M. Plissonnier qui était intervenu, en début de l'année, dans *l'Humanité-Dimanche*, pour expliquer aux militants que les réformes accomplies par la gauche, depuis 1981, représentaient une avancée sociale sans précédent depuis le Front populaire et la libération. Mercredi, il a rappelé que la participation des communistes au gouvernement en 1944-1947 n'était pas allée sans « difficultés » ni « inconvénients ». N'avaient-ils pas siégé dans un gouvernement dont le chef, Georges Bidault, avait promis d'augmenter les salaires de 15 % et n'avaient pas tenu sa promesse ? N'avaient-ils pas dû subir la répression des émeutes du Constantinien, en 1945, et de celles de Madagascar, en 1947 ? Pourtant, le bilan de cette période n'avait pas été mauvais, « bien au contraire », et les commu-

nistes, « chassés » du gouvernement, étaient prêts à y revenir en 1956.

Le P.C.F. se veut un parti de gouvernement depuis 1935, mais il lui faut apprendre à être, aujourd'hui, un parti au gouvernement. Interrogé sur les déclarations de M. Georges Séguy, membre du comité central, qui avait parlé de « participation contestataire » (*le Monde* du 8 juin), M. Plissonnier a mis les choses au point. « Nous ne sommes pas des contestataires du gouvernement », a-t-il dit. Cela n'empêche pas les communistes de dire ce qu'ils pensent du plein de rigueur ou d'affirmer leur divergence sur la question du charbon.

« Homme de l'intérieur », M. Plissonnier a affirmé qu'il n'était pas à l'aise face aux journalistes. « J'ai le trac », a-t-il dit, plus que lorsque j'étais allé au vingtième congrès du parti soviétique, en 1976, pour exprimer nos divergences. Mais l'ami fidèle des Soviétiques et des communistes ou pour le moins à l'habitude des situations délicates. N'avait-il pas lu, devant le comité central du P.C.F., en octobre 1968, le rapport de Waldeck Rochet expliquant la condamnation de l'interventionnisme soviétique à Prague ? N'avait-il pas demandé une minute de silence à la mémoire de Men Zedong, à la fête de l'Humanité, de septembre 1976 ? Vous voyez, a-t-il fait observer aux journalistes, j'ai des contreparties à la réputation qu'on me fait. »

Le communiqué officiel du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 15 juin, au palais de l'Élysée sous la présidence de M. François Mitterrand. Le communiqué au terme des délibérations indique notamment :

● PÉTROLE BRUT

Sur proposition du ministre de l'Industrie et de la Recherche, le conseil des ministres a adopté une décision conformément à la loi du 30 mars 1928, confiant à différentes sociétés des autorisations déléguées d'importation et de raffinage de pétrole brut en vue de l'alimentation de leurs réseaux de distribution.

● CONSEILS COMMUNAUTAIRES

Le ministre délégué chargé des affaires européennes a rendu compte des travaux des conseils communautaires :

1) Affaires étrangères (13 juin 1983). Cette session était consacrée à la préparation du conseil européen qui se réunira les 16, 17 et 18 juin à Stuttgart.

2) Questions économiques et financières (13 juin 1983). Cette session a permis d'enregistrer un accord sur la mise en application d'une première tranche du nouvel instrument communautaire. Cette décision permettra à la Communauté d'exporter sur le marché international un montant de 1,5 milliard d'ECU, qui seront affectés au financement d'investissements dans le secteur des infrastructures, de l'énergie et en faveur des petites et moyennes entreprises.

3) Agriculture (14 juin 1983). Le conseil a décidé le démantèlement total des 6,4 points de montants compensatoires monétaires négatifs français existant actuellement sur le vin. Ce démantèlement s'effectuera en deux étapes : 4,2 points au 1^{er} juillet 1983 et 2,2 points au 1^{er} décembre 1983. Ces résultats devraient contribuer à la restauration de la compétitivité des viticulteurs français par rapport à leurs partenaires européens.

4) Situation internationale. La tenue à Addis-Abeba du sommet de l'Organisation de l'unité africaine permet à cette organisation de reprendre son cours normal et de jouer ainsi le rôle important qui lui revient dans le règlement des conflits en Afrique et dans l'expression des desirs des peuples de ce continent. La France rappelle l'importance qu'elle attache à ce remarquable effort de coopération régionale et se réjouit de cette heureuse issue.

5) BIO-TECHNOLOGIES. Le ministre de l'Industrie et de la Recherche a présenté une communication sur les actions engagées pour développer les bio-technologies, particulièrement prometteuses dans les secteurs de la santé, de l'agro-industrie, de la chimie et de l'énergie, et pour lesquelles la France dispose d'atouts importants.

Les premiers résultats de l'exécution du « programme mobilisateur » mis en place en 1982 sont très encourageants. Les organismes publics de recherche (C.N.R.S., INSERM, INRA, Institut Pasteur notamment) ont consacré, en 1983, 690 millions de francs aux recherches en bio-technologie. Ces recherches ont été également encouragées dans le secteur industriel par des crédits publics, notamment en génie génétique, en agro-alimentaire et en médecine. La France a été choisie avec la Grande-Bretagne comme co-responsable du réseau international des recherches en bio-technologie dont la création a été décidée à la suite du sommet de Versailles.

Ces efforts, qui concernent un secteur essentiel pour la modernisation et le développement de notre économie, seront confirmés et accrus dans l'avenir :

- Inscription, dans le programme prioritaire d'exécution de l'IX^e Plan consacré à l'innovation, de crédits incitatifs de l'État pour les bio-technologies ;

- Développement de la recherche de base dans les laboratoires des organismes de recherche ;

- Accélération du transfert des connaissances acquises vers les industries ;

- Inscription prioritaire des bio-technologies parmi les actions du Fonds industriel de modernisation ;

- Mise en place de banques de sources et de banques de données ;

- Élaboration, entre le ministère de l'Industrie et de la Recherche et le ministère de l'Éducation nationale, d'un plan de formation de spécialistes, destiné aux chercheurs et aux ingénieurs ;

- Politique d'incitation visant, dans le cadre des contrats de plan État-régions, à mieux maîtriser et à développer ces technologies.

Le secrétaire d'État chargé de la fonction publique a présenté une communication sur l'action menée en liaison avec le ministère des droits de la femme en faveur de l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans la fonction publique.

Le gouvernement poursuivra son action avec les objectifs suivants :

- Réaliser de nouveaux progrès dans la voie de la mixité des recrutements ;

- Poursuivre et contrôler l'action pour la promotion professionnelle des femmes et élargir leur accès aux postes de responsabilité ;

- Prendre mieux en compte la vie familiale des agents dans l'action sociale et la gestion des personnels ;

- Développer la consultation des personnels sur ces thèmes, notamment dans le cadre des organismes paritaires.

● ENVIRONNEMENT. Notre pays possède une nature exceptionnellement riche et diverse. La protéger contre les agressions de la société moderne constitue une responsabilité collective devant les générations futures. Assurer son accès à tous dans des conditions qui ne la dégradent pas est une exigence démocratique. L'État, les collectivités territoriales, le secteur associatif et tous les citoyens sont responsables en commun de cette double tâche.

Le secrétaire d'État à l'environnement et à la qualité de la vie a présenté, dans cet esprit, les orientations de la politique du gouvernement en matière de protection et de gestion de la nature.

Cette politique tend à la constitution d'un réseau des territoires naturels d'intérêt national. Ce réseau comprendra les zones actuelles de protection à

LE R.P.R. ORGANISE SON PROPRE SERVICE D'ORDRE

M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., a décidé de doter le mouvement qu'il dirige de son propre service de protection. Celui-ci est placé sous l'autorité de M. Claude Dupont, chargé de mission au secrétariat général. Dans une circulaire du 29 avril aux secrétaires départementaux et aux chargés de mission régionaux du R.P.R., M. Pons leur demande de choisir, uniquement parmi les adhérents inscrits au mouvement, « une liste de nos compagnons dont vous avez pu apprécier la respectabilité, le calme et le sérieux ». On précise au R.P.R. que les membres de ce service de protection ne seront pas des « permanents » mais qu'ils ne pourront pas exercer d'autres fonctions de responsabilité à l'intérieur du mouvement. On indique aussi que les anciens responsables du SAC, actuellement dissous, ne seront pas admis. M. Pons rappelle que toutes les grandes formations politiques possèdent leur propre service d'ordre chargé d'organiser la sécurité de leurs membres et la bonne tenue de leurs réunions. Avant la dissolution du Service d'action civique, c'est à celui-ci que le R.P.R. faisait fréquemment appel pour ces tâches.

[M. Claude Dupont, né en 1932, est un ancien sous-lieutenant du 1^{er} régiment d'infanterie de parachutistes passé en 1961 dans les rangs de l'O.A.S. et condamné pour cela en 1963 par la Cour de sûreté de l'État, condamnation amnistiée depuis 1968.]

● ERRATUM. — Contrairement à ce qui a été écrit dans le compte rendu du colloque du Grand-Orient de France (*le Monde* du 15 juin), M. François Luehère n'est pas ancien membre du bureau du M.R.G. mais ancien membre du Conseil constitutionnel, membre du bureau du M.R.G., dont il est d'ailleurs l'un des vice-présidents.

l'égard desquelles le gouvernement confirme sa responsabilité : parcs nationaux, conservatoire du littoral, réserves naturelles, sites classés. Il sera développé à partir des résultats des inventaires des espaces naturels conduits actuellement dans quinze régions et qui seront généralisés à l'ensemble du territoire en 1984.

Plus décentralisée, cette politique associera davantage l'État et les collectivités territoriales, notamment dans la gestion des parcs nationaux et de leur zone périphérique. Dans le prolongement de l'expérience acquise avec les parcs naturels régionaux, les régions pourront passer avec l'État, au titre du IX^e Plan, des conventions en matière d'espaces naturels. Elles émettront des directives régionales d'aménagement dans le cadre des futures lois sur la montagne et le littoral. Les départements, en particulier par la politique des « parcs sensibles », les communes, dans l'exercice de leurs nouvelles compétences en matière d'urbanisme, participeront plus directement à l'action entreprise.

Cette action ne vise pas seulement la protection de la nature, mais aussi le développement des activités humaines. Elle encouragera la promotion des activités économiques compatibles avec le milieu naturel et de formes de loisirs bien intégrées à celui-ci. S'articulant avec l'histoire culturelle et sociale locale, elle facilitera « la vie et le travail au pays ».

Pour animer cette politique, un conseil supérieur des parcs et de la gestion de la nature se substituera aux divers organismes consultatifs actuels.

PRIX DES CRITIQUES 1983

François George

Histoire personnelle de la France

François George

Histoire personnelle de la France



Balland

Enfin une lecture dont on sort plus instruit, plus intelligent, un peu mieux à même de répondre aux questions de cette fin de siècle.

B. Poirot-Delpech

Balland

(Publicité)

L'ÉCOLE SAMOS

vous prépare à l'examen d'entrée à l'École Polytechnique Fédérale. Une jeune école, des professeurs expérimentés, anciens assistants chargés de cours à Polytechnique.

Rentrée : 8 août et 17 octobre 1983

Préparation intensive session septembre 1983

École Samos, av. E.-Rambert 16 CH-1005 Lausanne - Tél. 021/72-43-57

C'est le moment de partir en Suisse.

Vous voulez aller en Suisse ? Rien ne vous retient avec la formule « Suisse à la Carte ».

Cela commence par le plaisir de voler sur Swissair jusqu'à Genève. Et vous le savez, en matière d'accueil et de service, la réputation de Swissair n'est plus à faire : à l'arrivée vous disposez d'un choix de 3 voitures de location. Vous êtes libre d'aller en Suisse ou gîte de votre fantaisie. De lacs en lacs, de cols en vallées fleuries, respirez l'air pur et le calme.

Si vous préférez le train en 1^{re} ou 2^e classe, la formule « Suisse à la carte » vous permet des trajets illimités. Vous faites étape où vous voulez car vous disposez d'un forfait de 6 nuits d'hôtel avec un petit déjeuner parmi les établissements sélectionnés. Le retour est prévu sur Swissair.

Vous voulez vraiment que l'on parle argent ? Eh bien cette semaine est envisageable à partir de 2.428 FF dont 655 FF (par personne en chambre double) imputés sur le carnet de change.

Pour plus de renseignements, adressez-vous à votre agence de voyages.



swissair

L'ANGLAIS PAR LA CONVERSATION

en 3 - 6 - 12 mois et stages intensifs

NI AUDIO-VISUEL NI LABORATOIRE

● horaires flexibles ou fixes

● professeurs bilingues qualifiés

● formation continue

bon pour une leçon-test gratuite

256.04.56/57

MAURICE WHITE - Ecole d'Anglais

37, RUE DE PONTHEU - 75008 PARIS

assurez votre réussite

INDE à partir de 14 680 F

Inde du Nord et Inde du Sud

Circuits 1^{re} catégorie, 22 ou 21 jours

DELTA VOYAGES

Paris 75005 - 54, rue des Ecoles - Tél. : 634.21.17.

Lic A 607

et agences agréées

10/10/
CROISSANCE
104/U

3^e SOLUTION MAÎTRISER LE SERVICE CLIENT

En trois ans, SMT-GOUPIL a bâti son succès sur une parfaite maîtrise du service client. Un investissement et des efforts qui portent aujourd'hui leurs fruits. Pour ses grands clients, SMT-GOUPIL offre un service personnalisé d'aide à l'implantation des politiques micro. La société a d'ailleurs conçu l'ensemble de sa gamme de produits et son catalogue de logiciels dans cette perspective ; elle demeure en permanence à l'écoute du client et collabore avec les sociétés de service et de conseil en informatique les plus dynamiques pour proposer un service complet.

SMT-GOUPIL offre les services du premier réseau professionnel français de diffusion et d'assistance technique dans les domaines de la micro-informatique et de la télématique. Avec plus de 220 revendeurs locaux coordonnés par 19 distributeurs régionaux, ce réseau couvre l'ensemble du territoire national et bénéficie de l'ensemble du programme de stages de formation organisés

par SMT. Dans le souci d'assurer la meilleure maintenance des matériels GOUPIL (en atelier ou sur site, dans des délais de 24 à 72 heures) et d'en définir précisément les conditions d'application, les distributeurs régionaux adhèrent à la charte GOUPIL-SERVICE par laquelle ils s'engagent à installer et/ou à maintenir tout système GOUPIL dans leur zone, qu'ils l'aient vendu ou non. Cette charte garantit à tout utilisateur une qualité de service et des tarifs de maintenance homogènes sur l'ensemble du territoire. Pour SMT, réussir sa croissance, c'est d'abord et avant tout écouter et satisfaire ses clients. 104 % en 1982. Mieux encore en 1983.

La Société a les atouts pour gagner. Innover, financer, maîtriser le service client. Trois solutions pour réussir une croissance et pour agir sur les marchés internationaux. Trois clés du succès qui font de SMT un grand de la micro-informatique et votre constructeur privilégié.



SMT. LE CONSTRUCTEUR DU GOUPIL 3.
direction des ventes, administrations et grandes entreprises

hommage

Co

les diverses man

la même façon

la même façon

SESSION D'AUTOMNE

DIPLOME INTERNATIONAL

الطبعة الأولى

POLITIQUE

L'hommage à Jean Moulin

Le gouvernement a décidé de rendre un hommage exceptionnel à Jean Moulin, premier président du Conseil national de la Résistance, pour le quarantième anniversaire de sa mort. Trois dates ont été retenues pour célébrer le souvenir de l'ancien préfet d'Eure-et-Loir, désigné par le général de Gaulle pour « fédérer » les mouvements clandestins de résistance.

Le 17 juin 1940, à Chartres, Jean Moulin refusait de signer un « protocole » proposé par l'armée allemande, faisant porter sur des tirailleurs séné-

galais la responsabilité d'un massacre de femmes et d'enfants à Saint-Georges-sur-Eure. Brutalisé, il ne cède pas : « Je ne peux pas être complice de cette monstrueuse machination ».

Le 21 juin 1943, Jean Moulin, alors président du C.N.R., est arrêté à Caluire. Torturé, il refuse de parler. Déporté, il meurt - vraisemblablement - à Metz, le 8 juillet 1943, dans le train qui le conduit en Allemagne.

Le 19 décembre 1964, enfin, est la date de la translation des cendres de Jean Moulin au Panthéon.

Controverses

Pour être entré au Panthéon en 1964, Jean Moulin n'en continue pas moins d'alimenter la controverse. On en a eu la preuve en Sorbonne, le 9 juin, lors d'un colloque organisé à l'initiative de l'Institut d'histoire du temps présent (I.H.T.P.), organisme qui a absorbé, il y a deux ans, le Comité d'histoire de la seconde guerre mondiale. Le moins que l'on puisse dire en effet, c'est que cette rencontre, destinée à retracer la genèse du Conseil national de la Résistance et à mieux cerner l'action de son président, ne s'est pas déroulée dans un climat serein. Étant entendu toutefois que jamais le patriotisme foncier de Moulin n'a été mis en cause.

Volontaire de la France libre, ancien du B.C.R.A., ex-secrétaire de Jean Moulin, M. Daniel Cordier a tout d'abord évoqué les circonstances dans lesquelles naquit le C.N.R. et le rôle joué par son président. Fondée sur des documents entièrement inédits, qui seront publiés prochainement dans un ouvrage important, cette communication a bouleversé nombre de clichés. Car, à la surprise de beaucoup d'auditeurs, M. Cordier a notamment affirmé que l'idée de créer le Conseil national de la Résistance fut lancée par le Comité d'action socialiste, que Jean Moulin s'y rallia, et, surtout, qu'il s'opposait vigoureusement au Front national, c'est-à-dire à une trop forte représentation des communistes au sein du Conseil. Si cette thèse s'avérait établie sur des documents irrécusables - et tout porte à le croire, - celle de M. Henri Frenay, aux

yeux de qui « Max » était un agent crypto-communiste, s'écroulerait évidemment. Convié à cette manifestation, l'ancien ministre du général de Gaulle n'a pu s'y rendre, de sorte que ce point capital n'a pu être vraiment discuté.

En dépit de cette absence, le ton monta vite pendant au cours de la « table ronde » qui, plus tard, réunit, sous la présidence de M. René Rémond, des historiens : M^{me} Claire Andrieu, M. Jean-Pierre Azéma, M. François Bédarida (directeur de l'Institut d'histoire du temps présent), M. René Hache, M. Henri Nogères ; et des témoins : M. Claude Bourdet (Combat), Eugène Claudius-Petit (France-Tireur), M. Fernand Grenier (P.C.F.), M. Jean-Pierre Lévy (France-Tireur), M. André Manuel (B.C.R.A.), M. Daniel Mayer (Comité d'action socialiste) et M. Christian Pineau (Libération Nord). Ouvrant le feu, M. Nogères s'étonna en particulier que M. Cordier ait présenté Jean Moulin davantage sous les traits d'un administrateur que sous ceux d'un combattant. Ce reproche fut repris par M. Jean-Pierre Lévy et M. Claudius-Petit. Défendu avec nuance par M. Bourdet et avec chaleur par M. Daniel Mayer, M. Cordier, quant à lui, réagit vivement aux propos de M. Christian Pineau mettant en doute le caractère scientifique de son exposé. Catégorique, l'ancien ministre des affaires étrangères avait, en effet, précédem-

ment soutenu qu'il n'avait pu envoyer deux télégrammes à Londres puisque dans le premier cas il n'avait pas de radio et que dans le second il se trouvait en prison !

Parfois confus, ce débat a cependant permis de faire avancer notablement l'histoire, comme l'a souligné M. René Rémond. Pour conclure de manière tranchée, il faudra certes attendre que M. Cordier publie son livre et produise les nombreuses pièces inédites auxquelles il a eu accès, mais, au détour de la discussion, bien des points obscurs ont été éclairés. Au début de cette journée, personne ne s'attendait en tout cas que M. Fernand Grenier reconnaisse pour la première fois publiquement que les communistes étaient prêts à un compromis consistant à faire du général Giraud le co-directeur de la résistance extérieure.

ÉRIC ROUSSEL

• Signalez aussi deux rééditions : *Jean Moulin, l'unificateur*, d'Henri Michel (Hachette). *Premier Combat de Max* (Jean Moulin), Éditions de Minuit. Préface du général de Gaulle.

L'APPEL DU 18 JUIN 1940 COMMÉMORÉ À L'ÉTOILE ET AU MONT-VALÉRIEN

Comme chaque année depuis la libération, les Français sont conviés à commémorer l'appel du général de Gaulle lancé à la B.B.C. le 18 juin 1940. Le samedi 18 juin 1983, sont prévus deux rassemblements :

A 18 heures, à l'Arc de triomphe, sous la présidence du secrétaire d'État aux anciens combattants, la flamme sera rallumée par l'Association des Français libres, l'Union nationale des associations des déportés, internés et familles de disparus, la Confédération nationale de la France combattante, l'Association nationale des familles de résistants et otages morts pour la France, l'Association nationale des médaillés de la Résistance.

A 19 heures, en présence du président de la République, du premier ministre, des membres du gouvernement et des autorités civiles et militaires, ainsi que des représentants des milieux anciens combattants, se déroulera la cérémonie du Mont-Valérien, devant le mémorial de la France combattante (1).

Le général Sautier déposera, au nom du président de la République, une gerbe sur la tombe du général de Gaulle à Colombelles-Deux-Eglises.

(1) Un service gratuit d'autobus de la R.A.T.P. est organisé par l'ordre de la Libération. Il assure le transport des invités munis de cartes, de la sortie droite du métro pont de Neilly jusqu'au Mont-Valérien et retour.

Les diverses manifestations

Le 40^e anniversaire de la mort héroïque de Jean Moulin, premier président du Conseil national de la Résistance, prendra différentes formes :

17 juin : journée nationale

A Paris, à 18 h 30, le président de la République ravive la flamme à l'Arc de triomphe : de 20 h 30 à 24 h, veillée au Panthéon.

En province, dans douze villes françaises (1) ayant hébergé Jean Moulin, cérémonies diverses avec réception à la préfecture ou à l'hôtel de ville.

Dans tous les établissements scolaires, conférences, expositions, lecture de textes relatifs à Jean Moulin. Émission par l'Ifotel des monnaies d'une médaille commémorative.

19 juin : rassemblement à Lyon

Journée départementale de la Résistance, avec dépôts de gerbes devant les quatre-vingt-deux stèles élevées à la mémoire des morts de la Résistance ; à 11 h 30, rassemble-

ment populaire place Bellecour, à Lyon, devant le Veilleur de pierre.

21 juin : exposition nationale à Metz

Inaugurée le jour anniversaire de l'arrestation de Jean Moulin, cette exposition - organisée dans les salons d'honneur de la gare de Metz - rassemblera des pièces-souvenirs sur l'ancien préfet ; projection d'un montage de diapositives réalisé par l'INA sur l'ancien président du Conseil national de la Résistance ; exposition philatélique (douze flammes d'oblitération).

19 décembre : remise des prix

Cérémonie à la Sorbonne de remise des prix aux lauréats de concours de la Résistance organisés en 1982 et 1983 dans les lycées et collèges.

(1) Béziers, Montpellier, Chambéry, Albertville, Châteaubleau, Thonon, Annecy, Montargis, Rodez, Chartres, Salon-de-Provence et Nice.



Guy Sorman

LA RÉVOLUTION CONSERVATRICE AMÉRICAINE



Fayard

Cet essai décrit admirablement la tentative en cours outre-Atlantique pour effacer l'héritage socialisant du New-Deal.

Le Monde

Une leçon salutaire pour les libéraux français

Le Figaro Magazine.

Autant d'idées que la gauche devrait creuser avant que l'opposition ne s'en empare.

Le Nouvel Observateur.

Une nouvelle Amérique qui renoue avec l'esprit d'aventure et l'âge d'or du capitalisme.

Sud-Ouest.

Un passionnant voyage américain à la manière de Tocqueville.

Le Nouvel Économiste.

Sorman nous convainc qu'il faut prendre le reaganisme au sérieux.

Lire.

FAYARD

250 pages

67F

I.M.U.A.

INTERNATIONAL MANAGEMENT UNIVERSITY OF ASIA
インテリナショナル マネジメント ユニバーシティ オブ アジア

10-34, Akasaka 8-chome, Minato-ku - TOKYO 107 - JAPAN
〒107 東京都港区赤坂8 10 36 電話 03 (402) 1265

propose

une session d'études* réservée aux étudiants de l'enseignement supérieur et aux cadres d'entreprise pouvant justifier d'une expérience professionnelle de 3 ans

SESSION D'AUTOMNE : 1^{er} septembre - 20 novembre 1983

programme d'études

Thèmes abordés dans le contexte du sud-asiatique et plus particulièrement du Japon

- Introduction à la sociologie.
- Économie prospective.
- Sociologie politico-administrative.
- Finance.
- Marketing.
- Ressources humaines.

Méthodologie :

- conférences par des Universitaires et Responsables d'entreprise japonais
- + travaux en petits groupes (animés par des cadres japonais)
- + découverte de l'entreprise japonaise (immersion ponctuelle)
- + pénétration du milieu socio-culturel (Kyoto, Nara,...).

* ce cursus entre dans les prérequis nécessaires à l'obtention du

DIPLÔME INTERNATIONAL DE GESTION ET MANAGEMENT
de droit et statut internationaux

Renseignements et admissions : CENTRE D'INFORMATION ET D'ORIENTATION DE L'I.M.U.A. POUR L'EUROPE
32/33 Galerie Montpensier, Jardin du Palais Royal - 75001 PARIS
Tél. : (1) 296.30.69 - 297.50.94

Un entretien avec M. Robert Badinter

(Suite de la première page.)

« Le gouvernement n'a pas su combattre l'idéologie sécuritaire. Vous l'avez reconnu vous-même, et les événements récents vous donnent raison. La mesure de deux policiers, à Paris, a suscité des réactions qui prouvent qu'en matière de sécurité la passion l'emporte souvent sur la raison. Comment expliquez-vous ce phénomène ? »

« Dans notre société, un u réduit ou éliminé les malheurs qui durant des siècles ont été les piliers de fixation de l'angoisse de mort. On ne redoute plus les épidémies, on ne meurt plus de faim, on mourait encore presque de faim et du chômage dans l'Europe des années 30. On a réduit même l'angoisse de la maladie par l'amélioration des soins, par la généralisation des services hospitaliers. On ne croit plus à la guerre ou alors on la conçoit tellement apocalyptique qu'elle échappe à notre imagination. Et les femmes ne meurent plus en couches... Bref, de toutes parts la peur a reculé. Reste la peur de l'autre, la peur du criminel. Je pense que cette peur-là a polarisé pour une grande part les facteurs d'anxiété et de tension dans notre société. »

« Vous pensez qu'on peut faire reculer la peur ou est-ce une entreprise vouée à l'échec ? »

« C'est difficile parce que la raison lutte avec des armes modestes contre la peur et l'angoisse. On le sait depuis très longtemps : l'exploitation de l'irrationnel est toujours plus facile que la raison. Et de tous les sentiments qu'on peut exploiter en politique, le plus aisément exploitable, c'est la peur. L'histoire le montre, y compris celle de ce siècle. J'ajoute, en ce qui concerne le sentiment d'insécurité, que c'est un fonds de commerce inépuisable pour certains politiciens. On joue gagnant à jouer la carte de l'insécurité. C'est si facile ! Il suffit de crier : votre politique engendre l'insécurité. Et comme l'insécurité existe, la preuve de l'accentuation paraît faite. On oublie simplement que l'insécurité existait bien en France, qu'elle existe aussi, et parfois plus encore, dans d'autres pays d'Europe occidentale, et qu'aux Etats-Unis elle atteint un niveau très supérieur au nôtre. »

La sécurité à Paris

M. BONNEMAISON (P.S.) SE FÉLICITE DES PROJETS DE M. CHIRAC

Interrogé, mercredi 15 juin, à Schiltigheim (Bas-Rhin), où il assistait au congrès de la Fédération autonome des syndicats de police, M. Gilbert Bonnemaison, député (P.S.) de Seine-Saint-Denis, nous a déclaré qu'il se « félicitait » des « intentions » de M. Chirac en matière de sécurité à Paris. Dans un entretien publié dans le Monde du 15 juin, le maire de la capitale avait exprimé son intention de créer des « commissions de sécurité » dans chaque arrondissement. M. Bonnemaison estime que « cela montre une fois de plus que les pistes d'action indiquées par la commission des maires sur la sécurité [dont M. Bonnemaison était le président] étaient justifiées ». »

Cette satisfaction exprimée, M. Bonnemaison n'en souligne pas moins les ambiguïtés des projets de M. Chirac. Si l'un d'eux tend au décret du 8 juin, la création par les municipalités d'un comité de prévention ou de sécurité est facultatif. Le maire de Paris a donc toute latitude pour donner à ce comité la forme qu'il souhaite. En revanche, l'institution de comités départementaux est obligatoire. Paris constituant un département, la marge de manœuvre de M. Chirac serait beaucoup plus réduite. Aux termes du décret du 8 juin, en particulier, la présidence du conseil départemental est assurée par le commissaire de la République, c'est-à-dire à Paris, par le préfet de police. Les intentions de M. Chirac sont donc apparemment différentes puisque dans sa déclaration au Monde, il parle uniquement de « collaboration » avec le préfet de police, lequel devrait seulement « siéger à la commission centrale » qui « clifera » les commissions de sécurité d'arrondissement. »

Si un terrain d'entente semble pouvoir être trouvé, les préoccupations de la Ville de Paris et de M. Bonnemaison ne sont pas exactement les mêmes. M. Chirac parle de commissions de sécurité et M. Bonnemaison de conseils de prévention. Même si M. Robert Pandraud, directeur de cabinet du maire de Paris, nous a déclaré que les commissions d'arrondissement qu'il est chargé d'implanter auront pour tâche « la prévention et la sécurité », la différence de vocabulaire est notable. Cependant, on prête au gouvernement l'intention de nommer M. Chirac membre du Conseil national de prévention de la délinquance, dont la création prochaine est prévue par le décret du 8 juin.

« Vous paraissent assez fataliste... »

« Pas du tout. Volontariste et rationnel, oui. En matière de criminalité, il ne faut jamais adopter une approche globale. Il faut toujours distinguer entre les attitudes, les comportements. Vous avez ceux qui ont choisi de s'établir dans le crime ou dans la grande délinquance organisée : à leur encontre il n'y a pas d'autre réaction possible pour la société qu'ils défont qu'une rigueur exemplaire. »

« Puis vous avez le phénomène qui exaspère, qui est celui de la petite délinquance et de certains aspects de la moyenne délinquance. Ce phénomène-là, il est impossible d'arriver à le réduire si on ne lutte pas contre la délinquance à la source, par la prévention — une prévention à la fois multiple et diversifiée selon la ville ou le quartier : car la délinquance n'est pas la même à Bourges et à Marseille, à Laval et dans la banlieue de Paris. Donc, il faut une approche différenciée et une prévention adaptée au terrain. Il faut mettre en œuvre l'ensemble des moyens que peuvent réunir à la fois les municipalités, les services d'Etat, les associations concernées. C'est l'approche du rapport Bonnemaison (1) — que j'ai toujours soutenue, — c'est une approche très réaliste, pas du tout fataliste. »

« Vous ne changez pas de cap ? »

« Jamais. Les textes inutilement répressifs, mais politiquement exploitables, je les refuse toujours parce que ces textes impliquent le refus de la rédemption, du salut toujours possible, parce qu'ils méconnaissent l'inspiration même du message judéo-chrétien sans lequel notre civilisation serait spirituellement morte. Et puis, socialement, ces textes expriment une certaine conception des « couleuvres dangereuses » de la population, c'est-à-dire les marginaux, les jeunes sans travail, les déviants et aussi certains immigrés, bref tous ceux qu'il faudrait, au regard de leur dangerosité supposée, surveiller et éventuellement punir plus que les autres. Ce pessimisme humain et cette ségrégation sociale, je les refuse également. Et je ne crois pas que la gauche puisse jamais s'en accommoder, sauf à y laisser son âme. »

Un dévouement

« Il existe un secrétariat d'Etat chargé de la sécurité publique, mais c'est au garde des sceaux qu'on reproche les mesures de policiers ou l'augmentation de la délinquance. Il y a des jours où la solidarité gouvernementale doit vous paraître un peu pesante... »

« Il est vrai qu'on assiste à un singulier déplacement de l'exigence de sécurité vers l'institution judiciaire. J'ai eu la curiosité de regarder les débats parlementaires du précédent septennat. Nous connaissions déjà une hausse constante de la délinquance alors que nous n'étions pas en temps de crise économique et de chômage, en particulier des jeunes, aussi aiguë qu'aujourd'hui, avec toutes ses conséquences sur l'accroissement de la délinquance. Mais à cette époque-là, on n'imputait pas à la justice l'obligation d'assurer la sécurité. C'est une nouveauté, pour l'essentiel due à « sécurité et liberté ». Pour la première fois, un ministre de la justice voulait apparaître comme le ministre de la sécurité ! Quelle confusion dangereuse ! Car aujourd'hui on reproche à la justice française de ne pas assurer la sécurité publique. C'est une absurdité — et un dévouement. »

« Soyons sérieux. Ce ne sont pas les magistrats, les greffiers ou les éducateurs qui vont assurer la sécurité dans la rue ou le métro, ou dans les banlieues où règnent le chômage et la solitude des jeunes. Alors on parle du laxisme de la justice. Quelle contre-vérité ! Pour qui la connaît bien, la justice française est une des plus sévères d'Europe. Je suis exoté des mensonges répandus à ce sujet. »

« Vous êtes critiqué pour vos idées et pour votre politique, mais vous êtes aussi la cible d'attaques plus personnelles. »

« Pierre Mendès France m'avait dit, dès l'été 1981 : « La haine et le mensonge ne vous lâcheront pas. » Il avait raison. Pourquoi ? A vous de le dire. A moi de persévérer. »

« Les événements récents montrent qu'il existe un fossé entre la justice et la police, c'est vrai au niveau gouvernemental, mais aussi à la base. Comment expliquez-vous que ce fossé se creuse de plus en plus et comment pensez-vous qu'on puisse rapprocher les points de vue ? »

« Il n'y a qu'une politique gouvernemen-

telle, et elle réunit aussi

bien la justice que la police. Elle

s'exprime en quatre mots : la pré-

vention. C'est le rapport Bonnemai-

son, devenu la chartre de notre ac-

tion. La dissuasion. C'est le

renforcement des effectifs de police et l'usage. La sanction. Toujours empreinte de fermeté à l'encontre du crime et de la grande délinquance organisée, elle doit répondre par la diversification des peines aux formes multiples de la petite délinquance. Enfin, la réparation. Nous avons pris en deux ans plus de mesures au profit des victimes qu'aucun de nos prédécesseurs. »

« Vous parlez de fossé, d'incompréhension ? Pour ma part, je n'ai jamais connu la moindre difficulté lors de mes rencontres avec les syndicats de police. Pourquoi ? Parce que de mon côté, les choses sont simples. Déjà, lorsque j'enseignais à la faculté de droit, je disais à mes étudiants, parfois un peu surpris : « La première défense des libertés, c'est la conscience des policiers républicains... » Je n'ai pas changé d'avis en devenant ministre. »

« Alors les rapports justice-police ? Ils relèvent d'une évidence. Les deux institutions ne peuvent agir l'une sans l'autre. Et l'intérêt national commande qu'elles œuvrent ensemble dans le respect réciproque de leurs missions. C'est pourquoi j'ai rappelé par circulaire aux parquets que toute agression, toute violence neurtière exercée contre un policier dans l'exercice de ses fonctions doit appeler les réquisitions les plus sévères contre les auteurs de ces crimes. Et depuis que je suis ministre, aucune mesure de grâce, aucune libération conditionnelle n'est intervenue au profit de l'un d'entre eux. »

« Rien de plus légitime d'ailleurs. La justice doit être attentive à la sécurité de ceux qui servent la loi. En revanche, la justice ne saurait accorder l'impunité aux quelques policiers qui, au mépris de leurs devoirs, s'abandonneraient à violer la loi qu'ils doivent servir. Il n'y a pas, il ne saurait y avoir, d'impunité au profit de quiconque dans un Etat de droit. »

La responsabilité des surveillants grévistes

« Que pensez-vous de la grève des surveillants de prison, et plus généralement de la situation dans les prisons ? »

« La situation pénale est très préoccupante : 38 000 détenus pour moins de 30 000 places. Ce retard est dû à des années d'imprévision. Dans les maisons d'arrêt, la situation est plus difficile encore : plus de 20 000 détenus en détention provisoire. Conséquences : dans des maisons d'arrêt, surtout en région parisienne et dans le Midi, un taux de surpopulation pénale de plus de 200 %. Concrètement, cela veut dire pour les personnels des charges accrues, et pour les prisonniers des conditions de détention aggravées. »

« Je connais l'importance de la mission des personnels pénitentiaires dans le cadre du service public de la justice. Ils travaillent dans des conditions souvent difficiles et ne sentent — à tort — rejetés par la société. J'ai eu à cœur de le faire savoir. »

« Depuis deux ans, je n'ai cessé de me préoccuper de leur condition. Dans les budgets de 1982 et de 1983, j'ai obtenu pour eux des avantages importants qu'ils réclamaient vainement depuis des années. Dans le cadre de l'élaboration du budget pour 1984, j'ai formulé des demandes très précises pour répondre à certaines aspirations légitimes des surveillants, notamment en ce qui concerne les effectifs. »

« Mais la situation actuelle commandée-elle la grève déclenchée par certains personnels pénitentiaires ? Je ne le crois pas. J'observe qu'à l'instant où nous sommes les arbitres budgétaires ne sont pas encore rendus, ce que ne peuvent manquer de savoir les responsables syndicaux. Aucune mesure susceptible d'intervenir en faveur des personnels pénitentiaires n'est encore arrêtée et ne saurait a fortiori être annoncée. »

« Alors que veut dire cette grève ? En annonçant une grève des écrous, c'est le bon fonctionnement de la justice qu'on entrave. Si on devait aller jusqu'à interdire la correspondance et les parloirs, ce seraient les détenus que la grève sanctionnerait, au risque de provoquer une explosion carcérale aux conséquences imprévisibles. »

« Mais position est donc claire : je

continuerai à œuvrer pour que la

condition des personnels péniten-

tiaires soit améliorée, comme je l'ai

fait depuis deux ans. Mais si la

grève devait se poursuivre, au risque

d'accidents graves dans les prisons,

ceux qui l'ont déclenchée dans les

circonstances actuelles en porte-

raient la responsabilité devant le

pays. »

Propos recueillis par

BERTRAND LE GENDRE.

(1) N.D.L.R. — Député (P.S.) de

Seine-Saint-Denis, M. Gilbert Bonne-

maison, a présidé la commission des

maires sur la sécurité. Le rapport de

cette commission est à l'origine de la

nouvelle politique de prévention de la

délinquance.

La « grève des écrous » des surveillants de prison

A l'appel de leurs principaux syndicats, les surveillants de prison ont commencé, jeudi 16 juin, une « grève des écrous » dont la durée dépendra, ont-ils fait savoir, de la « combativité » de la base. Les grévistes, qui réclament une augmentation des effectifs,

ont décidé de s'opposer à l'entrée et à la sortie des détenus. Dans un communiqué commun, les syndicats F.O., C.G.T. et autonome affirment que leur « mouvement revendicatif est strictement d'ordre corporatif ». »

Une semaine dans la vie d'un maton

Officiellement, il est « surveillant pénitentiaire ». Cela ne le gêne pas qu'on le désigne sous le nom de « maton ». « C'est comme « flics » ou « flicards », dit-il, pour les policiers : eux-mêmes l'emploient... » Il aura bientôt trente ans et compte déjà plus de dix ans de service. Sur sa manche, un galon de premier surveillant. De son métier, il dit que « s'il ne l'aimait pas, il est bien évident qu'il aurait choisi autre chose. Parce que passer vingt ou trente ans de sa vie dans une prison implique forcément un choix délibéré... »

Les horaires sont sévères. Il explique ce qu'est le programme « normal » d'une semaine dans la vie d'un maton. « Le lundi, je vais assumer, par exemple, un service continu de 13 heures à 19 heures. Le lendemain, mardi, même chose. Le mercredi, ce sera une journée pleine : commande à 7 h 30, elle s'achèvera à 18 heures. Jeudi, une matinée, c'est-à-dire de 7 heures à 13 heures, et vendredi, on remettra ça pour une matinée identique, suivie d'une nuit, soit la prise de service à 19 heures et la fin du travail à 7 heures le lendemain matin... » Après une nuit passée « dedans », il aura droit à un « repos de garde », soit vingt-quatre heures, qu'il ajoutera aux vingt-quatre heures de repos hebdomadaires. »

« Les gens pensent probablement qu'on se tourne les pouces, qu'on reste comme dans les films de gangsters, assis au bout d'un long couloir bordé de cellules dans un bureau vitré ! Erreur... La journée du surveillant est suffisamment chargée pour ne lui laisser que peu de répit. D'autant moins de répit qu'un seul maton par étage, cela signifie un seul homme pour veiller sur cinquante cellules, soit quatre-vingts détenus en moyenne, mais parfois l'effectif peut atteindre cent vingt « taulards ». »

7 heures du matin. C'est l'heure de l'ouverture : le surveillant fait l'appel, s'assurant que tout le monde

est là, puis il procède, assisté par deux détenus — les « auxiliaires », — à la distribution du café. Pendant que les détenus boivent leur jus, on prépare les « extraits », la liste de ceux qui devront quitter leur cellule, qui pour se présenter chez le dentiste, qui pour aller à l'infirmerie, qui encore pour être conduit devant un juge d'instruction ou un tribunal, etc. »

A 8 heures commence l'« envoi à la promenade » — que les détenus peuvent refuser, — qui s'achèvera à 10 h 30. Pendant la promenade, le surveillant procède à la fouille des cellules que le surveillant-chef juge bon d'inspecter. Commence alors la distribution des rations (beurre, confiture, biscuits, etc.) que l'administration délivre gratuitement à chacun de ses pensionnaires. Après quoi, c'est au tour du surveillant « cantinier » de faire sa tournée. Il distribue, de cellule en cellule, les commandes passées par les détenus, et dont le montant sera prélevé sur leur compte. »

10 h 30. Retour de promenade. Deux fois par semaine, tout le monde à la douche, à raison de six à la fois, puisque le bloc des douches se limite à six cabines. « Très délicat, les douches, explique-t-il. C'est là, souvent, que se règlent les comptes, tabassages ou pire, puisqu'on ramasse de temps en temps un détenu à demi — ou tout à fait — étripé sur le carrelage... » A présent, il est 11 h 30. L'heure de la soupe. Les deux « auxiliaires » poussent le chariot et distribuent les gamelles, sous la surveillance du maton. »

« On n'est pas des parias »

A 12 h 30, la soupe est finie, mais il faut encore distribuer l'eau chaude qui permettra à chacun de préparer son café soluble. Cela fait, on attend la relève de 13 heures. « Vous voyez, on ne chôme pas... » L'équipe de l'après-midi n'aura guère plus de temps libre : appel à

13 heures, deuxième promenade à 14 h 15, soupe du soir à 17 h 30, appel encore pen nant 19 heures, heure dite « de fermeture ». »

« La nuit, la prison vit différemment. Quatre surveillants en tout et pour tout pour une division complète, c'est-à-dire pour environ six cents détenus ! Les matons n'aiment pas la nuit. « C'est la nuit que se passent neuf fois sur dix les tentatives de suicide, les automutilations, les bagarres, les vols... » Pour couper court à tout risque de mutinerie, les surveillants de nuit n'ont pas en poche l'unique clé qui commande toutes les serrures des cellules. Ce sont les deux « premiers surveillants » qui la détiennent jusqu'à la prise de service du matin. Pendant la nuit de service, chaque maton a droit à quatre heures de « piquet », le repos allongé. »

« On veut toujours faire de nous des répressifs, des gardes-chiourme sans pitié, des brutes ! Il faut vivre cette ambiance, derrière ces barreaux, avec ces types qui ne sont pas tous, loin de là, des parias ni des hommes dangereux, mais le plus souvent des pauvres, des faibles aussi... » Des salaires, il dira seulement qu'ils ne sont pas vraiment insuffisants, mais que les personnels de la pénitencière continueront à se battre, « comme ils le font depuis maintenant dix-huit ans, pour obtenir la parité avec les traitements de la police ». »

La grève ? « Cette action insistait-elle, n'est pas, comme on l'entend dire partout, une action politique... A preuve, le dernier mouvement indéterminé remonte à 1974, donc sous un régime bien différent... Non, s'ils se battent, c'est pour qu'on améliore leurs conditions de vie, de travail. « Parce qu'un n'est pas des parias, mais des hommes écrasés de responsabilités... »

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

L'avocat de Klaus Barbie s'explique

« Mon client est présumé innocent »

Klaus Barbie n'a désormais qu'un seul avocat, M. Jacques Vergès, du barreau de Paris, que cette solitude n'effraie pas. Les deux avocats lyonnais de l'ancien chef de la police nazie à Lyon, de 1942 à 1944, se sont en effet retirés de la défense, mercredi 15 juin.

Le bâtonnier Alain de la Servette s'était désigné avec l'accord de son conseil de l'ordre pour défendre Barbie alors que celui-ci venait d'être amené en France manu militari. A son tour, le bâtonnier avait désigné pour l'assister M. Robert Boyer, par ailleurs juriste. Cette défense collective n'aura pas duré deux mois.

Le bâtonnier de Lyon et M. Boyer se sont, de fait, inclinés devant la présence de M. Vergès. La toute récente déclaration de l'archevêque de Lyon, critiquant la participation d'un préte-avocat à la défense de Klaus Barbie, a aussi joué. Les deux avocats lyonnais en ont pris acte ainsi que de nombreuses réticences au sein du barreau de cette ville.

Dès la prise de position de l'archevêque, le président du Conseil représentatif des institutions juives de France (CRIF) avait indiqué : « Je prends note avec satisfaction de cette prise de position de la hiérarchie catholique (...). »

Plus profondément, le bâtonnier de Lyon et M. Vergès ne pouvaient s'accorder bien longtemps sur une stratégie judiciaire. M. de la Servette est un spécialiste du droit civil qui entendait plaider la mansuétude. Rien de tel chez M. Vergès, avocat de combat. « Ce n'est pas pour chasser, précise-t-il, mais j'ai un client, et il l'est jusqu'au jour où un procès équitable l'aura condamné. »

« Désigné comme l'un des avocats

de Barbie par une lettre de l'inculpé

du 27 avril, M. Vergès avait rendu

visite à son client dès le 4 mai. Le

1^{er} juin, il déposait une demande de

mise en liberté, rejetée quelques

jours plus tard. C'est promis : il fera

du droit, rien que du droit. Son argu-

mentation repose pour l'instant sur

plusieurs points, notamment : la dé-

tention de Barbie à Lyon, depuis fé-

vrier 1983, résultat « d'une extradi-

tion déguisée » et l'absence en droit

français d'une échelle de peines

pour punir les crimes contre l'humani-

té. Pour M. Vergès, un « peut

pas admettre ces monstruosités ju-

ridiques dans un état de droit ». »

C'est ainsi que l'ancien avocat du

F.L.N. algérien nous a affirmé :

« Ce procès ne peut pas être idéologique. C'est une bataille de principe au nom de la démocratie. » Ne pas l'admettre, c'est, selon l'avocat parisien, à donner à Hitler une « victoire posthume ». »

M. Vergès ne désigne pas la provocation. Cette affaire Barbie doit le combler d'aise, lui qui affectionne de lutter contre la justice et ses juges. Une longue habitude, qui remonte à la période des années 1957-1961 alors qu'il plaiderait pour les militants algériens du F.L.N. M. Vergès sera suspendu en 1961 et condamné en compagnie de confrères. Cette période agitée et courageuse prendra fin, temporairement, lorsqu'il deviendra conseiller de ministre marocain des affaires africaines. Mais très vite, M. Vergès assure la liaison entre l'Algérie indépendante et des mouvements révolutionnaires africains à partir de la base d'Oujda. »

Part d'ombre

Après un passage au cabinet du ministre algérien des affaires étrangères, l'avocat dirige l'hebdomadaire Révolution africaine à Alger, puis la revue pro-chinoise Révolu-

tion. Inscrit alors au barreau d'Alger, M. Vergès défend « les premiers fidalgins arrêtés en Israël ». Cette période s'achève en 1970. »

A cette date, l'avocat disparaît complètement jusqu'en 1979. Lorsqu'on le questionne, M. Vergès sourit : « Je suis passé de l'autre côté du miroir, dit-il. Mais encore ? Un séjour en Jordanie ? En Chine ? » Rien, répond l'avocat. « C'est ma part d'ombre. » Depuis, réinscrit au barreau de Paris, M. Vergès a pris sous son aile Klaus Croissant, ancien défenseur de la Croix-Rouge armée rouge, défendant les innombrables « amis de Carlos », des militants d'ultra-gauche, plaide aussi dans des dossiers moins politiques. »

Du reste, M. Vergès ne se veut pas un avocat politique, ce qu'il est avant tout, mais « un avocat libre qui aime passionnément son métier ». Entre ses années de Résistance, de dix-sept à vingt ans, et son engagement d'aujourd'hui, il perçoit une « profonde cohérence ». Il a lutté contre le nazisme, il a plaidé, en prenant de grands risques, pour des militants algériens en combat contre « l'occupant français ». En 1983, M. Vergès défend Klaus Barbie « pour la démocratie ». »

LAURENT GRELSAMER.

UN DOCUMENT CAPITAL

pour comprendre la situation polonaise et Jean-Paul II

300 p., 75 F.

CARDINAL STAN WYSZYNSKI

notes de prison

CERF

السلامة العامة

SCIENCES

EN DÉPIT D'UNE RÉCENTE RUPTURE DE VANNE

La centrale solaire Thémis a été inaugurée

Targuennec. — La centrale solaire Thémis a été inaugurée le 15 juin à Targuennec, tout près de Font-Romeu (Pyrénées-Orientales) et non loin du four solaire d'Odello, dans une région qui bénéficie de deux mille heures d'ensoleillement par an.

Thémis a coûté 300 millions de francs, essais compris, dont 72 % ont été apportés par E.D.F., 22 % par l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie (A.F.M.E.), 6 % par le département des Pyrénées-Orientales et la région Languedoc-Roussillon. Elle est la septième centrale solaire au monde.

La construction a rencontré de nombreuses difficultés et soulevé beaucoup de critiques. Le dernier d'une série d'incidents fut la rupture d'une vanne du circuit de sel fondus qui s'est produite le 3 juin dernier. Les centrales comme Thémis ne sont pas adaptées à la France où il y a des pays tempérés, et il n'est d'ailleurs pas prévu d'en construire un second exemplaire ; mais sa réalisation a été l'occasion de mettre au point des technologies et des matériels nouveaux.

De notre envoyée spéciale

Le soleil, très voilé ce mercredi 15 juin, ne brille pratiquement pas, et pourtant le cadre de la chaudière, où se focalise la lumière réfléchi par une cinquantaine de panneaux de verre (des béliostats), éclate de lumière. La concentration des quelques rayons solaires qui frappent chacun des béliostats suffit à illuminer la chaudière. Le jour de son inauguration, le 15 juin, Thémis, la première centrale solaire française, fonctionne, en dépit de la récente rupture d'une vanne.

La centrale a été couplée pour la première fois au réseau E.D.F. le 17 mai dernier. Le 14 juin, elle a atteint 1,2 mégawatt. Dans un mois, on espère arriver au maximum de puissance, soit 2,5 mégawatt.

Un circuit de sel à 450 degrés dans la chaudière crée sa chaleur dans un échangeur à de l'eau surchauffée en vapeur, laquelle fait tourner une turbine. La chaleur stockée permet, en l'absence de soleil, quelques heures de fonctionnement à puissance maximale. Dans un circuit auxiliaire THEK (Thermo héliélectrique kilowatt),

de l'huile atteint 300 ou 350 degrés grâce au foyer de onze miroirs paraboliques. Ce circuit sert à chauffer et à liquéfier le sel avant de le couler celui-ci dans son circuit propre. L'huile maintient le sel à plus de 200 degrés, de façon à éviter que celui-ci ne se solidifie dans son circuit.

Si Thémis n'est qu'un banc d'essai sans avenir, le circuit THEK pourrait avoir des débouchés en France ou dans les pays à climat analogue. En effet, la chaleur utilisée dans les procédés industriels compte pour environ 25 % dans le bilan énergétique français. Dans presque un cas sur deux, des températures inférieures à 300 degrés suffisent. Serait donc intéressées par des circuits THEK, les industries alimentaires (séchage, cuisson, stérilisation, pasteurisation, etc.), les industries textiles (teinture, séchage), les matériaux de construction, les papiers et cartons, l'industrie pharmaceutique (séchage), les industries mécaniques (dégraissage des carrosseries avant la peinture), etc.

YVONNE REBEYROL.

PREMIÈRE MONDIALE AU CENTRE HYPERBARE DE LA MARINE A TOULON

Deux plongeurs ont travaillé par 610 mètres de fond

Toulon. — Un Brestois de trente-trois ans, M. Patrick Raude, et un Alsacien de trente-six ans, M. Claude Obrel, viennent d'effectuer, pour la première fois au monde, un séjour de travail d'une heure et demie à la profondeur fictive de 610 mètres (soit sous une pression de 611 atmosphères), dans un caisson en eau du centre hyperbare de la marine nationale à Toulon. Les deux plongeurs — l'un de la Comex, l'autre du Gismar (1) — ont successivement atteint cette « profondeur » dans la matinée du jeudi 16 juin, après avoir commencé leur compression en caisson le 30 mai. La « remontée » (ou décompression) doit commencer vendredi 17 juin pour s'achever le 9 juillet. Les deux plongeurs auront ainsi passé quarante deux jours en caisson sous compression.

On sait que l'opération Janus-4 avait permis à des plongeurs du Gismar et de la Comex d'effectuer, en 1977, au large du Lavandou, un travail effectif à la profondeur de 510 mètres, record qui demeure inégalé en eau libre.

Un mélange respiratoire sans azote

Les promoteurs de l'opération actuelle se défendent de sacrifier à une « record » mais en notent que la profondeur fictive de 680 mètres atteinte aux Etats-Unis l'a été en caisson sec et sans qu'un travail effectif ait pu être réalisé. Pour en finir avec ses notions discutables de record, MM. Patrick Raude et Claude Obrel seront, d'autre part, les premiers plongeurs à avoir séjourné vingt jours à 520, 570 et 610 mètres. C'est aussi la première fois qu'a été mis en œuvre le système 1000 du Gismar, permettant de franchir les 500 mètres.

L'opération actuelle Entex 9 (entraînement-experimentation) menée sur l'initiative de la Direction des recherches et études techniques (DRET) avait un but à la fois scienti-

De notre envoyé spécial

tifique et opérationnel. Elle fait suite à une série de plongées expérimentales qui ont eu successivement lieu depuis 1979 dans les centres hyperbares de la Comex à Marseille et du Gismar à Toulon. Entex 8 avait permis en mars 1982 d'étudier les comportements des plongeurs travaillant à la profondeur fictive de 450 mètres pendant douze jours. Outre la profondeur et la durée atteintes aujourd'hui, Entex 9 permet une expérimentation scientifique d'un intérêt capital : la suppression de l'azote dans le mélange respiratoire, composé uniquement, pour la première fois d'oxygène et d'oxygène. Des études antérieures avaient fait apparaître que l'introduction de

l'azote dans le mélange a des effets favorables mais aussi des aspects négatifs.

Répondant à une question sur les limites opérationnelles des plongeurs, M. Delaunay, directeur de la Comex, a fait entendre que l'utilisation de l'hydrogène actuellement à l'étude permettrait d'espérer le franchissement de la fameuse barrière des 700 mètres.

Il reste que, pour enregistrer la réussite complète de l'opération, il faudra attendre la fin de la « remontée » qui doit se terminer le 9 juillet.

JEAN RAMBAUD.

(1) Compagnie maritime d'expertise de Marseille et Groupe d'intervention sous le mer de la marine nationale à Toulon.

FAITS ET JUGEMENTS

• Dans le procès intenté à l'Etat par la famille de Robert Boulin, (le Monde du 13 mai), M. Stéphane Boittiaux, premier substitut, a demandé à la première chambre du tribunal de Paris de débouter les demandeurs. « Il n'existe pas, a-t-il dit de responsabilité de l'Etat dans une décision judiciaire car il n'y a pas en ce domaine de faute détachable de la fonction ».

• L'ancien directeur de la caisse d'épargne de Saint-Germain-en-Laye (Yvelines), M. Robert Antoine-Jouaux, cinquante-trois ans, inculpé de complicité d'escroquerie et abus de confiance (le Monde du 6 février 1982), a été condamné, mercredi 15 juin, par le tribunal de Versailles, à dix-huit mois de prison avec sursis et 100 000 F d'amende. Le tribunal a cependant estimé que les manœuvres frauduleuses pour lesquelles il était également poursuivi n'étaient pas caractérisées et a prononcé la relaxe à ce sujet. La caisse d'épargne de Saint-Germain-en-Laye a obtenu 50 000 F de dommages et intérêts mais le Trésor public a été débouté.

• Dans l'affaire des Irlandais de Vincennes, M. Jean Libouban, avocat général, continue, à la demande de M. Pierre Arpaillange, procureur général de Paris, l'audition des membres de la gendarmerie susceptibles de se voir retirer la qualité d'officiers de police judiciaire ou dont l'habilitation pourrait être suspendue. Après avoir entendu, le 14 juin, le maréchal des logis chef Auguste Simonnet et les gendarmes Gérard Dufrechon et Robert Kiss, il a recueilli, le lendemain, les explications du gendarme Michel Lemmonier ainsi que celles du major José Windels. Il n'a pu entendre, comme prévu, le commandant Jean-Michel Beau, en raison de l'état de santé de celui-ci.

• La Vie française a condamné la dix-septième chambre du tribunal de Paris à condamner, mardi 14 juin, M. Jean-Pierre Peyraud, directeur de l'hebdomadaire la Vie française, à 2 000 francs d'amende pour diffamation envers M. Harris Puisse, chargé de mission au cabinet du ministre des relations extérieures, qui obtient 10 000 francs de dommages et intérêts. Le journal avait publié le 25 octobre une « biographie » de M. Puisse présentant ce dernier comme un agent soviétique (le Monde du 19 mai).

• L'ancien lieutenant S.S. Hans Barth, condamné le 7 juin à la détention à vie par la chambre criminelle de la Cour de Cassation, pour crimes de guerre et crimes contre l'humanité, a fait appel de cette décision.

Centre AUTEUIL TOULBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques Humaines
Concours d'entrée à l'ENA
Examen d'entrée à l'ENA
SC-PO
PRÉPARATIONS ANNUELLES et INTENSIVES fin JUILLET - fin AOUT
Entrée en 2^e année
Procédure d'admission en 2^e année
TAUX CONFIRMES DE RÉUSSITE DEPUIS 1953
AUTEUIL 6, Av. Jean Heury
75016 Paris. Tél. 224.10.72
TOULBIAC 83, Av. d'Italie 75013 Paris
Tél. 585.59.35

ÉDUCATION

LES RÉSULTATS DU CONCOURS GÉNÉRAL

Plus de candidats, moins de récompenses

Plus de candidats que l'an dernier, moins de prix et d'accès à la première constatation : c'est la première constatation qui suggère les résultats du concours général 1982. Les candidats étaient au nombre de 4 388, c'est-à-dire 386 de plus qu'en 1981 ; ils se sont partagés 176 prix et accèssits contre 189 l'an dernier. L'éducation musicale reste un cas : pour la quatrième année consécutive, aucun prix n'a été décerné en classe de première. Les sciences économiques et sociales posent elles aussi une question, en ce temps où l'économie et la compréhension de ses mécanismes revêtent l'importance que l'on sait : ni le premier ni le deuxième prix n'ont été attribués en classe de première, ni le premier ni le troisième en terminale. Comme il en est depuis 1923, année où les filles

furent autorisées à participer au concours général, les garçons l'emportent au nombre des lauréats : 111 (127 en 1982) et 64 filles (62 l'an dernier). Ils conservent la suprématie dans les disciplines scientifiques ; les filles leur donnent le pion en philosophie et en langues vivantes. Quant aux établissements dont les candidats sont récompensés, il est à remarquer que la palme revient au lycée Louis-le-Grand (13 fois cité). Mais c'est un lycée qui sélectionne rigoureusement ses élèves : de même d'ailleurs que le lycée international de Saint-Germain-en-Laye (4 fois cité). En revanche, le cas des lycées Estienne-d'Orves de Nice (4 fois cité) et du lycée La Martinière de Lyon (4 fois cité), qui ne sont pas connus pour être les plus prestigieux, est plus remarquable.

Classes de première

• Composition française (premiers A, B, S, E). — 1^{er} prix : Jocelyn Benoist (première S, lycée Jean-Baptiste-Say, Paris) ; 2^e prix : Yasmine Chamli (première S, lycée Lyauvey, Casablanca) ; 3^e prix : non décerné.

• Allemand (premiers A, B, S, E). — 1^{er} prix : Suzanne Kirsch (première B, lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; 2^e prix : Petra Hammel (première S, lycée international, Saint-Germain-en-Laye) ; 3^e prix : François Dillinger (première S, lycée Jean-de-Pangé, Sarreguemines).

• Anglais (premiers A, B, S, E). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix ex æquo : Muriel Zappa (première A, lycée Condorcet, Paris) ; Nathalie Bouchat (première S, lycée Buffon, Paris).

• Espagnol (premiers A, B, S, E). — 1^{er} prix : Anne Ricordel (première S, lycée Condorcet, Paris) ; 2^e prix : Line Bruni (première S, lycée Bernard-Palissy, Agen) ; 3^e prix : non décerné.

• Arabe (premiers A, B, S, E). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : non décerné.

• Russe (premiers A, B, S, E). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Mathilde Mauré (première S, lycée Henri-IV, Paris) ; 3^e prix : non décerné.

• Portugais (premiers A, B, S, E). — 1^{er} prix : Maria Amaral (première A, lycée Condorcet, La Varenne, Val-de-Marne) ; 2^e prix : Ana Afonso (première S, lycée Camille-Julien, Bordeaux) ; 3^e prix : Frédéric Colauti (première S, lycée français de Belgique, Bruxelles).

• Italien (premiers A, B, S, E). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Nathalie Fontaine (première A, lycée Jeanne-d'Arc, Clermont-Ferrand) ; 3^e prix : non décerné.

• Version latine (premiers A, B, S, E). — 1^{er} prix : François Vinot (première A, lycée Gay-Lussac, Chaumont) ; 2^e prix : Jean-Marie Baillet d'Estivaud (première S, lycée Louis-LeGrand, Paris) ; 3^e prix : non décerné.

• Thème latin (premiers A, B, S, E). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Laurent Colodini (première A, lycée Condorcet, La Varenne) ; 3^e prix : William Marx (première S, lycée Thiers, Marseille).

• Version grecque (premiers A, B, S, E). — 1^{er} prix : Fabrice P. F. (première S, lycée André-Maurais, Deauville) ; 2^e prix : Christel Pérodon (première S, lycée Marguerite, Verdun) ; 3^e prix : non décerné.

• Histoire (premiers A, B, C). — 1^{er} prix : Fabrice P. F. (première S, lycée André-Maurais, Deauville) ; 2^e prix : Christel Pérodon (première S, lycée Marguerite, Verdun) ; 3^e prix : non décerné.

• Géographie (premiers A, B, S, E). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Laurence Dubois (première A, lycée Louis-LeGrand, Paris) ; 3^e prix : non décerné.

• Éducation musicale (premiers A, B, S, E, F, G). — Aucun prix décerné.

• Sciences économiques et sociales (première B). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : Pascal Trouilly (lycée Félix-Mayer, Creutzwald, Moselle).

• Construction (premiers F, F.2, F.3). — 1^{er} prix : Laurent Verclotte (première F, lycée Blaise-Pascal, Lons-le-Saunoy) ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : non décerné.

• Un professeur de français accusé d'avoir divulgué à ses élèves un sujet du baccalauréat de français à dirigé en juin 1982, M. Xavier Darcois, a été relaxé, mercredi 15 juin, par le tribunal de grande instance de cette ville. Membre de la commission académique de choix des sujets, M. Darcois avait été inculpé après une plainte contre X du recteur de l'académie de Bordeaux pour avoir fait travailler ses élèves peu avant l'examen sur un thème proche du premier sujet choisi par la commission dont il faisait partie (Corresp.).

Classes terminales

• Composition française (terminales A, B, C, D, E). — 1^{er} prix : Adrien Goetz, terminale C, lycée Malherbe, Caen ; 2^e prix : Valérie Emmonet, terminale A, lycée Robert-Garnier, La Ferté-Bernard (Sarthe) ; 3^e prix : non décerné.

• Philosophie (terminale A). — 1^{er} prix : Isabelle Duperron, lycée Belzay, Tours ; 2^e prix : Bernadette Guzzini, lycée Blaise-Pascal, Clermont-Ferrand ; 3^e prix : non décerné.

• Philosophie (terminales B, C, D, E). — 1^{er} prix : Roland Echard, terminale C, lycée d'Etat polyvalent Saint-Charles, Marseille ; 2^e prix : Emmanuel Kestler, terminale C, lycée Louis-LeGrand, Paris ; 3^e prix : non décerné.

• Histoire (terminales A, B, C, D). — 1^{er} prix : Fabien Laurent, terminale C, lycée Carnot, Paris ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix ex æquo : Pierre Dufort, terminale A, lycée Lakanarine, Paris ; Christophe Bigot, terminale C, lycée Louis-LeGrand, Paris ; John Crowley, terminale C, lycée Albert-1^{er}, Monaco.

• Géographie (terminales A, B, C, D). — 1^{er} prix : Eric Neri, terminale B, lycée Calmette, Nice ; 2^e prix : non décerné.

• Sciences naturelles (terminales D). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Sabine Huet (lycée A.-Mézière, Longwy-Haut) ; 3^e prix : Claire André (lycée Langechamp - Mar-seille).

• Mathématiques (terminales C, E). — 1^{er} prix ex æquo : Alexis Bonnet, terminale C, lycée Thiers, Marseille ; Thierry Bousch (terminale C, lycée Roure, Dreux) ; 3^e prix : Paul Lescot (terminale C, lycée Louis-LeGrand, Paris).

• Sciences économiques et sociales (terminale B). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : non décerné.

• Économie générale ou économie et organisation de l'entreprise (terminales G1, G2, G3). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : ex æquo : Céline Hassen (terminale G1, lycée Marcel-Pagnol, Marseille) ; Gisèle Ciccolini (terminale G1, lycée Parny, Paris).

• Technologie : construction mécanique (terminale F1). — 1^{er} prix : Jérôme Barbat du Closel (lycée Raspail, Paris) ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : Frank Belardon (lycée technique Diderot, Paris).

• Technologie : électronique (terminale F2). — 1^{er} prix : Jean-Pierre Lebraud (lycée technique Diderot, Paris) ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix ex æquo : Pierre Boney (lycée G.-Cabanis, Brive) ; Jean-Claude Pugeat (lycée Jules-Ferry, Versailles).

• Technologie : électro-technique (terminale F3). — 1^{er} prix : Michel Gaillard (lycée Edmond-Branly, Lyon) ; 2^e prix : non décerné ; 3^e prix : non décerné.

• Technologie : génie civil (terminale F4). — 1^{er} prix : Claude Lora (lycée d'enseignement technologique professionnel d'Anglet, Pyrénées-Atlantiques) ; 2^e prix : Bruno Delmon (lycée P.-Carraminot, Egletons, Corrèze) ; 3^e prix : non décerné.

• Technologie : physique et électrique (terminale F5). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Olivier Lapière (École nationale de physique, chimie, biologie, Paris) ; 3^e prix : non décerné.

• Technologie : chimie (terminale F6). — 1^{er} prix : Dominique Wolbert (L.E.T. Jean-Rostand, Strasbourg) ; 2^e prix : Catherine Schmitt (L.E.T.C. Paris) ; 3^e prix : Dominique Burget (L.E.T. Louis-Armand, Mulhouse).

• Technologie : sciences biologiques, option biochimie (terminale F7). —

1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Marielle Moreau (L.N. de chimie, physique, biologie, Paris) ; 3^e prix : Philippe Mallet (lycée Le Castet, Dijon).

• Technologie : sciences biologiques, option biologie (terminale F7). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Christine Rouval (lycée La Martinière-Duchère, Lyon) ; 3^e prix : non décerné.

• Technologie : équipements techniques du bâtiment (terminale F9). — 1^{er} prix : non décerné ; 2^e prix : Stéphane Henry (lycée Gustave-Eiffel, Talange, Moselle) ; 3^e prix : non décerné.

• Technologie : microtechniques (terminale F10). — 1^{er} prix ex æquo : Goffredo Carrada (lycée Diderot, Paris) ; Pascal Vincent (lycée Jean-Perrin, Saint-Ouen-l'Aumône, Val-d'Oise) ; 3^e prix : Jean-Pierre Paris (lycée Charles-Poncelet, Cluses, Haute-Savoie).

• Technologie : informatique (terminale H1). — 1^{er} prix : José Martinez (lycée d'Etat mixte, Montpellier) ; 2^e prix : Renan Vista (lycée L. Pergaud, Besançon) ; 3^e prix : Norbert Montegu (L.E.T. La Martinière Te-neux, Lyon).

Concours commun

• Dessin (première et terminales). — 1^{er} prix : Antonio Mendes Da Silva (première A, lycée François-1^{er}, Fontainebleau) ; 2^e prix ex æquo : Pierre Lacher (première B, lycée Jean-Paul-Sartre, Bron, Rhône) ; Frédéric Saurat (terminale C, lycée Frédéric-Mistral, Avignon).

Admissions à l'agrégation

• Hébreu : Mirel Batila Jeannette Nezer, née Mizouan.

Gènes
un peu

Gènes
beaucoup

Gènes
passionnément

Gènes
à la folie

Gènes
Alitalia

Paris-Gènes A/R

Lundi - Mercredi - Jeudi - Vendredi - Dimanche

D : 10 H 20 | PARIS | A : 14 H 15

A : 11 H 55 | GÈNES | D : 12 H 40

Pour tous renseignements, contactez
votre agent de voyages
ou Alitalia

Alitalia

DES ETUDES QUI ONT UN AVENIR.

• Depuis 30 ans, l'objectif du Groupe Ecole des Cadres est de donner aux jeunes une formation concrète. Afin qu'ils aient un métier.

• Le Brevet de Technicien Supérieur, diplôme d'Etat, correspond à cette orientation parce qu'il est centré sur la vie active.

• Ceci pourquoi l'ITL, pour vocation - au sein du Groupe E.D.C. -

de préparer les jeunes qui le désirent à ce diplôme dans le secteur de l'activité Touristique (production et vente, accueil, administration etc.).

• Vous souhaitez des études aussi passionnantes que le métier qu'elles préparent. Aussi, le programme de l'ITL comprend-il des stages, trainings, visites de sites touristiques, ou de musées afin de compléter votre formation théorique.

Conditions d'admission :

• Non bacheliers : sur examen d'entrée

• Bacheliers : sur présentation du dossier scolaire et entretien

Examen d'entrée : 12 juillet

Institut du Tourisme et des Loisirs

Groupe Ecole des Cadres

Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte
92, av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, tél. 747.06.40+

19 JUIN: LA SARDAIGNE EST A VOUS.

La Sardaigne, sa mer non polluée, ses plages accueillantes, son soleil méditerranéen, son folklore original, sa nature préservée, tout le monde les connaît. De loin. A partir du 19 juin, découvrez-les de près et profitez-en vite. Alisarda reprend ses vols directs bi-hebdomadaires réguliers de Paris/Orly-Sud et Nice/Côte d'Azur vers Olbia-Costa Smeralda et de Paris/Orly-Sud vers Cagliari. Profitez-en économiquement parce que les tarifs visites au départ de Paris reprennent eux aussi, des tarifs spéciaux pour des vols faciles et confortables. Brochure Sardaigne: Donatello Euroservices. Autres programmes Sardaigne dans les brochures générales des tour opérateurs suivants: Evasion, Hotelplan, Jet Tours.

ALISARDA - 9, Bd. de la Madeleine - 75001 PARIS - Tél. 2616150-2616180

ALISARDA
Lignes Aériennes de la Sardaigne

RELIGION

DE SEATTLE A BETHLÉEM

Le pari des pèlerins de la paix

De notre envoyé spécial

Fontainebleau. — 12 000 kilomètres pour la paix. Une marche à pied de Seattle à Bethléem, pendant vingt mois, voilà le pèlerinage insensé entrepris par dix-neuf croyants, hommes et femmes, venus de toutes les régions des Etats-Unis, de tous les milieux et de tous les âges: le plus jeune a vingt ans, le plus âgé soixante-huit.

Objectif: la paix dans le monde et le désarmement nucléaire, rien de moins! Le groupe œcuménique, composé d'un musulman (iranien), de deux méthodistes, de deux presbytériens et de quatorze catholiques (dont trois prêtres et un moine), a quitté la base des sous-marins nucléaires Trident près de Seattle sur la côte ouest des Etats-Unis le vendredi saint (9 avril) 1982, pour arriver le 13 novembre, sept mois plus tard, dans la capitale fédérale, sur la côte est.

Tout au long du périple, les pacifistes ont expliqué le sens de leur ac-

tion au moyen de conférences, de débats, de manifestations et de veillées de prière dans les églises, les installations militaires et les bâtiments publics. Leur arrivée à Washington a coïncidé fortuitement avec une des assemblées plénières de l'épiscopat américain, réuni pour discuter de sa lettre pastorale sur la dissuasion nucléaire. La marche a repris en avril de cette année avec l'étape européenne (Irlande, Ecosse, Grande-Bretagne, France, Suisse, Italie, Grèce, Turquie), puis myso-orientale (Syrie, Jordanie, Israël). Les pèlerins comptent atteindre Bethléem à Noël prochain.

Arrivés à Paris début juin, les marcheurs pour la paix ont repris la route lundi 6 juin pour Vézelay, Autun, Taizé et Mâcon, avant d'atteindre Genève à la fin du mois. Nous avons rencontré le groupe pendant son « jour de repos », à Fontainebleau. Brouillés, détendus, les Américains oublient momentanément leur fatigue pour exposer leur projet avec enthousiasme.

L'idée est venue d'un jésuite, le Père Jack Morris, qui voulait transformer une marche pour la paix — manifestation banale — en pèlerinage à Bethléem, lieu de naissance de Jésus; « le Prince de la paix ». Il en parle à un prêtre de ses amis, le Père George Zabelka, connu pour ses conférences sur la non-violence. Celui-ci est tout de suite acquis au projet et propose, malgré ses soixante-huit ans, de participer au pèlerinage.

Un silence coupable

C'est rue George Zabelka à d'impétueuses raisons personnelles pour militer contre la bombe atomique. En août 1945, il se trouvait avec l'armée de l'air américaine sur l'île Tinian dans le Pacifique: il était l'aumônier militaire de l'escadron des pilotes qui ont lancé la bombe atomique sur Hiroshima et Nagasaki... Le souvenir de cet holocauste ne le quitte plus.

« En 1945, dit-il, Tinian Island était le plus grand aérodrome militaire du monde. Vingt-quatre heures sur vingt-quatre, un avion décollait toutes les trois minutes. Beaucoup de ces appareils volaient vers le Japon dans l'intention non pas de tuer un ennemi ou un civil, mais d'assassiner des centaines, des dizaines de milliers d'enfants et de civils. Et je n'ai rien dit. »

Le Père Zabelka explique son silence — sans le justifier pour autant — par celui, tout aussi coupable, des responsables hiérarchiques de son Eglise. « Avant que je sache, rappelle-t-il, aucun cardinal ou archevêque américain n'a dit quelque chose contre ces attaques aériennes. Le silence dans une telle circonstance signifie un consentement. »

L'utilisation de la bombe atomique a été une escalade dans l'horreur qui a finalement ouvert les yeux de l'aumônier militaire. « En un

Pour ce qui est de la manipulation de leur mouvement par les communistes, le groupe fait remarquer que son message s'adresse aussi bien aux pays de l'Est qu'à ceux de l'Ouest, et plusieurs membres espèrent pouvoir faire un détour par la Tchèque-lovaquie et l'Union soviétique.

« Nous savons que des mouvements pacifistes existent dans les pays communistes, dit Jack Morris, qui est protestant, et nous savons aussi que nous aurons des problèmes pour traverser un pays membre de l'OTAN comme la Turquie, ou un pays musulman comme la Syrie. »

« Nous demandons aux gens de faire un pari, conclut le Père Lafey, de miser sur la bonté et le bon sens de l'homme. Est-ce si déraisonnable? »

ALAIN WOODROW.

OFFICIERS MINISTÉRIELS ET VENTES PAR ADJUDICATION

Vente sur lic. Pal. Just. Pontoise (95), pl. N.-Flam. Jeudi 30 Juin, 14 h
en 2
LOTS à TAVERNY (95) 1) PROPRIÉTÉ - M. à P. 230.000 F
22, RUE DE PARIS. Cote 7 a 04 ca compr. REZ-DE-CH.: salon, office, a. à m., cuis., vestibule; au 1^{er} ét.: 2 ch., cab. toil., s. de bns et w.-c.; au 2nd ét.: 2 ch., cuis., débarr., placard, jardin, buand., w.-c., eau, électr.
2) PARCELLES DE TERRE EN NATURE DE BOIS Cote 1 a 13 ca et 0 a 58 ca.
M. à P. 1.000 F.
Consign. pour ench. 25.000 F et 1.000 F (ch. cert. Bque). Renseign. 29, rue P.-Budin à Pontoise (95). T. 032-31-62.
M^r BUISSON, avocat, M^r DESCEUVRE, avocat, 2, mail des Cercles à Cergy-Pontoise (95). T. 038-72-28, et M^r MALHERBE, avocat, 22, rue de la Coutellerie à Pontoise (95). T. 032-18-11.

Vente Palais Justice PARIS Jeudi 30 Juin 1983, 14 h
MAISON - 28, passage du Mt-Cenis, PARIS (18^e)
M. à P. 400.000 F - S'adresser M^r W. DRIGUEZ
Avocat Paris (8^e), 6, rue Saint-Philippe-du-Roule. Tél. 225-13-30.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 30 Juin 1983 à 14 heures - En un seul lot
PAVILLON à GOURNAY-SUR-MARNE
(Seine-Saint-Denis)
comportant: un rez-de-chaussée élevé sur vide sanitaire av. buand., bureau, garage pour 2 voitures, atelier, hall d'entrée; un étage: comp. de dégr., cuisine, salle de séjour, 2 ch., a. de bain, w.-c., grenier au-dessus.
OCCUPÉ par le liquidateur de biens.
Boulevard Guy-Moquet, numéro 53
MISE A PRIX: 150.000 F.
contre le service d'une rente viagère au profit de M^{me} Verve PITEAU, née le 9 juin 1906.
S'adr. à M^r LYONNET DU MOUTIER, avocat, 182, rue de Rivoli à PARIS (1^{er}). Tél. 260-20-49; M^r Bernard MEILLER, 79, rue du Temple à PARIS (2^e); au Greffe des Criées du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice de PARIS le Jeudi 30 Juin 1983 à 14 heures - En un seul lot
I - En ce qui concerne les IMMEUBLES
ENSEMBLE INDUSTRIEL à LANGRES
situé dans la Zone Industrielle dite « des Franchises » comprenant UN BATIMENT PRINCIPAL divisé en ateliers, magasins, bureaux et locaux sociaux et service - un appartement au bâtiment principal comprenant: hall d'essais, entrepôts et locaux de gardien.
OCCUPÉ
II - LE FONDS DE COMMERCE
de FABRICATION ET VENTE DE CHARIOTS ÉLEVATEURS
exploités dans Fcns. indus. comprenant la clientèle, le mobilier de bureau, l'outillage, machines-outils, petit et gros matériel.
MISE A PRIX: 2.000.000 F
pour 1.600.000 F à l'insaisissable et 400.000 F au fonds de commerce.
S'adresser à M^r J. LYONNET DU MOUTIER, avocat, 182, rue de Rivoli à PARIS (1^{er}). Tél. 260-20-49; M^r J.-M. GARNIER, syndic à PARIS (9^e), 63, bd Saint-Germain - M^r A. CHEVRIER, syndic, 16, rue de l'Abbé-de-l'Épée - M^r A. SAGETTE, syndic, 6, rue de Savoie - Au Greffe du T.G.I. de PARIS où le cahier des charges est déposé, et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie au Palais de Justice de Pontoise (95) Pl. N.-Flam. 30 juin, 14 h
BIENS ET DROITS IMMOBILIERS consistant en
PAVILLON et GARAGE A MAGNY-EN-VEXIN (95) - M. à P.: 100.000 F
Consign. 25.000 F (chèq. cert. banque). Renseign. à Pontoise (95)
M^r BUISSON, avocat. Tél. 032-31-62 29, rue Pierre-Budin.

Vente sur licitation au Palais de Justice à PARIS le LUNDI 27 JUIN 1983 à 14 heures
UN PAVILLON à PARIS (14^e)
41, rue de Plaisance
100 m² surface habitable
composé de 6 pièces principales, cuisine, cabinet de toilette
LIBRE - Mise à Prix: 300.000 F
S'adresser à M^r Serge QUELIN, avocat à PARIS (7^e), 7, rue de l'Université. Tél. 261-12-45. A tous avocats près les tribunaux ou de Grande Instance de PARIS, BOBIGNY, CRÉTEIL et NANTERRE, et sur les lieux pour visiter.

Vente Palais Justice à PARIS, Jeudi 30 juin 1983 à 14 h. EN 4 LOTS
PARIS 17^e
38 bis, av. de la Grande-Armée
2, r. BRUNEL et 1, r. VILLARET de JOYEUSE
1) APPART. 1^{er} étage: ouvrant sur rue BRUNEL. 2 pièces principales. 2 CAVES: 1 chambre de bonne au 6^e étage et 3 chambres de bonne au 7^e étage et les parties communes correspondantes.
2) APPART. entresol à droite sur rue VILLARET-de-JOYEUSE: 5 Bureaux. 1 CAVES. 2 chambres de bonne au 6^e étage. Parties communes correspondantes.
3) APPART. entresol à gauche, ouvrant sur la rue BRUNEL. 2 pièces principales; 2 autres pièces s/rue BRUNEL. 1 CAVES. 1 chambre de bonne au 6^e et 1 chambre de bonne au 7^e ét. Part. comm. corr. au 2^e étage: 7 pièces principales, ouvrant sur rue BRUNEL. 2 CAVES. 2 ch. de bonne au 6^e et 2 ch. de bonne au 7^e étage et les parties communes correspondantes.
M. A P X: 1) 300.000 FR. 2) 300.000 FR. 3) 200.000 FR. 4) 300.000 FR.
S'ad.: M^r DANET
Avocat à Paris-17^e, 1, rue G. Berger.
Téléphone: 766-21-03 - M^r LAUVAUX.
Avocat Neuilly-sur-Seine (92), 8, rue de l'Hôtel-de-Ville - Tél.: 745-14-65.
A ts av. pr Trib. Gde Inst. PARIS, BOBIGNY, CRÉTEIL, NANTERRE.
Greffe des criées et du Tribunal Grande Instance à Paris ou le cahier des charges est déposé. Et sur place pour visiter.

Service des Domaines
Adjudication le
MARDI 28 JUIN 1983
à 10 heures à PERPIGNAN,
Hôtel du Département:
TERRAIN A BATIR:
630,90 m² - LIBRE
LOT N^o 7 - Lotissement boulevard Côte-Vermeille, PERPIGNAN.
MISE A PRIX: 380.000 F
Cautionnement de 20.000 F par chèque barré certifié.
Renseignements et consultation de cahier des charges: Récette divisionnaire des Impôts, 24, avenue de la Côte-Vermeille, PERPIGNAN (tél.: 52-66-66, p. 402).

Pour être le premier informé de cette vente connue de nombreuses ventes d'immeubles et de matériels divers faites par le Domaine, abonnez-vous au « B.O.A.D. », magazine illustré, 65 francs les 22 numéros. Chèque bancaire à l'ordre du Trésor public à adresser au S.C.P. 17, rue Scribe, 75436 Paris Cedex 09 (tél.: 266-93-46, p. 204).

VENTE sur saisie au Palais de Justice à Pontoise (95) - Pl. N. Flam. - 30 JUIN à 14 heures
TERRAIN + PETIT PAV.
2 Pces Princ. - Cont. 387 m² à **PUISEUX-EN-FRANCE (95)**
MISE A PRIX: 20.000 FRANCS
Consign. 25.000 F (ch. cert. Bque). Rens. à Pontoise (95), 29, rue P. Budin.
M^r BUISSON, av., t. 032-31-62

VENTE au Palais de Justice à PARIS le JEUDI 30 JUIN 1983 à 14 heures
UNE MAISON
sise à
MONTREUIL-SOUS-BOIS
(93) 9, rue Antoinette
MISE A PRIX: 40.000 FRANCS
S'adresser à M^r Bernard de SARIAC, avocat 70, avenue Marceau, Paris; tél.: 400-82-38; M^r SAGETTE syndic, tél.: 329-94-52.

Vente sur lic. Pal. Just. Pontoise (95), pl. N.-Flam. Jeudi 30 Juin, 14 h
en 2
LOTS à TAVERNY (95) 1) PROPRIÉTÉ - M. à P. 230.000 F
22, RUE DE PARIS. Cote 7 a 04 ca compr. REZ-DE-CH.: salon, office, a. à m., cuis., vestibule; au 1^{er} ét.: 2 ch., cab. toil., s. de bns et w.-c.; au 2nd ét.: 2 ch., cuis., débarr., placard, jardin, buand., w.-c., eau, électr.
2) PARCELLES DE TERRE EN NATURE DE BOIS Cote 1 a 13 ca et 0 a 58 ca.
M. à P. 1.000 F.
Consign. pour ench. 25.000 F et 1.000 F (ch. cert. Bque). Renseign. 29, rue P.-Budin à Pontoise (95). T. 032-31-62.
M^r BUISSON, avocat, M^r DESCEUVRE, avocat, 2, mail des Cercles à Cergy-Pontoise (95). T. 038-72-28, et M^r MALHERBE, avocat, 22, rue de la Coutellerie à Pontoise (95). T. 032-18-11.

VENTE SUR LICITATION, au Palais de Justice à PARIS le LUNDI 4 JUILLET 1983, à 14 h. - EN SIX LOTS
UNE PROPRIÉTÉ DANS LE LOIRET
dite « Domaine de Flotin »
1^o) CHATEAU de FLOTIN - Cne de NIBELLE
ainsi que les bâtiments annexes: garage, chapelle, maison de gardien, 3 étangs, bois taillis, desservis par allées forestières en étoile
CONTENANCE 55 HECTARES environ
LIBRE DE LOCATION ET D'OCCUPATION
MISE A PRIX: 700.000 F
2^o) PRÉ avec Tennis, 2 HA. 16 A. 70 CA. - Commune de NIBELLE
Mise à Prix: 15.000 F
3^o) 4 PARCELLES de TERRE labourable, 12 HA. 67 A. 69 CA. d'un SEUL TENANT - Lieudit Flotin - Mise à Prix: 100.000 F
4^o) UNE PARCELLE de terre labourable - Commune de BOISCOMMUN 1 HA. 56 A. 89 CA. - Mise à Prix: 8.000 F
5^o) TAILLIS, Friches, étang - LIBRES - Commune de BOISCOMMUN lieudit « l'Étang Cocard » - 2 HA. 87 A. 73 CA. - Mise à Prix 25.000 F
6^o) CHAMPS de maïs 1 HA. 24 A. 20 CA. - Commune de BOISCOMMUN lieudit « Les Sables » - Mise à Prix: 8.000 F
S'adresser à M^r Michel LAMOTTE et Jacqueline BEAUX-LAMOTTE, avocats à PARIS (7^e), 100, rue Saint-Dominique, tél. 555-71-44 - M^r Patrick GAULTIER, avocat à PARIS (17^e), 22, avenue de la Grande-Armée, tél. 380-11-50 - M^r Bernard PEIGNOT, avocat à SURESNES (92), 56, rue du Val-d'Or, tél. 288-90-51 - M^r René MICHEL, administrateur judiciaire, 206, rue de Rivoli, PARIS (1^{er}), tél. 260-51-60

VENTE au Palais de Justice à Paris le JEUDI 30 JUIN à 14 heures
IMMEUBLE à USAGE COMMERCIAL ET D'HABITATION à ANGOULÊME (Charente)
22, rue de la Corderie - LIBRE
MISE A PRIX: 200.000 FRANCS POUVANT ÊTRE BAISSÉE
M^r Yves TOURAILLÉ, avocat à Paris 9^e, 48, rue de Cligny (87-43-83).
M^r Alain PERNOT, syndic à Paris, 144, rue de Rivoli; Visites: tél.: M^r FONTAINE huissier de Justice à Angoulême (43) 92-02-94.

Devenez une lumière en anglais!
PROCHAINS COURS INTENSIFS le 2 mai 1983
ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE
20 passage Dauphine 75006 Paris - Tél. 325.41.37

Docteur Urs BURKI
Spécialiste FMH en
chirurgie plastique et reconstructive
et formation spéciale en
chirurgie esthétique
a ouvert son cabinet
14, boulevard des Philosophes - 1205 GENÈVE
Tél. 19 41 22/20 35 92 (reçoit sur rendez-vous)

OFFICIERS MINISTÉRIELS
Vente sur saisie au Palais de Justice de Pontoise (95) Pl. N. Flam. 30 juin à 14 heures.
Commune de MONTSOULT (95)
Chemin départemental n^o 9 dit de Mésiel à Moissy-le-Neuf, compr.
BATIMENT D'HABITATION
compr. 2 GRANDES PIÈCES au rez-de-chaussée et au 1^{er} étage, DOUZE PETITES CHAMBRES - UN CHALET EN BOIS de 3 pces ppales, UN AUTRE CHALET EN BOIS compr. au 1^{er} étage, 2 pces, au 1^{er} étage 1 chbr, un AUTRE CHALET EN BOIS de 3 pces ppales à us. rem. et 21 BOXES.
Terrain autour en partie boisée.
MISE A PRIX: 15.000 F
Consign. pour ench. 25.000 F (ch. cert. bque) - Renseign. 29, rue Pierre-Budin à Pontoise (95)
M^r BUISSON, avocat, tél. 032-31-62

VIROA

1500 figurines pour les déchets

SPORTS

SPORTS

1500 figurines pour les déchets

ENVIRONNEMENT

A L'ASSEMBLÉE DE STRASBOURG

Plus de rigueur pour le transport des déchets dangereux

De notre envoyé spécial

L'Assemblée européenne a demandé, récemment aux États membres de la C.E.E. d'adopter une réglementation stricte sur le transport des déchets dangereux dans le Marché commun. Le texte, voté à une très large majorité à Strasbourg, est beaucoup plus contraignant que le projet élaboré par la Commission européenne, sur lequel les ministres de l'environnement des Dix doivent se prononcer le 16 juin à Luxembourg.

Il demande que le transport de déchets toxiques (2 millions de tonnes en moyenne par an franchissent les frontières nationales) relève d'un règlement communautaire et non pas d'une simple directive dont

l'application serait laissée à la discrétion des gouvernements. Ils souhaitent une autorisation préalable de tous les pays concernés, alors que Bruxelles ne parle que d'éviser les autorités de l'Etat où les déchets seront stockés ou traités.

L'Assemblée demande aussi aux Dix d'établir des itinéraires obligatoires comportant notamment des points de passage aux frontières désignées à l'avance. S'agissant des sanctions, le texte précise que le producteur doit être tenu pour le principal responsable, et qu'il doit s'assurer des conditions de dépôt ou de l'élimination finale des déchets. — M.S.

SPORTS

VOILE

MARC PAJOT

VAINQUEUR MALGRÉ TOUT

Consolation pour Marc Pajot : le « skipper » du catemaren *Elif Aquitaine*, qui avait dématé quelques heures après le départ de la Transat en double. Lorient-Lorient-Berthelette-Lorient, s'est vu, malgré cela, attribuer le titre officiel de champion du monde de la course au large, qui vient s'ajouter à son palmarès olympique.

Créé par Michel Etevenon, président de l'Association fédérale internationale des promoteurs et organisateurs de courses au large (AFICOP), ce trophée, doté de 500 000 F, récompense le navigateur le plus « performant » sur une période de quatre ans. Marc Pajot ne pouvait être dépassé au classement par points que si le Canadien Mike Birch terminait dans les trois premiers, or celui-ci est arrivé à Lorient en cinquième position.

D'un sport à l'autre

CANOE-KAYAK. — Nouveaux succès français, le 15 juin, pour la deuxième journée des championnats du monde de canoë-kayak à Merano (Italie) : les médailles d'or sont revenues aux équipes nationales composées de Zok, Ponchon, Rouvère, en canoë monoplace, et de Madore, Lhuart, Bernard, Rigaut, Thiel et Bichat en canoë biplace ; la médaille de bronze a été attribuée à l'équipe Frassard, Mortin, Dauge, en kayak monoplace ; enfin la médaille d'argent a été gagnée par l'équipe féminine Jouve, Amlot, Menetrey, en kayak monoplace.

FOOTBALL. — La sélection olympique française de football a battu, pour le dernier match de sa tournée en Chine, l'équipe de la province de Lianning, le 15 juin à Dalian, sur le score de 2-0 (buts de Joël Henry et Jean-Marc Ferrage).

L'ancien international Lucien Leduc, âgé de soixante-quatre ans, entraîneur de l'A.S. Monaco jusqu'en 1979, aura la responsabilité technique du Paris-Saint-Germain la saison prochaine en remplacement de Georges Peyroche.



JUSQU'AU 15 JUIN
vente
EXCEPTIONNELLE

tapis
IRAN
orient
à moitié
prix

A LA
MAISON DE
L'IRAN

225.62.90
65, Champs-Élysées, 8°
ouvert le dimanche

Ile-de-France

POINT DE VUE

Réussir l'Expo

Par MICHEL GIRAUD (*)

Le président de la République a proposé la candidature de la France pour organiser une Exposition universelle en 1989. Cette candidature est aujourd'hui acceptée par le Bureau international des expositions. La région Ile-de-France et la Ville de Paris sont prêtes à approuver une telle décision, mais leur souci de voir réussir cette ambitieuse entreprise les conduit à l'essor de deux préséables.

Le premier est d'ordre économique et financier. L'Exposition, telle qu'elle est aujourd'hui prévue, coûte cher : 15 à 20 milliards de francs si l'on s'en tient au seul coût d'aménagement des sites ; près du double en ajoutant les équipements nécessaires.

Greenpeace contre les boues jaunes en baie de Seine. — Des militants du mouvement écologiste Greenpeace, venus à bord de leur navire *Strius*, ont occupé, le 15 juin, une barge chargée de boues jaunes (déchets chimiques de phosphogypses), retardant ainsi leur déversement en baie de Seine. Le *Strius* était escorté par une dizaine de chalutiers du Havre, de Trouville et de Honfleur, venus appuyer l'action des écologistes, dont le mot d'ordre était : « Out au poisson, non au poison. » Il n'y a pas eu d'incident avec les autorités maritimes.

saies, notamment dans le domaine des transports et de l'hébergement. L'économie nationale ast-elle en mesure de supporter cette charge ? Est-il légitime de concentrer tant d'efforts sur cette manifestation limitée à la fois dans l'espace et dans le temps, alors que, dès aujourd'hui, toutes les régions de France souffrent de la pénurie croissante des crédits de l'Etat pour réaliser les équipements indispensables ?

Ces questions sont aujourd'hui totalement négligées : retenu depuis un an, le site de Bercy-Javel est à priori particulièrement coûteux et aucune étude d'implantation alternative n'a été engagée. De surcroît, le projet de loi qu'examine aujourd'hui le Sénat ne comporte aucune disposition financière et n'est pas même co-signé par le ministre de l'économie et des finances.

Le second préséable porte sur les conditions de vie et d'environnement des habitants de l'Ile-de-France pendant l'Exposition universelle. Les choix actuels les ignorent. Sait-on que, dans Paris, l'Exposition représentera cinq à six fois — et pendant six mois — l'affluence du Salon de l'automobile ou de la Foire de Paris ? Sait-on qu'un accroissement de 3 % à 4 % de la circulation automobile y

provoque la paralysie du trafic. Et que dire des perturbations que créeront pendant quatre ans des chantiers gigantesques ?

Dans ce contexte, la ville et la région avancent deux propositions.

La première proposition porte sur le site : event de fixer un choix définitif, il est urgent d'entreprendre des études alternatives. Quatre raisons nous conduisent à proposer, en accord avec le maire de Paris, d'intégrer le site de Mame-le-Vallée dans la réflexion :

Comme à Montréal ou à Osaka, ce site offrirait des espaces sous maîtrise publique, vastes et peu construits, dont l'aménagement serait bien moins coûteux :

Les efforts passés de la région et de l'Etat, notamment dans le domaine des transports (R.E.R., liaisons autoroutières), permettraient d'y implanter l'Exposition dans de bonnes conditions :

Ce choix s'insérerait dans les options de l'aménagement régional. Il serait certainement décisif pour le succès de la difficile politique de rééquilibrage à l'est, d'autant plus qu'une partie des réalisations de

(*) Président R.P.R. du conseil régional d'Ile-de-France.

L'Exposition pourrait être éventuellement réutilisée à l'issue de celle-ci (équipements universitaires, par exemple).

Les habitants de l'Ile-de-France ne souffriraient pas de la congestion de Paris, mais bénéficieraient, en revanche, des équipements de loisirs que ces sites permettraient d'associer à l'Exposition, en particulier en faveur des jeunes.

La seconde proposition porte sur le financement de l'Exposition. Celui-ci exige une loi de programmation spécifique, pour en définir à la fois les enjeux et les modalités. C'est une garantie pour la nation, qui doit connaître l'ampleur de l'effort qu'on lui demande. C'est aussi une garantie pour la Ville de Paris et pour la région, qui ne peuvent accepter de signer un chèque en blanc.

Aussi, dans un souci de concertation, le maire de Paris et moi-même venons de proposer au commissaire général de l'Exposition, M. Gilbert Trigeno, d'entreprendre avec l'Etat une réflexion commune sur les différents choix possibles, leurs conséquences financières et les principes de leur prise en charge. Il faut souhaiter que cette réflexion débouche rapidement car, si 1989 peut paraître bien lointain, les cinq années à venir seront fort courtes pour faire de l'Exposition le même succès que voici cent ans.

BRIQUET TEMPÊTE RECHARGEABLE, FABRIQUE PAR ZIPPO, USA

L'ART ÉPISTOLAIRE

La magie des mots

LA vie, cette marâtre... semble dire Jude Stéfán, dans l'éblouissant petit recueil qu'il intitule *Lettres tombales*. On nous y montre, une fois de plus, que la vraie littérature transfigure l'infortune, et qu'elle donne aux aveux les plus cruels un charme étrange. Dans la lettre qu'il écrit « à un jeune homme », après le suicide de leur ami commun, Stéfán nous offre une vision noire, désespérée, de l'existence, mais les accusations qu'il porte contre le mauvais sort qu'il a fait naître se retournent mystérieusement contre elles-mêmes, et deviennent, par la magie des mots, une sorte d'éloge, volé à l'ingratitude des jours.

« Le monde, écrit notamment Stéfán, s'est jugé lui-même depuis tous les siècles. Les enfants, les adultes, les politiciens, sont haïssables ; le corps, un enfer, comme vous savez. Cependant, il faut tenir contre la vie — les autres disent la mort — sans s'en vanter ni plaindre... » Et l'auteur conclut sa lettre ainsi : « Ce n'était pas la peine que vous me rencontriez, parce que j'étais une mauvaise exception ; ce n'était pas la peine de vous poser toutes nos questions, car elles s'évanouiraient en fumée. Il faut seulement patienter entre les deux trains du destin, celui qui nous précède en nous jetant hors des cuisines maternelles, et celui qui nous attend. Mais c'était peut-être la peine un soir de nous être entités, cet ami, vous et moi... Ce qui vaut encore la peine, c'est un vrai, court, partagé plaisir. »

Stéfán nous le confirme : la vie ne saurait être louée sans être déniée, de même que l'amour des autres ne saurait se passer de misanthropie. Dans ses *Lettres tombales*, il s'adresse à des ombres familières ou étrangères : les sœurs qui visitent ses rêveries, le Christ, Rimbaud, une ancienne préceptrice, les poètes, le lecteur... Stéfán leur fait des aveux : « Voilà ce qu'est devenu le très bon Jude... », mais, la partie qui se joue entre l'aveu et le secret n'est jamais terminée, car on écrit sur l'« Inconnu » qu'on est pour soi-même.

L'écriture de Stéfán est magique, parce qu'elle nous entraîne dans cet espace lointain, mais très intime, où quelque chose de divin se joue, et leur parle à voix basse, de l'effacement qu'il éprouve devant la beauté comme devant la mort.

FRANÇOIS BOTT.

★ **LETTRES TOMBALES**, de Jude Stéfán. Éditions Le temps qu'il fait, 1, rue Lenôtre, 16100 Cognac. 80 pages, 35 francs.

Le désespoir et le salut de Jude Stéfán

« JUDE STÉFÁN, né en 1936 à Pont-Audemer (Eure), a déjà publié des recueils de nouvelles : *Vie de mon frère*, la *Création*, ainsi que des poèmes : *Cypres*, *Libères*, *Idylles*, suivi de *Cippes*.

Cette biographie laconique, reprise au dos des ses livres dans la collection « Le chemin », chez Gallimard, Jude Stéfán l'estime suffisamment. Regard féroce, pâle et mal rasé, avec son costume blanc et un foulard de Groco tombé, bizarrement, sur le Lido de Venise, au début du siècle. Dans ses *Lettres tombales*, publiées à Cognac par les Éditions Le temps qu'il fait, il a pourtant glissé les bribes poignantes d'un autopsie : « J'ai maintenant plus de quarante ans, des névralgies par fois, la mâchoire inférieure endolorie, un bras indisposé, ce sera la vieillesse gouteuse, la fin dans la terre paralysée ? Non, je ne me sent pas aimé ; je pense parfois à Gilgamesh, à quelques autres, qui ont cherché... »

En parlant, il se livre au détour

Dans « les Noms », une nouvelle de la *Création*, Stéfán décrit un match de football comme une épopée du signifiant, avec les patronymes féériques des joueurs : Ikhurbide, Abbeigien, Goudmudsson, Urizabereac, etc. Quelle valeur attache-t-il aux noms ?

L'amour des noms

« Mon père, dit-il, était sportif et recevait tous les illustrés. A douze ou treize ans, je les ai retrouvés au grenier et j'ai passé des heures à les feuilleter. Les noms des footballeurs et des cyclistes, tous de consonances étrangères, m'ont fasciné. Je leur dois ma découverte du pouvoir des mots et des sons. Ce qui reste des gens, c'est leur nom. On se souvient d'eux en les prononçant. Jude Stéfán ? L'explication de mon pseudonyme est simple. Jude vient de Jude l'Obscur, le roman de Thomas Hardy, une très belle histoire d'amour et de solitude. J'ai aussi été saisi par Stephen Deladus,

de Joyce, qui m'a inspiré le nom de Stéfán. Et c'est presque l'anagramme de mon vrai nom. »

Agrégé de lettres, il enseigne le français et le latin-grec de la seconde à la philo, au lycée de Bernay, et rentre chaque soir à Orbec. Le climat normand, humide et doux, lui convient. Il aime la proximité de la mer. Il essaie, vainement, de faire sentir aux élèves les beautés de Catulle, de M^{me} de Sévigné ou de Flaubert. La province, pour lui, l'inviterait, au lieu de le repousser, à un enfer, le lieu où il peut écrire et lire, en boulimique. Sa mythologie, peuplée de femmes et de fleurs, aventureuse et précise, construite dans une parenthèse du temps, baroque ou maniériste, lui a valu d'être comparé aux « petits maîtres », comme le charmant Toulet ou l'auteur des *Amours de Théophile*. Marc de Papillon de Laspré. Il a d'autres admirations :

« Mon baroque vient de Sponde, Scève, Chassignet et Louise Labbé, des poètes qui ont cultivé le thème de la mort, la recherche de la pureté et le souci de la métrique. Mais le « coup de foudre » poétique, je l'ai reçu il y a une vingtaine d'années, à la lecture d'un poème de Cendrars, les *Clercs*, admirablement traduit par Etienne, par les anthologies Mazenod. D'autres étrangers, qui ont souffert dans l'isolement et l'angoisse, destinent une constellation qui me guide, sur fond de malheur. Il y a Gottfried Benn dont certaines pages m'ont fait revoir le décor de mon enfance, celui de l'hôpital dirigé par mon père, un logement de fonction, l'hospice de vieillards, la morgue... Il y a Fernand Lévesque, les « hétéronymes », tous dotés d'une biographie et d'une œuvre, m'ont évidemment fasciné. Il y a André Ady, que j'ai lu dans les traductions d'Armand Robin. Il y a enfin Trakl, obsédé par la présence de sa sœur et par les forêts. Ils sont, pour moi, les points névralgiques de la poésie moderne, mais aussi la solution de vivre une soif d'amour trop absolue. Il y a d'autres immenses travailleurs de la langue, que je place loin devant Char, cet encombrant dispensateur de messages : Michaux, Reverdy et Ponge. »

« J'écris pour sortir de moi-même »

Jude Stéfán continue à composer des nouvelles. Son prochain recueil, les *Accidents*, va paraître dans « Le chemin ». Mais il a dû confier son volume de poèmes, *Suites slaves*, à un éditeur de Marseille (1).

« Gallimard voudrait m'enterrer vivant, aux côtés de Perros et de Salabré. Les écrivains « rares », hermétiques », on leur conseille de rester entre eux, de ne pas trop se montrer. J'ai mis dix ans à composer les *Suites slaves*. Mes lectures, des tableaux et des films y ont laissé des traces qu'un esprit cultivé devrait reconnaître. Quand aux nouvelles des *Accidents*, elles forment un cycle où j'ai développé une trentaine de situations-clés qu'on repère chez les grands novellistes, Sade, Maupassant, D. H. Lawrence, Faulkner, Kafka et Tchekhov. Accidents, agorages, rencontres, déshabillages érotiques, agressions, les moments cruciaux que j'ai décrits vérifient la définition de la nouvelle par Lukacs : « Ce que l'existence comporte de problématique et de fondamental. »

« J'ai écrit par désespoir, même si cet aveu, après Blanchot et Bataille, n'a plus le même poids de ferveur et fera sourire. J'écris aussi, faute de mieux, pour sortir de moi-même, avec violence. C'est une forme de salut, inscrite dans l'instant, sans souci de l'avenir. Mes livres, ensuite ? On verra bien. Perros préférerait les cafés de Douarnenez, ses copains, sa moto, ses enfants aux habitudes du Pont-Royal. Un jour, on m'a demandé si j'aimerais revivre. J'ai dit non, sauf, peut-être, pour refaire une partie de football, le dimanche après-midi. J'avais vingt ans et, avec mes maraîches, j'ai vécu sur le stade quelques moments de vrai bonheur. »

RAPHAËL SORIN.

(1) Éditions Ryéan-ji (138, boulevard Chave, 13005 Marseille).



Dessin de Bérénice CLEEVE

d'une anecdote ou d'un souvenir et révèle l'ampleur secrète de son entreprise littéraire, presque ignorée : « J'ai eu une existence nulle, comme la plupart des hommes. A partir de mon troisième livre, j'ai vu surgir et vivre mon double, un autre moi-même, fabuleux. Ensuite, dans mes poèmes et mes nouvelles, il a fini par être plus réel que moi. Je l'ai doté de trois sœurs, d'un grand père, Stéfánovitch, d'une patrie lointaine, la Slavie ou la Carpatie. Quand on ment, disait Stendhal, il faut être précis. J'ai nommé des villes, Smyrne, Tréste, Constantinople, multiplié ses amis, Sabas, Aber, Lézin. Des gens qui me connaissent, après m'avoir lu, disent que ce personnage c'est moi tout craché... »

UN POÈME INÉDIT

Emma l'humus

sous la pluie novembre nous errâmes elle, lui, moi à travers les tombes nous marchâmes cherchant un lieu d'amour sans corps nous vîmes jadis sur les épaules avant de nous élever elle et moi tant debout côte à côte nous étions dévot, gauches, trépassés dans les feuilles nous nous vîmes bague au doigt

(Poème écrit pour l'exposition de photographies de Marthe, galerie Le Blos du ciel, à Vézelay.)

Jean Paulhan et le secret du langage

UNE fausse correspondance et de vraies lettres composent pour l'essentiel ce *Traité du ravisement*, de Jean Paulhan, jusqu'à l'indéfini. Mais que le destinataire soit fictif, comme ce M. de Hohenbau dont le nom évoque de métaphysiques hauteurs, ou réel, comme l'écrivain communiste Jean-Richard Bloch (interpellé en 1931-1932 avec une amicale véhémence pour ses références sans rigueur au mythe du pouvoir des mots), on assiste en vérité au même processus de dédoublement : écrivant à l'autre, c'est avec lui-même que Jean Paulhan dialogue, dans sa poursuite incessante et scrupuleuse du secret du langage et de l'être. Quête et enquête d'une vie : la *Pensée à l'état brut*, conférence prononcée en 1966 (deux ans avant sa

mort), constitue comme le résumé de cet itinéraire intellectuel. Parmi tous les langages, celui du critique paraît à Paulhan le mieux disposé à révéler et trahir ses procédures internes : « Car à la fois la critique doit, comme en tout autre genre, jouer le secret à sa façon, mais encore, en tant qu'elle est description ou peinture de ces autres genres, tant bien que mal le représenter. » Ainsi, ce qui devrait nous être donné à la fin, c'est « le secret des écrivains » obtenu « par le cryptage du langage littéraire », concourant « quelque loi touchant aux rapports du langage et de la pensée » et valant « pour toute littérature, comme pour toute conversation ».

On, étudiant et démontant les divers systèmes critiques et linguisti-

ques à l'œuvre depuis le XIX^e siècle, l'essayiste en vient à constater la « trivalence » ou la « triple » du langage, ce qu'Yvon Belaval nommera en 1966 « un piège à trois dimensions ». Soit par exemple la maison : selon le contexte et l'opinion, on entendra le mot maison, la chose maison ou l'idée maison. Pourtant, ces sens contradictoires d'émotion, de langage d'accomplissement, son office de signification et de communication, car « la loi même de tout sens » serait que « les contraires (ne) font qu'un », tant dans l'œuvre d'art que dans l'expression courante.

SERGE KOSTER.

(Lire la suite page 20.)

la feuilleton

CORRESPONDANCE ET ŒUVRES COMPLÈTES DE MALLARMÉ

Lettre suit

« **L**ETTRE suit », annonçait les télégrammes d'antan. Aucun événement personnel ou collectif ne restait sans trace écrite, chez les humbles comme chez les glorieux. Pas d'amour sans fiasse de billets doux à relire sur ses vieux jours ; pas de mort à la guerre sans au moins une carte datée galement du front. C'est bien joli, tous les zinzins électroniques dont s'enorgueillit la communication (puisque tel est le nouveau nom, hideux, de l'échange), mais que restera-t-il de nos accidents, réduits à des boîtes noires calcinées ? Quid de nos peines de cœur sur répondeurs, aussitôt gommées, de nos actualités en surimpression ? Que deviennent nos vies dans l'instant même, dès lors qu'on n'en fait pas des phrases noir sur blanc ?

Plus la mémoire dispose de prothèses, plus l'oubli règne, et prêche à l'oubli, un regard bovin de télé-spectateur sur le défilé de notre propre présent. Des abonnés absents : voilà ce que l'information et l'archive mécanisées font de nous. Tout passésisme banni, qui mesurera ce que l'histoire et le connaissance intime des

par Bertrand Poirot-Delpech

êtres, de nous-mêmes, ont perdu avec le déclin du courrier ? Installez le téléphone à Croisset, permettez à Louise Collet d'y laisser des messages geignards, au lieu de lettres, et c'est la correspondance de Flaubert, ce monument, qui disparaît !

Par chance pour lui et pour nous, Mallarmé n'avait pas le téléphone. Des centaines de missives nous sont parvenues. Ces morceaux de vie intacts font l'objet d'une réédition exhaustive chez Gallimard, sous la responsabilité de Lloyd James Austin. Coup sur coup, viennent de paraître la tome VII, qui va de juillet 1894 à décembre 1895, et la tome VIII, couvrant l'année 1896.

TOUT, dans ces pages, ne vole pas sur les cimes d'où le poète semble ne jamais descendre. Nous sommes, le plus souvent, au ras des réalités les moins éblouissantes. Une preuve de plus que les créateurs réservent le meilleur d'eux-mêmes pour ce qui paraît à coup sûr, et forme objet d'art.

Les obligations mondaines dominent : condoléances, félicitations variées, interventions en tous genres. Mallarmé grand très au sérieux sa fonction de notable des lettres. Il intrigue pour obtenir des subsides publics à Verlaine, un monument à Baudelaire. Il salue le mariage de Gide et la mort de Chabrier. Tout cela sans beaucoup se fâcher. La formule de politesse pleut, y compris au reçu des livres de confrères. Les remerciements immédiats avec promesse, évitant tout jugement, de lire bientôt l'ouvrage sont d'une commodité digne d'exemple...

On a raison de n'omettre aucun de ces billets passe-partout. Ils reconstituent le grain du quotidien, et les textes vraiment sentis ou bien venus en prenant d'autant plus de relief. Ainsi d'un mot à Valéry sur le fonctionnement de son esprit vu à travers l'introduction à la méthode de Léonard de Vinci. Ainsi cette définition de Paludes, de Gide : « Ce discret, terrible, badinage à fleur d'âme. » Sur Rimbaud, ce mot irréfutable : « Il s'est opéré, vivant, de la poésie. »

LES soucis matériels ne sont pas tous de pure forme. Une lettre d'août 1894 montre que Mallarmé a eu l'idée du domaine public payant et de la Caisse des lettres un demi-siècle avant leur réalisation. Une enquête du Gaulois au cours du même été atteste que les questionnaires défilent du genre « Que pensez-vous de la minijupe ? » ne datent pas d'aujourd'hui. On demandait déjà à un poète réputé abscons, il y a près d'un siècle, s'il préférerait la jupe ou le pantalon pour les femmes allant à bicyclette ! La réponse indique qu'un auteur apparaît en entier dans ses moindres propos ; elle est, sous son humour, d'une contorsion toute mallarméenne : « Si leur mobile est celui absolu de montrer des jambes, je préfère que ce soit d'une jupe relevée, vestige féminin, pas du gâchis pantalon, que l'éblouissement fonde, me renverse, et me darde... »

(Lire la suite page 20.)

Une plongée dans l'imagerie andalouse

CLÉMENT LÉPIDIS

L'or du Guadalquivir

ROMAN



Collection Méditerranée

Collection Méditerranée au Seuil

Simon Leys
La forêt en feu
Essais sur la culture
et la politique chinoises
COLLECTION SAVOIR - 76F
Hermann
éditeurs des sciences et des arts

«... un bref chef-
d'œuvre, un
concentré de
savoir, de bonhe
d'expression et
de limpidité.»
CLAUDE RUY
Le Nouvel Observateur

Important Editeur Parisien
recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.
Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.
Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

40000 ex.
Les best-sellers
ne sont pas tous parisiens!

L'AFFAIRE SCHLUMPT
"La vraie vie des frères Schlumpt, enfin racontée." L'Express
"Un grand reportage. On dirait un film." Ouest-France
"Ce livre, véritable petit Balzac illustré, raconte l'histoire d'une dérision." Le Matin
"Plongez-vous dans ce bouquin dont la couverture dégage une telle chaleur, un délice." L'Equipe Magazine
"Une belle et mystérieuse histoire." Les Echos

Editions Bueb et Reumaux Mulhouse

176 pages, 200 photos, 138 F
Diffusion: Weber, Hachette CRL

LES INTROUVABLES
Réédition par petits tirages de titres épuisés (300 titres au catalogue)

Viennent de paraître :

LE PROCES
DU
"BLOC DES DROITIERS
ET DES TROTSKISTES"
ANTISOUVIETIQUE

Compte-rendu sténographique des débats du 2 au 13 mars 1938
publié par le Commissariat du Peuple de la Justice de l'URSS

Présentation inédite de Pierre Broué

2 vol. 280 F (Franco de port)

★

**SOUVENIRS D'UN
REVOLUTIONNAIRE CHINOIS**
DE SUN-YAT-SEN

le premier Président de la République Chinoise (1912 et 1921-25)

68 F (Franco de port)

★

NOUVEAUTES 1983 (prix franco de port)

LEPONT, Histoire du Cinéma muet 1895-1930 (190 F) - GIMISTY, La mélodie (70 F) - BISSAGNET, La Jeunesse, la Fête et l'Ecole (Faculté de Nice - inédit) (68 F) - GIMISTY, La Fête (170 F) - BESTIF LA BRETONNE, Mes inscriptions (78 F) - YAMIE, Grandir (188 F) - GIMISTY, Les livres Zengarnon (188 F) - BURCHARDT, La civilisation en Italie au temps de la Renaissance (12 vol. 210 F) - D'ALMEIDA, Parnassos, avant-propos de N. Kouchoulev-Duchemin (182 F) - DELVALLE, Jeanne, Johannes Brahms (170 F) - MICHEL, Yves, Florent Schmitt (188 F) - KOSCHIN, Charles, Gabriel Fauré (181 F) - PRIESTLEY, Henry, Le Ballet de Cour en France, avant Benesade et Lully, avec 18 planches hors-texte (105 F) - THIEROT, Jean, La musique aux temps romantiques, avec 12 planches hors-texte (74 F) - MOUSSIMAC, Louis, Naissance du cinéma (64 F).

★

Commandes : Chez les Libraires ou EDITIONS D'AUJOURD'HUI
83120 Plan-de-la-Tour (Var) - CCP Marseille 6.396.05 ou ch. bancaire
Envoi franco de port (48 h de réception). Joindre le titre de paiement

la vie littéraire

Levi-Strauss et la « petite » histoire

Claude Levi-Strauss a fait un « tabac » pour la conférence qu'il a donnée sur le thème « Ethnologie et histoire », jeudi 2 juin, au grand amphithéâtre de la Sorbonne. Mille trois cents personnes ont assisté à cette manifestation, organisée par la cinquième « conférence Marc-Bloch » de l'Ecole des hautes études en sciences sociales, mais qui correspondait aussi aux adieux à l'enseignement du grand ethnologue, après cinquante ans de bons et loyaux services.

Levi-Strauss a exporté les ethnologues à étendre le champ de leurs investigations, en ne s'intéressant plus seulement aux petites sociétés archaïques, mais aussi aux « sociétés plus volumineuses et plus complexes ». Pour cela, il a appelé ses collègues à se rapprocher de l'histoire. Toutefois, il n'a pas hésité à étonner ses auditeurs - réunis par une institution qui est le fief de la « nouvelle histoire » - en affirmant son intérêt pour l'histoire « la plus traditionnelle et qu'on dit parfois périmée : en savoir dans les chroniques dynastiques, les traités généalogiques, les mémoires et autres récits consacrés aux affaires des grandes familles ». « Car, entre l'histoire événementielle et la nouvelle histoire, a-t-il conclu - l'une consignant au jour le jour les actes des grands personnages, l'autre attentive aux lentes transformations de nature démographique, économique et idéologique, qui ont leur origine dans les couches profondes de la société, - la distance n'apparaît plus si grande quand on compare les savantes combinaisons matrimoniales conçues par Blanche de Castille et celle que, jusqu'au plein dix-neuvième siècle, des familles paysannes continuaient à échanger. »

La revue « Langages » et l'étude des manuscrits

« C'est un acte illicite et immoral que de publier ne fût-ce qu'une ligne d'un écrivain qu'il n'a pas lui-même destinée au grand public. » Cette citation de Heinrich Heine, aussitôt contrebalancée par une phrase de Francis Ponge vantant « les brouillons acharnés » où se trouve plus de poésie que dans les textes polis et achevés, ouvre non sans quelque bravade un numéro de *Langages* (n° 69, mars 1983, Larousse, 125 p., 42 F) tout entier

consacré à des questions de manuscritologie. Almuth Grésillon et Jean-Louis Lebrave soulignent dans leur introduction que l'étude des avant-textes (ainsi qu'on désigne, à la suite de J. Bellemain-Noël, les brouillons, notes préparatoires, ébauches successives d'un texte) est une discipline encore « toute jeune, toute fragile », mais qui suscite un intérêt grandissant. Elle a reçu en France une impulsion décisive grâce aux publications de Louis Hay et au laboratoire qu'il anime au C.N.R.S., l'Institut des textes et manuscrits modernes (dont l'existence, paradoxalement, vient d'être révélée au public à la faveur d'un faux, celui des carnets de Hitler, qu'il s'agissait d'authentifier).

Nombre de chercheurs appliquent des méthodes nouvelles à l'étude des manuscrits, notamment ceux de Heine, de Zola, de Proust, de Flaubert, de Valéry. Ces travaux savants s'inscrivent dans un courant spécifique de la critique contemporaine, appelé « critique génétique ». La déjà riche bibliographie fournie à la fin de ce numéro de *Langages*, qui met l'accent sur une « linguistique de la production » avec des articles de B. Carquiglin, de P. Delcambre, de J. Fourquet, de D. Maingueneau, de J. Anis, d'A. Nicolas, de M. Arrivé et des deux maîtres d'œuvre de l'ensemble, indique la vitalité de recherches encore mal connues hors du cercle des spécialistes et qui ouvrent dans des directions aussi diverses que l'analyse textuelle, la psychanalyse, la socio-critique ou la critique des idéologies.

MICHEL CONTAT.

« La Fleur rouge », de Garchine

Bref et terrible récit sur la folie, *La Fleur rouge*, de l'écrivain russe Vsevolod Garchine (1855-1888), est réédité par Michel Ohi aux éditions Schöel (65, rue du Palais-Gallien, 33000 Bordeaux). Cette nouvelle, dédiée à Tourgueniev, date de 1883. Garchine, d'origine noble, s'était enrôlé en 1877, quand éclata la guerre avec la Turquie, pour connaître et partager les souffrances du peuple. Il en revint brisé. Il écrivit alors : « Dans les livres, au lieu de lettres, je vois des rangées d'hommes couchés par terre ; ma plume me semble une arme faisant des blessures noires au papier. »

Atteint de troubles mentaux qui le conduiront à se suicider en se jetant dans une cage d'escalier (Tchekhov : « J'ai vu l'escalier ; il est sombre et sale. »), Vsevolod Garchine a restitué en une trentaine de pages le délire d'un homme fasciné par « l'éclat insolite des pétales rouges » d'une espèce particulière de peuplier dans laquelle s'incarnait, diaboliquement à

ses yeux, tout le mal du monde. Il ne consentira à mourir qu'après les avoir arrachés. « En la mettant sur la civière, écrit Garchine, on essaya de lui desserrer la main et d'enlever la fleur rouge ; mais sa main s'était raidie, et il emporta son trophée dans la tombe. »

ROLAND JACCARD.

Malika et le rendez-vous avec la mer

L'immigration se raconte mal. Des chiffres et de la misère. La réalité des individus, leur vie quotidienne, leurs rêves et espoirs, leurs rires et émotions, tout cela est souvent occulté parce que c'est un univers insaisissable. Une équipe d'enseignants et un photographe ont rencontré au collège Albert-Camus, dans un quartier nord de Marseille, Malika, un personnage attachant. Sa vie n'est pas un roman, mais une chronique simple faite d'anecdotes, de répétitions, de questions sans réponse, de phrases achevées comme celle-ci : « J'aime mon pays parce que... »

Sa parole, on l'entend à travers ses pages, recueillie et restituée fidèlement. Malika, qui va au collège, fait aussi le ménage à la maison et la cuisine, elle rêve d'abriter le mur dressé devant sa fenêtre, rêve de voir s'installer un jardin où passer une route longue et infinie. Sur le mur du collège elle découvre un matin un message de haine : « Maghrébins, retournez chez vous ; la France ne sera jamais votre pays. » Pour tout commentaire, elle dit : « C'est pas tous les Français qui sont racistes. » Elle raconte les coutumes et contradictions. Elle ne parle pas de racines mais du pays indéfinissable. Elle nous parle de la fugue de Yasmina et dit : « C'est normal, ses parents sont arrivés », de l'ironie de Malek, de l'attachement quasi obsessionnel de Farid à la ville de Marseille.

La voix de Malika, son rire, son inquiétude, l'étroitesse physique de sa vie et ses immenses plages pour l'espoir et la rêverie nous sont transmises avec ses propres mots, avec son accent de jeune Maghrébine-Marseillaise. C'est étonnant, sobre et surtout sans haine ni rancune. On a envie que sa parole soit entendue.

TAHAR BEN JELLOUN.

★ J'AI RENDEZ-VOUS AVEC LA MER, texte adapté par Christian Delestang et Maryse Eléane : photos de Renaud Arrighi ; préface d'Anne Roche ; Ed. Albin (5, rue FÉLIX-GAUTIER, 13100 Aix-en-Provence) ; 100 pages ; 47 F.

vient de paraître

en bref

ROMANS

CLÉMENT LÉPIDIS : *l'Or du Gualquiri*. — Roman d'une passion pour l'Andalousie, celle d'Antonio Gomez Becerra, roman méditerranéen, tant par son inspiration que par sa structure, qui le rattache à une très ancienne tradition d'errances méditerranéennes ou qu'on appelle le roman de l'autre et de soi-même. (Seuil, 183 pages, 65 F.)

HENRI POLLES : *Sophie de Trégier*. — Une réédition révisée, mais où Sophie de Trégier est restée la même. C'est l'histoire d'un roman que les Bretons ont aimé depuis sa parution et auquel ils sont fidèles, malgré sa disparition des librairies depuis cinquante ans. (Jolliard, L'âge d'homme, 241 pages, 65 F.)

HISTOIRE

EDMOND MICHELET : *Rue de la Liberté, 1943-1945*. — La réédition de ce livre, tiré par Edmond Michelet de ses notes de Dache, un des documents les plus sobres et les plus honnêtes sur la vie d'un résistant français dans un camp de concentration. (Seuil, 249 pages, 69 F.)

LEN DEIGHTON : *Le Temps des algues*. — La vérité sur la bataille d'Angleterre, « dernière bataille romantique » du monde, par un écrivain, d'ordinaire romancier, qui sait faire revivre intensément chaque péripétie du combat et présenter dans leur intimité les hommes qui y participèrent. (Flammarion, 335 pages, 95 F.)

POÉSIE

GEORGES BRASSENS : *la Maison de la République*. — La réédition de poèmes et de chansons parus pour la première fois en 1954, au début de sa carrière. Avec une introduction de René Fallet et des illustrations de Blachon. (Desclée, 192 p., 120 F.)

PHILOSOPHIE

MICHEL CLOUSCARD : *la Bête sauvage*. — L'auteur reprend l'image hégélienne de « la Bête sauvage » et, s'appuyant sur l'idée selon laquelle lorsque la société civile n'est plus qu'un marché le conditionnement capitaliste devient tourment, analyse la métamorphose économique et spirituelle de la société française. Par l'auteur de *la Philosophie de la séduction*. (Editions sociales, 242 pages, 80 F.)

JEAN CRANIER : *le Dilemme du mal*. — Comment fonder une anthropologie philosophique centrée sur l'éthique du mal. (PUF, 237 pages, 145 F.)

PSYCHANALYSE

SERGE LEBOVICI : *le Nourrisson, la Mère et le Psychanalyste*. — Une recherche psychanalytique rigoureuse sur les interactions précoces entre le bébé et sa mère. (Ed. Payot/Le Centaure, 376 pages, 146 F.)

SCIENCES HUMAINES

ALEX MUCHELLI : *l'Analyse phénoménologique et structurale en sciences humaines*. — L'arsenal méthodologique des sciences humaines présenté par un psychologue. (PUF, 324 pages, 195 F.)

● LE CENTRE INTERNATIONAL DE SÉMIOTIQUE ET DE LINGUISTIQUE DURANTON organise plusieurs congrès au mois de juillet. Parmi ceux-ci : *Les femmes et les signes*, *Novelles directions de la recherche sémiotique*, *Babel, Rhétorique du corps* (renseignements : Piazza del Rinascimento, Urbino, Italie 61029).

● LE GROUPE D'ÉTUDES SARTRIENNES, créé en 1979, organise deux journées de travail sur Sartre les 18 et 19 juin à l'Ecole normale supérieure, 45, rue d'Ulm, Paris-5^e, avec des communications de Josette Pacaly, Howard Davies, Michel Murat, René Castel (samedi, 9 h-13 h), Questions de dramaturgie ; Tranquillité Kélig, Michel Schard, Geneviève Lait, François George (15 h-19 h), « Constantes dans l'écriture » ; Nicholas Hewitt, Henri Meschonnic, Robert Mistrall (dimanche, 10 h-13 h).

● LE CENTRE CULTUREL INTERNATIONAL DE CERSY-LA-SALLE organise un colloque sur l'œuvre d'André Sarrat (joint à un colloque Valéry Larbaud), du 3 au 9 septembre. Seront réunis, autour d'Yves-Alain Favre, professeur à l'université de Pau, de futurs auteurs : J.-M. Bernard, F. Bessière, M. Drouin, C. Liger. Les communications seront suivies d'une « table ronde », avec M. Decanville, F.-X. Jaffard, Y. Laroche. (Renseignements : C.C.L.C., 27, rue de Boulainvilliers, 75014 Paris.)

● LES ACTES DU COLLOQUE SUR LE « CHANGEMENT SOCIAL EN FRANCE ET EN EUROPE », organisé par la revue C.F.D.T. aujourd'hui les 14 et 15 octobre 1982, ont été réunis en un volume aux éditions Syros (216 pages, 69 F.).

● LE CERCLE INTERNATIONAL DE RECHERCHE PHILOSOPHIQUE organise, du 4 au 18 septembre, un symposium international sur le thème « La postmodernité en art et en philosophie », au centre culturel international de Cersy-la-Salle.

● LE CENTRE DE RECHERCHES INTERNATIONALES DES ARTS PLASTIQUES ET DE L'ÉCRIT vient de se créer sous la présidence de Philippe Andrieu, avec l'appui de nombreux artistes du livre parmi lesquels Robert Bouchet, président d'art, Frank Bordes, imprimeur lithographe, François Di Dio, fondateur de Soleil Noir, etc. Cette association se propose de promouvoir les livres d'artistes, dans la étroite collaboration des écrivains et des artistes des médias graphiques (11, rue Foyatier, 75018 Paris. Tél. : 606.17.70).

● LA REVUE SUD a créé - avec le concours de la Société marseillaise de crédit pour le développement culturel régional - un prix de poésie dit prix Jean-Marcieu. Les manuscrits, entre 20 et 60 pages dactylographiés, devront être adressés avant le 15 juillet à Sud-Rédaction Administration, 62, rue Saint-Jean, 13001 Marseille. Un prix de 5 000 F récompensera le lauréat et son manuscrit sera publié dans la revue.

F. G.

★ LA MAISON DU PEUPLE suivi de COMPAGNONS, de Louis Guilloux, préface d'Albert Camus. Grasset, « Les cahiers rouges », 216 p., 32 F.

الكتاب الجديد

société

Il n'y a plus de jeunes filles...

● **Trois livres qui en disent long sur le changement des mœurs.**

La « jeune fille » n'a-t-elle été qu'un accident de l'histoire, une simple parenthèse dans l'évolution des mœurs occidentales, ouverte au seizième siècle et fermée au vingtième ? Telle est la question, pas tellement saugrenue, que pose le livre de quatre historiens aixois (trois femmes et un homme), au titre peu académique : *De la pucelle à la minette*. Le terme de « jeune fille » désigne en effet, traditionnellement, l'état qui sépare la puberté du mariage et qui se caractérise par deux soucis majeurs : la préservation de la virginité et la préparation de l'établissement conjugal. Pucelage et mariage font l'horizon de la jeune fille.

Or voici que l'un et l'autre sont en train de perdre leur importance : la virginité, du fait des progrès de la contraception ; le mariage, en raison de l'affaiblissement du rôle économique de cette institution. Ainsi s'évanouit sous nos yeux un personnage social qui, pendant plus de quatre siècles, a mobilisé les familles, les éducateurs, les moralistes, les confesseurs et les poètes, et qui a enflammé l'imagination des hommes.

Un personnage fascinant, mais encombrant. L'âge classique semble avoir eu une certaine difficulté à définir la conduite à tenir avec « ces animaux-là », qui n'étaient plus vraiment des enfants, pas tout à fait des objets, mais pas encore des personnes. Faisant partie du patrimoine familial, les filles doivent se soumettre aux intérêts des alliances matrimoniales. Mais leur obstination à mener une vie sentimentale donne à leur comportement un aspect imprévisible et déconcertant. Aussi tout est fait pour limiter les dégâts et éviter que les choses sérieuses ne soient compromises par les caprices du cœur.

En fait, la situation de la jeune fille a cessé de se dégrader. Le siècle des Lumières, en combattant l'influence de l'Eglise, a œuvré davantage pour la libération des hommes que pour celle des femmes. Si pour Fénelon la femme doit se consacrer à Dieu, pour Rousseau, elle est au service de l'homme. Son rôle est de l'aimer, de le soutenir. C'est en faisant le bonheur de son mari qu'elle trouve le sien. Au dix-neuvième siècle, la dépendance économique, sociale et juridique des femmes s'accroît. Le code civil de Napoléon consacre leur infériorité. Leur éducation reste centrée sur la morale, la religion, les arts d'agrément, la broderie, le maintien. Mais le grand problème reste l'apprentissage de la pudeur — vertu cardinale de la jeune fille — c'est-à-dire, en fait, le mépris — pour ne pas dire l'horreur — du corps. Séparée des garçons — dans des couvents ou des pensionnats — menant une existence sévèrement contrôlée, les jeunes filles doivent vivre dans

l'ignorance complète de ce qui sera pourtant leur fonction ultérieure : la sexualité et la procréation.

A la fin du dix-neuvième siècle, l'émancipation sociale des femmes passe par leur accès progressif à des professions conciliables avec l'image de dévouement, de générosité propre à la mythologie de la jeune fille. Le rôle de la jeune fille n'est-il pas d'apaiser les souffrances des hommes, de les consoler dans le malheur — et aussi de préserver ses liens avec l'univers de l'enfance ?

Puis, peu à peu, les différences

débarassées des préjugés bourgeois — illustrent les difficultés rencontrées par les femmes pour se faire admettre à part entière dans des secteurs d'activité où la lutte pour le pouvoir est particulièrement chaude. Le statut des femmes est un enjeu profondément politique.

La longue pression de l'Eglise pour avoir la haute main sur l'éducation des filles, puis le combat des laïques au XIX^e siècle pour lui arracher cet avantage stratégique, l'indiquent clairement : par les femmes se transmettent une idéologie, des valeurs morales, une concep-

tion du monde. Les femmes ont d'ores et déjà accompli, c'est celle qui a consisté à saper le mariage. En 1981, 400 000 couples (soit plus d'un jeune ménage sur dix) n'étaient pas mariés et plus de 100 000 enfants sont nés de mères non mariées. Ce mouvement de fond est très bien décrit dans le savoureux petit livre de Sabine Chalvonnat-Demarey, *Concubins concubins*, qui est, en fait, le portrait d'une génération gentiment farfelue, heureuse de jeter les tabous par-dessus les moulin, pressée de vivre à condition de ne pas trop s'engager. Se mettre en couple, c'est avoir tout de suite, mais sans hypothéquer l'avenir. On est ensemble parce que ça fait plaisir. On peut se quitter si on le désire.

D'un côté on se dépêche (d'avoir une vie sexuelle) ; de l'autre on attend (pour « s'installer » définitivement, avoir des enfants). On peut faire sans souci du lendemain l'expérience du plaisir.

Cette délicate incertitude plaît aux filles. C'est déjà la griserie de la vie, sans la grisaille conjugale. Mais, avec le temps, les points de vue se modifient. Ce sont alors les femmes qui se font plus pressantes pour passer devant M. le maire. Avec l'âge — et la crainte de laisser passer la possibilité d'avoir des enfants — le provisoire devient plus pesant pour les femmes que pour les hommes. Cette conquête du féminisme pourrait n'être qu'un nouveau piège pour les hommes.

La généralisation du concubinage aboutira-t-elle à la disparition complète du mariage ? Sabine Chalvonnat-Demarey n'en est pas sûre. D'abord parce que le concubinage, pour la génération des pionniers, était perçu comme un acte militant, une provocation antibourgeoise. S'il devient la norme, il perd son impact symbolique, et donc une partie de son attrait. Ensuite parce que le mariage est un événement dans la vie d'un couple. C'est un point de départ, à la fois une rupture avec le passé et une fondation. Les hommes ont besoin de fêtes, de cérémonies, de manifestations mémorables qui jalonnent l'existence.

Il est plus facile de se débarrasser du pucelage que du mariage...

FRÉDÉRIC GAUSSEN.

tion des rapports hiérarchiques. Gouverner l'esprit des filles, c'est influencer en profondeur l'ordre social. D'où la violence des réactions que recourent leurs velleités d'indépendance.

Le temps des concubins

Les féministes soutiennent volontiers que les vrais combats se mènent dans la vie personnelle et non dans les organisations politiques. Que les femmes commencent par faire la révolution dans leur ménage et les hommes comprendront.

Eh bien ! s'il est une révolution — silencieuse et spectaculaire — que

entre les sexes s'estompent et, de nos jours, filles et garçons se confondent dans une uniformité de vêtements, de manières, de langage, de mœurs. Ils forment ensemble la catégorie nouvelle des « jeunes », exaltée par la société de consommation. Victoire enfin du sexe faible après des siècles de domination ? Peut-être. Et, pourtant, ce livre qui décrit la longue marche des filles opposées vers la libération se termine sur une note d'inquiétude. Le statut de la jeune fille était contraignant, mais clair. Il comportait des règles strictes, par rapport auxquelles il était facile de se repérer, même si c'était pour les combattre ou les enfreindre. La liberté actuelle donne le vertige. Devenues autonomes, les filles d'aujourd'hui connaissent l'angoisse des pionnières. « Elles se cherchent, constatent nos auteurs, comme tous les adolescents, mais elles cherchent en plus au fond d'elles-mêmes les signes d'une féminité qui n'est plus définie. »

Les délices du gauchisme

Cette interrogation inquiète, on la retrouve curieusement à travers les témoignages de féministes réunies dans *C'est terrible, quand on y pense*. Les cinq femmes qui s'y expriment ont milité, nagé, dans des groupuscules gauchistes divers. Or que constatent-elles ? Que les « politiciens » gauchistes sont aussi « machistes » que les autres, que les femmes ont bien du mal à se faire entendre dans ces organisations, qu'elles ont le choix entre se consacrer aux basses besognes « pratiques », vivre dans l'ombre des héros (mâles) de la révolution, ou accepter, en jouant les vedettes, de cautionner un système inégalitaire et donc de trahir leurs sœurs...

Ces mésaventures — dans un milieu qui devrait pourtant être

« Elle ne sait rien du monde »

HONORÉ DE BALZAC

« La femme est une propriété que l'on acquiert par contrat. Elle est immobile car la possession vaut titre. »

JULIA DAUDET

« Je la crois sincèrement, et je l'ai dit souvent, la science est inutile aux femmes, à moins qu'elles ne soient par exception disposées à des carrières masculines, et c'est toujours dommage. »

GUSTAVE FLAUBERT

« La femme est un produit de l'homme ; elle est la résultante de la civilisation, une œuvre factice. »

VICTOR HUGO

« Le dix-huitième a proclamé le droit de l'homme ; le dix-neuvième proclamera le droit de la femme. »

GEORGE SAND

« La femme étant sous la tutelle et dans la dépendance de l'homme dans le mariage, il est absolument impossible qu'elle présente des garanties d'indépendance politique. »

STENDHAL

« Par l'actuelle éducation des jeunes filles, qui est le fruit du hasard et du plus sot orgueil, nous faisons oisives chez elles les facultés les plus brillantes et les plus riches en bonheur pour elles-mêmes et pour nous. »

EMILE ZOLA

« C'est ainsi que, sous un vain prétexte de décence, l'art n'apprend rien aux jeunes filles qui, puisant les guides dans les circonstances qu'elles rencontreront dans la vie (...). Je soutiens qu'on doit parler de l'amour à des jeunes filles bien élevées. »

EMILE ZOLA

« Le père et la mère élèvent leur fille comme si elle devait vivre dans une contrée vague, qu'ils ne connaissent pas bien eux-mêmes, la contrée de l'innocence et de l'honnêteté. Alors, ce sont des soins extraordinaires. On caresse les portes et les fenêtres, pour que le dehors n'entre pas (...). »

« Lorsque l'enfant grandit, elle a des maîtresses qui lui apprennent des choses expurgées, prodigieusement pletées. On déforme pour elle la langue et la nature. C'est une éducation et une instruction bonnes pour une poupée de carton, qui doit passer sa vie au fond d'une boîte, dans le tiroir d'une commode (...). »

« Le pis est que, au milieu de ces sévérités, on lui permet les romances. Elle chante au piano des choses où il y a des petits oiseaux et des gondoliers. Sa bêtise s'atténue, ses ignorances naissent dans le bleu des amours idéales. Elle ne sait rien du monde, et ce qu'on l'autorise à en rêver est d'une sentimentalité fautive, à gêner la cervelle la plus solide (...). »

« Le mari vient. C'est un employé à dix-huit cents francs, ou un jeune gaillard de province qui va s'établir horloger ou papeter. Le mariage est pour elle un viol, dont elle sort écorchée et stupéfaite. »

★ Citations extraites de *La femme au dix-neuvième siècle*. Textes réunis par Nicole Priolaud. Ed. Liana Levi, Sylvie Messinger. Collection « Les reporters de l'histoire » n° 2, 250 p., 96 F.



L'enseignement du piano dans les lycées de filles. Appareil à deux fins permettant à l'élève de composer l'étude de la cuisine et de la musique.

(De la pucelle à la minette.)

JEANNE LAMPL-DE GROOT

Souffrance et jouissance

Ecrits par une élève de Freud, élaborés et discutés avec lui, cinq textes sur le sexuel féminin

Collection la psychanalyse prise au mot

Aubier

VIENT DE PARAÎTRE

Jean-Pierre COLIGNON :

LA CORRESPONDANCE PRIVÉE (Solar éd.)

OUVRAGES PARUS DU MÊME AUTEUR :

La Ponctuation, art et finesse (auto-écrit et auto-diffusé ; 6^e tirage, 1981 ; chez l'auteur, 25, avenue Ferdinand-Buisson, 75016 Paris).

Guide pratique des jeux littéraires (Duculot éd., coll. « Votre boîte à outils de la langue française », 1979).

Testez vos connaissances en vocabulaire (Hatier éd., coll. « Profil formation », 1979).

Savoir écrire, savoir téléphoner (Duculot éd., coll. « Votre boîte à outils de la langue française », 1980).

En collaboration avec Pierre-Valentin BERTHIER :

Pièces du langage I — barbarismes, solecismes, contractions, pléonasmes (Duculot éd., coll. « Votre boîte à outils de la langue française », 1978).

La Pratique du style — simplicité, précision, harmonie (Duculot éd., coll. « Votre boîte à outils de la langue française », 1978).

Pièces du langage II — homonymes, paronymes, « faux amis », singularités et C^o (Duculot éd., coll. « Votre boîte à outils de la langue française », 1978).

Le Français pratique (Solar éd., 1979).

Le Lexique du français pratique (Solar éd., 1981).

des femmes du M.L.F. éditent...

Margarete Mitscherlich

et Helga Dierichs

DES HOMMES

dix histoires exemplaires

des femmes

6, rue de Mézières - 75006 Paris

UN MONDE TRANSPARENT

Un monde transparent

"QUAND LE CRIME PAIE"

Hachette

littérature

360 pages, 69 F

Brouillez-vous avec vos amis, offrez-leur une fois pour toutes LES VIES PERPENDICULAIRES D'ISIDORE D'ARNICA Nouvelles Éditions RUPTURE

LIVRES ANCIENS ET MODERNES Liste 613 Envoi sur demande BOUQUINERIE CROIX-D'OR 109, rue Croix-d'Or 73000 CHAMBERY

COPIE AGRANDIE
COPIE CONFORME
COPIE REDUITE
COPIE REDUITE
COPIE REDUITE

Le système de réduction et d'agrandissement Toshiba est un des plus complets et des plus performants au monde. Des doubles formats à la carte de visite, vous pouvez obtenir 3 taux de réduction, une reproduction conforme et un taux d'agrandissement. Un copieur qui ne se contente pas de copier, c'est original.

TOSHIBA
DES COPIEURS ORIGINAUX

IMPORTATEUR REGINA SYSTEMS 12 BIS RUE CHRISTOPHE COLOMB 75008 PARIS.
TEL 723 97 03 / 723 36 11

L'ART ÉPISTOLAIRE

Le premier manuscrit des « Lettres portugaises »

On ne possédait aucun manuscrit des *Lettres portugaises* : enfin, en voici un. On en doit la découverte et l'édition critique à Thérèse et Jean-Pierre Lassalle, de l'université de Toulouse (1). Beau manuscrit, d'une calligraphie élégante et ornée, œuvre probable d'un copiste professionnel. S'il était autographe, on tiendrait le fil de l'identification. Et la tenace attribution à Guilleragues serait du coup ruinée. N'en demandons pas trop. Thérèse et Jean-Pierre Lassalle se rangent, quoique partiellement, à cette attribution, avec une légitime prudence car seuls des iconoclastes extra-universitaires peuvent se permettre de passer outre à ce genre de tabous.

Rappelons brièvement la mystérieuse histoire de ces lettres « écrites par une religieuse à un gentilhomme français » et qui, plus tard, seront souvent publiées sous le titre plus explicite : *Lettres de la religieuse portugaise*. Des leur apparition en 1669, elles furent un best-seller de l'époque.

Pendant un demi-siècle, personne de notable ne parut même songer à douter de l'authenticité des lettres, non plus que de la personne du destinataire. Ce n'est qu'au siècle suivant que l'on commença de soupçonner la possible fiction dans ce chef-d'œuvre si parfaitement composé, qui avait la singularité d'être à une seule voix, ou plutôt un seul cri : celui de la passion extrême. Chef-d'œuvre de la littérature française, certes, dont on s'efforça d'identifier l'auteur. Des divers noms avancés, celui de Guilleragues était le plus incroyable, aussi on ne s'y arrêta pas : il suffisait de l'avoir connu, et surtout de l'avoir lu, hélas ! Plus tard, Rousseau allait affirmer que, pour avoir écrit les *Portugaises*, il fallait avoir reçu « ce génie qui consume et dévore » : donc, ne pas être une femme. Mais tout homme qu'il fût, le génie, dévorant ou non, était bien la chose du monde la plus étrangère à Guilleragues, aimable arriviste gascon qui aimait se frotter aux écrivains — sans que malheureusement aucun déteignit sur lui. Cependant,

d'un siècle à l'autre et de Stendhal à Rilke, la foi dans l'authenticité continuait de l'emporter, et l'on considérait que l'auteur, dont on cherchait la piste dans les couvents portugais, était cette religieuse qui se nomme Mariana. Notre littérature n'y aurait pas nécessairement perdu : c'est que le français était devenu la première langue du Portugal, et qu'un Portugais, fût-il au féminin, avait pu l'écrire aussi superbement.

Un amateur peu doué

Il y a peu d'années que deux universitaires distingués, auteurs de deux ouvrages qui ne le sont pas moins, pensèrent avoir établi la paternité de Guilleragues de façon définitive (2). Il est légitime que, ayant attaché leur nom au savant rajustement de cette vieille hypothèse farfelue, ils la soutinrent avec la dernière énergie. Mais on s'étonne de trouver dans la chronologie (anonyme) de la grande *Histoire de la France*, dirigée par Georges Duby, cette mention péremptoire : « Guilleragues, *Lettres portugaises* ». C'est ainsi qu'une opinion, comme telle toujours respectable, peut devenir une « vérité historique ».

L'attribution des *Lettres* à Guilleragues repose principalement sur la « parenté » — si évidente aux yeux des parnassiens — entre ce chef-d'œuvre et les petits divertissements littéraires d'un amateur peu doué dont Pierre Clarac écrit avec indulgence : « Tout cela est de peu de portée et de mince agrément. » Voilà pour la critique « interne ». Quant à la critique « externe », elle apporte comme preuve de la paternité de Guilleragues, la présence de son nom dans le libellé d'un « privilège » collectif (qui ne figurera sur aucune édition). Nous avions déjà fait remarquer que, dans l'état de la librairie et de la bureaucratie au dix-septième siècle, un tel privilège n'avait pas tout à fait le crédit de notre *Bibliographie de la France*. Il est vrai que celle-ci apporterait la preuve « décisive » que les *Lettres*

portugaises sont de Guilleragues : pour la raison que nous les trouvons dans les « œuvres » de Guilleragues publiées par MM. Deloffre et Rougeot. Mais voilà que, par une impertinente rencontre, J.-P. Lassalle vient de prendre en flagrant délit de mensonge plusieurs privilèges de l'époque : celui qui y est nommé comme étant l'auteur n'est justement pas le véritable auteur.

Le manuscrit qu'on vient de découvrir n'a pas servi pour l'édition originale, ni pour les suivantes. Mais il a ceci de commun avec celle de 1682 qu'aux cinq lettres authentiques il ajoute les sept considérées jusqu'ici comme apocryphes. Avec cette différence capitale qu'elles précèdent les « cinq » au lieu de leur faire suite. Thérèse et J.-P. Lassalle en tirent argument pour soutenir, par une étude approfondie, la thèse de l'authenticité de ces sept lettres. Le manuscrit rétablirait l'intégralité de l'œuvre et reconstituerait la chronologie de l'histoire. Pourtant, dans ces postiches passés en tête et devenues la grande moitié d'un unique ouvrage, que retrouvons-nous des cinq lettres sans égales, sinon, peut-être, un effort pour leur ressembler ?

Seules, les « cinq » réduites à elles-mêmes ont cette intensité et cette densité de passion qui saisit le lecteur, j'allais dire le spectateur : ce sont les cinq actes d'une tragédie d'amour. Depuis trois siècles qu'elle a reçu tant d'applaudissements et fait pleurer bien des yeux sensibles, on est encore à réclamer l'auteur.

Quoi qu'il en soit, le manuscrit, son étude, les commentaires, relancent la recherche et le débat : l'énigme demeure, mais un peu plus excitante encore.

YVES FLORENNE.

(1) W. Leiber, Universität Tübingen, Wilhelmstrasse 50/7400 Tübingen 1/R.F.A., 50 F.

(2) *Valentines et autres œuvres de Guilleragues*, F. Deloffre, Garnier 1960 ; *Guilleragues*, F. Deloffre et J. Rougeot, Grasset, Droz, et Paris-Minard, 1972.

Jean Paulhan et le secret du langage

(Suite de la page 17.)

Paulhan établit, entre cette leçon d'un langage triviale et les divers états du raisonnement esthétique, une analogie générale, qui consiste en l'absence des différences (mode et esprit, mots et choses, faits et idées). Cette analogie, il lui apparaît possible de la démontrer et de la proclamer opérante non seulement pour le langage, mais aussi pour la réalité. Pourtant, dans le moment même où Paulhan brandit cette idée, il se cesse de lui venir au doute sur le sort qu'elle subit aussitôt que dite. En effet, ce secret de l'écrivain, ce secret de l'homme « est tel qu'il ne puisse venir au jour... qu'à la condition de subir une déformation ».

Jean Paulhan a parfois crié victoire : « Mais nous, condamnés (...) »

vers la confusion et l'unité, n'est-ce pas la clé et l'origine même de la langue universelle que nous avons découverte dans la vertu qui fait de tout mot le signe aussi bien d'une pensée, d'une chose et d'un mot ? Voilà la vaste écriture chiffrée du monde en son pouvoir ! Mais ce sont l'extase et la déception de l'indécible qui s'imposent en fin de parcours.

Il y a tout à la fois du Wittgenstein, du James et du Borges dans Paulhan l'épistémologue, admirable détective d'un « roman » qui aurait pour protagonistes le langage, la conscience et le silence.

SERGE KOSTER.

* TRAITÉ DU RAVISSEMENT, de Jean Paulhan, Éditions L'Épée, 255 p., 120 F.

Un colloque sur les correspondances d'écrivains

Un colloque international sur les correspondances inédites s'est tenu jeudi 9 et vendredi 10 juin, à Paris, avec des juristes, des chercheurs et des biographes, réunis à l'initiative de Claude Goyard, professeur à l'université Paris-II.

Soucieux de faire le point sur les questions juridiques des correspondances privées — aussi bien en droit français qu'en droit comparé — les participants se sont aussi attachés à exposer des cas particuliers : les correspondances de Mistral, les papiers de Montberlant, qui, publiés par Pierre Sipriot lui valurent un procès qu'il gagna, la correspondance de Chardonne et de Morand et l'intérêt qu'elles ont présenté pour leur biographe, Gisèle Guillard-Auviste.

En droit français, la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire ne mentionne pas expressément les lettres missives parmi les œuvres protégées, mais, a indiqué Marie-Angèle Perot-Morel, directeur de recherche au C.N.R.S. de Grenoble : « Une jurisprudence ancienne pose le principe de leur protection au titre du droit d'auteur, dès lors qu'elles font preuve de l'originalité requise pour toute création littéraire ».

Les lettres sont la propriété de leur auteur, et, après sa mort, des

personnes « gardiennes » du droit moral. Si les intentions de l'auteur sont claires, le contrôle judiciaire s'exerce en cas d'abus notoire » (article 20 de la loi de 1957). Si la volonté de l'auteur n'est pas évidente — ce qui a été jugé pour Montberlant — l'article 20 ne peut être mis en œuvre.

En définitive, comme le faisait remarquer Claude Colombet, professeur de droit à Paris-Sud : « Le droit au secret des lettres missives est un droit jurisprudentiel et ses contours ne sont pas nettement dessinés. » Selon lui, « le droit au secret est susceptible de s'atténuer en présence de correspondances d'écrivains lorsque, avec l'écoulement du temps, aucun préjudice n'est plus à craindre et que doit l'emporter le droit à la critique historique ». Le véritable débat est, en effet, dans cette imbrication du juridique, de l'éthique et de l'intérêt du patrimoine culturel.

Jo. S.

* Signalez deux récentes publications : les *Lettres de Max Jacob à René Rimbaut* (Ed. Rougerie, 125 pages, 45 F.), et le tome XVII de la *Correspondance de George Sand* (avril 1862-juin 1863). Textes réunis, classés et annotés par Georges Labit. (Ed. Garnier, 852 pages).

le feuilleton

Lettre suit

(Suite de la page 17.)

On ne peut oublier (une plaisante réédition de Ramsay l'a rappelé en 1978) que Mallarmé s'était amusé, de septembre à décembre 1894, à rédiger tout seul, sous plusieurs pseudonymes, huit numéros d'un magazine, *Le Dernier Mode*. L'auteur, hanté par l'écriture d'un livre absolu contenant tous les autres et la totalité du monde, ne dédaignait pas de jouer au journaliste futile. Il faudra attendre le Roland Barthes de *Le système de la mode* et de *Mythologies* pour retrouver le regard d'un très grand esprit sur ce qui paraît mériter le moins ce regard.

EN 1996, Mallarmé se laisse davantage envahir par les obligations mondaines. De sa maison de Valvins, près de Fontainebleau, il multiplie les politesses et les interventions, veille à la sépulture de Leforgue, après celle de Villiers de l'Isle-Adam. On est toujours étonné qu'un poète tellement subtil et hirsute quand il compose se montre dans la vie si posé, rangé, en un mot : bourgeois.

Les *Œuvres complètes* confirment ce mélange. On pense que l'établissement des textes de Mallarmé ne posait pas de problèmes majeurs : il semble qu'il n'en soit rien. L'édition de 1945 due à Henri Mondor et G. Jean-Aubry serait passablement fautive, compte tenu de ce que Mallarmé, dans son souci célèbre de la perfection, n'a cessé de corriger ses textes. D'où l'édition critique, ou plus exactement historique, entreprise chez Flammarion par Carl Barbier, professeur à Edimbourg, et, depuis son décès, par un de ses élèves, Gordon C. Millan, professeur à Glasgow, grand connaisseur, notamment, de Pierre Louÿs et de Paul Valéry.

Le premier volume publié ce printemps contient l'intégralité des *Poésies*, avec l'accumulation des retouches, si possible datées. Deux autres tomes sont à paraître, l'un réunissant les écrits en prose, l'autre les pièces de circonstance.

Ce genre d'ouvrage, qu'il faut remercier la Caisse des lettres d'enlever à voir le jour, ne s'adresse pas qu'aux érudits. Prenez un des poèmes de Mallarmé les plus célèbres, que voici :

La Nuit approbative elle-même les anyx
De ses ongles au pur Crime, lampadophore,
Du Soir abolit par le vespéral Phoenix
De qui le centre n'a de cinéraire amphore
Sur des consoles, en le noir Salon : nul ptyx.
Insolite vaisseau d'innatité sonore,
Car le Maître est allé puiser de l'eau du Styx
Avec tous ses objets dont le Rêve s'honore.
Et selon la croisée au Nord vacante, un or
Néfaste incite pour son beau cadre une rixe
Fait d'un dieu que croit emporter une nixe
En l'obscurcissement de la glace, odor
De l'absence, sinon que sur la glace encor
De scintillations le septuor se fixe.

J'ai souvenir d'un professeur que ce texte rendait fou de verve commentatrice. Il pouvait y passer le trimestre. Il y voyait des mobiliers effrayants, des soirs d'hiver, le cosmos en transe. Nous marchions... Les conditions et les intentions dans lesquelles le poème a été composé sont à la fois dégringolantes, et plus excitantes encore. Les notes en bas de page nous enseignent qu'à la demande de son ami Cazalis Mallarmé a écrit son sonnet uniquement comme prétexte à une eau-forte « pleine de rêve et de vide ». Il avoue ne pas savoir le sens du mot « ptyx », choisit pour la rime — « Un piano ? », hasarde la Leconte de Lisle, — ni la signification de tout le sonnet : « Le sens, s'il en a un, mais je me consolerais du contraire grâce à la dose de poésie qu'il renferme, ce me semble », est évoqué par un mirage interne des mots eux-mêmes. En se laissant aller à la murmurer plusieurs fois, on éprouve une sensation assez cabalistique... Le sonnet sera refusé. Trop « bizarre », trop éloigné des « goûts du populaire », que Mallarmé s'honorait de fuir !

La preuve est faite qu'un appareil critique peut passionner les simples amateurs. Les en juger indignes équivaldrait à proscrire des expositions les esquisses et, plus généralement, tout ce qui, dans la peinture moderne, nous parle de l'œuvre en train de se faire. Le lecteur occasionnel est aussi compétent que le visiteur de musées pour apprécier ce qui se joue à l'intersection du créateur et de l'œuvre, et qui préfigure ce qui se passe entre l'œuvre et sa réception par le public.

L'idéal du produit fini et du design dérochant au regard l'effort de l'homme ou de la machine n'a de sens que dans le négatif rigoureux de l'art qu'on appelle le commerce.

BERTRAND POIROT-DELPECH.

* CORRESPONDANCE DE MALLARMÉ, tome VII, Gallimard, 366 p., 155 F.

* CORRESPONDANCE DE MALLARMÉ, tome VIII, Gallimard, 378 p., 150 F.

* ŒUVRES COMPLÈTES DE MALLARMÉ, tome I : Poésies, Flammarion, 796 p., 170 F.

Écrire d'amour

MARCEL PROUST décaillait dans le téléphone une invention mortifère. Art-elle tué la correspondance amoureuse ? Nombre de contemporains s'en plaignent. Le message affectif appella l'espace et les marges de la lettre peuvent seuls préserver les silences et les vibrations. L'attestent fort bien les cinq « romans d'amour par lettres » réunis dans un ouvrage qui nous projette vers ces dix-septième et dix-huitième siècles où l'écriture du désir avait la forme raffinée, retenue et intense de la culture classique.

Nul besoin de revenir sur les fameuses *Lettres de la religieuse portugaise*, sinon pour relever l'attribution que les responsables du livre continuent d'en faire au médiocre littérateur Guilleragues.

Une « conversation entre absents »

Le grand intérêt de cette nouvelle édition, brillamment érudite, est de nous donner à lire de moins célèbres et tout aussi fascinants cris du cœur. « Fragments d'un discours amoureux » qui traverse les âges occidentaux, ils révèlent ce goût des amants, imaginaires ou véritables, de dire leur amour. Loin de nuire à la passion, son expression paraît en multiplier la puissance et le volupté. Betterie des mots, battiments du cœur. Mieux encore : l'aveu combat la précarité d'un sentiment supposé fugace et perpétue l'émotion.

Cette « conversation entre absents », selon l'heureuse formule de La Bruyère, accorde le part belle aux femmes, dont la réputation d'inconstance trouve à se démentir à la sensibilité sin-

gulière à s'épanouir. Avec ses *Lettres d'une Péruvienne* (1747), Mme de Graffigny fournit un convaincant spécimen du roman épistolaire et sentimental, aux résonances inépuisables. La conduite de l'amant infidèle, lointain et silencieux arrache à Zilia tantôt des gémissements : « Tu ignores ce que je souffre ; tu ne sais même pas si j'existe, si j'aime » ; tantôt des vœux pénétrants sur les rapports des sexes dans des conditions où « l'autorité est entièrement du côté des hommes (...), responsables de tous les désordres de la société ». Constat analogue de souffrance par incompréhension, indélicatesse ou insuffisance masculine dans les *Lettres galantes de Madame *****, écrites par Anna Ferrand (1691) : « Mais comment m'aurez-vous fait voir une violente passion, si vous ne l'avez jamais sentie ? On n'abuse point une maîtresse éclairée, et si j'ai quelquefois paru satisfaite de vous, c'est que je voyais bien que ce qu'il aurait fallu pour remplir mes vœux passait la portée de vos sentiments, ou le pouvoir de mes charmes. »

La séduction que ces paroles exercent vient de leur écart et de leur justesse, comme dans ce beau paradoxe émis par l'héroïne d'Anna Ferrand : « Il y a déjà longtemps que cette maladie me tient, et je l'ai depuis que je vous aime, c'est-à-dire depuis que j'ai de la raison. » Merveilleux savoir du langage du cœur !

S. K.

* LETTRES PORTUGAISES, LETTRES D'UNE PÉRUVIENNE ET AUTRES ROMANS D'AMOUR PAR LETTRES, Éditions GF/Flammarion. Présentation par Isabelle Lantier-Houdon et Bernard Bray, 405 p., 24 F.

LA PREMIÈRE BANDE DESSINÉE DE L'ÈRE ANDROPOV



PARTIE DE CHASSE

ENKI BILAL ET PIERRE CHRISTIN

Au nom des combats passés, de l'internationalisme prolétarien et du goût pour la grosse bête, un groupe de hauts dignitaires des partis frères du bloc de l'Est se trouve réuni dans une somptueuse et lointaine datcha.

Mais pour qui claquent les fusils sous l'œil glacé du vieux héros de la Révolution, Vassili Alexandrovitch Tchevtchenko ?

DARGAUD

الكتاب من المكتبة

au fil des lectures

Essais

UN PSYCHIATRE VIENNOIS OBSTINE

Theodor Meynert avait été un des professeurs de Freud à la faculté de médecine de Vienne. Arthur Schnitzler a décrit dans *Jugend in Wien* (Jeunesse à Vienne), « ce vieux médecin aliéné, connu du monde entier, représentant inlassablement la lutte — mille fois reconnue sans issue — contre les idées délirantes, et cela avec un acharnement implacable, comme si les lois de la nature devaient enfin, pour une fois, s'incliner devant l'énergie d'une volonté humaine ».

Né à Vienne en 1833 et décédé en 1892, deux ans après la publication de *L'amentia*, son ouvrage le plus célèbre, Theodor Meynert apparaît aujourd'hui comme un diplomate de la psychiatrie. En traduisant son œuvre clinique, Christine Lévy-Frisencher attire l'attention sur les sources médicales, positivistes et matérialistes, dont s'est nourrie la pensée de Freud.

A l'opposé de Charcot, Meynert cherchait dans les Mémoires cérébrales l'explication de la folie. Peut-être subsiste-t-il des traces de son influence dans le souci qu'a souvent manifesté Freud de rattacher la psychologie à la biologie.

ROLAND JACCARD.

★ *L'AMENTIA*, de Theodor Meynert. Texte traduit et présenté par C. Lévy-Frisencher. P.U.F., 166 p., 55 F.

LES MIRAGES DU PROGRÈS

Le peintre et écrivain genevois Rodolphe Töpffer (1799-1846), dont les histoires bruyantes de folie enthousiasmaient Wolfgang Goethe, abandonnait volontiers plume et pinceau pour de longues excursions pédestres dans les Alpes. La nature le consolait de la « fureur de produire » de ses contemporains.

Du progrès dans les rapports avec le petit-bourgeois et avec les maîtres d'école, qu'il écrivit en 1835, se voulait une réplique cinglante aux fanatismes du progrès qui, au nom de l'expédient et de l'économie, entendaient nier l'intelligence, l'imagination et le rêve.

Pour mieux résister à la fièvre qui travaillait la littérature, la politique et l'industrie de son temps, l'auteur de la *Bibliothèque de mon oncle* (1), se réfugia derrière ses complices de toujours, les livres, et attend que les mirages se dissipent.

Ce marcheur impénitent ne pardonnait pas au progrès de « fatiguer les herbes » dans lesquelles il aimait s'allonger.

PIERRE DRACHLINE.

★ *DU PROGRÈS DANS LES RAPPORTS AVEC LE PETIT-BOURGEOIS*, de Rodolphe Töpffer, éditions Le temps qu'il fait, 1, rue Lenoir, 16100 Cognac, 50 pages, 27 F.

(1) Editions de l'Aire.

Poésie

UN SOMPTUEUX PALAIS BAROQUE

Nos grands-mères nommaient « catalogue » ce que nos filles nomment un patchwork : grand dévouement de la tapisserie, fait de bribes, pièces et morceaux de tissus retrouvés ci et là. Savamment organisé, ce beau désordre du passé retrouvait un présent coloré.

C'est ce que propose Michel Bator avec *Exprès* : collage, collection, composition de textes poétiques d'hier et de naguère, très divers dans ce qui les suscite, et dont la reprise dans une disposition inattendue (sept fois sept poèmes) fait penser à quelque fil

d'Ariane qui, depuis des années, aurait guidé le poète vers cet *Exprès*, à travers le dédale des œuvres de circonstance. L'essentiel, dans ces pages de patchwork, est la scintillement des mots et le chatouillement des phrases ; un somptueux palais baroque à la gloire de notre langue :

Dans les *Ules d'Isabelle*, les naufrages représentent leur souffle perdu, les passants des rochers s'entrevoient pour leur convalescence, les algues les massent, les murets les baignent, les plumes les parent, les serpents les charment et les oiseaux les placent.

Derrière la beauté des mots, l'émotion des vies : animales surtout. Les

bestiaires, vifs ou figés, fascinent le poète.

Un beau livre d'images pour une bibliothèque poétique.

JACQUES CELLARD.
★ *EXPRES* (ENVOI 2), de Michel Bator, Calmann éd., 174 p., 79 F.

DES TYPES EN OR

Plusieurs poètes et prosateurs satiriques, qui ont pris le sobriquet de Types en Or, forment une étonnante et joyeuse pléiade, dans la Belgique wallonne. Partagés entre Bruxelles, Charleroi et La Louvière, ils gravitent autour de la revue *Phantomas*. Agés aujourd'hui de cinquante ans en moyenne, ils ont pris, dirait-on, leurs leçons auprès de trois sources particulières : le dada-surréalisme, varié Benjamin Péret, l'humour généraliste et la grosse bourde chère à Alfred Jarry, avec l'accent du coin.

Quatre livres publiés, ces temps derniers, dans la collection « Phantomas » donnent une parfaite image de ce qui lie ou sépare ces écrivains. Paul Bourgoignie, dans la *Brouette aux longs-courts*, accumule les jeux de mots terrifiants et sait se faire intraitable pour fustiger ce monde. Pierre Puzos, auteur d'Un pays de sergents, a de l'humour une conception plus intellectuelle. Volontiers gris et démonstratif, il met une sorte de logique imperturbable à démentir le moindre ressort de nos habitudes. Il faut le lire avec attention : au tournant de chaque syllabe, on trouve de la dynamite. Mais il lui arrive de montrer quelque impatience : alors, il démantèle le langage et embouteille à un français trop parfait une manière de néerlandais-valaisien.

Les frères Marcel et Gabriel Piquerey, qui publient *Au-delà des gestes*, se sont fait deux spécialités : le court récit élégant qui doit passer pour un poème en prose, genre Aloysius Bertrand mis au point et au dégoût du jour, et le poème en style télégraphique. Il y a chez les Piquerey un humour corrosif du meilleur effet.

Sans tapage ni défis ostensibles, François Jacquin, auteur des *Saisons*, est le grand poète du groupe. Son scepticisme souriant sait ébaucher un lieu de boussuier. S'il prend les simulacres humains pour ce qu'ils sont, il sait leur donner une rare vertu élogique. Il est un chanteur de l'absurde et, gagerait-on, un descendant à la fois de Supervielle et de Ponge : du premier il a hérité l'humour des choses interplanétaires, et du second une philosophie de l'objet pensant. Cela est tout aussi tonique que rêver.

Pour la première fois dans l'histoire du monde, il fait plus beau qu'ailleurs.

Les enfants défient toutes les lois de la gravité. Ils sentent que l'absolu a des vibrations de toupie.

On pénètre le secret de l'espace. Puis, on est sec. On devient enfin sa propre origine.

ALAIN BOSQUET.

★ Tous ces volumes dans la collection « Phantomas ». Ils sont diffusés en France par Argon, 43, rue Hallé, Paris-14^e.

romans policiers

Violence et dérision

★ Avec *Quand la ville dort*, rien dans les marches et *Donnant donnant*, repris en « Carré noir », William R. Burnett a écrit une trilogie urbaine où la crime, l'argent et le politique mènent conjointement le bal. Dans *Donnant donnant*, qui s'ouvre sur le meurtre de l'évêque Hobart, Burnett campe deux personnages qui portent sa marque : Uona Vance, fille trop belle qui « servira » de suspect, et Roy Hargis, le policier chargé de l'enquête, froid et méprisant, dit « le bourreau ». Rues sombres, boîtes de nuit, taudis, comparses louches décrites vite, le décor est planté, l'ambiance garantie, mais, comme dans les meilleurs romans noirs, l'intrigue criminelle n'empêche pas qu'un destin ironique tombe sur le dos des protagonistes. Imprévu, un amour fou fera du fil à la coule une figure inoubliable. (*Donnant donnant*, de William R. Burnett, « Carré noir », 280 p.)

★ Comme *Nada de Manchette* et *Le Feu dans le sang* de Cana/Villote, *Section rouge* de l'espérance de Demouzon, paru en 1979, échappait aux clichés des polars inspirés par la gauche et les groupuscules terroristes. « J'ai lu » la république dans sa série policière. D'ailleurs, le « Che » français, Evelyn, le prof marxiste, Picard, le paumé facho, ou Desmarest, le policier qui travaille sur ordinateur, sont à peine des caricatures. La cavale de la « section » et la traque policière, menées à un train d'enfer, s'achèvent sur un « goût amer de violence et de dérision ». Demouzon, qui vient de publier chez Flammarion la troisième aventure d'Augustin Lorenzaccio, *Paquetot*, ne manque ni de punch ni de verve. (*Section rouge* de l'espérance, de Demouzon, « J'ai lu », 189 p.)

★ Jean-Claude Lamy, après Gaston Leroux et Rouletabille, s'amuse avec Maurice Leblanc et Arsène Lupin. Pour explorer le « mythe mystificateur » du gentleman au monocle, il a relié ses aventures et établi la liste de ses identités successives, de Bernard d'André au docteur Varnes. Gambadant entre les exploits du cambrioleur de charme, Jean-Claude Lamy croise la biographie de son inventeur, explore l'époque de leur rencontre et mélange les images et les citations. Qui est Lupin ? Au terme de ces divagations plaisantes, « lamentable fantôme » ou « gentleman sens importance », il garde son allure de turlupin et de roublard qui fascine plus que les héros tout d'une pièce. Lupin, c'est ce que Lamy cherche à nous faire croire, est taillé dans l'étoffe chatoyante de nos rêves, subtil et insaisissable. (*Arsène Lupin, gentleman de la nuit*, Grasset, 251 p., 65 F.)

★ *La Nuit des dupes*, le premier roman de Thomas Palmer que l'on compare à du Chandler, fait plutôt penser aux *Guerriers de l'enfer* de Robert Stone, une des meilleures fables sur la violence américaine aujourd'hui. Si une tonne de cocaïne volée aux trafiquants colombiens sert de prétexte à cette course poursuite qui, de Miami aux marais des Everglades, entraîne un couple au fond de l'horreur, la démente mise au jour par Palmer a une valeur d'avertissement et, en multipliant les détails, les objets et les actes, remet sur le tapis l'éternelle question, déjà posée par Conrad et par Melville : la sauvagerie va-t-elle revenir et dévorer nos lois, nos villes, toute la planète ? (*La Nuit des dupes*, de Thomas Palmer, traduit de l'américain par Françoise et Guy Cesaril, Calmann-Lévy, 395 p., 89 F.)

R. S.

CHAI LOT THEATRE NATIONAL

POESIE VIZMA BELŠEVICA présentée par KASIA SKANSBERG

Grand Foyer

Lundi 20 juin à 20h30

7278115

Quand un peintre est aussi un écrivain



Mario Prassinos

La Colline tatouée

"Une intelligence et un talent en perpétuel éveil : quoi de plus excitant ?"

François Nourissier/Le Figaro Magazine

GRASSET

des femmes du M.L.F. éditent

Sarah Bernhardt




par Edwige Feuillère

les premiers livres parlants en cassette des femmes

6, rue de Mézières - 75006 Paris


LES ROMANS FRANÇAIS...




DENIS TILLINAC
"Un écrivain arrive" : le Prix Roger Nimier 83 le consacre en couronnant *L'été anglais*.



MICHEL PEYRAMAURE
La fantastique épopée de la construction de Notre-Dame de Paris au XII^e siècle. Un grand roman historique.



CHARLES TRENET
Le jardin extraordinaire du "fou chantant" : la fantaisie, la tendresse et l'amour...



PATRICE LAFFONT
Son premier roman : un présentateur vedette victime d'un kidnapping d'amour.

...CHEZ ROBERT LAFFONT

lettres étrangères

Paris, capitale de la littérature latino-américaine

Paris devient la capitale de la littérature latino-américaine. L'Institut international de littérature latino-américaine tient, en effet, jusqu'au vendredi 17 juin, son vingt-deuxième congrès à l'UNESCO avec une série de débats, notamment sur « Le baroque et le problème de l'identité culturelle en Amérique latine », par Severo Sarduy, ainsi que des séances sur l'Argentine, le Pérou, le Chili, l'Amérique centrale, l'Uruguay, le Mexique, et sur le Cubain Alejo Carpentier.

De nombreux poètes, écrivains, critiques, émigrés ou non, se sont réunis à cette occasion à Paris. Citons : le Péruvien Mario Vargas Llosa, le Paragayen Augusto Roa Bastos, le Chilien Antonio Skarmeta, les Argentins Juan Gelman, Osvaldo Soriano, Juan José Saer, Hector Bianciotti, l'Uruguayen Mario Benedetti, etc.

Cette manifestation sera suivie, du 17 au 19 juin, par le premier colloque international de littérature chilienne. Il sera organisé par l'Institut des hautes études de l'Amérique latine (28, rue Saint-Guillaume, 75007 Paris).

José Lezama Lima ou le triomphe d'Orphée

● **Cubain de naissance, chinois d'esprit, étrusque de racine.**

TOUT commence avec l'éternelle fumée bleue d'un cigare hagué d'or. Nous sommes dans le « Sanctuaire de Delphes », c'est-à-dire au n° 162 de la rue Trocadero, à La Havane. Imaginez un homme d'une infinie lenteur, qui a fait de la sieste un art, écrivant : « Sous les tropiques, tout dépend du style de la sieste. » Puis il ajoute érotiquement ascétique : « Tous les jours à la sieste, comme exercice d'ascèse, pensez à la mort. Cela renforce votre sensualisme, cela le rend plus véritable. »

Songez que, dans cette maison de type colonial, il y avait tout le savoir du monde, c'est-à-dire, plénière, les mythologies, la scolastique, les théologies, les querelles théologiques, les poétiques, et un sens aigu de la volupté : ce fut l'antre de José Lezama Lima. Il naquit en cet endroit en 1910, il y mourut en 1976. Personne ne connaissait autant que lui ni aussi bien le « vaste monde » de l'univers et les rêves les plus divers des hommes de tous les temps. Cubain de lieu, il était chinois d'esprit et étrusque de racine. Il conversait avec Mallarmé aussi bien qu'avec Homère ou Gongora. Il argumentait avec Thomas

d'Aquin et Francis Bacon. Il édifiait une œuvre insolite, dirigeant l'une des revues les plus ouvertes, et livrant au public un roman qui n'est comparable à aucun autre : *Paradiso* (1) ; des poèmes qui ne sont d'aucune obédience : *Dador* (2) ; et des essais critiques qui ressemblent à la création du monde, et que l'on publie en français sous le titre : *Introduction aux vases orphiques*. C'est un écrivain d'exception. De son logis, il a ramené l'histoire de l'humanité, ses sites, ses cultures, sa grandeur et ses divorces. Lui, l'isolé, il savait tout, à la manière de Borges l'aveugle qui a tout vu...

Tant de rêveries merveilleusement paresseuses

José Lezama Lima est d'abord un poète. La lecture de *Introduction aux vases orphiques* le démontre. Qui voudrait chercher ici une théorie du poétique en serait pour ses frais, mais y gagnerait un enchantement certain. « La poésie ne résiste pas à l'écriture », c'est un mot de notre auteur dans cet ouvrage. Cela veut dire que la poésie s'incarne dans le poème. Et toujours l'image surgit, à la fois énigme et discours, rupture et assurance du continu. L'image ! « L'image comme un absolu, l'image qui se sait image,

L'aventure fascinante d'un « Christ » du Brésil.

ALEJO CARPENTIER nous avait habitués à ces personnages historiques étranges, vrais et pourtant si déliants qu'ils semblaient surgir directement du domaine de l'imaginaire. Mario Vargas Llosa, l'un des écrivains les plus doués de l'Amérique latine, auteur de deux chefs-d'œuvre : *La Ville et les Chiens* et *La Maison verte* (1), reprend-il le flambeau ? L'avenir le dira, mais déjà l'aventure racontée dans *La Guerre du fin du monde* se révèle aussi fascinante que celle du roi Christophe magnifiée par Carpentier dans *Le Royaume de ce monde* (2).

Le protagoniste montre son insolite stature dès la première page.

Vargas Llosa, peintre de la « fin du monde »

C'est un grand homme maigre à la peau foncée, aux cheveux de jais et aux yeux de hraise, qui, dans ses sandales de berger et sa bure violette, apparaît à l'improviste dans les villages oubliés du sertao brésilien. Aux délaissés qui les habitent, l'homme prêche la fin des temps, parle du ciel et de l'enfer, de l'âme qu'il faut sauver sur terre en relevant les ruines des chapelles et en entretenant les cimetières. Celui qu'on surnomme le Conseiller appartient à l'histoire du Brésil. Il s'appelle en fait Antonio Vicente Mendez Maciel et mena son combat dans le dernier tiers du dix-neuvième siècle.

Ce prophète des gneux, Mario Vargas Llosa l'imagine suivi à la trace par un autre personnage, appartenant à un courant idéologique opposé, mais qui a lui aussi le culte de « sa » vérité. Galileo Gall est un écossais, phylologue, ancien communiste, condamné à mort à Paris et en Espagne pour ses actions d'agitateur. Il écrit des articles pour un journal libertaire de Lyon : *L'Étincelle de la révolution*. Quand un naufrage le jette sur les côtes de Bahia, en 1894, il y a à peine six ans que le Brésil a aboli l'esclavage et cinq ans que l'armée a destitué l'empereur Pedro II et proclamé la République. « Fasciné par son mélange de races et de cultures, par son effervescence sociale et politique », Galileo Gall décide de rester. Et le destin l'amène à suivre et à commenter l'ascension et la chute du plus fanatique des fous de Dieu que le sertao ait connu de mémoire d'homme.

Au Brésil, la République vient de prendre des mesures qui sont autant de sacrifices pour le croyant : séparation de l'Église et de l'État, liberté des cultes, instauration du mariage civil, Antonio le Conseiller y voit, lui, l'intervention du Diable : l'État veut connaître la religion de chacun afin d'identifier les catholiques quand commenceront les persécutions. La carte statistique et le recensement également décidés sont des manœuvres pour détecter les affiliés et rétablir l'esclavage dans les plantations. Quant à l'impôt désormais obligatoire pour tous, ceux qui le perçoivent se montrent plus voraces que les vautours et les bandits. Le jour où il arrache et brûle les affibées apposées par les municipalités devant les folies perplexes, le Conseiller le proclame : l'Antéchrist est venu sur terre et il s'appelle la République.

Dans ce Nord-Est brésilien où la violence, la faim, l'injustice, le mal, règnent sous toutes leurs formes, la folle croisade commence. D'abord avec quelques disciples. Mais bientôt c'est une horde hagarde de prosélytes fascinés par la parole de ce nouveau Christ qui s'avance sur les pistes du désert, parmi les cactus et les pierres, sous un ciel de plomb.

Tous sont les survivants de la grande sécheresse qui a décimé les villages et répandu les épidémies. Certains sont des illuminés, comme le Ravi, un orphelin que le Conseiller a soumis à l'épreuve du cilice ; ou comme Maria Quadrado, la fille de vingt ans qui a traîné une croix de bois durant trois mois à travers sables et marécages et a été violée quatre fois ; mais il y a aussi des péons indiens, des nègres fugitifs, des prostituées, des infirmes et des hystériques ; et des bandits comme Joao Grande, le bel esclave assassin de sa bienfaitrice, ou Joao Satana qui coupe les testicules de ses victimes et les leur enfonce dans la bouche. Aux uns et aux autres, le Conseiller rappelle que la République est le premier des signes avant-coureurs des fléaux qui vont précéder la résurrection des morts et le Jugement Dernier. S'ils souhaitent l'éternité, ils doivent se préparer aux combats qui feront rage quand les démons envahiront comme une tache de fœne le sertao.

Une volonté politique

Après avoir traversé ravins, plateaux, montagnes et brousses, le Conseiller annonce que le moment est venu de se fixer et de construire un temple qui serait, à la fin du monde, ce qu'avait été en son début l'Arche de Noé. Le lieu est une fazenda en ruines, du nom de Canudos, un ancien domaine d'élevage abandonné depuis la grande sécheresse de 1877 par son propriétaire, le baron Canabava. A Canudos, on s'entasse dans des cahutes de terre et de paille, des abris de chiffon et de bois qui se multiplient au fur et à mesure que des groupes de rumeurs de colporteurs, de guérisseurs, d'acrobates, de vagabonds, de malades, venus des quatre points cardinaux, arrivent avec l'espoir de trouver pardon, refuge, santé, félicité. Dans la nuit, on les entend applaudir la Vierge et le Bon Jésus, louer l'Antéchrist, répéter les commandements et les interdictions de la religion, quand ils n'écourent pas le Conseiller prédire le retour du Grand Roi purificateur, Dom Sebastiao (un souverain portugais disparu en Afrique au quinzième siècle), qui leur sourira du haut de sa monture parée d'or et de diamants, avant de

retourner avec son armée de sauveurs au fond de la mer.

La plupart sont armés jusqu'aux dents, car c'est à Canudos qu'ils vont mener « la guerre de la fin du monde ». Contre les gendarmes d'abord qui, à la demande de l'ancien propriétaire, voudront les déloger. Un affrontement étrange où l'on va au combat comme des pénitents en procession, chantant et priant derrière une croix et une bannière monothéiste, mais où l'on sort brusquement les fusils, truant et dispersant les forces de l'ordre stupéfaites. A l'armée aussi on infligera de cuisantes défaites. Jusqu'au jour où la République, grandement ébranlée par la présence de ce phylantropiste mystique, décide de l'exterminer. Le 30 septembre 1897, Canudos est rasé. Aucun de ses trente mille parias ne surviva à l'génocide.

Les épisodes dramatiques ou cocasses, pleins de rebondissements spectaculaires et de hasards miraculeux, se succèdent à un rythme balourdant au long des cinq cents pages de ce livre dense. On ne peut s'empêcher de songer aux histoires de cape et d'épée d'Alexandre Dumas, aux *Misérables* de Victor Hugo, aux grands feuilletons romanesques auxquels indiscutablement *La Guerre du fin du monde* se rattache. Pourtant, il y a ici, perceptible même en dehors des séquences plus particulièrement consacrées aux commentaires doctrinaux, une nette volonté politique. Avec l'aventure du Conseiller et de ses vengeurs en guenilles, Mario Vargas Llosa entend montrer les graves turpitudes historiques que peuvent engendrer le fanatisme et la foi intransigeante, et avec les interprétations et considérations de Galileo Gall, les turpitudes que suscitent les utopies ou les doctrines révolutionnaires au programme archaïque. Mais l'auteur nous semble aller plus loin encore : rendre actuelle en quelque sorte une histoire ancienne pour suggérer que le salut de l'homme du tiers-monde n'est pas dans les idéologies rigides, qui ne font qu'imposer aux nouvelles sociétés les plus graves contresens, autant à ceux qui les défendent qu'à ceux qui les combattent.

Voilà, dans une très belle traduction d'Albert Bensussan, et supérieur à tous les best-sellers historiques de ces dernières années, un merveilleux livre pour l'été.

CLAUDE COUFFON.
* LA GUERRE DE LA FIN DU MONDE, de Mario Vargas Llosa. Traduit de l'espagnol par Albert Bensussan. Gallimard, coll. « Le monde entier », 564 pages, 120 francs.

(1) Traduits par Bernard Lesfargues, Gallimard.
(2) Traduit par René L.F. Durand, Gallimard.

J.C. BABOULIN - J.P. GAUDIN - P. MALLEIN

Le magnétoscope au quotidien

Un demi-pouce de liberté

Qui magnétoscope quoi ? Pourquoi ?

« Un outil de référence »

LIBÉRATION

COÉDITION AUBIER INA

Aubier

Lou Andreas-Salomé

Lettre ouverte à Freud

« De vous, c'est ce que j'ai lu de plus beau, une preuve involontaire de votre supériorité. »

S. Freud.



Lieu Commun 9, rue Bernard Palissy, 75006 Paris

Un poète difficile mais pas obscur

Il faut ajouter que, si la lecture de *Introduction aux vases orphiques* est une lecture difficile, José Lezama Lima n'en est pas pour autant un poète obscur. Dans un entretien avec Armando Alvaréz Bravo (3), et en d'autres entretiens, Lezama Lima fait allusion aux poètes-jongleurs de notre Moyen Âge, indiquant ainsi que la transparence et l'hermétisme ne sont pas des notions opposées mais des « pratiques » complémentaires. Voilà l'art poétique de Lezama Lima, cet écrivain à la fois solaire et nocturne qui, alors que Fidel Castro voulait le charger de la culture, affirmait qu'« un système poétique du monde peut remplacer la religion ». Et même, ajoutait-il : « Il se constitue en religion. Telle fut la splendeur de ce quia absurdam du catholicisme des premiers siècles... »

Dans un livre d'intime complicité, le *Tour du jour en quatre-vingt mondes*, Julio Cortázar (4) songe à un club de lecteurs de Lezama Lima. Je pense qu'une telle société secrète existe bel et bien. Qu'elle s'est constituée par les effets d'une séduction proliférante (tropicalité végétale) à mesure que les textes de Lezama Lima voyaient le jour (et précisément en langue française).

José Lezama Lima, c'est le jeu de tous les mythes, l'océan des images. Bref ! la culture devenue, enfin ! un rêve...

HUBERT JUIN.

* INTRODUCTION AUX VASES ORPHIQUES, de José Lezama Lima, traduit de l'espagnol par Albert Bensussan. Collection « Barocco », Flammarion, 315 pages, 90 francs.

(1) *Paradiso*, traduit de l'espagnol par Didier Cosle. Éditions du Seuil, 1971.

(2) *Dador*, traduit du cubain par Gérard de Cortanze. Flammarion, 1980.

(3) Voir la revue *Diriv* (n° 8/9, 20, rue Joseph-Delton, 92160 Antony). Ce numéro de *Diriv* contient un dossier consacré à Lezama Lima. On consultera également le numéro spécial de la revue *Oroel* (4, rue de la Trinité, à Poitiers), qui vient d'être consacré à notre auteur.

(4) *Le Tour du jour en quatre-vingt mondes*, Gallimard, 1980.

Revue trimestrielle

N° 4

L'ART ET L'ÉTAT

Au sommaire

- Un « trombinoscope » des portraits officiels
- Tout sur la Pompe et l'Apparat
- Le point sur les subventions, les acquisitions, etc.
- L'État modèleur du paysage

Déjà parus

- Le dessin
- Messieurs les criminels
- Le fait divers

96 pages en couleurs 20 F

En vente en librairie.

Abonnements :
12, rue Scurard, 75007 Paris.
Tél. 555.81.50.

Une poésie foisonnante

CONTINENT immense où tout est rupture, la domania latino-américaine est d'une variété et d'une complexité redoutables. Quelques figures dominent la scène poétique : César Vallejo, Jorge Luis Borges, Octavio Paz, Vicente Huidobro. De brefs, inclassables, il y a Pablo Neruda. Puis on trouve José Lezama Lima, Carlos Drummond de Andrade et Alberto Girri. Suivent les plus jeunes, qui sont contemporains des événements tragiques qui labouraient et labouraient encore cette partie du monde : Ernesto Cardenal, Roberto Echazure, Roque Dalton, Antonio Cisneros et des dizaines d'autres. Bref ! ici, les voix vivent, se bousculent, partent du Pérou, du Chili, de l'Argentine, se retrouvent et s'unissent dans un lieu mythique, puis à nouveau se séparent. Le discours poétique qui s'élabore en Amérique du Sud et en Amérique centrale est d'une telle vivacité, il est en proie à de tels mouvements, qu'il est impossible d'en dresser, fût-ce passagèrement, le panorama.

Avec *Une anthologie de la poésie latino-américaine contemporaine*, Gérard de Cortanze évite ce piège. Il n'établit pas un cadastre : il donne à lire et à entendre : c'est la bonne méthode. On lui doit *América libre* (Seuil, 1976), qui était l'ébauche de l'anthologie qu'il nous présente aujourd'hui. Traducteur, Gérard de Cortanze n'uniformise nullement des voix qui ne sont pas comparables les unes aux autres : il a le talent et la modestie de s'effacer. Ainsi, le « joyeux » de Joaquim de Sousa Andrade voisine avec le lyrique coloré de Cesar Vallejo et la rigueur miroitante de Severo Sarduy. Ce n'est pas un livre d'initiation : c'est un grand livre, où la poésie latino-américaine se contemple — et se reflète.

H. J.
* UNE ANTHOLOGIE DE LA POÉSIE LATINO-AMÉRICAINE CONTEMPORAINE, par Gérard de Cortanze, collection « Translucence », P.O. éd., 431 p., 94 F.

PATRICIA HIGHSMITH
Ces gens qui frappent à la porte

« Un terrible roman sur l'intolérance religieuse »
Françoise Xenakis / Le Monde

« Une fois de plus un chef-d'œuvre »
Jean-François Josselin / Le Nouvel Observateur

« Une cinglante étude de mœurs »
Hélène Lurier / L'Express

« Un climat d'horreur et d'effroi »
Patrick Braiberville / VSD

« Féroce et sardonique »
Pierre Bérenger / Marie-Claire

CALMANN - LÉVY

dimanche 19 J

FÊTE des PÈRES
des cadeaux signés

MADEIRA

lettres étrangères

Les poèmes passionnés de Jean de la Croix

Né à Fontiveros, dans la province d'Avila, en 1542, Jean de Yepes fut ordonné prêtre à Salamanque en 1567. Sa rencontre avec Thérèse de Jésus et leur totale communion de pensée l'amènent à fonder à Duruelo, en octobre 1568, le premier couvent de carmes déchaussés, qui fit sienne la discipline ascétique - pauvreté, pénitence, prière - prônée par la religion dans l'Espagne matérialiste de Philippe II. Cette volonté de retour spirituel à la règle primitive de l'ordre disposa les carmes, qui enlèveront Jean de Yepes et le séquestrèrent dans leur couvent de Tolède en décembre 1577.

Ce fut dans cette « nuit mystique de la geôle tolédane où, selon les mots de Pierre Emmanuel, le saint du Carmel (était) comme ennuagé », que Jean de Yepes, devenu Jean de la Croix, rêva et cessa la plupart des strophes savantes et passionnées de son *Cantique spirituel*, dont il existe deux versions. Ayant réussi, huit mois plus tard, à s'évader, il se réfugia chez des religieuses réformées de Tolède, puis, réhabilité, il fut finalement nommé prieur au Calvario, en Andalousie. Il y composa *Nuit obscure*, que beaucoup considèrent comme son chef-d'œuvre tant s'y concentre en force suggestive la lumineuse affirmation de la foi.

Prieur du Carmel de Grenade, Jean de la Croix, en même temps qu'il rédigeait ses traités doctrinaux, retrouvait une plume lyrique pour chanter l'extase mystique dans *Flamme d'amour vive*. Mais déjà des supérieurs acheminés à sa perte préparaient sa disgrâce. En 1581, il était démis de toutes ses charges et contraint de se retirer dans un simple religieux au monastère de la Penuela, proche de Jean. Miné par les pénitences, celui qui passait ses nuits en oraisons, allongé, les bras en croix,

sous les marronniers, mourut la même année, gravement malade, à Ubeda, dans la nuit du 13 au 14 décembre. Il avait quarante-neuf ans.

L'œuvre poétique de Jean de la Croix ne dépasse pas le millier de vers. « *Saint Jean de la Croix est le grand poète le plus bref de la langue espagnole, peut-être de la littérature universelle* », a dit Jorge Guillen, dont l'Espagne vient de célébrer le quatre-vingt-dixième anniversaire. « *Où, mais quel artiste !* », s'écrie encore Pierre Emmanuel, qui affirme judicieusement : « *La lecture de Jean de la Croix est la meilleure préparation à la compréhension des autres grands mystiques, chrétiens ou non : c'est une expérience de l'Être, après laquelle nous nous apercevons que les dimensions de notre esprit ont changé.* »

Avec une préface de Pierre Emmanuel et une postface de Jorge Guillen, Bernard Sesé réunit et traduit aujourd'hui l'intégralité des *Poèmes* de Jean de la Croix. Du R.P. Cyprien (en 1841) à nos contemporains Roland Simon ou Pierre Damour, beaucoup de traducteurs se sont intéressés au carme poète. Les traductions de Bernard Sesé sont dépouillées, scrupuleusement fidèles à l'original et, ce faisant, réussissent pleinement à capter l'intensité et la pureté magique de ces textes inspirés.

L'ingénieux montage bilingue dû à l'illustrateur François Chapuis ajoute à notre plaisir. Oui, vraiment, un beau livre ! Un réveil pour l'œil et pour l'esprit !

C.C.

* **POÉSIES COMPLÈTES**, de Jean de la Croix, édition bilingue, nouvelle traduction intégrale et annotée de Bernard Sesé. Les Cahiers Oubliés, 144 pages (50, rue des Abbesses, 75018 Paris).

Ian McEwan et le virus de l'hémoglobine

Un pied innocent, un récit qui baigne dans une torpeur oppressante, un dénouement horrible : c'est *Un bonheur de rencontre*, le second roman de l'Anglais Ian McEwan publié en France. Le précédent, *Le Jardin de ciment* (écemment réédité dans la collection « Points-Virgule » au Seuil), décrivait l'univers d'enfants confrontés à la mort. Ce n'était pas très gai, mais le lecteur en sortait à peu près indemne. Avec *Un bonheur de rencontre*, il est difficile de ne pas être marqué par la violence sauvage qui explose dans les dernières pages.

Certes, McEwan n'a pas le monopole du genre : on peut même constater que le virus de l'hémoglobine frappe de plus en plus d'écrivains de la génération des trente-cinq-quarante ans. Citons par exemple le japonais Ryu Murakami avec un roman comme *La guerre commence au-delà de la mer* (1) ou le Suédois Per Gunnar Evander qui décrit méticuleusement dans *Uppkomlingarna* (2) les tortures qu'infligent un groupe de jeunes gérards à un homme qu'ils désignent comme étant leur père. Si ce type d'agressivité n'apparaît guère comme un des éléments novateurs du roman contemporain, plus significatif en revanche est le fait que les personnages intériorisent cette violence.

Le récit de McEwan s'ouvre pourtant sur une scène bien pal-

sible : un couple de touristes se prélassent dans une chambre d'hôtel. Ils sont jeunes, ils sont beaux, ils s'aiment. Mais ils s'ennuient un peu. Des promenades dans les ruelles d'une ville quelconque ne suffisent pas à l'auteur, qui refuse de donner son nom, cependant on reconnaît Venise, une rencontre avec un couple singulier, vont progressivement ramener en cause cette quiétude. Les paisibles touristes sont appelés à devenir une proie.

Entre rêve et cauchemar

Visiblement, McEwan (au contraire du lecteur !) est très à l'aise dans ce genre de situation où le sentiment d'oppression reste diffus. Une citation de Pavese, placée en exergue de ce récit, semble déjà une mise en garde : « *Le voyage est une agression. Il vous contraint à faire confiance à des inconnus (L...)* ». Seulement, les frontières que fait traverser McEwan à ses personnages ne sont pas du ressort des nations : elles sont ces pointillés qui séparent parfois le rêve de la réalité. Ou encore le rêve du cauchemar.

BERNARD GENÈS.

* **UN BONHEUR DE RENCONTRE**, d'Ian McEwan. Traduit de l'anglais par Jean-Pierre Carasso. Ed. du Seuil, 192 p. 59 F.

• Les éditions Veyrier (collection Off) ont également publié un recueil de nouvelles de McEwan intitulé *Premier amour, derniers rites*.

(1) Ed. Laffont.
(2) Roman non traduit en français. Ed. Bompier, Stockholm.

PAUL TOINET

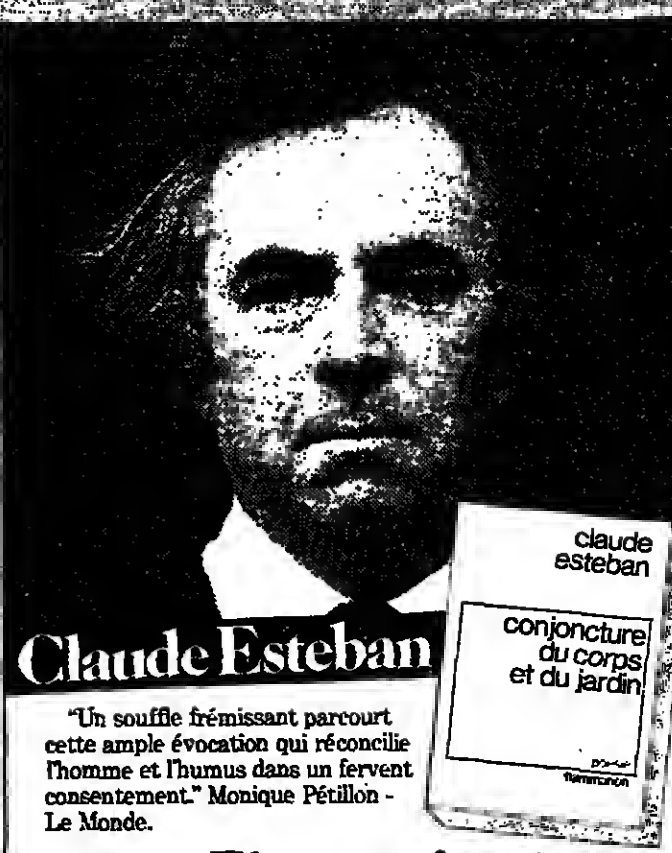
Collection "Avec"

LUTHER EN LUI-MÊME

Effort de compréhension du drame personnel de Luther par un ancien professeur de l'Institut Supérieur d'Etudes Œcuméniques de l'Institut Catholique de Paris.

Éditions FAC 30, rue Madame, 75006 Paris

Prix de l'Académie Mallarmé 1983.



Flammarion

d'abord un grand roman

L'ÉTÉ MEURTRIER

sébastien japisot denoël

DIMANCHE 19 JUIN

FÊTE des PÈRES

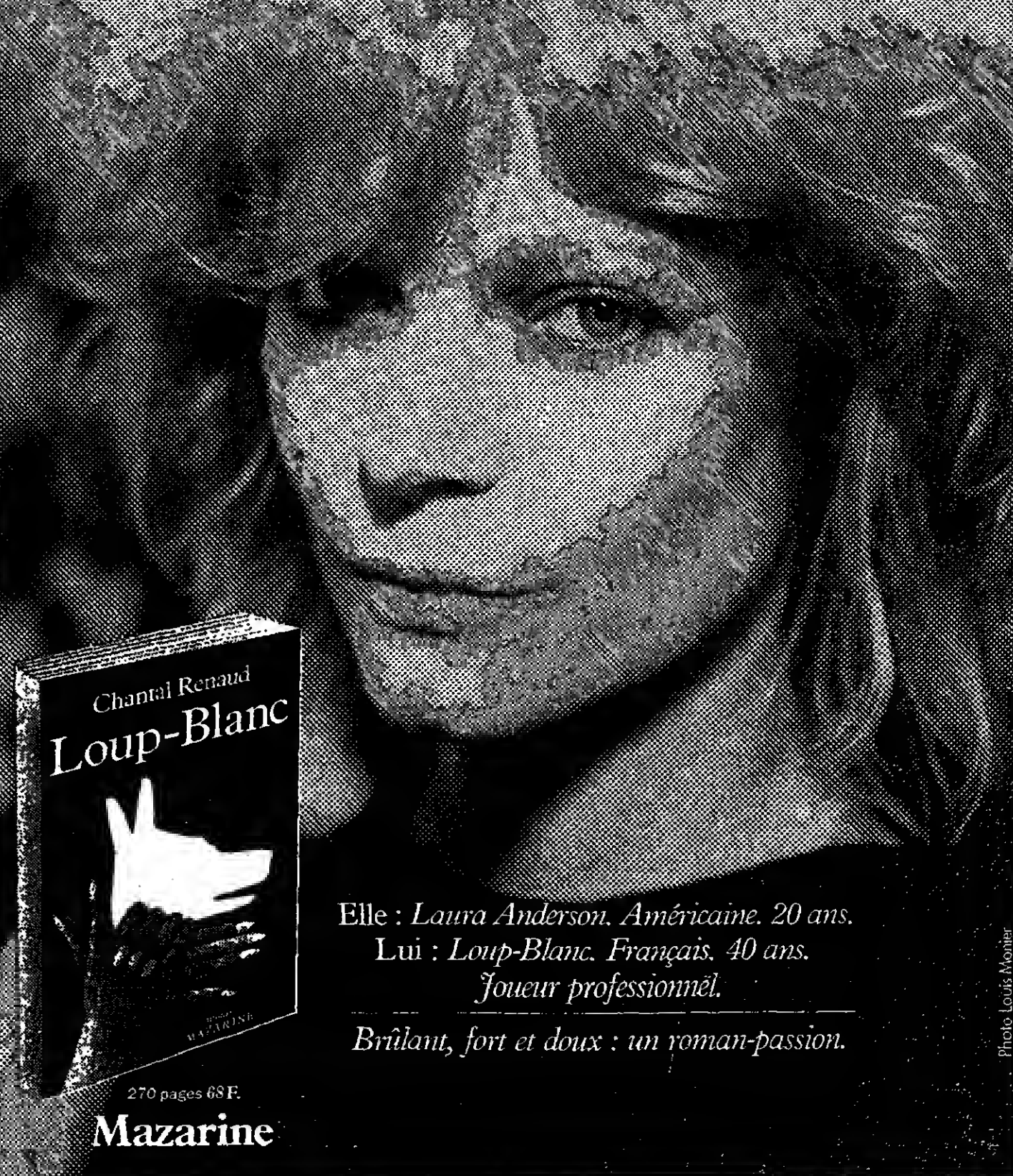
des cadeaux signés



MADELIOS

PLACE DE LA MADELINE - PARIS POUR CEUX QUI SAVENT CHOISIR.

"IL AIMAIT LE POKER, LE CHAMPAGNE, MARGUERITE YOURCENAR... ET MOP".



Elle : Laura Anderson. Américaine. 20 ans.
Lui : Loup-Blanc. Français. 40 ans.
Joueur professionnel.

Brûlant, fort et doux : un roman-passion.

Mazarine

Photo Louis Moutier

LE DÉBAT SUR LE PRIX DU LIVRE

LE RAPPORT DU MINISTÈRE ET CELUI DE M. PINGAUD

« Ni dérive ni dérapage »

Voici les conclusions des deux rapports demandés par M. Jack Lang : celui de M. Bernard Pingaud, intitulé *Le Livre à son prix*, texte écrit dans un style alerte, qui devrait être publié prochainement, et celui du ministère, gros document, nourri d'annexes et regroupant les bilans du Syndicat national de l'édition (S.N.E.), de la Fédération française des syndicats de libraires (F.F.S.L.) et de l'Union syndicale des libraires de France (U.S.L.F.).

● *L'indice de prix du livre* de 1982 est plutôt favorable à la loi, même s'il atteint 12,3 % pour les ouvrages non scolaires. Compte tenu, en effet, de la suppression du « discount » correspondant à une « hausse mécanique » de deux à trois points, la hausse « réelle » est de 10 %, comparable aux 9,7 % de l'indice général des prix en 1982. En période de « liberté » des prix instaurée par l'arrêté Monory, les indices avaient été, en 1980, de 16,5 % pour le livre contre 13,5 % pour l'indice général et, en 1981, de 16,7 % contre 14 %.

En ce qui concerne les nouveautés, l'Observatoire des prix (1) mis en place par le ministère de la culture, se basant sur le prix moyen à la page de trois cents nouveautés parues en 1982 chez sept gros éditeurs, a relevé une hausse de 9,2 %. Au total, le rapport du ministère considère qu'il n'y a eu « ni dérive ni dérapage » et que « l'évolution reste satisfaisante ».

● *La production éditoriale* pour 1982 marque une « nette reprise », si l'on en croit les pourcentages publiés par le Syndicat national de l'édition, dont les premiers résultats de l'enquête annuelle s'appuient sur un échantillon de deux cent quarante-cinq maisons ayant répondu aux enquêtes des deux années précédentes (les résultats définitifs seront connus à la fin du premier semestre). Cet échantillon, portant sur 83 % du chiffre d'affaires et 81,9 % de la production en titres paraît toutefois significatif. Après avoir connu une baisse en 1980 et 1981, la production marquée en 1982 une progression de + 1,9 % en titres (- 0,1 % pour les nouveautés) et de + 4,3 % en nombre d'exemplaires (+ 1,9 % pour les nouveautés). « L'état d'esprit créé par la loi a joué positivement en faveur des ouvrages de fond », estime le ministère, qui souligne la progression des titres en littérature (+ 1,7 %), sciences humaines (+ 4,2 %), livres scientifiques et techniques (+ 11,4 %), livres pour la jeunesse (+ 4,4 %).

Les encyclopédies et les dictionnaires traditionnels (mais les encyclopédies thématiques on par fascicules font un bond) connaissent un « déclin réel » (- 16,5 % en titres et - 20,5 % en exemplaires), que le ministère attribue à une « saturation progressive du marché ». Il

semble bien, en fait, que la disparition du « discount » et des prix d'appel, largement pratiqués sur ce type d'ouvrages, ait incité les lecteurs à modérer leur production en 1982.

Dans l'ensemble, le chiffre d'affaires de l'édition a progressé de 12,3 % par rapport à 1981.

● *Les achats de livres* en 1982 ont progressé de 9,7 %, indique l'enquête annuelle de la Sofres qui porte sur un échantillon de dix mille personnes de plus de quinze ans. Cette progression est plus marquée pour les « poches » (+ 10 %) que pour les autres ouvrages (+ 8 %). Les dépenses consacrées au « roman classique » ont augmenté de 41 %. Ce qui indique que les acheteurs n'ont pas été rebutés par la suppression des rabais.

En revanche, si la consommation globale s'est accrue de 9 %, avec une part importante pour la catégorie sociale « Service-ouvriers spécialisés » (+ 33 %), celle des cadres et des professions libérales a diminué de 1 %. C'est dans cette dernière catégorie que se recrutent les acheteurs des grandes surfaces spécialisées comme la FNAC. Plus sensible que d'autres au « discount », elle montrerait une « bouderie » temporaire.

● *Le « réveil des librairies »* paraît se confirmer. Les enquêtes de la Sofres, de l'Observatoire des prix, de l'Association pour la formation des libraires et papetiers (Asfolep), observent un « rééquilibrage » au profit des librairies et des maisons de la presse, qui ont reculé de 5,6 % de l'augmentation du marché. La baisse des ventes en volume enregistrée par la FNAC et les magasins populaires ne représente que « 0,9 % du marché en 1981 ». La progression des ventes par les clubs est inférieure à l'augmentation globale du marché. Les hyper et supermarchés ont connu une très forte progression de leurs ventes de « poche ».

● *Les rapports entre éditeurs et libraires* ne se sont guère améliorés. Dans la note de présentation de son rapport, le ministère rappelle que la loi a conféré aux éditeurs un « privilège exceptionnel en leur faveur », et à eux seuls, la responsabilité de fixer le prix de vente au public des livres qu'ils éditent. La contrepartie logique de ce privilège est la concertation avec leurs partenaires, en vue du partage des coûts et des revenus. Ce n'est pas, apparemment, toujours le cas. Des éditeurs ont profité de leur « privilège » pour rogner la marge des libraires.

● *De même, les remises qualitatives, que la loi voulait voir prédominer, sont souvent détournées de leur signification en étant subordonnées à un certain niveau de chiffre d'affaires.*

Autre point de friction : le service des commandes à l'unité, que la loi a imposé dans l'intérêt du public. Des libraires dénoncent des pratiques « pénalisantes » de la part de certains éditeurs-distributeurs, qui se plaignent, à leur tour, d'un alourdissement sensible de leurs charges d'exploitation provoqué par la multiplication des commandes.

En conclusion, le ministère de la culture estime « qu'il faut renforcer la concertation à la fois dans l'interprofession du livre et dans ses rapports avec les pouvoirs publics ». C'est pourquoi M. Jack Lang invite les organisations professionnelles « à se retrouver auprès de lui, dès le mois de juin, pour une première « table ronde » sur l'ensemble des problèmes qui demeurent conflictuels ».

B.A.

(1) Sont associés à ses travaux, des représentants des syndicats professionnels, des organisations de consommateurs et des pouvoirs publics.

Les adversaires de la loi : FNAC et grandes surfaces

Les trois plus gros vendeurs de livres en France, la FNAC, les magasins Carrefour et les centres Leclerc, ont toujours été hostiles au prix unique du livre, eux dont la réputation a été assurée par la pratique des rabais. Les deux premiers toutefois se sont conformés à cette loi — pas plus de 5 % de rabais — tout en la contestant, et, pour ce qui concerne la FNAC, en menant de multiples enquêtes visant à en mesurer les effets. Les centres Leclerc en revanche, bientôt suivis par d'autres hypermarchés, dont Rallie et Enromarché, ont décidé d'ignorer la loi, s'exposant à des procédures judiciaires qui sont en cours.

Dans son *Livre blanc du livre* ou le dossier noir de la loi Lang, qu'elle vient de remettre au ministre de la culture, la FNAC relève des détournements de la loi, que ses enquêteurs ont constatés en de multiples endroits. En janvier 1983 par exemple, un livre d'Henri Troyat, marqué 85 F, était vendu 70,71 F à Euromarché Autenil. La FNAC s'indigne de ces « dérapages » ainsi que de la constitution de « marchés parallèles ». « même s'ils sont encore marginaux », — remises professionnelles et aux comités d'entreprise. Elle constate le développement des clubs « dont on ne peut pas dire qu'ils soient culturels et qu'ils assurent la promotion des livres difficiles ».

L'autre dérapage, selon elle, est celui des prix, en particulier pour les nouveautés. On assiste donc à un transfert d'achat sur les éditions de poche. Mais là encore, les prix augmentent subrepticement par une

« Valse des étoiles » sur certains titres, le volume simple devenant soudain double, le double triple, etc.

La FNAC, qui se dit soucieuse de donner une image complète des effets de la loi et « non pas seulement d'apporter de l'eau à son moulin », a aussi enquêté auprès des libraires et des éditeurs. Elle a interrogé cinquante libraires de province, dix parisiens et six hypermarchés. Trente-huit se sont déclarés tout à fait favorables à la loi, faisant valoir en premier lieu une augmentation de leur chiffre d'affaires, « augmentation indéniable et supérieure à l'inflation ». Les libraires expliquent qu'ils ont « retrouvé la vente des best-sellers, des dictionnaires et des *Quid* ». La loi est bénéficiaire pour la FNAC mais pas pour nous », commente l'un d'eux. Mais plusieurs se plaignent « du monopole ainsi donné aux éditeurs » et du « sentiment d'être désormais des salariés de l'édition ».

Les éditeurs, eux, tiennent, aux yeux de la FNAC, un « double langage ». Ils refusent de se prononcer clairement pour ou contre la loi, sauf certains petits, qui sont contre. Les plus gros restent neutres ou se disent globalement favorables. « Les éditeurs ont payé l'application de la loi Lang, souvent, par une baisse de leur chiffre d'affaires », a commenté M. Jean-Manuel Bourgnis, président du Syndicat national de l'édition. « Plus sensible dans certains secteurs, celui de la bande dessinée, du livre d'art ou du livre technique, cette baisse est associée à la perte de clientèle des grandes surfaces et surtout des FNAC », a-t-il ajouté.

« La perte des FNAC en 1982 a été de 38 % en volume de ventes, indique M. Patrice Allain-Dupré, responsable de la communication. Pas en chiffre d'affaires bien sûr, puisque, grâce à l'augmentation de nos marges, nous continuons à gagner de l'argent. Mais ce n'est pas cela qui nous importe, c'est de gagner des lecteurs. » 75 % des lecteurs de la FNAC ont moins de trente-cinq ans et se recrutent dans les couches sociales qui lisent le plus.

Rester libraire

Quoi qu'il en soit, la FNAC marque sa volonté de « rester un libraire, assurant le choix et le service ». Une FNAC vient d'être ouverte à Nice, une va s'ouvrir à Lyon, puis, au cours des deux prochaines années, à Rouen, Dijon, Nantes et Bordeaux. La FNAC n'est pas inquiète pour son avenir, car elle se veut « non seulement la librairie de Gutenberg mais celle de Mac Lahan ». Elle continue évidemment de souhaiter la modification de la loi, à laquelle elle reproche par dessus tout « de ne jouer que sur les prix sans rien faire d'autre pour le livre ». « On pouvait très bien imaginer un système combinant le prix conseillé avec un dispositif comparable à celui du cinéma — avances sur recettes, et, pour certains livres, un statut comparable à celui du circuit art et essai », conclut M. Allain-Dupré.

Chez Leclerc, on ne cache pas que le souci principal n'est pas la défense du livre, mais celle d'un principe. M. Michel Leclerc, le secrétaire général — fils du fondateur, M. Edouard Leclerc — se montre enthousiaste et passionné pour ce combat idéologique et juridique sur le prix du livre et violemment hostile à « cette loi Royer du livre ». Les centres Leclerc continuent de pratiquer des rabais de 20 % et plus, faisant comme si la loi n'existait pas. Ils la jugent incompatible avec la juridiction européenne qui interdit les entraves à la concurrence. Ils ont déposé un recours contre elle devant le Conseil d'Etat.

Divers libraires leur ont intenté, devant les tribunaux civils, des procès pour concurrence déloyale. Tous — une dizaine — ont été perdus par les centres Leclerc en première instance. En appel, en revanche, ils ont gagné les quatre qui ont eu lieu.

Si le directeur de Carrefour, M. Denis Desforêts, partage avec M. Leclerc la peur de l'extension du prix imposé à d'autres secteurs de la vie économique, il défend, lui, son point de vue avec une grande placidité. Il ne veut pas enfreindre cette loi « dirigiste », qu'il désapprouve, mais « s'inquiète » de ses conséquences pour le marché du livre. Il estime que ce marché s'est développé — le taux de lecture des Français a augmenté dans les dix dernières années — parce que les hypermarchés et la FNAC ont favorisé l'accès au livre d'un nouveau type de lecteurs, ceux qui n'entrent pas dans les librairies.

JOSYANE SAVIGNEAU.

1913-1983

BANCA NAZIONALE DEL LAVORO.
SOIXANTE-DIX ANS DE TRAVAIL AU SERVICE DU PAYS
EN ITALIE ET DANS LE MONDE.

EN ITALIE:

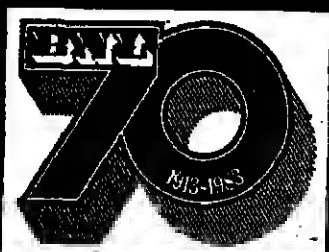
378 guichets
9 sections de crédit spécial
4 participations dans
des établissements bancaires
35 sociétés affiliées
dans le secteur
des services parabancaires

DANS LE MONDE:

3 banques contrôlées
30 succursales
et bureaux de représentation
38 participations
dans des sociétés

ELEMENTS DU BILAN:

DEPOTS:
56.000 milliards de lires
CREDITS PAR CAISSE:
40.000 milliards de lires
TOTAL ACTIF:
65.000 milliards de lires
EFFECTIF: 24.000



Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4287-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 534 F 767 F 980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 874 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par mandat)

I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS

381 F 634 F 857 F 1 140 F

II - SUISSE, TUNISIE

454 F 779 F 1 185 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changement d'adresse définitive ou provisoire (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beauvois-Méry (1944-1969)

Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimerie : du « Monde », 5, rue des Italiens, PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395 - 2017

العدد 1525

15.50

Le Monde culture

Nouvelles municipalités et action culturelle

A Nantes, la maison de la culture présente son dernier spectacle, « Anne de Bretagne », avant de s'apprêter à fermer ses portes. A Saint-Etienne, les responsables des Rencontres cinématographiques se battent pour que la manifestation survive et ne soit pas démantelée.

A Nantes comme à Brest, les maisons de la culture que les municipalités récemment passées à l'opposition entendent supprimer commencent à apporter la preuve de leur dynamisme. Plus anciennes, les Rencontres de Saint-Etienne constituent

une magistrale réussite. Seul festival de cinéma à réaliser des recettes sur les entrées, elles touchent un public de plus en plus divers. Elles ont su se développer et veiller à la qualité d'une programmation abondante.

Enfin, le licenciement de Max Serreau, directeur de la Maison de la culture de Saint-Etienne, relève du gâchis général. Dans les menaces qui pèsent sur ces institutions, c'est le plus souvent la raison politique qui guide les décisions municipales. Et l'on n'est pas loin de la mauvaise foi. — C. D.

NANTES RENONCE A SA MAISON DE LA CULTURE

Le conseil municipal de Nantes a dénoncé le 13 juin la convention qui liait la ville à la maison de la culture. Cette décision intervient après une réduction du tiers du budget de l'établissement créé en 1982. Vingt-sept personnes sont ainsi licenciées.

Inadaptations de la structure et poids financier trop importants ont été invoqués pour la fin de la collaboration entre la ville et la maison de la culture. A celle-ci il a notamment été reproché d'être une « cathédrale » à la programmation « contestable » et « élitiste » dans un secteur d'activité « restreint ».

[La décision du conseil municipal n'est pas une surprise puisque la commission culturelle s'était prononcée pour la fin de l'expérience (le Monde daté 5-6 juin).]

A SAINT-ÉTIENNE

Les Rencontres cinématographiques sont menacées

Que va-t-il advenir des Rencontres cinématographiques internationales de Saint-Etienne ? Le différend qui oppose la nouvelle municipalité stéphanoise au comité d'organisation ne va-t-il pas compromettre la sixième édition du « Cannes stéphanois » lancé, rappelons-le, en 1979 ? Ou alors ne va-t-on pas s'orienter vers deux manifestations parallèles, l'une d'obédience municipale dont la programmation pourrait être confiée à un Parisien, l'autre gérée par le conseil d'administration actuel ?

L'équipe organisatrice, dont Alain Renaud, professeur de philosophie, est la locomotive, la participation de la Société des réalisateurs de films, celle du Syndicat français

des artistes sont contestées. Et on peut sans doute penser que, si la municipalité de M. François Dubanchet (U.D.F.-C.D.S.) n'obtient pas un droit de regard plus conséquent sur les choix et les orientations du conseil d'administration, elle pourrait être tentée de lui couper les vivres.

A l'Assemblée nationale, l'affaire a été évoquée. M. Paul Chomati (P.C., Loire) a attiré l'attention sur la « tentative de mise au pas de la vie culturelle et associative », et sur « les menaces qui pèsent sur les Rencontres ». M. Labarrière, ministre délégué chargé des relations avec le Parlement, lui a affirmé en retour : « Le gouvernement est tout à fait résolu à soutenir les projets culturels élaborés par les collectivités locales qui présentent un intérêt national (...). Mais le maintien de l'aide technique et financière du ministère de la culture est subordonné à la garantie de l'autonomie de programmation et d'action des équipes professionnelles car l'épanouissement de la création artistique et sa diffusion dans la population ne seront pas possibles dans une atmosphère de renouveau, de contrôle, de normalisation, mais suppose le respect de la liberté ».

Ces observations s'appliquent aussi au cas de M. Max Serreau, directeur de la Maison de la culture de Saint-Etienne depuis deux ans et dont M. Dubanchet vient de signer la lettre de licenciement (le Monde du 8 juin). Licenciement, rappelle l'intéressé, pour le motif suivant : « Erreurs de gestion et opposition aux orientations culturelles de la nouvelle municipalité ». Ce qu'il rétorque, bien sûr.

Cela dit, à Saint-Etienne, la décision du maire ne surprend pas. On peut sans doute discuter le bien-fondé des raisons invoquées. Mais on ne saurait s'illusionner que le maire de Saint-Etienne manifeste peu d'enthousiasme à conserver à son service et à la tête de la plus importante structure culturelle municipale un homme qui, lors de la campagne pour les élections de mars 1983 avait pris ouvertement position en faveur du candidat communiste à la mairie, M. Joseph Sanguedolce. M. Sanguedolce l'avait fait venir à la direction de la Maison de la culture deux ans plus tôt.

PHILIPPE MEHNERT.

THÉÂTRE

« LA DÉBUTANTE », d'après Schnitzler, à l'Aquarium

Un papa hors de prix

Le Théâtre de l'Aquarium présente la *Débutante*, une adaptation d'une nouvelle d'Arthur Schnitzler, *Mademoiselle Else*.

Écrivain autrichien né en 1862, Schnitzler était médecin : plusieurs de ses pièces et de ses récits sont « ravivés » par les acquisitions de Freud.

Mademoiselle Else est une jeune fille de dix-neuf ans, invitée par sa tante à venir passer quelques jours dans un palace, en montagne. Elle nous raconte ses impressions : la nouvelle de Schnitzler (écrite en 1924) est un monologue, c'est Else qui parle.

Elle nous indique les messieurs « envisageables » : « C'est dans le hall, le parc, il y a son cousin Paul, pas mal, mais qui file une « love affair » avec une jeune femme mariée, il y a un Italien superbe, qui la fait penser à un faune ».

« Je suis sensuelle », nous dit franchement Mademoiselle Else, qui nous raconte les quelques situations scabreuses qu'elle a connues, provoquées, et quelques rêves aussi.

Mais arrive une lettre de sa mère, qui lui demande, afin de sauver son père menacé de la prison, d'obtenir d'un certain M. von Dornday, vicomte, riche marchand de tableaux, qui séjourne dans le palace, trente mille florins.

Von Dornday accepte de « banquer », à la condition qu'Else se montrera nue devant lui, pendant quinze minutes. Il la regardera, sans plus.

« Il veut me voir nue ? Il y en a d'autres qui le voudraient, je suis belle toute nue », dit Else, qui se révélerait volontiers à son cousin Paul, ou au faune romain, ou à tels autres beaux messieurs qui l'ont un peu provoquée. Mais le marchand de tableaux, quelle malice, ce lui plaît pas.

D'une manière assez systématique, comme si sa nouvelle était un bon exercice de psychanalyse appliquée, Schnitzler entrelace les informations et les réflexions sur la maman d'Else, non aimante, qui veut « éduquer » sa fille, sur son papa, qu'elle aime et qu'elle n'aime pas,

qui va peut-être se suicider, et ce sera Else la futive, sur son oncle qui s'est suicidé à quinze ans, et sur cette proposition, en échange de la liberté de son papa, de se montrer nue à un homme âgé qui ne lui dit rien « physiquement », alors qu'il semble, d'après son monologue, qu'Else, un jour dans l'autre, ne pense guère à autre chose qu'à partager les caresses au besoin violentes d'un homme, de plusieurs hommes, qui ne se contenteront pas de la regarder nue. « J'en ai cent amants, ou mille tant qu'il faut », dit-elle.

Else éblouira de se montrer nue, après le dîner, dans le grand salon, à tous les hommes de l'hôtel à la fin, puis de se tuer aussitôt après. La plus belle page de la nouvelle, la seule vraiment originale, est une révélation d'Else : elle imagine son enterrement. Pour éviter une dépense à son insensibilité de père, elle décommandera son corbillard, et elle ira au cimetière à pied, défunte mais « crâne », et très séduisante, en tête du cortège. Elle marchera si vite que personne ne pourra la suivre. Elle coupera à travers champs, dans les myosotis, les violettes. Des officiers de marine feront la haie : « Bonjour, messieurs, au revoir, la grille, je suis la morte, inutile de me baisser la main pour autant ».

L'un des acteurs les plus fins, les plus singuliers, de la compagnie de l'Aquarium, Didier Bezace, a mis en scène *Mademoiselle Else*. Il fait noir, c'est la nuit, Else erre, en méditant, sur une langue pelouse — de l'herbe véritable, bien verte. Didier Bezace observe l'histoire de poésie discrète, de vérité simple, de mystère profane, qui sont comme la marque du Théâtre de l'Aquarium. Roland Amstutz tient le rôle du marchand de tableaux amateur d'académies féminines, et Bezace a confié le rôle de Mademoiselle Else à une jeune actrice, Hélène Lapiower, qui dispose sans conteste d'une « présence ».

MICHEL COURNOT.

* L'Aquarium à la Cartoucherie de Vincennes, 20 h 30.

« CAVALIER SEUL » à Marseille

L'Orient bavard d'Audibert

Marcel Maréchal présente à Marseille, au Théâtre de la Criée, *Cavalier seul* d'Audibert, spectacle qui vient de tourner en Amérique latine, en même temps que les *Trais mousquetaires*.

Marcel Maréchal aime les auteurs de paroles abondantes, de paroles riches qui roulent dans leurs somnolents des histoires de terre et de chair, des fables aux racines païennes, pleines de fées, d'événements fantastiques. A la parole poétique rien n'est impossible.

Pour toutes ces raisons, Marcel Maréchal aime d'ailleurs Audibert, dont il a mis en scène plusieurs pièces (*la Hoberaute*, *la Paupée* entre autres). Il aime particulièrement *Cavalier seul*, qu'il a rematé quatre fois en vingt ans. De la dernière version, en 1974, au TEP, il a gardé le dispositif scénique : un simple plancher avec, en guise de rideau de fond, une toile de Byzantins, aux couleurs brunes et ravies. Elle symbolise les paysages que rencontre sur sa route le chevalier Mirtus, parti de son Languedoc natal pour les croisades, pour un Orient de légende.

De Byzance à Jérusalem, lui, l'homme de l'Ouest, défricheur, colonisateur, frôle des mœurs de plaisir, dont il profite mais qu'il refuse et pense réformer. Il aime des femmes qui se ressemblent — soumises ou dévorantes. Il rencontre l'homme à la couronne d'épines — Daniel Berlioz, étrange, inquiétant à la frontière du mystique et du cynique, homme à la sagesse rude, gneur qui va être empaillé. Mirtus pourrait prendre sa place, mais l'aventure suprême, il préfère son existence bien halisée de soldat.

Précédemment, Bernard Baillet a été Mirtus. A présent, c'est François Dunoyer, nerveux, fringant, gardant jusque dans ses remous une naïveté adolescente, le charme des enfants gâtés qui se prennent au sérieux et parlent de « grandes choses ». Il n'a pas trop l'occasion de faire évoluer un rôle qui reste de bout en bout le contrepoint stable de variations sur une quinzaine de variations verbales trop souvent verbeuses — Marcel Maréchal disait : « Audibert mange les mots en même temps qu'il les crée, on ne peut pas jouer au sérieux ».

Sa mise en scène accuse le caractère fanatique des personnages qui jalonnent la route de Mirtus — comme les étapes d'une initiation ratée. Ils font des pantins de carton, plus hâlés encore que la BD la moins sophistiquée. Les costumes, il faut l'avouer, sont vraiment laids : trop dans le style déguisements britanniques. Marcel Maréchal, comme avant, joue le père de Mirtus, puis le juif décadent Théopompe III, enfin un calife subtilement pervers. Il est candide, malicieux, malicieusement gourmand. Naturellement il est très bien. Mais il lui est arrivé d'être grandiose — notamment dans le *Bada* de Jean Vautier, un autre de ses auteurs favoris, dont il met en scène la saison prochaine une adaptation du *Rai Lear*.

Monter quatre fois une pièce, c'est peut-être trop. Sans doute celle-ci ne colle-t-elle plus à notre temps où les rêves d'Orient ne peuvent plus être si dorés. Restent les finissements de langage qui, malgré tout, déversent l'enchantement des contes poétiques.

COLETTE GODARD.

MUSIQUE

« TROIS CONTES », d'Ohana à l'Espace Cardin

Un univers enivrant

Créés en 1978 au Festival d'Avignon, les *Trois Contes* de l'honorable fleur ont mis quelque temps à venir jusqu'à Paris à l'Espace Cardin, mais on peut leur prédire une belle carrière avec une « honorable fleur » aussi suave et vénéneuse que Yumi Nara, et dans une mise en scène aussi précieuse, de Patrick Fleury.

Le Japon n'a sans doute été qu'un prétexte pour Maurice Ohana et ses libertés Odile Marcel, un espace poétique ouvert par quelques percussions sèches et quelques notes de « shamisen » (en réalité cordes pincées ou frappées du plectre), avant de voguer dans les mondes merveilleux d'une jeune femme lunaire souriant l'« Ogr » des légendes, mange les jeunes gens, avale le Vent d'est qui l'a poursuivie de ses hommages et se livre au Vent d'ouest, « doux et puissant maître des jardins », incarne enfin la pluie remuée au ciel pour mille en, parce que les anges ont couvert la terre de monstres (humains).

Amusante mise en scène de Patrick Fleury : *Louise Visser* en pyjama se débat, sur la lit de fer de son enfance, avec ses fantasmes qui apparaissent en « multivision » dans les fenêtres, l'armoire à glace, la salle de bains, la télévision. Malgré des efforts désespérés du sympathique chanteur hollandais, on ne comprend rien à ses « comptines perverses et sanguinolentes », d'ailleurs sans queue ni tête.

JACQUES LONCHAMPT.

* Prochaines représentations les 16 et 18 juin (20 h 30) à l'Espace Cardin : coproduction Centre France-lyrique, Théâtre musical d'Angers et Espace Pierre-Cardin. Reprise par le T.M.P.-Châtelet pendant la saison 1984-1985.

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE

HARPE — Premiers prix : Sylvie Perret, Kayo Ishimaru, Serika Nakano, Ingrid Prouceur, Annie Glattauer, Isabelle Moretti, Sahine Chelton, Marie-Pierre Daboval. Deuxièmes prix : Catherine le Bris, Véronique le Maine, Dominique Lesprie.

CLAVECIN — Deuxièmes prix : Hélène Dufour, Sophie Busnengo, Frédéric Michel.

BASSON — Premiers prix : Paul Riveux, Alain Deleurence, Stéphane Tanguy, Frédéric Baron, Christian Cailliet. Deuxièmes prix : Jean-Jacques Decroix, Pascal Thiriot, Nicolas Duhamel, Gilles Portet.

HAUTOIS — Premiers prix : Jean Picard, Alain Hervé, Denis Ruusset. Deuxièmes prix : Pierre Carrette, Pascal Zamora.

VARIÉTÉS

Les cirques Jean Richard déposent leur bilan

La société Chapiteaux Spectacles S.A. qui gère les cirques Jean Richard et Pinder et accuse un passif de dix millions de francs a annoncé son dépôt de bilan avant la fin de la semaine auprès du tribunal de commerce de Senlis.

Chapiteaux Spectacles S.A., dont la famille du comédien Jean Richard détient 40 % des actions, explique la détérioration de sa situation par l'augmentation permanente des frais — notamment du transport et des charges sociales — et la stagnation, sinon la baisse des recettes. Les cirques Jean Richard et Pinder, d'une capacité respective de 2 200 et 3 500 places, ont actuellement un taux moyen de fréquentation de 35 %, tournent onze mois dans l'année et emploient 250 personnes.

Pour tenter de sauver les deux derniers grands chapiteaux français, le personnel de la société Chapiteaux Spectacles S.A. propose, avec l'assentiment personnel de Jean Richard, et de son fils Jean-Pierre, mais sans leur collaboration directe, la création d'une coopérative ouvrière de production dont le statut permettrait d'obtenir quelques avantages fiscaux et financiers, ce qui n'exclurait pas, d'autre part, une réduction importante des dépenses (affichage et frais de transport).

Parcours d'un rêve

C'est en 1957 que Jean Richard a commencé à concrétiser un rêve qui l'a entraîné depuis longtemps : la collaboration d'abord avec le maître écrivain Alexis Gruss, il prend la direction d'un cirque et entre dans la cage aux lions. En 1963, fort de cent-dix véhicules, d'une importante ménagerie itinérante et d'un spectacle renoué avec la tradition, le cirque Jean-Richard entreprend sa première grande tournée. En 1972, le comédien rachète le cirque Pinder, qui fut pendant des années en France le « géant des cirques ». En 1974 il se rend acquiescent du chapiteau Gelade, monté Porte de Pantin et qui devient le nouvel Hippodrome de Paris. Sous ce chapiteau de cinq mille trois cents places, il présente une « pantomime » à grand spectacle : *Bar-Hur*.

En 1975, Jean Richard monte un quatrième cirque, le Nouveau Cirque de Jean Richard, chapiteau spécialement conçu pour visiter les petites villes. Trois ans après, la société Chapiteaux Spectacles Jean Richard S.A. dépose son bilan. Après une restructuration et l'arrêt définitif du dernier-né des chapiteaux, il est créé une nouvelle société d'exploitation, Chapiteaux Spectacle S.A. qui relaie sur la route les cirques Jean Richard et Pinder-Jean Richard.

Mais le cinéma, la télévision, la multiplication des centres d'intérêt ont fait perdre au cirque le plus grand public de son public. Progressivement, Amar, Rancy, Fanni ont disparu. Seuls survivent aujourd'hui

le cirque à l'ancienne des Gruss, devenu cirque national subventionné, l'école nationale du cirque d'Anne Fratellini et quelques petits chapiteaux.

Rappelons que les autres entreprises de Jean Richard — la zoo d'Ermenonville et la mer des Sables sont régies par des sociétés différentes.

NOUVEAU

FILMO

LE LIVRE DE POCHE DU CINÉMA

JEAN PIERRE MELVILLE

ROGER CORMAN

JOSEF VON STERNBERG

BILLY WILDER

Pour chaque cinéaste : biographie, analyse de l'œuvre, filmographie exhaustive, bibliographie, index des opérateurs, musiciens, interprètes et titres originaux cités.

Déjà parus : JEAN-PIERRE MELVILLE par Jacques Zimmer et Chantal de Béchade JOSEF VON STERNBERG par Pascal Mérigau

ROGER CORMAN par Stéphane Bourgoïn BILLY WILDER par Gilles Colpart

Chaque volume, format 150 x 210, illustré : 48 F

edilic

3, rue Récamier, 75341 PARIS CEDEX 07

OLIVIER FRANC JAZZ QUINTET

5, rue Thiers, 92100 Boulogne-Billancourt
TÉLÉPHONE : 804-35-44

REQUIEM DE VERDI

Vendredi 17 juin, 21 h.
Palais des Sports de Levallois
19 bis, rue Gabriel-Péri
92300 LEVALLOIS

Orchestre Pro Arte
Maîtrise Sainte-Chapelle
Direction : F. BARDOT
350 exécutants

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

POLYPHONIX 5 - Bouffes (357-4514), 18 heures : *Un campé-lit*.
MAURICE BAQUET - Espace Galilé (327-13-54), 20 h 30 : *Dejazet*.
DARLING DARLING - Dejazet (887-97-34), 21 heures.

Les salles subventionnées et municipales

OPÉRA (742-57-50), 19 h 30 : *Luisa Miller*.
COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : *Le Médecin volant*/Amphitryon.
CHAILLOT (727-81-15), Grand Foyer : 18 h 30 : *André le bonnetier*; Concert : 20 h 30 : *Musique vivante non-stop percussions*.
ODÉON (325-70-32), relâche.
PETIT ODÉON (325-70-32), 18 h 30 : *Dialogues aux enfers* entre Machiavel et Montesquieu.
TEP (797-96-06), relâche.
Petit TEP, 20 h 30 : *Musique, mécanique et autres diableries*.
BEAUBOURG (277-12-33) (mar.), *Début* : 18 h 30 : *François et compagnie*; à 19 h : *soirée latino-américaine*; à 20 h : *Pickle Family Circus*; à 21 h : *introduction à la musique contemporaine n° 3*; « Répétition et différence »; 19 h : *Pasam living*; 15 h : *Bonjour Monsieur Marnet*; 18 h : *Hollis Frampton*; collections du N.N.A.M.
THÉÂTRE DE LA VILLE (274-22-77), 20 h 30 : *Ballet du grand théâtre de Genève*.
CARRÉ SILVIA MONFORT (531-28-34), 21 h : *les Oiseaux*.

Les autres salles

ANTOINE (208-77-71), 20 h 30 : *Coup de soleil*.
ARTISTIC ATHEVAINS (355-27-10), 20 h 30 : *Le Deuil élastique du bonheur*; *Prélude à R. Mansfield*.
ATELIER (606-49-24), 21 h : *le Neveu de Rameau*.
ATHÉNÉE (742-67-27), 20 h : *Kean*.
CARREFOUR DE L'ESPRIT (633-48-65), 20 h 30 : *Zod* / *Zod* / *Zod* / *Jaques*.
CARTOUCHE, Théâtre du Soleil (374-24-08), 18 h 30 : *La Nuit des Rois*; *Épée de bois* (808-39-74), 20 h 30 : *Patience*, *patience dans l'azur*; *Aquarium* (374-99-61), 20 h 30 : *la Débâcle*.
CENTRE CULTUREL DU MARAIS (272-73-52), 20 h 30 : *Roman Rock à l'heure du thé*.

CHAPELLE SAINT-LOUIS DE LA SALPETRIÈRE (508-09-46), 20 h 30 : *Un campé-lit*.
CITÉ INTERNATIONALE (589-38-69), *Galerie* 20 h 30 : *Dialogue de l'art*; *Ressort* 20 h 30 : *la Musique*; *Grand Théâtre* 20 h 30 : *Roméo et Juliette*.
COMÉDIE CAUMARTIN (742-43-41), 21 heures : *Reviens dormir à l'Elysée*.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (720-08-24), 20 h 45 : *Pauvre France*.
COMÉDIE DE PARIS (252-00-11), 20 h 30 : *Si Gaiety m'était chanté*.
DAUNOU (261-69-14), 21 heures : *Un campé-lit*.
DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h 30 : *Mourir à Colone*.
EDOUARD-VII (742-57-49), 21 h : *Joyeux Pâques*.
ELDORADO (208-45-42), 20 h 30 : *Théâtre de Boulevard*.
ESCALIER D'OR (523-15-10), 20 h 30 : *Abraham et Samuel*; 22 h : *la Sonate de Beethoven*.
ESPACE-MARAIS (271-10-19), 20 h 30 : *le Mariage de Figaro*.
FONTAINE (874-74-40) 20 h 30 : *S. Joly*.
GAITE-MONTMARTRE (322-16-18), 20 h 30 : *Des jours et des nuits*.
GALLERIE 55 (326-63-51), 21 h : *Play it again, Sam*.
HUCHETTE (326-38-99), 19 h 30 : *la Cantatrice chauve*; 20 h 30 : *la Leçon*; 21 h 30 : *Théâtre d'ombres*; 22 h 30 : *les Atours de Noël*.
JARDIN D'HIVER (255-74-40) 21 h : *Transat*.
LA BRUYÈRE (874-76-99), 21 h : *Mort accidentelle d'un anarchiste*.
LUCIENNAIRE (544-57-34) 18 h 30 : *Stella Memoria*; 20 h 30 : *les Mystères du Confessionnel*; 22 h : *Jeu même*; *IL* 20 h 30 : *Miloz*; *Petite salle* 22 h 15 : *Pernis de séjour*.
MADELYNE (265-07-09), 20 h 45 : *l'Amour fou*.
MARAIS (278-50-27), 20 h 30 : *le Plaisir berlioz*.
MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : *la Surprise*.
MICHEL (265-35-02), 21 h 15 : *On dînait au lit*.
MONTMARTRE (320-89-90), 21 h, dim. 15 h : *R. Devos*; *Petit Montmartre* 21 h 15 : *l'Astronome*.
PALAI DES GLACES (607-49-93), 21 h : *Opéra-Louise*.
PLAISANCE (320-00-06), 20 h 30 : *Le Musée noir de Valia Angel*.
POCHE (548-92-97), 21 h : *Vera Baxter*.
POTINIERE (261-44-16), 20 h 45 : *Il signor Fagotto*.
SAINT-GEORGES (878-63-47), 20 h 45 : *Six heures au plus tard*.
STUDIO DES CHAMPS-ÉLYSÉES (723-35-10), 20 h 45 : *le Fauteuil à test-cule*.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »

201-26-20 +

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Jeudi 16 juin

TAI THÉÂTRE D'ESSAI (278-10-79), 18 h 30 : *Huis clos*; 22 h : *Fin de partie*.
TEMPLEURS (272-94-56), 20 h 30 : *Robinson Crusoé*.
THÉÂTRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : *les Babes en bois*; 22 h : *Nous on fait où on nous dit de faire*.
THÉÂTRE DU LYS (327-88-61), 20 h 30 : *Le Monte-Plais*.
THÉÂTRE NOIR (346-91-93), 20 h 30 : *l'ivrogne dans la brousse*; *IL* 20 h 30 : *A petit feu de chagrin*.
THÉÂTRE 15 (588-16-30), 20 h 30 : *la Piège de Méduse*.
THÉÂTRE 18 (226-47-47), 20 h : *Vous avez dit bizarre*; *Aller simple*.
THÉÂTRE PRÉSENT (203-02-55), 20 h 30 : *l'Opéra de quat'sous*.
THÉÂTRE DU RELAIS (358-13-37), 20 h 30 : *Hiedi*.
THÉÂTRE DU ROND-POINT (256-70-80), *Petite salle* 20 h 30 : *Josephine, la cantatrice*.
THÉÂTRE DU TOURTOUR (887-82-48), 21 h : *J. Charby*; *Pour de rire*.
TRISTAN - BERNARD (522-08-40), 21 h 30 : *les Dix Petits Nègres*.
UNION (770-90-84), 20 h 30 : *Vol au-dessus d'un nid de coucou* (en anglais).

Les cafés-théâtres

ATHLETIC (624-03-83), 21 h : *Un caniche sur la banquette*.
AU BEC FIN (296-29-35), 19 h : *Gertrude morte cet après-midi*; 20 h 30 : *Tobu-Bahut*; 22 h : *le Président*.
BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h 30 : *Touchez pas au flic*.
BLANCS-MANTEAUX (887-15-84) 1. 20 h 15 : *Arenu* = MC2; 21 h 30 : *les Démones loules*; 22 h 30 : *les Sacrés Monstres*; *IL* 20 h 15 : *les Cailles*; 21 h 30 : *Qui a tué Betty Grand ?*; 22 h 30 : *Version originale*.
CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), 1. 20 h 15 + sam. 23 h 30 : *Tiens, voilà deux bouffins*; 21 h 30 : *Mangousses d'homme*; 22 h 30 : *L'Amour, c'est comme un bateau blanc*; *IL* 20 h 15 : *Les bleus au feu*; 22 h : *Y'a encore une bombe dans le cerveau de gaulin*; *IL* 21 h 30 : *le Chromosome chatouilleux*.
L'ECUME (542-71-16) 20 h 30 : *J.P. Régim*; 22 h : *Histoire de diabolos*.

LE FANAL (233-91-17) 20 h : *Attendez la fin*; 21 h 15 : *l'Amant*.
LA GAGEURE (367-62-45) 20 h 30 : *Ca n'est pas si grave que ça*; 22 h : *Paroles d'homme*.
LES LUCIOLES (526-51-64) 19 h 45 : *Oy, Mohale, mon fils*; 21 h 15 : *Une chanson, c'est quel défilé*; 22 h 15 : *M. Chevalier*.
PATACHON (606-90-20) 20 h 30 : *Un siflet dans la tête*; 22 h : *D. Louy*; 23 h : *F. Fanel, N. Pili*; *Hommage à E. Piaf*.
LE PETIT CASINO (278-36-50) 21 h : *Guide des conventions 1919*; 22 h 30 : *Jvies pour l'amour*.
POINT-VIRGULE (278-67-03) 20 h 15 : *Tranches de vie*; 21 h 30 : *Casanova babies*; 22 h 30 : *l'Argent de Dieu*.
SENTIER DES HALLES (236-37-27) 20 h 15 : *On est pas des pigeons*; 22 h : *Vous descendez à la prochaine*.
SPLENDID SAINT-MARTIN (208-21-93) 22 h : *M. Sergant*.
LE TINTAMARRE (887-33-82) 20 h 15 : *Phébe*; 21 h 30 : *Apostrophe Na*; *la Timbal*.
THÉÂTRE DE DIX HEURES (606-07-48) 20 h 30 : *Glooble up stories*; 21 h 30 : *Les bûches ont des bûches*; 22 h 30 : *Romantisme et Julia*.
VIEILLE GRILLE (707-60-93) 20 h 30 : *M. Mouton*.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : *François, j'ai mal à mes soies*.

Les comédies musicales

BOUFFES-PARIISIENS (296-60-24), 21 h : *Pha-Pha*.

Le music-hall

BOBINO (322-74-84), 20 h 45, dim. 16 h : *le Cirque imaginaire*.
CASINO DE PARIS (285-00-39) 20 h 30 : *Drôles de femmes*.
CENTRE MANDAPA (589-01-60), 20 h 45 : *Pern Linka*.
MARIGNY (256-04-41), 21 h : *Thierry Le Luron*.
MOGADOR (285-45-30), 20 h 30 : *Dancin'*.

OLYMPIA (742-25-49), 20 h 30 : *R. Bahr, J.-P. Rappat, R. Bohringer*.
TROTTOIRS DE BUENOS-AIRES (250-44-41), 21 h 30 : *H. Molina, W. Rios, C. Pansa*.

La danse

PALAI DES CONGRÈS (758-13-03), 20 h 30 : *la Lac des cygnes*.
TEP DU ROND-POINT (256-70-80), Grande salle, 20 h 30 : *Ballet-Théâtre Joseph Rausilo*.

Les concerts

LUCERNAIRE, 19 h 45 : *M. Yatomaru, C. Soricic* (Bach, Doppler, Bartok); 21 h : *N. Hansen* (Mozart, Haydn, Schubert).
ESPACE-GAITE, 22 h : *A. Kronski* (Gardjeff, Hartmann, Scriabine).
EGLISE SAINT-LOUIS-EN-ÎLE, 21 h : *Chœur Josquin des Prés, chœur et orchestre Varenne*, dir. : *M. Corcier* (Brahms, Schubert).
THÉÂTRE CONSTANCE, 20 h 45 : *N. Belton, C. Molinaro, M. Lesnec*, P. Lambert.
EGLISE SAINT-GERMAIN-L'AUXERROIS, 20 h 45 : *Ensemble Acares, E. Szokollosi*, Ensemble de flûtes à bec C. Fanchart (Coperin, Corelli, Bach).
EGLISE SAINT-JULIEN-LE-PAUVRE, 20 h 30 : *Orchestre de Paris*, dir. : *D. Barenboim* (Mozart).
ESPACE CARDIN, 20 h 30 : *Orchestre philharmonique des pays de la Loire*, dir. : *M. Soustrot* (Ottavini).
THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES, 20 h 30 : *Orchestre de Paris*, dir. : *D. Barenboim* (Mozart).
CENTRE CULTUREL CANADIEN, 20 h 30 : *H. Boukhan* (Bach, Chopin, Rachmaninov...).

Jazz, pop, rock, folk

ATMOSPHÈRE (249-74-30), 20 h 30 : *OVO*.
CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : *M. Smory*.
CHAPPELLE DES LOMBARDS (357-24-24), 22 h 30 : *Groupe Carmel*.
DÉPOT-VENTE (637-31-87), 21 h 30 : *N. Holloway, Big Band R. Guérin*.
DUNOIS (384-72-00) 20 h 30 : *T. Homsin*.
FORUM (297-53-39), 21 h : *Humair, Texier, Jeannette; E. Le Lann*.
MEMPHIS MELODY (329-60-73), *M. Anconina*.
NEW MORNING (523-51-41), 20 h : *Be-tin*.
PALACE (246-10-87), 19 h 30 : *Kajago-joo*.
PALAI DES SPORTS (828-40-90), 21 h : *Al Jarreau*.
PETIT JOURNAL (326-28-59), 21 h 30 : *Joe Turner*.
PETIT OPPORTUN (236-01-36); 23 h : *Steeleye Nipper*.
RADIO-FRANCE, Auditorium 104 (324-15-16), 18 h 30 : *Grand Orchestre Lamière, L. Cugny*.

SLOW CLUB (233-84-30), 21 h 30 : *Cl. Laine*.
THÉ DE PARIS (280-09-30), 21 h : *G. Arvanitis*.

Festivals

XX FESTIVAL DU MARAIS (887-74-31)
HOTEL DE BETHUNE - SULLY 21 h 30 : *Orphée*.
CENTRE CULTUREL DE WALLONIE-BRUXELLES, 20 h 45 : *Vingt minutes d'extra*.
CARREAU DU TEMPLE 21 h 30 : *Vi-trimes*.
TH. ESSAYON I, 18 h 30 : *Un mari à la porte*; 20 h 30 : *Le nè de Saint-Denis*; 21 h 45 : *Sally Marx*; 22 h 15 : *Bertrand trip-toss*.
PLACE DU MARCHÉ-SAINT-CA-THÉLINE, 19 h 30 : *En sang sur les Cheminées*.
CAVE GOTHIQUE DE L'HOTEL DE BEAUVAIS, 20 h 30 : *la Capote*; à 22 h : *les Mots qui pendent*.
VII SORRÈS DE SAINT-AIGNAN (354-06-60)
Hôtel de Saint-Aignan, 21 h : *A. Dello-Vigne* (Mozart, Beethoven, Ravel).
PRINTEMPS DE LA JEUNE CRÉATION (Quartier des halles) (547-50-85)
THÉÂTRE : Th. de l'Épicerie, 20 h 30 : *Café-Théâtre*.
DANSE : Espace de l'Horloge, 18 h 30 et 20 h 30 : *Ce Signe, Gwail V. Catala-Lemont, Rubens Danca Guilloum*, Bas productions-M. Lefèvre-Frédéric, M.O.T.U.S. Danca, Random.
MUSIQUE : Crypte Sainte-Agathe, 20 h 30 : *G. et Ch. Andrieux*.
Galerie des Lombards, 20 h 30 : *Samar-kand Djin concept*.
FOIRE SAINT-GERMAIN
Salle des Fêtes de la Mairie, 20 h 45 : *Carnet d'été*; 18 h 30 : *M. Mac-quard, L. Tan*.

En région parisienne

CHATELAIN-MALABRY, Église Sainte-Bathilde, 20 h 30 : *J. Estournet, E. Balmes, G. Cousse, A. Mounier, K. Amasson* (Spahr, Colderidge, Taylor...)
MONTREUIL, TEM (858-65-33), 1. 21 h, Dim. : *les Soldats*.
NANTERRE, Th. par le Bas (775-91-64), 20 h : *les Coel*.
SAINT-DENIS, Festival (243-00-59), Th. Glend-Pélie, 20 h 30 : *R. Brunas* (Verdi, Tosti, Donizetti).
VERSAILLES, XX Festival (950-36-22), Chapelle de l'Hôpital, 21 h : *Ensemble vocal G. George* (Josquin des Prés, Gossuile, Brahms).
VINCENNES, Th. Daniel-Sorano (374-73-74), 21 h : *Il flotte dans l'air des cul-lers de parades*.



"33" Extra Light.

Extra bonne. Extra légère.



"33" Extra Light.
La nouvelle bière avec très peu d'alcool.

33

الجمعة 15 يونيو 1983

SPECTACLES

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (784-24-24)
15 h. Symphonie humaine, de C. L. Bruggin; 17 h. Les Perséides, de M. Radford; 19 h. Les Perséides, de M. Radford; 21 h. Les Perséides, de M. Radford.

BEAUBOURG (278-35-57)
Cannes 83 - Quinze des réalisateurs; 15 h. Les Perséides, de M. Radford; 17 h. Les Perséides, de M. Radford; 19 h. Les Perséides, de M. Radford; 21 h. Les Perséides, de M. Radford.

Les exclusivités

AMÉRIQUE TEENAGERS (A. v.o.) : Américains, 19 (359-10-08); V.I. : Les Perséides, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (233-56-70); Faure, 13 (331-60-74).

AMÉRIQUE INTERDITE (A. v.o.) : Américains, 19 (359-10-08); V.I. : Les Perséides, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (233-56-70); Faure, 13 (331-60-74).

ANNA (Port. v.o.) : République cinéma, 11 (805-51-33).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Ann. v.o.) : Form, 1 (297-53-74); Américains, 19 (359-10-08); V.I. : Les Perséides, 2 (742-60-33); Richelieu, 2 (233-56-70); Faure, 13 (331-60-74).

ATOMIC CAFE (A. v.o.) : Épis de la vie, 3 (337-57-47); Studio St-Sébastien, 3 (354-50-91); Cinéma, 6 (633-10-82).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap. v.o.) : Toulon, 3 (277-94-56).

LES AVENTURES DE L'ARCHE PERDUE (A. v.o.) : Trois Hauts, 9 (770-47-55).

LES AVENTURES DU BOUT DU MONDE (A. v.o.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27); Toulon, 3 (264-51-98).

LA BALANCE (Fr.) : Richelieu, 2 (233-56-70).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Desfer, 14 (321-41-01).

BERLIN HARLEM (Ail. v.o.) : Mairie, 4 (274-47-85).

BLADE RUNNER (A. v.o.) : Opéra Night, 2 (296-62-56).

BRISBY ET LE SECRET DU NINJA (A. v.o.) : Cinéma St-Germain, 6 (R. sp.) (633-10-82).

CARBONE 14, LE FILM (A. v.o.) : Le Paris, 4 (274-47-85).

CEST FACILE, CA PEUT RAPPORTER VINGT ANS (Fr.) : Marboul, 8 (225-18-45).

CHICANOS STORY (A. v.o.) : Elysées, 13 (329-43-11).

LE CHOIX DE SOPHIE (A. v.o.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27); Toulon, 3 (264-51-98).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : Cité Beaubourg, 3 (271-52-36); 14 Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

DE MAO A MOZART (A. v.o.) : St-Ambroise, 11 (700-89-16).

DAR L'INVINCIBLE (A. v.o.) : Gallé, 2 (233-56-70).

DARE CROSTAL (A. v.o.) : Paramount Opéra, 2 (261-50-32).

DIALOGUE DE ROME (Fr.) : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

LE DÉMEURÉ (Fr.) : Gaumont Hall, 1 (297-53-74); Richelieu, 2 (233-56-70); Faure, 13 (331-60-74).

LE DÉMEURÉ (Fr.) : Gaumont Hall, 1 (297-53-74); Richelieu, 2 (233-56-70); Faure, 13 (331-60-74).

LES FILMS NOUVEAUX

LE BATAILLON, film français de Bertrand Van Effenterre, Paramount-Montparnasse, 6 (544-14-27).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André, 1 (297-53-74); Richelieu, 2 (233-56-70); Faure, 13 (331-60-74).

FANNY ET ALEXANDRE (Suis. v.o.) : Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LES FILMS NOUVEAUX

LE BATAILLON, film français de Bertrand Van Effenterre, Paramount-Montparnasse, 6 (544-14-27).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André, 1 (297-53-74); Richelieu, 2 (233-56-70); Faure, 13 (331-60-74).

FANNY ET ALEXANDRE (Suis. v.o.) : Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LES FILMS NOUVEAUX

LE BATAILLON, film français de Bertrand Van Effenterre, Paramount-Montparnasse, 6 (544-14-27).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André, 1 (297-53-74); Richelieu, 2 (233-56-70); Faure, 13 (331-60-74).

FANNY ET ALEXANDRE (Suis. v.o.) : Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LES FILMS NOUVEAUX

LE BATAILLON, film français de Bertrand Van Effenterre, Paramount-Montparnasse, 6 (544-14-27).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André, 1 (297-53-74); Richelieu, 2 (233-56-70); Faure, 13 (331-60-74).

FANNY ET ALEXANDRE (Suis. v.o.) : Opéra, 2 (261-50-32); U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (Ail. v.o.) : 14-Juillet, 14 (322-40-01); Mairie, 4 (274-47-85).

COMMUNICATION

LE DÉVELOPPEMENT DES INDUSTRIES AUDIOVISUELLES

Nouveaux médias cherchent financiers

Les nouveaux médias sont-ils une chance pour l'industrie des programmes comme l'affirmait le titre du colloque qui a réuni quatre cents personnes les 15 et 16 juin, à Paris (1) ? Aucun des intervenants — parmi lesquels trois ministres, MM. Fillioud, Méaxandrea et Lang — n'a semblé en douter, même si peu de réponses précises ont été données aux principales questions en suspens sur la façon dont se développera la « révolution audiovisuelle ».

Le cadre juridique définit, par la loi sur la communication audiovisuelle n'a pas encore un an et demeure incomplet. M. Georges Fillioud a indiqué, à cet égard, que les textes d'application qui concernent le plan câble paraîtront sous formes de « dispositions transitoires ». Le ministre délégué à la culture a évoqué l'adoption prochaine par le gouvernement d'un

projet de loi sur les droits d'auteur et des artistes interprètes qui devrait réformer les dispositions de la loi de 1957 rendues obsolètes par les nouvelles technologies. M. Jack Lang a, d'autre part, annoncé la création d'une Agence pour la culture par les nouvelles technologies (OCTET) qu'animerait M. Daniel Populus.

Un Institut de financement du cinéma et des industries culturelles devrait être mis en place, pour favoriser l'accès de ce secteur aux prêts participatifs ou aux prêts à court terme. Ce dernier point, ainsi que le projet de création d'un fonds de soutien, est, peut-être, l'essentiel. Car si tous, officiels, industriels et gens de spectacles s'accordent pour attribuer aux activités de communication un rôle croissant, il est une catégorie que l'on a encore peu entendue : les financiers.

Supposons qu'en 1990 l'ensemble des pays européens disposent, outre leurs chaînes classiques, d'une télévision par satellite et de réseaux câblés ; supposons que les produits cinématographiques représentent un tiers de la programmation comme c'est le cas aujourd'hui ; les besoins en films des réseaux européens représenteraient alors cinq cent mille heures. Même si ce chiffre, extrait d'un rapport européen (1), n'est qu'une évaluation, il a de quoi laisser rêver si l'on songe que la production cinématographique européenne ne dépasse pas actuellement les mille heures par an.

Devant un tel défi économique et culturel, à n'est pas étonnant que tous la réflexion sur les nouveaux médias se concentre aujourd'hui autour d'une seule question : comment bâtir rapidement une industrie de programmes ? Conscient de l'enjeu, le ministre de la culture, M. Jack Lang, a rappelé la trilogie volontariste du gouvernement : développement des réseaux, dynamisation de l'industrie de programmes, renforcement de la création vivante. Mais l'annonce d'une politique, même volontariste, ne fait pas un marché. A l'exception de quelques dossiers en voie de réalisation ou d'étude (nouvelles images, dessins animés, jeux vidéo), les choses n'ont guère évolué : où sont les investissements ? Où sont les productions destinées à la quatrième chaîne ou câble ?

L'ensemble des partenaires publics ou privés semblent pris dans la même contradiction : comment investir aujourd'hui sur un marché qui ne sera rentable que dans cinq ou six ans, lorsque le nombre d'abonnés au câble et à la quatrième chaîne sera suffisant pour dégager des recettes importantes et justifier l'intérêt des publicitaires ? On se tourne tout naturellement vers les banques et les établissements financiers. Mais le dialogue n'est pas aisé. Le ministre de la culture se plaint de l'indisposition du secteur bancaire français à ces industries à haut risque que sont les programmes audiovisuels. Les responsables financiers présents au colloque (B.N.P., Worms, Indo-Suez, Caisse des dépôts) répondent qu'ils ne sont pas des mécènes et qu'ils ne sauraient s'engager sans connaître les règles du jeu.

Quelles sont ces fameuses règles du jeu qui concernent aujourd'hui toutes les incertitudes et justifient un attentisme généralisé ? Tout

1 % de la filière électronique

Autre sujet d'interrogation, le partage des rôles entre l'initiative privée et la puissance publique. Transmis par des années de monopoles, le secteur privé voit aujourd'hui l'intervention de l'Etat. Quant aux pouvoirs publics, ils hésitent visiblement entre un libéralisme affiché et le volontarisme d'intervenir directement pour mobiliser les énergies. Les questions ne manquent pas : quels seront la nature juridique et le statut des charges de la quatrième chaîne ? Quelle sera la politique de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle vis-à-vis des autorisations de programmes ? Les P.T.T. se réservent-ils l'exploitation des services interactifs (télépaiement, relevé automatique, téléseigne, etc.) qui constitueront à terme la part la plus rentable des réseaux câblés ? De la même façon, l'intervention de la mission de M. Bernard Schreiner dans la distribution de deux mille heures de programmes ou le monopole de la société de commercialisation sur les droits dérivés des émissions de télévision, apparaissent, pour les partenaires privés, comme des interventions arbitraires de l'Etat. A toutes ces incertitudes, s'ajoutent celles qui pèsent sur le statut financier du secteur public. M. Georges Fillioud a plaidé pour qu'un fonds de 300 millions de francs soit affecté à la création audiovisuelle dès l'année prochaine (le Monde du 7 mai), mais on connaît les contraintes de la préparation du budget. Pourtant, le dévelop-

Les radios locales de Radio-France

RÉACTIONS DIVERGENTES AU DÉPART DE M. MARCHAND

Les questions soulevées par la décentralisation de Radio-France et le départ forcé de celui qui en était le principal responsable, M. René Marchand (le Monde du 16 juin), suscitent des réactions au sein de la société.

Si la C.F.D.T. considère comme « un élément positif » le départ du directeur du développement qu'elle demandait depuis deux ans, le syndicat général des journalistes F.O. s'inquiète davantage de la nomination de M. Didier Béraud, son successeur intérimaire, qu'elle présente comme « le conseiller C.F.D.T. du président de Radio-France » pour la décentralisation.

Les responsables des quatorze radios décentralisées ont envoyé à M. Jean-Noël Jeanneney, P.-D.G. de Radio-France, une lettre dans laquelle ils demandent des précisions sur les changements de politique envisagés par le président, ainsi que sur l'articulation hiérarchique de la nouvelle structure avec les stations. Rendant hommage au rôle déterminant joué par M. Marchand et « constatant que la réussite, peut déboucher sur un licenciement », ils concluent en « s'interrogeant sur leur avenir dans l'entreprise ».

E.R.

SONDAGES D'OPINION ET PUBLICITÉ

IPSOS et Publicis fondent une filiale commune pour la création de banques de données

La société IPSOS (études et sondages) et la S.G.I.P., filiale informatique de Publicis, ont décidé la création d'une société commune « de participation » à parts égales de 50 %.

La vocation est de permettre une diversification dans des activités jugées prometteuses, particulièrement dans le domaine des banques de données.

L'un des premiers projets annoncés vise à rassembler l'ensemble des sondages d'opinion que publie régulièrement la presse au fil des jours sur tous les sujets. Le suivi et l'analyse des enquêtes d'opinion deviennent, en effet, de plus en plus difficiles en raison de leur multiplication. Quelque cinq cents sondages seraient réalisés à présent chaque année ; et à eux seuls, les « baromètres » auraient triplé depuis mai 1981. Réunies dans un seul fonds, ces données permettraient facilement des compilations ou comparaisons sur une longue période.

Cette banque, intitulée « club de l'opinion », serait, en outre, enrichie des résultats détaillés des scrutins politiques. L'abonnement serait compris entre 600 francs et 800 francs par mois pour un nombre d'interrogations plafonné afin d'éviter qu'elle ne soit « pillée » par les utilisateurs.

Un autre projet s'adresserait, lui, aux milieux professionnels de la publicité. Son principe repose sur un regroupement des tests réalisés auprès des consommateurs sur différents produits, avec des données dé-

rivant par le menu le mode des campagnes publicitaires ayant servi à les promouvoir afin d'en tirer des enseignements sur l'évolution et la « sensibilité » des marchés.

La filiale d'IPSOS et Publicis serait elle-même le « serveur » de ces banques, dont la mise en route est annoncée pour la fin de l'année, dès que l'implantation des Miotel par les P.T.T. aura commencé en région parisienne (1).

A ce titre, les projets annoncés ont une double signification. L'arrivée, parmi d'autres, de ces nouveaux intervenants sur le marché du traitement de l'information automatisée — activité encore largement délaissée — aujourd'hui — semble indiquer que le plan télématique des pouvoirs publics, qui offrira les débouchés d'une grande clientèle potentielle, commence à « prendre ». Mais en commercialisant à grande échelle, avec des perspectives de rentabilité, des données dont ils s'assurent pas la production, ou en partie seulement, les promoteurs de ces banques risquent de poser avec plus d'acuité que jusqu'à présent le problème juridique non résolu de l'exploitation informatique de données publiques.

(1) Terminaux permettant l'interrogation des banques de données de l'annuaire électronique en voie de constitution en France.

Vendredi 17 juin à 20 heures

COURSES à VINCENNES

Pari jumelé dans toutes les courses
Pari trio à chaque réunion

Retenez votre table au « Privé » 989-67-11

Prochaines soirées :

21-24-27 JUIN

Jeudi 16 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

20 h 35 Téléfilm : Il faut marier Julie. De G. Laporte, réal. M. Marino.
21 h 15 Téléfilm : La fille qui cherche mari, faux prétendant s'abstient... Les efforts de Dominique Lafin (Julie) et Pierre Clément (Claude), le montage serré, les scènes bien filmées, ne peuvent rien contre un scénario soporifique.
22 h 5 Lettres d'un bout du monde : Un voyage en Grèce. Réal. J.-E. Jeannesson.
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

20 h 35 L'histoire en question : Mourir à Guernica. La petite ville de Guernica est bombardée par l'aviation fasciste le 26 avril 1937. L'un des plus grands massacres de la guerre civile espagnole raconté par Alain Decaux.
21 h 55 Magazine : Les enfants du rock. Mode musique, musique mode, avec Bauhaus, Echo and the Bunnymen, Indis, Mari Wilson, Orange Juice, Ultravox, Animal Nightlife, Supersound.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

20 h 40 Film : Le Chevalier de Mauplin. Film italien de M. Bolognini (1965), avec C. Spasik, R. Hossein, T. Millan, O. Piccolo, A. Alvarez (Rédif.).
21 h 15 Journal.

de force comme soldat et s'éprend d'un capitaine auquel elle n'a pas révélé la vérité. Inspiré d'un roman de Théophile Gautier. Libertinage et ambiguïté sexuelle permanente par l'utilisation du travesti. Raffinement et préciosité de la couleur.

22 h 5 Journal.
22 h 25 Vous avez dit Alsacien. Émission de J.P. Aron.
C'est autour de la question linguistique : quelle langue parle-t-on en Alsace que s'organise un tour d'horizon politique (l'Alsace est-elle inductuellement conservatrice ?), religieux (catholiques, protestants, juifs), artistique (art gothique flamboyant). Des bons documents d'archives commentés avec un certain humour.
23 h 25 Une minute pour une image. D'Agès Varda.
23 h 30 Prélude à la nuit.
« Sonate pour violon et piano. Gipsy, andante et tango », de E. Dohnanyi par E. Friedman (violon) et Laurent Petitgirard (piano).

FRANCE-CULTURE

20 h, Nouveaux répertoires dramatiques : « Lady M », de D. Lemaître, suivi d'un entretien avec l'auteur ; « L'Imbroglio », de R. Pinget.
22 h 30, Nuits magiques : la septième face du dé ; à 23 h 5, Raymond Roussel.

FRANCE-MUSIQUE

20 h 30, Concert (donné le 12 août 1982) Fantaisie en ut mineur, « Ricercare » de Bach, « Sonate en trio en ré mineur », de Janitsch, « Trois préludes chorals », de Krimberg, « Fantaisie », de Liszt, avec D. Chazotte, orgue.
22 h, Cycle acoustique : Bayle, Petit.
23 h, Fréquence de nuit, made in U.S.A. : La 52^e rue, « Swing street » : œuvres de Gillespie, Goodman, Walker Hawkins, Parker, Basie.

Vendredi 17 juin

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11 h 35 Vision plus.
12 h 15 L.F. 12 (info).
12 h 30 Atout cœur.
13 h 15 Journal.
13 h 50 Portes ouvertes. Les réalisations des P.T.T. en faveur des handicapés.
14 h 15 C'est à vous.
14 h 25 Le village dans les nuages.
14 h 50 Histoire d'enfants.
15 h 5 Météorologie.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Les uns pour les autres.
20 h 15 Journal (et à 22 h 45).

20 h 35 Variétés : Formule 1, de M. et G. Carpentier. Avec Serge Lama, Marie-Foï Nat, Michel Duchaussoy et les ballets d'opéra de l'Opéra de Paris.
21 h 40 Téléfilm : Le grand jeu. De M. O'Glor et R. Sanga, avec S. Amidon, A. Blanchard, H. Melnik.
21 h 50 Téléfilm : Le grand jeu. De M. O'Glor et R. Sanga, avec S. Amidon, A. Blanchard, H. Melnik.
22 h 15 Journal.
22 h 30 Les grandes expositions : Monet.
23 h 15 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

10 h 30 ANTOPE.
12 h 15 Journal (et à 12 h 45).
12 h 30 Jeu : L'Académie des neuf.
13 h 35 Émissions régionales.
14 h 50 Le théâtre : Les amours des années folles.
14 h 55 Aujourd'hui la vie.
15 h 5 Téléfilm : Les personnes déplacées. De H. Foa, réal. G. Jordan.
15 h 55 Téléfilm : Les personnes déplacées. De H. Foa, réal. G. Jordan.
16 h 15 Reprise : L'histoire en question. Mourir à Guernica (diff. le 16 juin).
17 h 20 Informations.
17 h 45 Récré A 2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Boulevard.
20 h 15 Journal.
20 h 35 Série : Par ordre du roi. De P. Dumayet, réal. M. Mirani. Avec C. Jarret, M. Vialy, J.-P. Darras.
21 h 45 Apostrophes.
21 h 55 Apostrophes.
22 h 15 Journal.
22 h 30 Ciné-club (cycle les années 70) : Comment ça va ? Film français de J.-L. Godard et A.-M. Mifville (1975). Habitant en province, le fils d'un syndicaliste parisien de la presse reçoit une lettre de son père lui racontant ses démêlés avec une jeune gauchiste au cours d'un reportage vidéo sur le journal communiste où il travaille, l'été en cause des méthodes de fabrication et de circulation de l'information. Des conversations qui ressemblent à des discours, selon l'inspiration pédagogique de Godard à cette époque.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

18 h 30 Pour les jeunes.
19 h 55 Tribune libre.
20 h 15 Journal.

19 h 10 Journal.
19 h 15 Émissions régionales.
19 h 50 Dessin animé : Vagabul.
20 h 15 Les jeux.
20 h 30 D'accord, pas d'accord. (I.N.C.).
20 h 35 Vendredi : Les communautés juives face à la violence. Magazine d'information de A. Campas.
21 h 15 Journal.
21 h 25 Téléfilm : Le grand jeu. De M. O'Glor et R. Sanga, avec S. Amidon, A. Blanchard, H. Melnik.
21 h 50 Téléfilm : Le grand jeu. De M. O'Glor et R. Sanga, avec S. Amidon, A. Blanchard, H. Melnik.
22 h 15 Journal.
22 h 30 Les grandes expositions : Monet.
23 h 15 Journal.

FRANCE-CULTURE

7 h 2 Mathématiques : l'Égypte, porte de l'Orient ; l'orientalisme : le carrefour insalubre.
8 h 15 Les chemins de la connaissance : quelques négociations de hasard ; à 8 h 32, Elise Reclut, un géographe libéral.
8 h 50 Échec au hasard.
9 h 15 7^e Minute des arts du spectacle.
10 h 45 Le texte et le langage : l'Amateur d'absolu, de L.-A. Prat.
11 h 20 Le jeu de la musique, voyage à travers les compositions musicales de femmes (et à 13 h 30 et 16 h).
12 h 5 Agora.
12 h 45 Passerons.
14 h 15 Son.
14 h 15 Un livre, des voix : « Le Chien-loup », de J. Fernet.
14 h 45 Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire (J.-B. Rossi).
18 h 30 Festival : Le grand livre des aventures de Brotagne.
19 h 15 Actualité magazine.
19 h 30 Les grandes aventures de la science moderne : Sophia Antipolis.
20 h 15 Dialogues, L'Association Franco-Etats-Unis et Franco-Culture : conjoncture mondiale, risques et espoirs, avec H. Kinsinger, et R. Aron.
21 h 30 Black and blue : jazz retrouvé.
22 h 30 Nuits magiques : la septième face du dé ; Raymond Roussel.

FRANCE-MUSIQUE

6 h 2, Musiques du monde : œuvres de Stravinsky, Monteverdi.
7 h 15, Concert : concerto pour piano de Chopin.
7 h 45, Le journal de musique.
8 h 10, Concert : œuvres de Schubert, Janacek, par le Quatuor Telich.
9 h 15, Musiques d'aujourd'hui : naissance de l'opéra russe : œuvres de Fokor, Rimsky-Korsakov.
12 h 35, Jazz s'il vous plaît.
13 h 15, Arts de recherche : Charpentier.
13 h 30, Jazzy asphalte : œuvres de Haydn, Milhaud, Stravinsky, par A. Hallin, violon, L. Lovano, alto.
14 h 15, Équivalences : Bach, Fauré.
14 h 30, Les enfants d'Orphée.
15 h, Pologne mes complices : œuvres de Kilar, Szymanowski, Moniuszko, Rzycki.
17 h 15, Les intégrales de la musique de chambre de Mendelssohn.
18 h, Jazz.
18 h 30, Studio-concert (en direct du Studio 106) : œuvres de Marais, Rameau, sol. M. Muller, viole de gambe, A. Parker-Zylberajch, clavier.
19 h 35, L'improvisation.
20 h 30, Concert : (en direct de la salle Pleyel) : « Parsifal » (extraits) de Wagner, « Ein deutsches Requiem » de Brahms par le Nouvel orchestre philharmonique et les chœurs de Radio-France, dir. U. Segal, sol. F. Robinson, soprano, B. Luxon, basse.
22 h 30 Fréquence de nuit : le complot (drame musical instantané) : œuvres de Hendrix, Monk, Davies, C. Berberian, Ives.

PARENTS...

En fin d'études secondaires (1^{re} ou terminale)

faites préparer à vos enfants en 1. à 3 ans une carrière commerciale aux débouchés nombreux et sûrs (gestion, marketing, informatique, secrétariat)

Enseignement privé

E.P.P.A.

14, bd Gouvion-Saint-Cyr (17^e)

Tél. : 574-58-51

DES ÉQUIPES POUR LUTTER CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE



La « dynamique » des zones d'éducation prioritaires

La création de zones d'éducation prioritaires (ZEP) fut l'une des premières décisions, dès l'été 1981, du nouveau ministre de l'Éducation nationale, M. Alain Savary. Il s'agissait de compenser les insuffisances de l'école par un renforcement sélectif de l'action éducative dans les zones et dans les milieux sociaux où le taux d'échec scolaire est le plus élevé (1). Cette volonté de « donner plus à ceux qui ont le moins » correspondait, dans son principe, à une revendication défendue depuis plusieurs années par le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.).

Dans chaque académie, une concertation entre les services rectoraux, les enseignants des premier et second degrés, les associations et tous les partenaires du système éducatif devait aboutir à la délimitation de zones particulièrement défavorisées au regard de certains critères sociaux, économiques et culturels (implantation géographique, composition des familles, présence d'enfants étrangers, retards sco-

laire, etc.). Après examens par les inspecteurs d'académie des projets élaborés localement, la liste des ZEP était arrêtée par le recteur. L'existence de projets pédagogiques concrets présentés par les enseignants conditionnait en effet l'affectation des crédits dérogés. Favoriser une étroite collaboration entre les équipes éducatives de tous les établissements compris dans la zone (maternelles, écoles élémentaires, collèges, lycées d'enseignement professionnel), améliorer le climat scolaire, rénover les pratiques pédagogiques, figurer parmi les objectifs généraux retenus. Après une période de mise en place, c'est à la rentrée 1982 que l'action a pu entrer dans sa phase de concrétisation. Trois cent soixante-trois zones regroupant 8,7 % des élèves du premier degré, 10,6 % des collégiens et 8 % des élèves de lycée d'enseignement professionnel (LEP) ont été créées par les recteurs, en grande majorité en milieu urbain.

Le classement en ZEP comporte l'attribution de moyens spécifiques : deux mille huit cents postes,

dont une moitié correspondent à des maintiens sur place malgré la baisse démographique (principalement dans les écoles), sont affectés à des réductions d'effectifs, des actions de soutien, des décharges d'horaires pour les tâches de coordination essentiellement. Des heures supplémentaires et des crédits de fonctionnement sont répartis par les rectorats, tandis que certaines collectivités publiques (départements, établissements publics régionaux, D.D.A.S.S., etc.) apportent leur contribution à des opérations d'aménagement de locaux ou de constitution de bibliothèques. Des associations familiales ou d'éducation populaire soutiennent aussi les ZEP de façon militante.

À la rentrée 1983, la quasi-totalité des zones prioritaires seront reconduites. Moins d'une dizaine seront supprimées faute d'avoir été soutenues par un projet, et les créations de zones nouvelles ne pourront être qu'exceptionnelles, amoncelées au ministère de l'Éducation nationale. Dans les écoles élémentaires

« prioritaires », les moyens devraient être reconduits, voire renforcés par le jeu de la baisse démographique, mais la situation risque d'être plus tendue dans les collèges où l'on enregistre une tendance inverse.

L'affectation prioritaire des personnes volontaires pour exercer dans les ZEP est préconisée. L'articulation des projets poursuivis dans les zones prioritaires avec l'entreprise de rénovation des collèges n'est pas encore définitivement établie, mais il apparaît que la majorité des « projets ZEP » ne contredisent pas les propositions du rapport Lègand sur les collèges. Les ZEP pourraient donc bien être un terrain prioritaire à nouveau, pour les futures actions de rénovation.

(1) Dans 5 % des secteurs scolaires, près d'un élève de sixième sur quatre a un retard de deux ans ou plus, alors que le moyenne nationale est de 13,5 %.

« Pendant vingt-quatre ans, j'ai eu l'impression de remplir le trou des Danalds. Depuis cette année, j'ai le sentiment que la mayonnaise prend. » Que s'est-il passé dans les établissements scolaires de Hem, petite ville ouvrière de la banlieue de Roubaix (Nord), pour que l'on entende pareille réflexion dans une salle de professeurs ? Surtout dans une ville-dortoir où la montée du chômage, l'absence d'animation et la dégradation rapide de l'environnement ne sont conjuguées pour empêcher depuis quelques années la commune d'absorber des problèmes graves de délinquance.

Dans ce contexte marqué par un important taux d'échec scolaire — 30 % des enfants nés en 1966 sont entrés au collège avec deux ans de retard avant de terminer leur scolarité au C.P.P.N. (1) — les enseignants, jeunes en général, souvent « parachutés » dans le Nord pour leur premier poste, réfléchissent depuis quelques années aux moyens de combattre les inégalités et les problèmes d'adaptation — 30 % des enfants de la zone ont des parents non francophones.

L'idée de former une zone d'éducation prioritaire (ZEP), alors que Hem ne figurait qu'en cinquante et unième position sur la liste établie par les responsables de l'académie de Lille, est née dans un climat de méfiance : « A quoi bon être catalogué « zone à problème » ? N'est-ce pas une nouvelle invention du ministère pour augmenter les horaires des enseignants en douzeur ? On n'a pas attendu un décret pour s'attaquer au problème de l'échec scolaire ! Tout s'est décidé un soir de janvier 1982, lorsque plus d'une centaine de personnes, enseignants, travailleurs sociaux, parents d'élèves, élus, se sont réunis à la salle des fêtes, à l'invitation du maire, et de l'inspecteur départemental de l'éducation nationale. Quelques semaines

plus tard, le principe d'une zone d'éducation prioritaire (ZEP) englobant les deux collèges de la ville, six des sept écoles élémentaires et quatre des sept maternelles, était accepté par le recteur.

Si Hem a été choisi, explique Mme Annette Vilette, principal du collège Elsa-Triolet, c'est « parce qu'un projet contre l'échec scolaire mûrissait depuis six ans parmi une équipe de jeunes professeurs très dynamiques ». Un professeur du collège confirme : « Nous nous sommes dit : à trente ans, il n'est pas possible de se bagarrer encore durant trente ans avec les élèves. Il faut chercher autre chose. » Un épaissi dossier intitulé « Pour que l'Éducation soit une priorité » regroupait les projets pédagogiques de chaque établissement et définissait les objectifs globaux : assurer la continuité scolaire de deux à six ans, réduire les conséquences des inégalités sociales par un renforcement sélectif de l'action éducative envers les enfants en situation d'échec scolaire, favoriser la création d'équipes pédagogiques et les contacts entre elles à tous les niveaux, associer tous les partenaires (parents, associations, services sociaux) au travail pédagogique.

Des moyens plus que symboliques

Les moyens supplémentaires attribués aux établissements retenus pour figurer sur la ZEP ont été, à Hem, bien plus que symboliques. Dès la rentrée 1982, un renfort de postes a permis d'abaisser le taux d'encadrement à vingt élèves par enseignants dans les écoles élémentaires et à vingt-six dans les écoles maternelles. Deux maîtres bénéficient d'une demi-décharge de service pour assurer la coordination de

l'ensemble. Les collèges ont été dotés de postes nouveaux ou complémentaires (documentaliste, conseiller d'éducation, section d'éducation spécialisée, etc.), sans compter les subventions du conseil général et de la municipalité. « Nous avons été si bien dotés que nous risquons d'oublier ce qui se passe ailleurs », là où n'existe pas de projet pédagogique, s'inquiète même un professeur du Syndicat national des enseignants de second degré (SNES).

Pourtant au collège Elsa-Triolet (six cents élèves), où les enseignants syndiqués — une trentaine sur cinquante — se partagent entre quatre organisations, la « dynamique ZEP », a bouleversé le paysage revendicatif : les cinquante heures supplémentaires ont été utilisées par 90 % des professeurs, soit pour des « études dirigées » permettant aux élèves de sixième d'être épaulés dans la rédaction de leurs devoirs, soit pour des dédoublements de classe. Une « cagnotte » d'heures rémunérées a d'autre part été mise à la disposition des enseignants pour des réunions diverses (liaison école primaire-secondaire, conseil de l'assistant social, conseil de classe décentralisé dans les quartiers, etc.). D'une manière générale, les huit classes de sixième ont été réparties en deux unités pédagogiques hétérogènes de quatre classes chacune, celles qui ont besoin de soutien comptent vingt élèves au lieu de vingt-six et bénéficient de trois heures d'études dirigées. L'action porte aussi sur un renforcement du rôle du centre de documentation (une heure pour toutes les sixièmes), la multiplication des projets d'actions éducatives (P.A.E.) et des clubs regroupés dans un foyer socio-éducatif.

Mais pour M. Jean-François Isnard, professeur de français, syndiqué au SGEN-C.F.D.T., chargé de la coordination de la ZEP pour le col-

lège Elsa-Triolet, c'est d'abord dans l'apprentissage concret d'un travail d'équipe ouvert sur l'extérieur que les enseignants de Hem ont progressé cette année : « Nous n'avons plus le même regard sur les enfants, à présent, assure-t-il. Ainsi, lorsqu'un gosse perturbateur faisait une fugue auparavant, nous nous sentions presque soulagés — enfin, je vais pouvoir faire mon cours tranquille — et cela se terminait par une exclusion. Aujourd'hui, nous téléphonons à l'éditeur de quartier que nous rencontrons aux réunions ZEP. De même entre nous : si un jeune collègue a des problèmes dans sa classe, il ose maintenant faire appel aux autres membres de l'équipe. »

Un autre regard sur les enfants

Cette approche globale des problèmes est favorisée par le fait que le projet ZEP concerne non pas des établissements pris individuellement mais l'ensemble d'une zone. Elle repose aussi sur une conviction exprimée par M. Bernard Dupuisson, psychologue, responsable de l'équipe d'appui locale : « L'échec scolaire n'a pas de cause unique et ne peut donc être vaincu par un remède unique. Il faut donc renoncer à une pédagogie de compensation et se résoudre sans fausse honte à l'empirisme et à la diversité des pratiques. »

Cette action rénovatrice tous azimuts, ce souci de donner la priorité aux initiatives, cette méfiance des structures, on les retrouve dans un tout autre contexte à Beaumont-le-Roger (Eure), petite ville de deux mille huit cents habitants isolée au cœur de la campagne normande, où le déclin des activités agricoles n'a pas été compensé par

des implantations industrielles suffisantes. Là, ce ne sont ni l'immigration ni les cités-dortoirs qui gonflent les chiffres de l'échec scolaire mais ce que M^{me} Edith Gribouval, institutrice de C.P.P.N., chargée à temps plein de la coordination de la ZEP, appelle une « désertification affective et culturelle ».

Le paysage riant, les villas à colombages cachent en effet la réalité d'une zone sinistrée sur le plan scolaire : 53 % des élèves de quatrième ne sont pas admis en cinquième, 21,43 % des élèves de sixième ont déjà deux ans de retard. L'alcoolisme, le chômage, et plus généralement l'absence d'une vie sociale et familiale équilibrée, figurent au ban des accusés. Comme à Hem, la

création d'une zone d'éducation prioritaire a été ressentie par les enseignants comme une occasion de concrétiser des réflexions déjà engagées mais aussi de combattre un mal intensément ressenti : l'isolement. La zone retenue, qui correspond au canton de Beaumont-le-Roger, couvre en effet, outre le collège Croix-Maître-Renaud trois écoles maternelles et treize écoles élémentaires, dont la plupart, implantées dans des villages, ne comportent qu'une ou deux classes.

PHILIPPE BERNARD.
(Lire la suite page 31.)

(1) Classes préprofessionnelles de niveau.

le monde de demain a besoin des techniciens du commerce extérieur



en deux ans, préparez les diplômes d'État :

BTS
de commerce international

BTS
d'action commerciale

formation supérieure de cadre européen par alternance de l'enseignement fondamental avec la pratique des affaires.

■ stages et contacts entreprises permanents
1^{re} et 2^e année France et étranger
en 3^e année option filière BA/MBA à Paris et San Francisco
en liaison avec l'European University of America
■ pratique intensive des langues
■ présentation aux examens des chambres de commerce internationales
centres associés
Bruxelles / Lausanne / Londres / Madrid / Stuttgart
Niveau bac ou classes terminales. Services logement pour étudiants de province.

Demandez une documentation gratuite.

IAC Institut européen de formation aux Affaires et à la Conduite des entreprises
Etablissement privé d'enseignement supérieur du Groupe I.P.S.A.
43 Faubourg St-Honoré 75008 Paris tél. : 263.43.68

Nom : _____
Prénoms : _____
Adresse : _____
Niveau d'études : _____
Date : _____ Signature : _____

Ecole d'Administration et Direction des affaires

L'E.A.D. propose un enseignement portant sur tous les problèmes d'administration et direction des entreprises.

Six options professionnelles en troisième année :

- Finances
- Gestion du Personnel
- Marketing
- Publicité et Relations publiques
- Commerce International
- Informatique

Trois ans d'études après le baccalauréat.

Admissions directes :

- en deuxième année : DEUG ou équivalent
- en troisième année : Licence ou Maîtrise
- sur dossier : B.T.S./D.U.T.
- Stages et nombreux travaux en collaboration directe avec les entreprises
- U.S.A. : M.B.A. en un an après l'E.A.D. Programmes d'état et stages.

Service de placement

E.A.D. - 15, rue Soufflot, 75240 PARIS Cedex 05 - 329-97-00

Enseignement supérieur privé. Demandez notre documentation.

☐ Nom
☐ Prénoms
☐ Adresse
☐ Niveau d'études

DES ETUDES QUI DONNENT DU TRAVAIL

Depuis 30 ans, l'objectif du Groupe Ecole des Cadres est de donner aux jeunes une formation concrète. Afin qu'ils aient un métier.

Le Brevet de Technicien Supérieur, diplôme d'Etat, correspond à cette orientation parce qu'il est centré sur la vie active.

C'est pourquoi l'E.S.E.A. a pour

vocation - au sein du Groupe E.D.C. - de préparer les jeunes qui le souhaitent à ce diplôme dans les secteurs suivants :

Commerce International, Comptabilité-Gestion, Informatique, Action Commerciale, Assurance, Publicité, Relations Publiques, Assistance et Secrétariat de Direction bilingue, trilingue.

Conditions d'admission :

- Non bacheliers : sur examen d'entrée
- Bacheliers : sur présentation du dossier scolaire et entretien

Examen d'entrée : 12 Juillet

Institut Supérieur d'Etudes Appliquées

Groupe Ecole des Cadres

Etablissement privé d'enseignement supérieur mixte
92, av. Charles de Gaulle, 92200 Neuilly-sur-Seine, tél. 747.06.40+

PARENTS...

Le Brevet de Technicien Supérieur

est un diplôme d'Etat qui permet d'accéder à des emplois de cadres.

Il est obtenu après 3 ans d'études.

Le B.T.S. est un diplôme qui permet d'accéder à des emplois de cadres.

Il est obtenu après 3 ans d'études.

Le B.T.S. est un diplôme qui permet d'accéder à des emplois de cadres.

Il est obtenu après 3 ans d'études.

Le B.T.S. est un diplôme qui permet d'accéder à des emplois de cadres.

Il est obtenu après 3 ans d'études.

Le B.T.S. est un diplôme qui permet d'accéder à des emplois de cadres.

Il est obtenu après 3 ans d'études.

Le B.T.S. est un diplôme qui permet d'accéder à des emplois de cadres.

Il est obtenu après 3 ans d'études.

Le B.T.S. est un diplôme qui permet d'accéder à des emplois de cadres.

Il est obtenu après 3 ans d'études.

Le B.T.S. est un diplôme qui permet d'accéder à des emplois de cadres.

Il est obtenu après 3 ans d'études.

Le B.T.S. est un diplôme qui permet d'accéder à des emplois de cadres.

Il est obtenu après 3 ans d'études.

Le B.T.S. est un diplôme qui permet d'accéder à des emplois de cadres.

Il est obtenu après 3 ans d'études.

Le B.T.S. est un diplôme qui permet d'accéder à des emplois de cadres.

Il est obtenu après 3 ans d'études.

LE CONSERVATOIRE LIBRE DU CINÉMA FRANÇAIS

pour devenir
assistant-réalisateur
script-girl
monteur-monteuse

Cours directs (1^{re} et 2^e année)
Cours par correspondance (1^{re} année théorique seulement)
CLCF 16, rue du Delta, 75009 Paris
Tél. 874.65.94
Documentation M sur demande

ENGLISH IN ENGLAND

Au bord de la mer, (100 km de Londres), notre hôtel de 100 chambres de renommée mondiale et situé dans le même bâtiment notre école d'anglais aussi célèbre vous accueillera.

(école fondée en 1967 et reconnue par le British Council).
£ 15.00 par jour : leçons, repas et logement compris (hôtel ou famille).

25 % RÉDUCTION
pour un séjour de 30 jours ou plus (cours spéciaux examens de Cambridge inclus).

écrite : REGENCY SCHOOL OF ENGLISH
Ramsgate, Kent, Angleterre. Tél. : 843-51212. Telex 96454
ou Mme Bouillon, 4, rue de la Persévérance, Esboulon 95.
Pas de limite d'âge - pas de séjour minimum
ouvert toute l'année - cours spéciaux vacances scolaires

LA FEMME SECRÉTAIRE

BTS Secretariat (en deux ans)
de Direction ou trilingue
Sécurité sociale étudiants. Anglais, Allemand, Espagnol, Italien.
Section Préparatoire pour non bacheliers, & élèves ayant échoué à l'examen d'entrée.
Chambres de Commerce
Sténographie Anglaise, Allemande, Espagnole
Secretariat en 1 an
Programme complet pour BAC+2
(1) 551.20.28 L'association des anciennes élèves ASSURE LE PLACEMENT

LANGUES - COMMERCE INTERNATIONAL
CENTRE MALESHERBES
ALLEMAND • ANGLAIS • ESPAGNOL • RUSSE
cycles Intensifs en juillet et septembre
formules variées : année scolaire 1983/84
HOW TO EXPORT - formation à l'exportation en anglais
cycles intensifs, cycle annuel à partir de septembre
FORMATION DE PROFESSEURS
séminaires en anglais
Renseignements :
CENTRE MALESHERBES - Formation continue EAP
108, boulevard Malesherbes, 75017 PARIS
Téléphone : 768-51-34
CHAMBRE DE COMMERCE & D'INDUSTRIE DE PARIS

Le Monde DE L'ÉDUCATION

NUMÉRO DE JUIN
PHILOSOPHIE
UN ENSEIGNEMENT
QUI FASCINE

Comment est enseignée la discipline préférée des lycéens ? Qu'y étudie-t-on ? Qu'est-ce qu'une « leçon » de philosophie ? Les enseignants sont-ils dépassés par les modernes ?

LE REDOUBLEMENT : UNE CHANCE ?

Il faut parfois s'y résigner. Et l'on y gagne souvent, à condition de bien s'y prendre. A quel niveau veut-il mieux redoubler ? A quel âge ? A cause de quelles disciplines ? Les erreurs à ne pas faire. Quelle attitude adopter à l'égard du redoublant ? Comment impliquer l'élève dans ce choix ? Un grand dossier.

DIRE LA MORT AUX ENFANTS

Comment faire ? Le silence comme le mensonge ont de graves conséquences. La mort fait partie de la vie, elle ne doit pas être cachée, même aux petits.

DOCUMENT : LES RÉFLEXIONS DU MINISTÈRE SUR LE PREMIER CYCLE UNIVERSITAIRE

Au centre des polémiques sur la future loi d'orientation : la physionomie des deux premières années à l'Université. Quels en seront le contenu et la forme ? Le document de travail de la direction des enseignements supérieurs, sur lequel on « planche » au ministère, permet d'y réfléchir.

EN VENTE CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX : 10,50 F

POINT DE VUE

Une situation insupportable

per HENRI LONGEOT *

L'ÉVOLUTION des emplois, des qualifications et le développement d'une industrie moderne et compétitive sont deux objectifs prioritaires de la nation.

Objectifs liés entre eux, car une politique industrielle efficace implique nécessairement l'utilisation d'un personnel compétent et adapté aux besoins des entreprises en mutation.

De plus, c'est par la création d'emplois nouveaux nécessaires par le développement de l'industrie que l'on peut espérer réduire maintenant et supprimer à terme le chômage des jeunes. Mais ne faut-il pas alors prévoir dès l'école une formation permettant les adaptations nécessaires aux différents types d'emplois nouveaux ?

Plusieurs études ont montré que les besoins en personnel peu ou pas qualifié (manœuvres, O.S., ...) sont en diminuant, notamment par le développement des automatisations et de l'informatique industrielle, mais que, par contre, les besoins en personnel qualifié ou hautement qualifié sont de plus en plus grands.

Déjà maintenant les offres d'emplois en direction des titulaires d'un brevet de technicien supérieur (B.T.S.), d'un diplôme universitaire de technologie (D.U.T.), ou d'un diplôme d'ingénieur dans les secteurs des études et recherches de la production, de l'exploitation ou de la maintenance industrielle dépassent largement les demandes.

Nul doute que l'on peut sans risque augmenter ces secteurs de formation et en créer de nouveaux. Notons que le ministère de l'Éducation nationale a déjà travaillé dans ce sens en créant des B.T.S. en mécanique-automatisme, en maintenance, en informatique industrielle, en gestion - exploitation des cartes informatiques... Il faudrait maintenant doubler le nombre de sections afin de mieux répondre à la demande, tout en offrant des débouchés particulièrement intéressants aux détenteurs du baccalauréat de technicien I.

Mais cette aspiration vers une élévation du niveau des formations et vers une meilleure adaptation à l'emploi se situe dans une période où l'insécurité de l'école aux élèves (ou des élèves à l'école) fait des ravages dans au moins un tiers de chaque classe d'âge.

Reprenons ici des chiffres maintenant bien connus : sur 900 000 élèves entrant en système : en octobre 1979, 872 000 élèves (enseignement public et privé) entraient en système de collège, 25 000 en C.P.P.N., C.P.A., C.E.P. ou S.E.S., les autres redoublant leur CM 2 (1) (environ 90 000).

En octobre 1981, deux ans après, on trouve : 807 000 élèves en quatrième de collège ; 165 000 élèves en quatrième préparatoire à un C.A.P. ; 124 000 élèves en C.P.P.N.

(un quart se retrouverait en lycée d'enseignement professionnel, un quart en C.P.A.) ; 62 000 élèves en C.P.A. Plus du tiers ne terminent pas le collège, et la plupart des 165 000 qui se trouvent en LEP y sont allés plus ou moins contraints et souvent dans une spécialité qu'ils n'ont pas choisie.

Cette situation est insupportable, à la fois sur le plan humain et sur le plan politique.

C'est au moment où l'appareil de production a besoin pour se développer et se moderniser d'un nombre de plus en plus important de techniciens qualifiés que la nation rejette au moins 200 000 jeunes par an sans formation et sans possibilités réelles d'être utiles.

La catastrophe du modèle unique

Cette contradiction doit être surmontée au plus vite.

Il est vital et urgent pour le pays et pour les jeunes de supprimer les filières ségrégatives et les impasses et d'élever le niveau général de formation de toute la population scolaire.

Encore faut-il éviter de tomber dans les mêmes erreurs que par le passé. La « réforme Fouchet », il y a vingt ans, a réuni dans un même établissement (le C.E.S.) tous les élèves du premier cycle, mais les filières ont été maintenues (type lycée, type collège, type de transition), ce qui a conduit à une nouvelle ségrégation.

M. Heby, lui, a voulu supprimer les filières et créer « le collège unique » : tous les élèves dans les mêmes classes avec des programmes et des méthodes identiques pour tous. Le « modèle culturel unique » fut générateur d'échecs et de refus de l'école. Ce fut une catastrophe. Les ségrégations, les rejets, se sont développés.

C'est pourquoi on (2) en est arrivé progressivement à penser qu'il fallait prendre en compte la « diversité sociale et culturelle » des jeunes.

Une formation basée sur des méthodes « actives » permet à tous les jeunes de développer leur personnalité dans des activités motivantes et qualifiantes, notamment à partir des formations artistiques et de l'éducation polytechnique (3).

Cette adaptation de la pédagogie, le réajustement des activités, devraient permettre à presque tous les élèves d'atteindre la troisième et de faire alors des choix positifs : il s'agit de substituer à « l'école de la sélection » une « pédagogie de la réussite ».

Les orientations sélectives fondées uniquement sur le langage et les capacités précoces d'abstraction

devraient disparaître : le réajustement sera assuré par la présence d'activités nouvelles considérées comme essentielles, au même titre que les autres, pour la formation générale de tous les enfants.

A propos du développement des enseignements scientifiques et techniques, le ministre déclarait, le 2 février : « La science et la technologie constituent la réalité de notre environnement quotidien. C'est aussi la réalité de l'environnement des élèves. Ce n'est pas encore la réalité du collège, qui a, notamment dans le domaine de la culture technique, souffert d'un retard très important, qui explique, au moins partiellement, des orientations trop souvent négatives vers les formations techniques même à des niveaux élevés du système éducatif ».

Il faut maintenant insister sur l'importance des méthodes pédagogiques.

La pédagogie du « projet » qui est préconisée a déjà fait ses preuves dans de nombreuses formations, au niveau des B.T.S., des bacheliers de technicien, mais aussi dans certains collèges où, à partir de réalisations collectives (en option technologique industrielle), les élèves se sont introduits dans un univers où la conception, la fabrication et l'utilisation d'ensembles techniques leur ont permis d'acquiescer des comportements de personnes responsables, capables d'initiatives, ayant la volonté d'acquiescer des connaissances nouvelles (en technologie, en physique, mais aussi en mathématiques et en oral), et de les utiliser avec efficacité pour atteindre l'objectif fixé au départ de l'action.

Nous avons souvent pu constater ce phénomène positif dans de nombreux endroits. Nul doute que l'introduction de la formation polytechnique et de la pédagogie du projet constituera un moteur pédagogique et psychologique puissant pour développer les connaissances et la créativité des élèves, les conduisant ainsi, normalement et sans échecs significatifs, à la troisième, où ils pourront choisir librement le voie qui leur conviendra (C.A.P. ou B.E.P. en LEP, ou bien seconde de lycée).

La suppression des impasses

Mais rien ne sera gagné, et on risque de retrouver de nouvelles ségrégations si on ne supprime pas toutes les impasses.

Il est nécessaire qu'à tous les niveaux de la formation, chaque élève puisse choisir entre sa sortie vers la vie active avec une qualification professionnelle reconnue et adaptée au besoin de l'appareil de production (4) et son maintien dans le système scolaire afin d'atteindre (deux ou trois ans après) le niveau supérieur, et cela sans limitation.

(*) Ingénieur Arts et métiers. Inspecteur général honoraire de l'éducation nationale.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVE
INSTITUT DE VALOIS
INTERNAT DÉMI-PENSION EXTERNAT de la 5^e aux Terminales A - B - C - D
COURS DE VACANCES 29/8 au 10/9
GRAND PARC STADE
A 10 MINUTES DE PARIS
36, rue de la Montagne Savart
93250 VILLEMOMBLE
(1) 855.15.78
Ecole de la jeunesse au domicile
JEUNES GENS JEUNES FILLES
AGENCE DE PUBLICITE SCOLAIRE

EX.CO.SUP
MÉDECINE - PHARMACIE
De la Terminale à la 2^e année
10 centres de préparation
CLASSES PRÉPARATOIRES
Recyclage - Encadrement - Révisions
125, bd Saint-Germain - 75006 PARIS - Tél. : 634.06.33

internat
JEUNES GENS JEUNES FILLES
Institut Cours
de Valois Montaigne
6e aux Tles. 6e à la 3e
855.15.78 642.05.08
93250 VILLEMOMBLE 92140 CLAMART
AGENCE DE PUBLICITE SCOLAIRE

INSTITUT D'ÉTUDE DES RELATIONS INTERNATIONALES
(I.L.E.R.I.)
Établissement privé d'enseignement supérieur
12, rue des Saints-Pères, 75007 PARIS - Tél. : 296-51-48
Fondée en 1948, l'Institut donne une formation de caractère juridique, économique et commercial aux étudiants et aux jeunes cadres désireux de se préparer aux
CARRIÈRES INTERNATIONALES
L'enseignement est assuré par des professeurs d'Université, des hauts fonctionnaires et des praticiens des affaires internationales.
Le diplôme est admis en dispense de la deuxième partie de l'examen de quatrième année de droit (arrêté ministériel du 16 février 1967) et donne accès aux doctorats.
Recrutement sur titres - Baccalauréat exigé - Statut étudiant
Secrétariat ouvert du lundi au vendredi de 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 18 heures.

NADAUP enseignement privé
2^e au bac **A.B.C.D.G.**
Commerce international
Gestion comptabilité
BTS «prépa» **Sc.po.** **Véto**
presup: p.c.e.m.i
médecine pharmacie
recyclage scientifique pour bac A/B
ÉCOLES NORMALES D'INSTITUTEURS
& cours de vacances
18, rue Tiphaine 75015 Paris
(1) 579.82.37
19, rue Jussieu 75005 Paris
(1) 337.71.16

UN TREMLIN pour votre avenir
esd SOUFFLOT
● BTSS bilingue, trilingue (2 ans après le bac - Année préparatoire possible).
● Examen de qualification à la sténotypie de conférence.
● Chambres de commerce étrangères.
STAGE EN ENTREPRISE SERVICE DE PLACEMENT
Ecole des Secrétaires de direction
(enseignement privé)
15, rue Soufflot, 75005 PARIS - Tél. 325-44-40
Nom
Adresse
Diplôme
Niveau études

COURS MONTAIGNE
10 642.05.08



السلامة من الحوادث

السلامة

DES ÉQUIPES POUR
rtable

CONTRE L'ÉCHEC SCOLAIRE

L'assistante sociale à l'écoute

Banlieue sud de Paris. Un collège entre un fort militaire et un bloc d'immeubles récents. Des bâtiments usés avant que d'être vieux. Trois femmes parlent de leur métier, elles sont assistantes sociales scolaires.

Florence a passé, il y a trois ans, un concours de la fonction publique, après ses études générales d'assistante sociale, pour travailler en milieu scolaire. Sans formation supplémentaire spécialisée, on lui a très vite confié la charge de deux collèges et d'un LEP (lycée d'enseignement professionnel). Son premier projet : une insertion réussie par une bonne connaissance du terrain. Mais tout de suite quelques problèmes administratifs : elle explique combien il était important pour elle d'avoir un bureau à elle seule, réservé pour recevoir les élèves. Les assistantes sociales scolaires ne dépendent pas du ministère de l'éducation nationale. Elles font partie du personnel des D.D.A.S.S. (directions départementales de l'action sanitaire et sociale), et dans le budget serré d'un collège, beaucoup de proviseurs ne les placent pas en situation prioritaire. Enfin, Florence a trouvé son lieu, une pièce vitrée où des rideaux protègent du regard extérieur les visiteurs de l'assistante sociale. Stratégiquement bien placé, dans un lieu de passage, à proximité de la salle des professeurs, ce bureau a rapidement été baptisé « l'aquarium » par les élèves, qui n'hésitent pas à en pousser la porte.

Spécialistes de l'écoute, techniciennes de la relation, catalyseurs et médiateurs, le discours des assistantes sociales scolaires sur leur profession est très souvent imprégné du vocabulaire de la psycho-sociologie. Remettre en communication des partenaires en situation de conflit : conflit ouvert entre une classe et ses professeurs, un élève et le milieu scolaire, un jeune et ses parents. « Mais nous traitons toujours l'adolescent dans sa situation de scolarité. C'est notre spécificité, même si nous travaillons en lien avec les assistantes sociales polyvalentes, ou du moins si nous leur

donnons beaucoup de travail à faire au niveau des familles. »

La profession a beaucoup évolué depuis sa création, à la libération. A cette époque, l'assistante sociale travaillait surtout avec le médecin scolaire. La priorité était la lutte contre la tuberculose. A partir de 1969 seulement, les assistantes sociales scolaires ont été déchargées du travail de la visite médicale, qui occupait le plus clair de leur temps. Aujourd'hui, leur rôle de conseillère sociale et de spécialiste de la relation est vraiment reconnu.

Elles s'estiment partenaires obligées et à part entière de l'équipe éducative, mais restent très attachées à leur originalité. « Nous sommes les rares adultes que rencontre l'adolescent à certains moments difficiles et conflictuels qui ne soient pas impliqués dans une relation affective, comme le sont les parents, ou dans une relation pédagogique sanctionnée, comme le sont les professeurs », explique une assistante chargée de formation permanente.

Le non-plaisir

Ces techniciennes de la relation, comme elles se nomment elles-mêmes, sont-elles en train de devenir des agents de régulation indispensables dans la vie de l'établissement scolaire, et d'intégration auprès des adolescents en crise avec leur entourage ? « Je ne suis au collège ni pour faire de la morale ni pour mater, répond Florence, mais plutôt pour amener l'adolescent à se responsabiliser, à prendre son autonomie. Les élèves sont obligés d'être là, et beaucoup y sont contre leur volonté. Je dois les amener à une propre évaluation de leurs problèmes personnels. » Et une de ses collègues ajoute : « Nous faisons beaucoup de psychologie, comme M. Jourdain faisait de la prose. »

Dans ce collège, les enseignants n'hésitent d'ailleurs pas à envoyer un élève chez l'assistante, en cas de

baïsse de niveau ou de chute brutale. En retour, souligne l'assistante sociale, « les élèves savent qu'ils peuvent me faire confiance et que je ne raconterai pas aux professeurs ou aux parents les problèmes qu'ils m'ont confiés. »

Le souci principal de l'assistante sociale scolaire reste l'échec scolaire. La passion se mêle à un sentiment d'impuissance dans cette réflexion de l'assistante-chef départementale : « C'est affreux de se demander ce qu'on peut faire face à des gosses qui ratent tout », et sa collègue plus jeune explique : « Beaucoup de jeunes sont écartés dans l'échec, la négation et le non-plaisir. Quand ils n'ont que ces images de référence, on connaît la fin du processus : la délinquance. »

Très souvent au cours de l'entretien, elles évoquent et associent au problème de l'échec scolaire la délinquance, qui est au bout de cette pente douce et en est le point de non-retour. « Et pourtant, ajoute leur troisième collègue, nous sommes dans un département qui n'est pas des plus défavorisés. »

Les grandes agglomérations et bien sûr la région parisienne sont des zones où les risques sont le plus élevés. Dans des collèges où les professeurs demandent leur mutation dès leur arrivée, l'assistante sociale scolaire recherche au contraire une action approfondie et durable : « Normal ! notre métier, c'est de travailler sur les problèmes. »

Déramatiser

Quand l'échec est là, que l'adolescent décroche totalement, dérive, est en crise, se marginalise ou fuit, il est souvent trop tard. Les services sociaux sont de bons révélateurs de ces problèmes, « mais à quel point est difficile pour elle l'attente de la constatation et le point d'observation de la dégradation des jeunes ? Je ne peux pas me contenter d'être un employé ou un parentant qui, de toute façon, n'est pas d'une très grande utilité », constate Florence.

Le maître mot de son action auprès des élèves dont elle a la charge est la prévention. Certaines assistantes sociales scolaires n'hésitent pas à parler de « thérapie sociale ». Florence a choisi de réunir les élèves par petits groupes. « Cela permet de dédramatiser, et l'échange qu'ils ont entre eux par rapport à un adulte qui sert de référent est plus important que dans un entretien individuel. »

Elle réunit une fois par semaine des élèves volontaires en fonction de leur emploi du temps et par niveau (sixième et cinquièmes, quatrièmes et troisièmes). On aborde dans ces groupes les problèmes des adolescents. Les prétextes à la discussion sont très variés et même parfois peuvent paraître futiles. Mais les résultats apparaissent déjà très encourageants : l'an dernier, treize groupes sur quinze ont fonctionné jusqu'à la fin de l'année scolaire.

Pour les classes où les situations d'échec sont vécues collectivement, Florence a généralisé avec l'accord de la direction de l'établissement un travail de groupe obligatoire par demi-classe pendant un trimestre scolaire. On y analyse le fonctionnement de la classe et ses conflits. « Ensuite, les élèves sont de plain-pied avec leur réalité mais sans plus d'agressivité latente. »

Cette assistante sociale scolaire insiste beaucoup sur son rôle d'animatrice sociale. Malheureusement, comme un grand nombre de ses collègues, l'ampleur des problèmes qu'elle a à traiter la dépasse souvent. C'est pour elle un des pièges de ce métier. Les assistantes sociales scolaires sont actuellement près de mille cinq cents en France, et dans beaucoup de départements leur petit nombre leur interdit d'avoir un travail approfondi. « Nous sommes alors partout et nulle part, d'autant constatent-elles que l'évolution des postes créés n'a pas suivi l'augmentation de la population scolaire. »

JEAN DUMONTEIL

La « dynamique » des zones d'éducation prioritaires

(Suite de la page 29.)

Pour sa première année de fonctionnement, la ZEP s'est fixée trois objectifs : améliorer la communication, diversifier les modes d'apprentissage de la lecture (36 % des élèves accumulent le retard dès le primaire) et créer un foyer intercommunal. Depuis la rentrée, M^{me} Edith Gribouval sillonne les routes du canton, animant des réunions instituteurs-professeurs, organisant des projections de films pédagogiques dans des écoles reculées, tissant patiemment un réseau de concertation et d'initiatives entre les partenaires jusqu'ici isolés. Mais les moyens complémentaires affectés à la zone — trois postes et 8 000 F

pour l'année scolaire — sont loin d'avoir suffi à mobiliser le corps enseignant même si, comme l'affirme M^{me} Gribouval, surnommée « miss ZEP », l'essentiel n'était pas d'avoir des sous mais de motiver les collègues pour l'innovation pédagogique.

An collège, la démarche a séduit les jeunes enseignants mais a parfois été jugée « fumeuse » par leurs collègues plus anciens. C'est surtout parmi les instituteurs que le « décloisonnement » a suscité le plus d'enthousiasme, tempéré il est vrai par l'annonce de quatre suppressions de postes à la rentrée 1983. Le thème de la lutte contre l'échec scolaire avait déjà rassemblé une centaine de personnes de tous horizons en juin 1982, et l'année scolaire qui s'achève a vu se multiplier les initiatives concrètes : des parents viennent lire des contes à la maternelle, les élèves du cycle moyen deuxième année (CM 2) visitent le collège et font connaissance avec leurs futurs professeurs, des clubs socio-éducatifs fonctionnent au collège, une bibliothèque enfantine et une maison des jeunes sont aménagées par des élèves avec l'aide des employés municipaux dans l'ancienne gendarmerie.

Face aux problèmes de violence auxquels il se trouve confronté seul (cet établissement de quatre cents élèves ne compte aucun conseiller d'éducation) M. Gérard Bravoinne, principal du collège public, a choisi le mot d'ordre de « responsabilisation ». « La création de la zone prioritaire m'a permis, explique-t-il, de réclamer certains changements sans approuver nouveau : mais les freins sont nombreux : les enseignants ont

encore trop souvent des pratiques individualistes, quant aux parents d'élèves, ils sont encore complètement étrangers à l'école. »

Mais à Beaumont-le-Roger, c'est au début de la chaîne scolaire que les inéquités restent les plus vives. « De plus en plus d'enfants de quatre ans éprouvent des difficultés de langage. Les mères ne jouent plus avec leurs bébés qui, dans notre petite ville, mènent une vie confinée, étiérée », s'alarme M^{me} Michelle Thébaud, directrice de la maternelle du centre. « Il faudrait, ajoute-t-elle, pouvoir accueillir les « deux ans » en maternelle, afin de favoriser le plaisir de parler. Mais les moyens font cruellement défaut. » Tout ce que nous a offert la ZEP, dit-elle, c'est la liberté de rechercher nous-mêmes des remèdes. Nous avons donc fait appel à quelques parents bénévoles particulièrement compétents.

Dès lors, est-il possible de tirer un bilan concret de la première année de fonctionnement des ZEP ? Si à Beaumont-le-Roger on ne compte pas voir s'éteindre les voyants rouges de l'échec scolaire avant plusieurs

années, les animateurs de la ZEP de Hem brandissent déjà des chiffres : en un an, le taux d'échec au cours préparatoire est passé de 22 % à moins de 10 %. Une épidémie de « sniffing » à la colle aurait été endiguée grâce à la concertation ; le conseil de discipline du collège Elsa-Triollet ne s'est pas réuni une seule fois cette année. L'image de marque de l'école publique se serait améliorée et les professeurs retrouveraient grâce à la ZEP le plaisir d'enseigner et seraient même moins nombreux à vouloir fuir le Nord. Les promoteurs de l'expérience de Hem ont même su attirer à eux, jusqu'à présent au moins, la sympathie de leurs opposants politiques. La municipalité (modérés-U.D.F.-R.P.R.), élue en mars dernier, proclame sa volonté de reconduire les subventions à la ZEP (24 000 F en 1983) votées par l'ancienne équipe d'union de la gauche.

Quant à l'avenir des actions entreprises, chacun, dans les établissements, semble souhaiter qu'il se décide à la base, uniquement en fonction des objectifs déterminés dans chaque zone. Ni imposés par l'administration, ni parrainés par les syndicats, les projets prioritaires ont mis les enseignants au pied du mur de l'échec scolaire. Ceux qui ont relevé le défi désirent rester maîtres de toutes leurs initiatives.

PHILIPPE BERNARD.

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVE
COURS MONTAIGNE
INTERNAT DEMI-PENSIONNAT
EFFECTIFS LIMITES
TERMINALES A.B.C.D.
10 minutes Gare CLAMART
22, rue d'Estienne d'Orves
92140 CLAMART
(1) 642.05.08
COURS PERMANENT DU TRAVAIL

(Publicité)
COLLEGE LIBRE DE JULIY
Enseignement privé
JULIY
77230 DAMMARTIN EN GOËLE
Téléphone : (6) 436-23-85
COURS DE VACANCES
du 31 juillet au 20 août 1983
Révision des classes de 5^e à 3^e
SPORTS - PISCINE - TENNIS

ET ZIIP BERLITZ.
ET ZIIP. L'été commence bien chez BERLITZ. Pour apprendre l'Anglais, l'Espagnol ou l'Allemand, des cours semi-particuliers de 2 à 4 semaines au rythme de 3 heures par jour.
Des cours dont les prix vous font aimer les langues étrangères.
3 et 4 élèves 1489 F TTC*
5 et 6 élèves 1276 F TTC*
Alors, n'attendez pas pour faire ZIIP, dans une de nos écoles.
* Par élève et par semaine. (Matériel en supplément).
BOULOGNE: 691314 CHAMPS-ÉLYSÉES: 7204160 LA DÉPENSE: 7736816 NATION: 371134 OPÉRA: 7431333 PANTHÉON: 6339877 SAINT-LAZARE: 5222233 SAINT-GERMAIN-EN-LAYE: 9737500 VERSAILLES: 9600870 TOULOUSE: (61) 623297

PROGRAMME DOCTORAL
GESTION DES PROJETS INTERNATIONAUX
Groupe ESCP
ET
UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE
3^{ème} CYCLE
DEA - DOCTORAT
CADRES ► souhaitant se spécialiser dans le domaine de l'action internationale
ETUDIANTS ► désirant s'orienter vers la recherche et l'enseignement à un niveau international
Documentation: Groupe ESCP - Programme Doctoral - Tél.: 355.39.08
79, avenue de la République - 75011 PARIS

SI VOUS RATEZ LE BAC, NE RATEZ PAS
LAPRES-BAC
N° SPECIAL "SANS BAC"
Téléphonez au (1) 523.55.55
SANS BAC LAPRES-BAC 18 F

ipesup Leader préparation HEC + ESSEC
mba INSTITUTE recrute dans le cadre du
admission en 1^{re} année
BACHELIERS 83 en vue MBA 88
admission en 2^e année
DEUG, DUT, PREPA... 83 en vue MBA 87
Les candidats devront posséder : une bonne connaissance de l'anglais, un esprit d'analyse et de synthèse développée, une personnalité déjà affirmée. Les candidats obtiendront, après une formation de haut niveau de quatre années en France (trois années pour l'admission en 2^e année), le diplôme internationallement reconnu de Master of Business Administration lors d'une année supplémentaire passée dans l'une des meilleures universités américaines.
Documentation et Dossier MBA INSTITUTE
c/o IPESUP, Enseignement Supérieur Privé
18, rue du Cloître N-Dame 75004 Paris - (1) 325.63.30

CONSERVATOIRE NATIONAL DES ARTS ET MÉTIERS
ÉCOLE NATIONALE D'ASSURANCES
- Formation d'agents généraux, de courtiers et d'élèves inspecteurs.
- Formation reconnue pour la capacité professionnelle.
- Enseignement pluridisciplinaire d'une année universitaire et stage pratique.
- Examen d'entrée pour étudiants diplômés Bac + 2.
Enseignement gratuit et possibilité de bourse.
RENSEIGNEMENTS :
E.N. ASS. CYCLE COMMERCIAL
292, RUE SAINT-MARTIN - 75003 PARIS
(Téléphone : 271-24-14, POSTE 503)

BACCALAURÉAT FRANÇAIS MATURITÉ FÉDÉRALE
Études secondaires complètes
Internats (séparés filles et garçons)
Externat mixte. Classes à effectifs réduits. Sports
Calme et tranquillité suisses.
Tél.: 1941-3152-10-36

LES JOURNÉES DE JUIN DU CONSERVATOIRE NATIONAL SUPÉRIEUR D'ART DRAMATIQUE
auront lieu dans la Salle du Conservatoire,
2 bis, rue du Conservatoire - PARIS (9^e),
les 27, 28, 29 juin, à 14 h 30 et 20 h 30 et le jeudi 30 juin,
à 10 heures, 14 h 30 et 20 h 30.

Ministère de l'Éducation Nationale
Conservatoire National des Arts et Métiers
INTEC
Préparation au D.E.C.S. en 1983/84
NOUVEAU RÉGIME :
Treize unités de valeur dont cinq constitutives du certificat préparatoire aux études comptables et financières (décret du 12 mai 1981)
ANCIEN RÉGIME :
Trois certificats constitutifs du diplôme d'études comptables supérieures
ATTENTION : FIN DE L'ANCIEN RÉGIME 1984
Inscriptions en juillet-août auprès de
L'INSTITUT NATIONAL DES TECHNIQUES ÉCONOMIQUES ET COMPTABLES
292, rue Saint-Martin, 75141 PARIS CEDEX 03
Téléphone : 271-24-14, poste 518

UN TREIN POUR VOUS
ES
STAGE EN ENTRE-PRISME DE PLUS
Ecole des
Secrétaires
direction
bac A.B.C.D.
Commerce international
action comptable
Sc. Po. Velt
sup: p.c.c.m.
cine pharmacie
NORMALES D'INSTITUTE
irs de vacances
Tél. (1) 570.50.50
(1) 570.50.50

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	La ligne T.C.
ANNONCES ENCADREES	43,40	51,47
OFFRES D'EMPLOI	13,00	15,42
DEMANDES D'EMPLOI	33,60	39,85
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de pages.



emplois régionaux

1ère société industrielle française sur son marché, 800 personnes, en croissance continue depuis sa création, 75 % de son C.A. à l'export, nous souhaitons encore améliorer nos performances.
L'usine, située en Bourgogne est la 1ère en Europe ayant mis en place un atelier flexible et des technologies très avancées dans son domaine d'activité.
Afin d'optimiser les méthodes de conception et de réalisation de nouveaux produits nous créons le poste d'

ingénieur système

De formation ingénieur et informaticien de métier vous serez le maître d'œuvre de la conception et de la fabrication assistée par ordinateur et aurez vraiment la possibilité de vous exprimer et de vous réaliser dans votre métier. Rompu aux projets de CFAO type Euclide et Titus vous évoluerez dans un environnement Digital (VAX 780).
Si vous êtes cet ingénieur système, sachez que nous mettrons tout en œuvre pour répondre à vos aspirations, vous parler de nos systèmes de valeur et de votre avenir.
Si vous souhaitez nous rencontrer et visiter l'usine, soyez assez aimable de bien vouloir téléphoner ou écrire à notre Conseil chargé de cette recherche, sous référence 6438



nervet pont conseil

15, rue du Louvre - 75001 Paris - Téléphone (1) 233.09.27

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Editions BORDAS

recherchent

Cadre commercial

Ce poste conviendrait à un JEUNE DIPLOME D'ECOLE DE COMMERCE

Ayant deux à trois ans d'expérience et qui, en plus du dynamisme indispensable au poste, posséderait des qualités d'analyse pour assurer :

- le suivi des campagnes de promotion
- le suivi et l'analyse des ventes
- les relations avec les centraux d'achat.

Déplacements de courte durée.

Une expérience de l'édition serait appréciée.

Adresser C.V., prétentions, photo au Service du Personnel, 11, rue Gossin 92543 MONTROUGE Cedex.

VILLE DE CORBIL-ESSONNES

recherche par voie de mutation ou par recrutement au titre, L.V.

SOUS-BIBLIOTHECAIRE titulaire du C.A.F.B. option

ET

SOUS-BIBLIOTHECAIRE titulaire du C.A.F.B. option

lettres modernes. Env. candidatures au service

personnel de la Mairie de Corbilly-ESSONNES, 91108.

ÉDITEUR SCOLAIRE PARIS-6

recherche

ADJOINT (E)

au Directeur des éditions

Poésie et responsabilité

Diffusion et études écono-

miques des projets éditoriaux, mise

au point des manuscrits.

Expérience enseignement indus-

triel, expérience édition souhaitée.

Adr. lettre manuscrite et C.V. sous n° 41.038 M

REGIE PRESSE, 86 bis, r. Beaumais, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE SERVICE

PARIS. QUARTIER BOURSE

recherche

COLLABORATRICE

Pour son service Recrutement

et Sélection. Forme active

et dynamique. Base comptable

informatique.

Écrire avec photo et C.V. n° 262 M REGIE PRESSE

86 bis, r. Beaumais, 75002 PARIS.

TECHNICIEN

Couche mince et mesures

physiques. Niv. OUT ou B.T.S.

Labo. physique. C.A.S. 5000.

Téléphone : 534-75-50.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

• CADRES administratifs, commerciaux

• CADRES administratifs, commerciaux

• JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

J.H. 27 ans - Maîtrise sciences humaines - Anglais

contrat - 2 ans exp. ADJOINT CONSEILLER

CULTUREL Ambassade - domaine audiovisuel,

gestion de matériel : films, expositions - responsable

des relations avec les chaînes de télévision

(promotion du cinéma français) - relations publi-

ques (presse).

RECHERCHE : poste à responsabilité dans orga-

nisme culturel - Paris - Province (Section

BOO/DK 367).

CADRE COMMERCIAL INTERNATIONAL

33 ans - Nat. Française grande constructeur

de zone Europe de l'Est, engrais et produits chimi-

ques - Diplômé ESC - Institut de Leeds - Trilingue

anglais, arabe et français - Expérience réussie

de négociation internationale.

RECHERCHE : poste à responsabilité à Paris ou

à l'étranger (Section BOO/JCB 368).

H. Diplômé 3^e cycle mécanique solide - Grande

expérience étude des structures à l'aide des

programmes éléments finis - Domaine : nucléaire,

thermique, tuyauteries, construction mécanique,

aérodynamique (6 ans) - Bonnes connaissances

code ASME, techniques et mise en œuvre élé-

ments finis - Anglais - Libre de suite - déplace-

ments acceptés.

RECHERCHE : poste calcul de structures à res-

ponsabilité de préférence grande constructeur

utilisant les moyens informatiques les plus per-

formants : logiciels particuliers, liaisons CAO-

structures (Section BOO/JCB 369).

INNOVATION - Spécialiste nouveaux produits

électroniques - plastiques de la conception,

étude faisabilité, investissement au développe-

ment technique, docteur Avenir, recherche sou-

traitements et à l'industrialisation.

OFFRE : ses services disponibles similaires

dans entreprise ou cabinet conseil intéressé par

propriété industrielle (Section BOO/JCB 370).

ANPE

ECRIRE OU TÉLÉPHONER :

12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 08

Tél. : 285-44-40, poste 33 ou 28.

Cheudronnier tête mince.

30 ans, recherche emploi Euro-

peen-Lux, Yvelines, Tuteur

gaine ventilation, Soudure Mag.

SEA, SGA.

Téléphone : 1971 26-75-47.

Jeune écrivain sérieux, cherche

travail indiv. Tél. : 364-70-20.

Demandeur ALBAUD BALINA.

L'immobilier

appartements ventes

3^e arrdt

MARAI, 41, rue Bretagne, studio 25 m², cuisine, bain, w.c., 3 fenêtres, asc., 166.000 F. Voir 13-15 h ou 820-13-87.

4^e arrdt

COEUR MARAIS dans GD HOTEL PARTIC. toutes surfaces à rénover. 226-63-62.

SULLY-MORLAND

DEUX L.V. + CHÈRE, cuis., bain, poutres, refait neuf, 41 m² A. SAGET cause mutation. Prix 308.000 F.

5^e arrdt

NEUF IMMEUBLE TRÈS GRAND LUXE DE 29 APPARTEMENTS Livraison immédiate.

JARDIN PLANTES

1, et 3, RUE POLYVAU DU 2 au 5 PIÈCES et DUPLEX-TERRASSES à partir de 15.000 F le m² Ferme et définitif.

11^e arrdt

ATELIER 120 m² DUPLEX ORIGINAL, très poss. confort, 10^e PARMENTIER. Px 560.000 F. 722-78-99.

12^e arrdt

GARE DE LYON Dans immeuble rénové, 2 étages sur bd, beaux 2 pièces refait neuf, 41 m² A. SAGET cause mutation. Prix 308.000 F.

13^e arrdt

27, RUE ALBERT 28, rue des Terres-Curty, 2, 3, 6 P., 14 m², mardi, samedi 14 h à 18 h. La Fontaine Rebeval. 588-35-57.

14^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

15^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

16^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

17^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

18^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

19^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

20^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

21^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

22^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

23^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

24^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

25^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

26^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

27^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

28^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

29^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

30^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

31^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

32^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

33^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

34^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

35^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

36^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

37^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

38^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

39^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

40^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

41^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

42^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

43^e arrdt

ATELIER ARTISTE, très beau volume rénové en grande réception, 2 étages dont un en mezzanine. REFAIT NEUF. LUXE. Visite jeudi-venredi 14-18 h, 48 bis, av. de Villiers.

44^e arrdt

Le Monde

économie

Le 44^e congrès national des H.L.M.

Le 44^e congrès national des H.L.M. se réunit à Lille du vendredi 17 juin au lundi 20 juin. Les travaux des représentants des quatre « familles » d'organismes H.L.M. (offices publics, sociétés anonymes, sociétés de crédit immobilier, sociétés coopératives) seront organisés à partir de trois rapports de groupes

interfédéraux d'étude : l'un sur la maîtrise d'ouvrage, le second sur la maîtrise des coûts de gestion, le dernier et le plus important sur le financement du logement. M^{me} Georgina Dufoux, secrétaire d'Etat à la famille, à la population et aux travailleurs immigrés, rem-

placera, lors de la séance d'ouverture vendredi matin, le ministre de l'Urbanisme et du Logement, M. Roger Quilliot, victime d'un malaise cardiaque lundi 13 juin en Corse. M. Pierre Mauroy, en sa double qualité de premier ministre et de maire de Lille, prononcera lundi le discours de clôture du congrès.

Ralentissement de l'inflation en mai

Le prix à payer

Les prix de détail en France ont augmenté de 0,65 % au cours du mois de mai. Les calculs définitifs de l'INSEE diront dans une dizaine de jours si la hausse pour ce mois est de 0,6 % ou de 0,7 %. Dans la première hypothèse le ralentissement de l'inflation serait un peu plus important que prévu. Dans la seconde hypothèse il serait exactement conforme aux prévisions. En cinq mois les prix ont augmenté de 4,4 % ou de 4,5 %. Il apparaît impossible de respecter l'objectif d'une hausse de 8 % que s'est assigné le gouvernement pour 1983. Mais là n'est pas l'essentiel. Il est plutôt de se demander si l'économie française est bien entrée dans une phase de ralentissement de la hausse des prix. Et, si la réponse à cette question est positive, quel en sera le coût.

A première vue le plan de rigueur Mauroy-Delors de mars 1983 - qui relançait et aggrava le plan de juin 1982 - produit ses effets. Les dernières statistiques et enquêtes de conjoncture montrent que l'activité industrielle se ralentit, que la consommation des ménages diminue, que le chômage recommence à augmenter alors même que l'inflation recule et que le déficit du commerce extérieur se fait moins lourd. Rien dans tout cela de très logique.

Il est cependant beaucoup trop tôt pour savoir si le plan Mauroy-Delors « mord » correctement, trop ou pas assez. Le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages avait baissé

au second semestre 1982 (blocage des salaires, des marges commerciales, fiscalité...). Au premier trimestre de cette année cette tendance s'est renversée : le taux de salaire horaire ouvrier a augmenté, les prélèvements fiscaux se sont atténués, commerçants et petits industriels ont obtenu des hausses de prix. Il est bien difficile, dans des conditions aussi chaotiques, de dire comment va évoluer la consommation des ménages. D'autant plus difficile que des ménages, « fiscalement » et « socialement » pénalisés, peuvent très bien compenser une baisse de revenus en tirant sur leur épargne. Cela a été fait sans qu'on sache encore quelle importance il y a eu de ce réflexe de défense du niveau de vie.

Les courbes publiées par l'INSEE laissent penser que la consommation des Français baisse depuis la fin de l'année dernière. Le poids des prélèvements fiscaux, le prix à payer pour rééquilibrer la Sécurité sociale et l'assurance-chômage, devraient renforcer cette tendance. Tout est en train de se jouer : la direction est prise mais la vitesse reste cachée. Il faudra attendre la fin de l'année pour mieux savoir comment se fait l'assainissement financier et comment celui-ci est accepté par les ménages, mais aussi par les entreprises qui souffrent - leurs résultats le prouvent - d'un strict encadrement des prix.

ALAIN VERHOLES.

Adapter le financement du logement social

Le mouvement H.L.M., jaloux de l'indépendance de ses organismes, tend peu à peu d'acquiescer, depuis plusieurs années, son efficacité. La maîtrise des coûts de construction (sélection de produits industriels, groupement de commandes, meilleur professionnalisme des responsables) et des coûts de gestion (amélioration des techniques, formation des personnels) est un nouvel effort dans ce sens. Toutefois, certes, mais normal venant d'une institution chargée d'une large part de l'action nationale en faveur du logement social.

C'est pourquoi les analyses et les propositions du mouvement H.L.M. en matière de financement prennent une particulière importance. Le constat est évident. Six ans après son adoption, la loi réformant le financement du logement ne répond plus à ses objectifs. La hausse des taux d'intérêt et le coût élevé de la construction, la stagnation du pouvoir d'achat des ménages, la crainte du chômage, la perspective d'une désinflation qui alourdirait les mensualités de remboursement ont suffi à alléger par l'inflation, se traduisent non seulement par la chute de la construction non aidée, mais aussi par l'essoufflement de la construction aidée en raison de l'accession à la propriété (PAP), par une demande accrue de logements sociaux.

Pourtant, l'effort financier de la collectivité nationale reste soutenu, cependant que le poids budgétaire de l'aide personnalisée au logement suscite la légitime inquiétude du ministère de l'économie et des finances.

En un mot, les nouveaux systèmes de financement, conçus à la fin d'une période de croissance économique dans l'inflation en sont en grande partie inadaptés aujourd'hui à une période de crise durable où la lutte contre l'inflation est la priorité des priorités.

La réflexion des responsables des H.L.M. s'est naturellement articulée autour de deux grands axes : le logement social (construction neuve, réhabilitation du parc existant) et les prix à l'accession à la propriété (PAP).

Pour que les H.L.M. conservent leur caractère social, leurs locataires ne devraient pas consacrer à leur loyer (charges comprises, déduction faite de l'aide à la personne) plus de 18 % de leurs revenus hors allocations familiales, lorsque ceux-ci atteignent trois fois le SMIC (1), et pas plus de 11 % pour des revenus de l'ordre d'un fois et demi le SMIC. Un tel objectif suppose le passage des deux types d'aide à la personne actuels - allocation-logement et A.P.L. - à une aide unique à la personne applicable aux locataires de l'ensemble du parc H.L.M., ancien, récent ou neuf. Simultanément, le mouvement H.L.M. souhaite l'établissement de nouvelles grilles de loyers, tenant mieux compte du service rendu (prestations techniques et environnement) à l'interlocuteur de chaque organisme. Les règles du jeu de l'établissement de ces grilles, définies par la Commission nationale des loyers, seraient mises en œuvre localement et soumises aux commissions départementales des loyers sociaux créées par la loi Quilliot.

La construction neuve de logements sociaux suppose pour les organismes H.L.M. des prêts localisés (PLA), dont le taux actuariel serait ramené de 7,09 % à 5,25 %, et la progressivité de 4 % à 3 %.

Pour la réhabilitation du patrimoine ancien, que M. Pignatelli, directeur de l'Agence nationale de l'habitat, a demandé que soit adoptée une loi-programme plurianuelle, qui permettrait de financer l'amélioration de deux cent mille

logements par an grâce à des aides à la pierre comportant une subvention minimale de 25 % et des financements complémentaires. Le rapport prévoit à cet égard un renouvellement du parc, les immeubles vacants pouvant être affectés à d'autres usages (bureaux, commerces, locaux sociaux divers...). La destruction d'intervenant qu'en dernier ressort.

Quant à l'accession à la propriété, pour laquelle la part du revenu consacré au logement, hors charges, ne devrait pas dépasser 30 %, avec une A.P.L. à son taux actuel, le rapport propose le choix entre deux solutions. Soit un ajustement du PAP actuel, avec un taux d'intérêt réduit d'un point durant la première année (9 % au lieu de 9,95 %) et une progressivité des remboursements de 5 % au lieu de

4 % à partir de la troisième année, le taux actuariel brut étant ramené de 11,6 % à 10 %. Soit la création d'un « nouveau PAP », dit « à annuités variables et à taux d'effort garanti », dont les remboursements seraient fonction, dans les limites précises, à la fois de l'inflation et du revenu des ménages.

Ce système abaisserait le taux d'effort dans les premières années et permettrait de tenir compte de la variation des taux d'intérêt sans que leur répercussion sur l'emprunteur soit trop forte dans le cas le plus défavorable.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) 3 658 F par mois pour cent soixante-neuf heures.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	à base + base	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -	Rep. + ou Dép. -
SE-11	7,710	+ 170 + 220	+ 360 + 420	+ 1020 + 1160
SE-12	6,297	+ 150 + 210	+ 320 + 380	+ 960 + 1040
SE-13	3,181	+ 150 + 180	+ 310 + 350	+ 970 + 1040
DM	3,088	+ 170 + 280	+ 360 + 400	+ 1140 + 1240
FF (100)	2,619	+ 150 + 170	+ 310 + 340	+ 920 + 980
FF (100)	15,021	+ 310 + 420	+ 660 + 810	+ 1890 + 2250
FF (100)	3,612	+ 280 + 330	+ 440 + 480	+ 1350 + 1440
L (1 000)	5,078	+ 220 + 370	+ 460 + 590	+ 1330 + 1480
L (1 000)	11,790	+ 230 + 320	+ 510 + 620	+ 1640 + 1880

TAUX DES EURO-MONNAIES

	9	9 3/8	9 1/4	9 5/8	9 3/8	9 3/4	9 3/4	10 1/8
	5	5	4 15/16	5 3/16	5	5 3/8	5 3/8	5 3/4
DM	4 5/8	5	5	5 1/2	5	5 1/2	5	5 1/2
FF (100)	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
FF (100)	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
FF (100)	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2	5 1/2
L (1 000)	14 1/4	16 1/4	17	18 1/2	17 1/2	18 1/2	19 1/2	20 1/2
L (1 000)	12 1/8	13	12 1/4	13 1/8	13 3/8	14 1/4	15 1/8	16 1/8

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

MONNAIES

REPLI DU DOLLAR : 7,71 F

Sur les marchés des changes agités de vifs remous ces jours derniers, et redoublés plus calmes à l'approche du week-end, le dollar s'est replié jeudi 16 juin après sa nouvelle poussée du mercredi 15 juin.

Ses cours à Francfort ont été de 2,5750 DM et à Paris de 7,7450 F, record historique, à un peu plus de 7,71 F. Aucune raison valable n'est avancée pour expliquer ce repli, si ce n'est un léger lâchage des taux d'intérêt américains.

L'immobilier

appartements ventes

NIMES (Gard) Centre ville, dans un parc, très beaux appartements plain pied. Rens. : (06) 82-14-19.

ARLES Apt. F-5, très bon état, 350.000 F. (06) 95-84-88.

TOURNAI Centre ville quartier Thibaut, appartements F4, F5, F6, F7, F8, F9, F10, F11, F12, F13, F14, F15, F16, F17, F18, F19, F20, F21, F22, F23, F24, F25, F26, F27, F28, F29, F30, F31, F32, F33, F34, F35, F36, F37, F38, F39, F40, F41, F42, F43, F44, F45, F46, F47, F48, F49, F50, F51, F52, F53, F54, F55, F56, F57, F58, F59, F60, F61, F62, F63, F64, F65, F66, F67, F68, F69, F70, F71, F72, F73, F74, F75, F76, F77, F78, F79, F80, F81, F82, F83, F84, F85, F86, F87, F88, F89, F90, F91, F92, F93, F94, F95, F96, F97, F98, F99, F100, F101, F102, F103, F104, F105, F106, F107, F108, F109, F110, F111, F112, F113, F114, F115, F116, F117, F118, F119, F120, F121, F122, F123, F124, F125, F126, F127, F128, F129, F130, F131, F132, F133, F134, F135, F136, F137, F138, F139, F140, F141, F142, F143, F144, F145, F146, F147, F148, F149, F150, F151, F152, F153, F154, F155, F156, F157, F158, F159, F160, F161, F162, F163, F164, F165, F166, F167, F168, F169, F170, F171, F172, F173, F174, F175, F176, F177, F178, F179, F180, F181, F182, F183, F184, F185, F186, F187, F188, F189, F190, F191, F192, F193, F194, F195, F196, F197, F198, F199, F200, F201, F202, F203, F204, F205, F206, F207, F208, F209, F210, F211, F212, F213, F214, F215, F216, F217, F218, F219, F220, F221, F222, F223, F224, F225, F226, F227, F228, F229, F230, F231, F232, F233, F234, F235, F236, F237, F238, F239, F240, F241, F242, F243, F244, F245, F246, F247, F248, F249, F250, F251, F252, F253, F254, F255, F256, F257, F258, F259, F260, F261, F262, F263, F264, F265, F266, F267, F268, F269, F270, F271, F272, F273, F274, F275, F276, F277, F278, F279, F280, F281, F282, F283, F284, F285, F286, F287, F288, F289, F290, F291, F292, F293, F294, F295, F296, F297, F298, F299, F300, F301, F302, F303, F304, F305, F306, F307, F308, F309, F310, F311, F312, F313, F314, F315, F316, F317, F318, F319, F320, F321, F322, F323, F324, F325, F326, F327, F328, F329, F330, F331, F332, F333, F334, F335, F336, F337, F338, F339, F340, F341, F342, F343, F344, F345, F346, F347, F348, F349, F350, F351, F352, F353, F354, F355, F356, F357, F358, F359, F360, F361, F362, F363, F364, F365, F366, F367, F368, F369, F370, F371, F372, F373, F374, F375, F376, F377, F378, F379, F380, F381, F382, F383, F384, F385, F386, F387, F388, F389, F390, F391, F392, F393, F394, F395, F396, F397, F398, F399, F400, F401, F402, F403, F404, F405, F406, F407, F408, F409, F410, F411, F412, F413, F414, F415, F416, F417, F418, F419, F420, F421, F422, F423, F424, F425, F426, F427, F428, F429, F430, F431, F432, F433, F434, F435, F436, F437, F438, F439, F440, F441, F442, F443, F444, F445, F446, F447, F448, F449, F450, F451, F452, F453, F454, F455, F456, F457, F458, F459, F460, F461, F462, F463, F464, F465, F466, F467, F468, F469, F470, F471, F472, F473, F474, F475, F476, F477, F478, F479, F480, F481, F482, F483, F484, F485, F486, F487, F488, F489, F490, F491, F492, F493, F494, F495, F496, F497, F498, F499, F500, F501, F502, F503, F504, F505, F506, F507, F508, F509, F510, F511, F512, F513, F514, F515, F516, F517, F518, F519, F520, F521, F522, F523, F524, F525, F526, F527, F528, F529, F530, F531, F532, F533, F534, F535, F536, F537, F538, F539, F540, F541, F542, F543, F544, F545, F546, F547, F548, F549, F550, F551, F552, F553, F554, F555, F556, F557, F558, F559, F560, F561, F562, F563, F564, F565, F566, F567, F568, F569, F570, F571, F572, F573, F574, F575, F576, F577, F578, F579, F580, F581, F582, F583, F584, F585, F586, F587, F588, F589, F590, F591, F592, F593, F594, F595, F596, F597, F598, F599, F600, F601, F602, F603, F604, F605, F606, F607, F608, F609, F610, F611, F612, F613, F614, F615, F616, F617, F618, F619, F620, F621, F622, F623, F624, F625, F626, F627, F628, F629, F630, F631, F632, F633, F634, F635, F636, F637, F638, F639, F640, F641, F642, F643, F644, F645, F646, F647, F648, F649, F650, F651, F652, F653, F654, F655, F656, F657, F658, F659, F660, F661, F662, F663, F664, F665, F666, F667, F668, F669, F670, F671, F672, F673, F674, F675, F676, F677, F678, F679, F680, F681, F682, F683, F684, F685, F686, F687, F688, F689, F690, F691, F692, F693, F694, F695, F696, F697, F698, F699, F700, F701, F702, F703, F704, F705, F706, F707, F708, F709, F710, F711, F712, F713, F714, F715, F716, F717, F718, F719, F720, F721, F722, F723, F724, F725, F726, F727, F728, F729, F730, F731, F732, F733, F734, F735, F736, F737, F738, F739, F740, F741, F742, F743, F744, F745, F746, F747, F748, F749, F750, F751, F752, F753, F754, F755, F756, F757, F758, F759, F760, F761, F762, F763, F764, F765, F766, F767, F768, F769, F770, F771, F772, F773, F774, F775, F776, F777, F778, F779, F780, F781, F782, F783, F784, F785, F786, F787, F788, F789, F790, F791, F792, F793, F794, F795, F796, F797, F798, F799, F800, F801, F802, F803, F804, F805, F806, F807, F808, F809, F810, F811, F812, F813, F814, F815, F816, F817, F818, F819, F820, F821, F822, F823, F824, F825, F826, F827, F828, F829, F830, F831, F832, F833, F834, F835, F836, F837, F838, F839, F840, F841, F842, F843, F844, F845, F846, F847, F848, F849, F850, F851, F852, F853, F854, F855, F856, F857, F858, F859, F860, F861, F862, F863, F864, F865, F866, F867, F868, F869, F870, F871, F872, F873, F874, F875, F876, F877, F878, F879, F880, F881, F882, F883, F884, F885, F886, F887, F888, F889, F890, F891, F892, F893, F894, F895, F896, F897, F898, F899, F900, F901, F902, F903, F904, F905, F906, F907, F908, F909, F910, F911, F912, F913, F914, F915, F916, F917, F918, F919, F920, F921, F922, F923, F924, F925, F926, F927, F928, F929, F930, F931, F932, F933, F934, F935, F936, F937, F938, F939, F940, F941, F942, F943, F944, F945, F946, F947, F948, F949, F950, F951, F952, F953, F954, F955, F956, F957, F958, F959, F960, F961, F962, F963, F964, F965, F966, F967, F968, F969, F970, F971, F972, F973, F974, F975, F976, F977, F978, F979, F980, F981, F982, F983, F984, F985, F986, F987, F988, F989, F990, F991, F992, F993, F994, F995, F996, F997, F998, F999, F1000, F1001, F1002, F1003, F1004, F1005, F1006, F1007, F1008, F1009, F1010, F1011, F1012, F1013, F1014, F1015, F1016, F1017, F1018, F1019, F1020, F1021, F1022, F1023, F1024, F1025, F1026, F1027, F1028, F1029, F1030, F1031, F1032, F1033, F1034, F1035, F1036, F1037, F1038, F1039, F1040, F1041, F1042, F1043, F1044, F1045, F1046, F1047, F1048, F1049, F1050, F1051, F1052, F1053, F1054, F1055, F1056, F1057, F1058, F1059, F1060, F1061, F1062, F1063, F1064, F1065, F1066, F1067, F1068, F1069, F1070, F1071, F1072, F1073, F1074, F1075, F1076, F1077, F1078, F1079, F1080, F1081, F1082, F1083, F1084, F1085, F1086, F1087, F1088, F1089, F1090, F1091, F1092, F1093, F1094, F1095, F1096, F1097, F1098, F1099, F1100, F1101, F1102, F1103, F1104, F1105, F1106, F1107, F1108, F1109, F1110, F1111, F1112, F1113, F1114, F1115, F1116, F1117, F1118, F1119, F1120, F1121, F1122, F1123, F1124, F1125, F1126, F1127, F1128, F1129, F1130, F1131, F1132, F1133, F1134, F1135, F1136, F1137, F1138, F1139, F1140, F1141, F1142, F1143, F1144, F1145, F1146, F1147, F1148, F1149, F1150, F1151, F1152, F1153, F1154, F1155, F1156, F1157, F1158, F1159, F1160, F1161, F1162, F1163, F1164, F1165, F1166, F1167, F1168, F1169, F1170, F1171, F1172, F1173, F1174, F1175, F1176, F1177, F1178, F1179, F1180, F1181, F1182, F1183, F1184, F1185, F1186, F1187, F1188, F1189, F1190, F1191, F1192, F1193, F1194, F1195, F1196, F1197, F1198, F1199, F1200, F1201, F1202, F1203, F1204, F1205, F1206, F1207, F1208, F1209, F1210, F1211, F1212, F1213, F1214, F1215, F1216, F1217, F1218, F1219, F1220, F1221, F1222, F1223, F1224, F1225, F1226, F1227, F1228, F1229, F1230, F1231, F1232, F1233, F1234, F1235, F1236, F1237, F1238, F1239, F1240, F1241, F1242, F1243, F1244, F1245, F1246, F1247, F1248, F1249, F1250, F1251, F1252, F1253, F1254, F1255, F1256, F1257, F1258, F1259, F1260, F1261, F1262, F1263, F1264, F1265, F1266, F1267, F1268, F1269, F1270, F1271, F1272, F1273, F1274, F1275, F1276, F1277, F1278, F1279, F1280, F1281, F1282, F1283, F1284, F1285, F1286, F1287, F1288, F1289, F1290, F1291, F1292, F1293, F1294, F1295, F1296, F1297, F1298, F1299, F1300, F1301, F1302, F1303, F1304, F1305, F1306, F1307, F1308, F1309, F1310, F1311, F1312, F1313, F1314, F1315, F1316, F1317, F1318, F1319, F1320, F1321, F1322, F1323, F1324, F1325, F1326, F1327, F1328, F1329, F1330, F1331, F1332, F1333, F1334, F1335, F1336, F1337, F1338, F1339, F1340, F1341, F1342, F1343, F1344, F1345, F1346, F1

AFFAIRES

LE DÉPART DE M. CHALANDON DE LA PRÉSIDENTENCE

Une reprise en main inévitable

« Un incident de parcours », c'est ainsi que M. Albin Chalandon a qualifié, le 13 juin, non sans élégance, le non-renouvellement par les pouvoirs publics de son mandat à la présidence d'Elf-Aquitaine. Il n'en avait pourtant été prévu, par M. Laurent Fabius, qu'à 12 h 35, soit moins de deux heures avant l'assemblée générale ordinaire de la société. Le rapport d'activité de la S.N.E.A. prévoyait d'ailleurs le renouvellement du mandat « pour une nouvelle période de six ans », preuve que le pouvoir a changé d'idées en extrême.

Les petits actionnaires présents à cette assemblée - largement minoritaires, puisque l'Etat dispose de 67 % du capital de l'entreprise - ont manifesté leur mécontentement en votant à la quasi unanimité contre la nomination comme administrateur de M. Michel Pecqueur, jusqu'alors responsable du Commissariat à l'énergie atomique. Un conseil d'administration devait pourtant se tenir le 16 juin. Son successeur comme administrateur général du C.E.A. sera nommé par le conseil des ministres du 22 juin. Un autre administrateur d'Elf-Aquitaine, M. Jean Blancard, ancien délégué général à l'énergie, a été renouvelé pour une période de six ans.

La différence entre Total et Elf sur le dossier chimique - cause apparente de ce limogeage - pourrait aussi échoir au président de l'autre groupe pétrolier, M. Granier de Lilliac. La décision aurait été prise de ne renouveler le mandat de celui-ci - lors de l'assemblée du 25 juin - que pour quelques mois. M. Hubert Dubedout, ancien maire de Grenoble, lui succéderait à l'autonomie. Ce dernier s'est vu récemment confier une mission sur les pays producteurs de pétrole.

Une tête est tombée. Cela n'est pas surprenant. Ce qui l'est plus, c'est que M. Albin Chalandon, ancien banquier, ancien ministre gaulliste, ancien secrétaire général de l'U.N.R., soit resté en place deux années durant sous un gouvernement socialiste. N'avait-il pas, comme aucun autre président de groupe nationalisé, pris fermement position contre le programme commun et dénoncé, à la veille du 10 mai, « les dommages irréversibles causés par la présence de ministres communistes au gouvernement » (après la guerre).

Dans tout départ de cette importance, le pourquoi n'est jamais tout à fait évident. Le pouvoir mettra en avant l'arbitrage de son ministre de tutelle pour la levée du dernier obstacle à la restructuration de la chimie lourde, M. Chalandon y portait atteinte et devait donc être démis. Mais c'est peut-être faire la part belle à une autorité qui s'est dissuée dans la succession en treize mois de trois ministres de l'industrie aux volontés contradictoires. M. Dreyfus, dans une lettre de juin 1982, ne préconisait-il pas en cas de difficulté entre Elf et Total une solution (l'intervention de l'ERAP), à laquelle M. Fabius s'est opposé, sans que toutes les parties étaient d'accord ?

Certains disent que M. Chalandon a « tout fait pour tomber à droite » sur une question de principe - l'autonomie de gestion des entreprises nationales - à un moment où l'expérience socialiste doit faire face à un scepticisme croissant. Mais s'est peut-être fait peu de cas de ce que le joueur aime gagner, lui qui avait fait passer plusieurs de ses ministres de tutelle. Peut-on d'ailleurs quitter sans regret la présidence de la plus belle entreprise française, la seule « nationalisée » qui dispose de moyens tels qu'elle peut avoir une stratégie offensive ?

Plus prosaïquement certains affirmeront que l'arbitrage de M. Fabius était un erreur et qu'il fallait sauver la face du ministre. Proposer comme dédommagement partiel de

Total pour son retrait d'Atto-Chloé - la filiale chimique commune à Elf et à Total - une participation accrue dans le gisement de gaz de Frigg, c'était subordonner la restructuration de la chimie française à l'autorisation des gouvernements norvégien et britannique, c'était aussi selon toute vraisemblance, payer un impôt au Trésor britannique, et prendre le risque de voir la British National Oil Company faire jouer un droit de préemption.

Voilà qui n'apparaît pas lumineux, si cela se confirme (au ministère de l'Industrie on continue d'affirmer que les obstacles à cet arbitrage sont négligeables, mais on ne va pas jusqu'à dire qu'on le maintiendra en la forme). On voyait mal, malgré cela, M. Mitterrand prendre position contre un ministre qui lui est proche dans un conflit avec une personnalité de l'opposition (même si l'ancien ministre de l'Équipement a commencé sa carrière au cabinet de Léon Blum) : d'autant que depuis des années M. Chalandon s'est fait bien des ennemis dans l'administration.

M. Fabius sort donc de ce combat avec l'autorité renforcée d'avoir résolu là où d'autres et non des moindres - on pense à M. André Giraud, le dernier ministre de l'Industrie de M. Giscard d'Estaing - avait échoué. En revanche, il perd largement le bénéfice, à l'égard du monde patronal français et international, du discours non interventionniste qu'il répétait depuis deux mois.

M. Chalandon a la satisfaction de laisser une entreprise florissante. En une période de récession pour l'économie mondiale et de repli de l'industrie pétrolière, Elf-Aquitaine a dégagé en 1982, pour un chiffre d'affaires de 114,8 milliards de francs, une marge brute d'autofinancement de 11,3 milliards et un bénéfice net de 3,5 milliards. Et cette santé se confirme en 1983, puisque le groupe présente au 31 mars une marge d'autofinancement supérieure d'un tiers à ce qu'elle était à la même période de l'an passé (5 milliards contre 3,3) et un béné-

fice en forte progression (2,9 milliards contre 1,3), du fait, il est vrai, notamment d'un fort déstockage.

Ces résultats, brillants dans une conjoncture qui ne l'est pas, ne peuvent être mis entièrement au crédit de son président. L'ancien ministre a, en effet, largement bénéficié du travail de son prédécesseur, M. Pierre Guillaumat. La rente de Lacq, les bénéfices tirés de l'exploration gazonnière, Frigg et la mer du Nord, sont le résultat de décisions prises bien avant son arrivée rue Nélaton, en 1977. Mais M. Chalandon a poursuivi la stratégie africaine et européenne de l'entreprise. Il a aussi - les dirigeants d'Elf le recommandent, même parmi ceux qui ne l'aimaient guère - donné au groupe une vitesse de réaction beaucoup plus grande aux événements, fort importante en période de basse conjoncture.

Deux aventures

« Si l'on peut gagner 500 millions en achetant des produits raffinés sur le marché libre, quitte à devoir fermer des unités de raffinage en France, désormais, on le fait. Auparavant, c'était impensable », avoue un cadre de longue date. C'est sans doute cela que la Bourse a salué, le 15 juin, par une baisse de 4,7 % du titre Elf-Aquitaine à l'annonce du départ de son président.

La stratégie propre de M. Albin Chalandon ne pourra guère être jugée avant la fin de la décennie. M. Chalandon s'adressant à ses actionnaires le jour de son départ le résumait : « Le problème majeur de cette entreprise est le renouvellement à l'horizon 1990 des ressources issues de Lacq et de contrats pétroliers anciens partici-

lèrement favorables. En prenant le risque d'amputer nos ressources présentes, qui sont encore abondantes, nous pensons pouvoir les accroître dans dix ans grâce aux fruits de ces deux nouvelles aventures industrielles ».

Ces deux nouvelles aventures, ce sont la chimie et les États-Unis. Car le pari chimique, c'est bien M. Chalandon qui l'a fait lorsqu'il a racheté - pour une somme jugée excessive (1,4 milliard de francs) par la Cour des comptes - la chimie lourde de Rhône-Poulenc, devenue depuis Chloé. Avec les actifs chimiques de Pechiney qui lui ont été attribués - Atto-Chloé et P.J.C.C.K. ont perdu 1 milliard de francs en 1982 - cette diversification ne va-t-elle pas obérer l'avenir d'Elf ? « Nous espérons sinon être rentables du moins ne plus perdre d'argent en 1987-1988 », répond l'ancien président d'Elf. Son départ rendra cependant plus difficile une politique qui ne convainquait pas son groupe, c'est le moins que l'on puisse dire.

Tout aussi incertain apparaît le second pari, l'aventure américaine, qui a coûté quelque 14 milliards de francs à Elf et nécessite de régulières sorties de devises (le Monde du 24 mai). « Nous avons réalisé le rachat de Texasgulf à un moment peu propice, juste au sommet d'une période de croissance économique, reconnaît l'ancien ministre gaulliste qui continue de penser que le groupe « dispose désormais aux États-Unis d'une présence industrielle solide, durable et, à terme, profitable ».

M. Chalandon parti - et nul doute que l'on entendra bientôt de nouveau parler de lui - M. Pecqueur arrive dans des conditions difficiles. Il n'est jamais agréable de succéder à quelqu'un qui vient d'être remercié par le pouvoir pour

avoir voulu défendre ce qu'il pense être l'intérêt de son entreprise. Qu'il cède des actifs pétroliers à Total, et son autorité sur Elf-Aquitaine en sera pour longtemps affectée tant l'entreprise est hostile à cette idée, de ses cadres à ses principaux syndicats (hors la C.G.T.). Qu'il résiste à son ministre de tutelle, et l'on se retrouvera dans un cas de figure déjà connu. « J'espère », a conclu son prédécesseur, le 15 juin, que la fraîcheur de sa nomination lui donnera la force de tenir la ligne au-delà de laquelle s'ouvre l'univers des abandons et, derrière eux, des pertes ».

BRUNO DETHOMAS.

Le dossier de la chimie

DES QUESTIONS EN SUSPENS

M. Albin Chalandon est tombé sur le dossier de la chimie. Il l'a reconnu lui-même. Volontairement ou involontairement ? L'histoire le dira. Autrement plus important que les raisons de cette chute est la paralysie industrielle favorisée par l'antagonisme entre Elf et Total.

Ce dossier sort du commun dans la mesure où son règlement commande la refonte complète de toute la chimie lourde française. En novembre dernier, M. Jean-Pierre Chevènement, alors ministre de la recherche et de l'Industrie, avait tranché. Selon le schéma retenu, P.C.U.K. était démembré, Elf-Aquitaine recevait la part du lion, à savoir toute la chimie des halogènes (chlore, fluor, brome), soit environ 70 % des actifs de l'entreprise. Rhône-Poulenc se voyait attribuer la chimie minérale, l'agrochimie (Sedag) et la pharmacie (Pharmuka) et C.d.F.-Chimie les matières plastiques et les encres (Lorilleux-Leffranc).

Sur le papier, ce schéma avait le mérite de la cohérence et il avait reçu l'aval des parties prenantes. En outre il faisait du groupe pétrolier de la rue Nélaton le premier chimiste lourd (23,7 milliards de francs de chiffre d'affaires ou 28,4 milliards en incluant les activités correspondantes de Texas Gulf) et même le premier chimiste tout court de France avec un chiffre d'affaires de 42 milliards de francs (32,7 milliards pour Rhône-Poulenc). Mais M. Chalandon n'a pas eu tort de dire dans son discours que l'on avait « mis la charrue devant les bœufs ».

Si les contours de la chimie avaient été bien redessinés, la mise en place sur le terrain imposait un préalable : un règlement financier. De fait, les actifs de P.C.U.K., dont Elf devenait propriétaire, devaient rejoindre le groupe formé par ATO-Chimie et Chloé-Chimie. Pour ce faire il fallait donc que l'indivision cesse entre Elf et Total, qui s'en partageaient grossièrement le capital à 41 % environ chacun. C'est à partir de là que tout a commencé à se gâter.

Le dossier avait été ouvert au tout début de 1982 par M. Pierre Dreyfus, à l'époque ministre de l'Industrie, après la nationalisation des grands groupes industriels, notamment PUK et Rhône-Poulenc, concernés au premier chef par la restructuration. L'affaire n'était pas mince à régler. L'opération envisagée consistait, en effet, à redistribuer les rôles de façon à rassembler les forces d'une chimie qui s'épuisait dans une concurrence vaine et stérile. Il fallait, en outre, c'était là la pièce maîtresse de l'ouvrage, scinder définitivement le sort de P.C.U.K. (Produits chimiques Ugine-Kuhlmann), filiale de PUK, faite de brie et de broc, mais atteinte surtout de déficits lourds et chroniques. PUK n'en voulait plus, l'idée germa immédiatement de la démanteler et d'en réunir les morceaux au sein des trois grands groupes (Elf-Aquitaine, Rhône-Poulenc et C.d.F.-Chimie), promis à devenir les pivots de la chimie française nouvelle formule.

Avant de quitter le 101 de la rue de Grenelle, M. Dreyfus avait déjà dégrisé le travail et défini les grandes lignes du rassemblement : la chimie lourde à Elf, la chimie fine à Rhône-Poulenc, les engrais à C.d.F.-Chimie. Ce fut M. Chevènement qui mit les protagonistes définitivement d'accord. On en est toujours là, à cette petite nuisance près que Pharmuka et Lorilleux-Leffranc, relevant plus directement de PUK et de GESA de Rhône-Poulenc, sont passés dans le giron de leurs nouveaux propriétaires.

En revanche, P.C.U.K., en tant qu'entité industrielle, est toujours debout. Mais, avec des équipes démotivées et les coups sévères que lui assène la concurrence étrangère, l'entreprise perd ses forces. Rhône-Poulenc et C.d.F.-Chimie piétinent à la porte dans l'attente de reprendre les parties qui leur reviennent.

ANDRÉ DESSOT.

Le droit de l'actionnaire

Survénant près d'un an jour pour jour après la démission de M. Gandois de ses fonctions de président-directeur général de Rhône-Poulenc, le départ de M. Chalandon de la présidence d'Elf-Aquitaine, première société française, va, sans nul doute, renforcer la polémique sur l'autonomie de gestion des entreprises nationales.

Plus spectaculaire, plus politisée dans une entreprise dont l'Etat est l'actionnaire majoritaire, cette sorte de conflit n'est pourtant pas réservé au secteur public.

L'histoire du monde des affaires, en France comme à l'étranger, est riche de P.D.G. « démissionnés » ou limogés. De tels événements ont existé de tout temps. Mais ils restaient la plus souvent confinés dans le secret des conseils d'administration. On les réglait discrètement, en famille. Le rôle grandissant des médias dans nos sociétés, font que les conflits sont de plus en plus souvent portés sur la place publique. Chaque protagoniste manœuvre, tentant ainsi de relâcher à cause la plus grande nombre.

L'évolution du capitalisme eurent, les présidents-directeurs généraux des grandes entreprises apparaissent de moins en moins comme des détenteurs du capital, mais plutôt comme des gestionnaires cooptés par ce que l'on appelle la technocratie et mandatés par des actionnaires qui sont, le plus souvent, dispersés. Certes, les plus actifs des P.D.G. assistent et conservent leur pouvoir à travers des méthodes complexes qui passent par les pouvoirs en blanc, l'autocratie, l'entrainement de réseaux d'amitié aux vastes ramifications. Mais que leur gestion se reflète ou qu'un grave conflit éclate sur la stratégie du groupe avec les pouvoirs qui compo-

sent (banques, gouvernement)... et la sanction tombe. La liste est longue de ces P.D.G. « exécutés », en France comme aux États-Unis. Dans un système libéral, il en est ainsi : le pouvoir appartient toujours, en dernier ressort, à celui qui a le contrôle financier de l'entreprise. S'il existe quelques critères simples - à commencer par celui du profit - sur lesquels actionnaires et managers peuvent établir leurs relations, la chose se complique dans le cas d'une entreprise nationalisée. D'autres considérations entrent en jeu. Ainsi l'intérêt collectif, dont l'Etat est le garant, peut se heurter aux intérêts propres de tel ou tel groupe industriel nationalisé.

On touche là aux limites de l'autonomie de gestion. Ou l'Etat se refuse systématiquement à intervenir, se réservant de juger la gestion de son mandataire à l'expiration de son mandat - mais alors pourquoi nationaliser ? - ou il entend jouer son rôle d'initiateur, voire de médiateur, sur les grands dossiers, et le risque d'entrer en conflit avec les dirigeants de l'entreprise nationalisée.

Quel que soit le jugement que chacun peut porter sur les détails du dossier S.N.E.A. et sur l'attitude de son P.D.G., il était logique que l'actionnaire majoritaire entende exercer son pouvoir. En défiant soigneusement son ministre de tutelle, M. Chalandon contraindrait celui-ci - était-ce le but recherché ? - à faire respecter non seulement ses droits d'actionnaire mais aussi l'autorité de l'Etat.

Sans doute n'y a-t-il pas de recette miracle pour régler les rapports entre l'Etat et le secteur nationalisé. Si ce n'est pour la puissance publique d'avoir les idées claires sur les choix et les grandes options industrielles... et de les faire partager à ceux qui sont chargés de les mettre en œuvre.

J.-M. QUATREPOINT.

Faits et chiffres

Etranger

● Trois milliards de deutschemarks pour la sidérurgie allemande. - M. Lambsdorff, ministre fédéral de l'économie, a précisé que cette aide publique serait répartie en 1,2 milliard de deutschemarks pour l'investissement (soit 20 % des investissements prévus par les sidérurgistes allemands), et 1,8 milliard pour le financement de 25 000 à 30 000 suppressions d'emplois. La moitié de l'aide sera versée par le gouvernement fédéral et l'autre par les Laenders.

Social

● Le nombre des chômeurs indemnisés a augmenté de 0,8 % en un mois, selon les chiffres provisoires publiés le 15 juin par l'UNEDIC, passant de 1 666 100 fin avril à 1 679 439 fin mai. De fin avril à fin mai, le nombre de dossiers déposés est passé de 260 758 à 224 814, en baisse de 13,8 %. Les allocations de base, forfaitaires ou spéciales, ont diminué tandis que les allocations de fin de droits, conventionnelles du F.N.E. et conventionnelles de solidarité ont augmenté.

(Publicité)

PRÉFECTURE DES HAUTS-DE-SEINE
DIRECTION DÉPARTEMENTALE DE L'ÉQUIPEMENT
 Subdivision des Etudes Foncières et de Topographie 32, quai Gallieni - 92151 SURESNES CEDEX

COMMUNE DE NANTERRE
RÉHABILITATION DES BORDS DE SEINE
ENQUÊTES CONJOINTES

Préalable à la Déclaration d'Utilité Publique entraînant la modification du Plan d'Occupation des Sols

Le Préfet, Commissaire de la République du Département des Hauts-de-Seine, Officier de la Légion d'Honneur, Croix de Guerre 1939-1945.

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment son article L.123-8 qui dispose que : « La Déclaration d'Utilité Publique d'une opération qui n'est pas compatible avec les prescriptions d'un Plan d'Occupation des Sols rendus publics ou approuvés ne peut intervenir que si l'enquête publique concernant cette opération a précédé la mise en œuvre de la loi sur l'utilité publique et sur la modification du plan et si, en outre, l'acte déclaratif d'utilité publique est pris dans des conditions conformes aux prescriptions concernant l'approbation des Plans d'Occupation des Sols. La Déclaration d'Utilité Publique emporte alors modification du plan. »

Vu le Code de l'Expropriation pour cause d'Utilité Publique ;

Vu le décret n° 15-23 du 4 janvier 1953 modifiant l'ordonnance de la publicité foncière et notamment ses articles 5 et 6 ;

Vu le Schéma Directeur d'Aménagement et d'Urbanisme de la région Ile-de-France, approuvé le 1^{er} juillet 1976 ;

Vu l'arrêté préfectoral du 11 juin 1982 portant approbation du Plan d'Occupation des Sols de la commune de NANTERRE ;

Vu la liste départementale des Communes classées pour 1983 établie par arrêté préfectoral du 28 décembre 1982 ;

Vu la délibération du Conseil Général des Hauts-de-Seine en date du 18/12/1980 approuvant le projet de réhabilitation des BORDS DE SEINE sur le territoire de la commune de NANTERRE et autorisant l'ouverture de l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique ;

Vu les pièces du dossier transmis par le Directeur Départemental de l'Équipement pour être soumis à l'enquête préalable à la Déclaration d'Utilité Publique de cette opération comportant modification du Plan d'Occupation des Sols ; dossier comprenant les pièces dont la liste est énumérée au I de l'article R.11-3 du Code de l'Expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu le plan parcellaire des terrains à exproprier sur le territoire de la commune de NANTERRE ainsi que la liste des propriétaires dressée en application de l'article R.11-19 du Code précité ;

Sur proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture des Hauts-de-Seine.

ARRÊTÉ
DISPOSITIONS COMMUNES AUX DEUX ENQUÊTES

ARTICLE PREMIER. - Il sera procédé dans la commune de NANTERRE :

1) A une enquête sur l'utilité publique sur la Réhabilitation des BORDS DE SEINE entraînant modification corrélatrice du Plan d'Occupation des Sols ;

2) A une enquête parcellaire en vue de délimiter exactement les immeubles à exproprier pour permettre la réalisation du projet.

ARTICLE 2. - Monsieur CUISINIER Pierre, Directeur Départemental des P.T.T., 14, rue Mozart, 92700 COLOMBES, est désigné en qualité de Commissaire-Enquêteur.

DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENQUÊTE PRÉALABLE À LA DÉCLARATION D'UTILITÉ PUBLIQUE

ARTICLE 3. - Les pièces du dossier ainsi qu'un registre d'enquête seront déposés à la Mairie de NANTERRE, Direction Générale des Services Techniques - pendant DIX-HUIT JOURS consécutifs, du lundi 13 juin au jeudi 30 juin 1983 inclus, afin que chacun puisse en prendre connaissance :

- du lundi au vendredi, de 9 h 30 à 12 h et de 13 h 30 à 18 h ; le samedi matin, de 9 h 30 à 12 h ;

et consigner éventuellement ses observations sur le registre prévu à cet effet, ou les adresser au Maire ou au Commissaire-Enquêteur qui les annexeront au registre.

ARTICLE 4. - Le Commissaire-Enquêteur recevra les observations faites sur l'utilité publique à la Mairie de NANTERRE, Direction Générale des Services Techniques, du lundi 20 juin, mardi 21 juin, jeudi 30 juin 1983, l'après-midi de 13 h 30 à 18 heures.

ARTICLE 5. - A l'expiration du délai fixé ci-dessus, le registre d'enquête sera clos et signé par le Maire de NANTERRE et transmis par ce dernier dans les 24 heures avec le dossier d'enquête au Commissaire-Enquêteur.

ARTICLE 6. - Le Commissaire-Enquêteur examinera les observations consignées ou annexées au registre, entendra s'il y a lieu toute personne susceptible de l'éclairer et mettra un avis sur l'utilité publique de l'opération.

Il transmettra alors le dossier, le registre d'enquête et son avis au Préfet, Commissaire de la République du Département des Hauts-de-Seine, Direction Départementale de l'Équipement - Subdivision des Etudes Foncières et de Topographie - 32, quai Gallieni, 92151 SURESNES CEDEX.

Ces opérations dont il est dressé Procès-Verbal devront être terminées dans un délai de 30 jours à compter de l'expiration du délai d'enquête fixé par l'article 3 du présent arrêté.

ARTICLE 7. - Copies des conclusions du Commissaire-Enquêteur sur l'utilité publique du projet seront tenues à la disposition du public à la Mairie de NANTERRE et à la Préfecture des HAUTS-DE-SEINE, Direction Départementale de l'Équipement - Accueil du Public - Niveau + 1.

DISPOSITIONS CONCERNANT L'ENQUÊTE PARCELLAIRE

ARTICLE 8. - Le dossier d'enquête parcellaire ainsi que le registre d'enquête seront également déposés à la Mairie de NANTERRE pendant la période, aux jours et aux heures fixés à l'article 3, afin que chaque intéressé puisse prendre connaissance des entreprises de l'ouvrage projeté et consigner éventuellement ses observations sur le registre prévu à cet effet ou les adresser au Maire ou au Commissaire-Enquêteur qui les annexeront au registre.

ARTICLE 9. - A l'expiration du délai d'enquête, le registre d'enquête parcellaire sera clos et signé par le Maire de NANTERRE qui le transmettra au Commissaire-Enquêteur dans les 24 heures avec le dossier d'enquête. Ce dernier transmettra à son tour le procès-verbal de l'opération contenant son avis sur les entreprises de l'ouvrage projeté, ainsi que le dossier et le registre d'enquête au Préfet, Commissaire de la République du Département des HAUTS-DE-SEINE - Direction Départementale de l'Équipement - Subdivision des Etudes Foncières et de Topographie - 32, quai Gallieni, 92151 SURESNES CEDEX.

Ces opérations, dont il est dressé Procès-Verbal, devront être terminées dans un délai de 30 jours de la clôture de l'enquête.

ARTICLE 10. - Un avis d'ouverture d'enquêtes conjointes sera publié par voie d'affiches et par tous autres procédés en usage dans la commune de NANTERRE avant le début des enquêtes et pendant toute la durée de celles-ci.

L'accomplissement de cette formalité de publicité sera justifié par un certificat du Maire qui sera annexé au dossier à la clôture des enquêtes.

Cet avis sera, en outre, inséré, en caractères apparents HUIT JOURS au moins avant le début des enquêtes et rappelé dans les HUIT PREMIERS JOURS de celles-ci dans deux journaux publiés dans toute la commune.

ARTICLE 11. - Des copies du présent arrêté seront adressées :

au Maire de NANTERRE, au Commissaire-Enquêteur, au Directeur Départemental de l'Équipement, au Ministre de l'Urbanisme et du Logement (Direction de l'Urbanisme et des Paysages) ;

ARTICLE 12. - Monsieur le Secrétaire Général des HAUTS-DE-SEINE, Monsieur le Maire de NANTERRE, Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à Monsieur le Commissaire-Enquêteur.

Fait à Nanterre, le 16 mai 1983
 Le Préfet, Commissaire de la République
 JEAN TERRADE

ALLOUARD
US AVEZ B
D'ARGEN
EN PLUS

NEZ-VOUS
LE POINT A
UN SPECIAL
DES VALEU
D'AVENIR

AGENTS DE C
 de meilleurs pla

chiffre 1.50

LA PRÉSIDENT

AFFAIRES

SOCIAL

ÉTRANGER

D'ELF-AQUITAINE

La nomination de M. Michel Pecqueur
Un parcours sans faute

A de rares exceptions près, peut-être, jamais un administrateur général au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.) n'a achevé un second mandat à son poste. Comme avant lui, MM. Robert Hirsch et André Giraud qui, pour des raisons fort différentes, ont quitté leurs fonctions au Commissariat avant l'heure, M. Michel Pecqueur, nommé à la tête du groupe Elf, n'aura donc pas failli à cette curieuse tradition.

Ni homme de l'ombre ni homme-spectacle, M. Michel Pecqueur, qui a fait toute sa carrière au C.E.A. où il fut, avec Claude Fréjaud, l'un des artisans du succès, n'est d'ailleurs d'aucune des écoles de la grande maison.

Comme prévu, ce polytechnicien de cinquante-deux ans, membre du corps des mines - tous les patrons du C.E.A. le sont en vertu d'une règle non écrite - succédera à M. Giraud, dont la personnalité forte et quelque peu décalée de cet homme rond, effable et discret. Délicate succession sur laquelle, certains s'interrogeront sur le fait qu'il est toujours difficile de se libérer du complexe du père, a fortiori quand celui-ci est ministre de tutelle.

En fait, c'est en grand commis de l'Etat qu'il est que M. Michel Pecqueur prendra à bras-le-corps la gestion de cet organisme de quarante mille personnes, où il poursuivra, avec discrétion et fermeté, la politique lancée par son prédécesseur, notamment en ce qui concerne le retour du C.E.A. dans l'électro-nucléaire et son entrée dans les structures industrielles : prise de participation dans le capital de Framatome, « francisation » définitive de la filière électronucléaire.

Politique qui se doublera, dans ce domaine, d'une tentative de verrouillage, réussie, de l'ensemble du cycle du combustible, dont la dernière étape est illustrée par la création récente de la société Framatome chargée de la fabrication d'éléments combustibles. Dans la foulée, il obtiendra du gouvernement socialiste le lancement de la nouvelle usine de retraitement des combustibles irradiés de la Hague.

Homme du nucléaire civil, M. Michel Pecqueur est aussi celui du nucléaire militaire : celui grâce auquel - et on l'oublie souvent -

les équipes du C.E.A. ont pu mettre au point la bombe à neutrons, militariser les réacteurs multiples des armes stratégiques françaises et développer le « moteur du sous-marin nucléaire d'attaque ». C'est enfin l'homme de la réorganisation - comme M. Giraud en son temps - du C.E.A., qui devait conduire le Commissariat à une plus grande diversification de ses activités dans des domaines tels que le solaire, la robotique et la biotechnologie. Voilà l'héritage qu'il laisse. Non sans quelques épine, comme la prise de participation éventuelle dans le capital de Framatome et l'avenir, bien sombre, des réacteurs surgénérateurs dont M. Michel Pecqueur fut toujours un ardent défenseur.

JEAN-FRANÇOIS AUGEREAU.

(Né le 18 août 1931 à Paris, M. Michel Pecqueur, ancien élève de l'École polytechnique et ingénieur en chef des mines, fait toute sa carrière au Commissariat à l'énergie atomique (C.E.A.), où il est entré en 1957. Dès son arrivée, il prend une part active à la définition du procédé d'enrichissement de l'uranium par diffusion gazeuse et anime l'équipe chargée de la construction de l'usine de Pierrelatte.

Il est ensuite conseiller technique de l'administrateur général en 1963, directeur adjoint des productions en 1965, responsable du secteur uranium enrichi en 1969, délégué aux applications industrielles nucléaires en 1970 et responsable, enfin, de la construction de l'usine européenne d'enrichissement d'Urodif.

En 1974, il devient l'adjoint de M. Giraud, alors administrateur du C.E.A., poste qu'il décline tout naturellement comme son successeur. Il y sera nommé pour un premier mandat de trois ans le 12 avril 1978.]

● Renaud regrette le contrat passé par British Leyland avec Honda. — M. Bernard Hanon a exprimé, le 14 juin à Londres, son regret que le constructeur automobile British Leyland se soit tourné vers le Japon plutôt que vers l'Europe quand il s'est associé avec Honda - il y a deux ans - pour la fabrication et la commercialisation de voitures anglo-japonaises en Europe. M. Hanon inaugurerait à Swindon un grand centre de pièces de rechange et de formation de personnel après vente (un investissement de 145 millions de francs).

IL FAUT ENRAYER LA MONTÉE DU CHOMAGE
déclare M. Jack Ralite

Commentant les chiffres du chômage (le Monde du 16 juin), M. Jack Ralite, ministre délégué à l'emploi, a constaté, qu'il y a, le 15 juin à R.T.L., « une montée du chômage » et qu'il « faut enrayer ». Reconnaissant que les dirigeants s'allumaient, il a déclaré : « Il faut enrayer des mesures pouvant contribuer à maintenir le chômage autour de deux millions et puis commencer à le résorber, c'est-à-dire créer des emplois. » Il a, d'autre part, indiqué que le président de la République souhaitait qu'un nouveau conseil des ministres « regarde de plus près » ce problème.

La C.F.T.C. a souligné, dans un communiqué, que les chiffres du chômage confirment ses craintes, « des risques de récession du plan de rigueur ». « C'est la quadrature du cercle, a-t-elle conclu, que de vouloir améliorer la situation de l'emploi dans un climat de réduction d'activité. »

L'Institut de l'entreprise, qui avait organisé un colloque, le 15 juin, sur le thème de l'emploi considère que la recherche de la compétitivité des entreprises peut seule permettre la création d'emplois, en opposition avec l'actuelle gestion sociale du chômage. L'Institut marque sa préférence pour l'aménagement souple du temps de travail et repousse le partage du temps de travail qui reviendrait à « découper un gâteau trop petit ».

Le contrat de solidarité chez Dassault
66,26 % DES SALAIRES
CONSULTÉS PAR LA C.G.T.
ONT RATIFIÉ SA POSITION

Dans les différents établissements Dassault, la consultation annoncée par la C.G.T. s'est déroulée, comme prévu, le 15 juin. Selon un communiqué de la F.T.M.-C.G.T. (fédération de la métallurgie) 6 124 salariés ont participé au scrutin, sur les 8 560 qui étaient appelés à se prononcer sur l'intérêt de l'accord d'entreprise, approuvé par la C.F.D.T., F.O. et la C.G.C., et qui a servi de base à la signature, par M. Jack Ralite, d'un contrat de solidarité-réduction du temps de travail (le Monde des 9 et 11 juin). 66,26 % des suffrages exprimés ont ratifié les propositions de la C.G.T. demandant l'ouverture de nouvelles négociations.

Rappelons que la C.G.T. est la première organisation syndicale, chez Dassault, par ailleurs, le contrat d'entreprise concerne l'ensemble du personnel employé par Dassault - 15 789 personnes - qui verra son temps de travail ramené progressivement à trente-sept heures au 1^{er} juin 1984 pour les ateliers (8 650 personnes) et au 1^{er} juin 1985 pour les bureaux.

● Débrayages à la R.A.T.P. le 17 juin. — Les syndicats autonomes et C.G.T. de la R.A.T.P. ont lancé un appel à débrayer le 17 juin sur le réseau ferré, urbain et régional parisiens. Ces syndicats réclament une modification de la grille de classification, qui défavorise, selon eux, plus particulièrement les agents de conduite.

La production augmente aux Etats-Unis...

Washington (A.F.P.). — La production industrielle américaine a progressé de 1,1 % en mai, grâce notamment à la bonne tenue des automobiles, des équipements industriels et des fournitures pour le logement. Cette hausse a été considérée comme encourageante par les analystes, qui soulignent que la reprise économique semble toujours puissante et devrait continuer au même rythme dans les prochains mois.

Il s'agit de la sixième augmentation successive de la production industrielle. Celle de mai est presque deux fois moins forte que l'augmentation enregistrée en avril (+2 %); mais ce ralentissement était attendu. Parmi les secteurs industriels qui ont le plus progressé en mai ont figuré ceux de l'automobile (dont la production a atteint en mai le rythme annuel de 6,2 millions d'unités), des équipements industriels (+1,7 %) et des fournitures pour le bâtiment (+1,9 %).

... et en Grande-Bretagne

Londres (A.F.P.). — La production industrielle britannique est remontée au plus haut depuis l'automne 1980, soit à un niveau supérieur de 3 à 3,5 % au creux de la récession enregistrée au deuxième trimestre 1981. L'indice A (base 100 en 1975) atteint 103,9 en avril, contre 102,9 en mars (102,1 en avril 1982). Pour ces trois mois pris dans leur ensemble, la production a marqué une reprise de 1,5 % sur le trimestre précédent, de même que sur la période correspondante de 1982. Toutefois, cette amélioration reste imputable, pour les deux tiers environ, au pétrole de la mer du Nord.

mesure, la chimie et la construction mécanique, l'activité des industries alimentaire et du textile-habillement-cuir étant demeurée à peu près stationnaire.

Alors que le commerce de détail continue de battre tous les records, croissant maintenant au taux annuel de 6 %, les analystes prévoient que ce redressement se poursuivra au cours des prochains mois. Il devrait être favorisé par le vif repli de la livre qui s'est amorcé au lendemain des élections, ainsi que par la baisse des taux d'intérêt bancaires annoncée le 14 juin; ce qui devrait aider les fabricants britanniques à surmonter la concurrence étrangère.

La baisse des salaires réels devrait, par ailleurs, continuer de gonfler le pouvoir d'achat des salariés. Selon le ministère de l'emploi, les revenus moyens ont, en avril, augmenté de 7,25 % par rapport à avril 1982, un peu moins qu'en mars (7,5 %) et qu'en février et janvier (7,75 %); mais, en avril, la hausse annuelle des prix à la consommation n'a plus été que de 4 %, et en mai, elle s'est, semble-t-il, encore ralentie.

Prenez le tournant déterminant de votre carrière

Est-ce un hasard si les anciens de l'ICG occupent les postes de direction ?

- Ingénieur + ICG - Directeur de division - Directeur d'usine - Directeur de filiale - Directeur général.
- Cadre commercial + ICG - Directeur commercial - Directeur marketing - Directeur des ventes - Directeur général.
- Cadre administratif et financier + ICG - Directeur financier - Directeur du personnel - Directeur du développement - Directeur général.

Où, en 27 ans, l'Institut de Contrôle de Gestion s'est forgé une réputation inégalée dans les entreprises en permettant à plus de 16.000 cadres d'acquiescer les compétences indispensables à l'exercice de fonctions de gestion et de direction.

Alors que tant d'autres, entre 30 et 45 ans, comptent en vain sur un "coup de pouce" du destin pour donner un nouvel essor à leur carrière, les cadres adonnés à suivre le cycle de formation de l'ICG s'assurent une supériorité décisive : ils développent les aptitudes et les réflexes des décideurs, des gestionnaires et des stratèges qu'une entreprise peut investir de sa confiance.

Plus l'objectif est ambitieux, plus la formation doit être rigoureuse.

L'ICG forme les cadres en activité à l'exercice de fonctions de gestion et de direction qui leur ouvrent de nouvelles perspectives de carrière. Au programme des études : - Approche globale de l'entreprise, introduction à la notion de système - L'étude des grandes fonctions de l'entreprise et des techniques qu'elles mettent en œuvre : marketing, production, finance, direction. - Etude des outils : comptabilité analytique et budgétaire, prévisions à court terme, informatique, modélisation et analyse économique. - Stratégie, planification et contrôle de gestion, choix des investissements. - Entraînement à la prise de décisions : jeu d'entreprise en univers concurrentiel. - Synthèse : étude, diagnostic d'une entreprise régionale.

Ce bulletin vous permet de poser, sans engagement, la question dont dépend votre avenir.

"Quels sont les 10 atouts qui me permettront d'accéder à des fonctions de gestion et de direction ?". Vous trouverez une première réponse dans la brochure ICG et vous pourrez la compléter, si vous le souhaitez, lors d'un entretien personnel, sans engagement : vous saurez ainsi quelles aptitudes vous devez développer au cours du cycle ICG afin d'être capable, en toutes circonstances, de décider, gérer, élaborer des stratégies et les mettre en œuvre.

Si vous envisagez de suivre le cycle ICG de votre région, le moment est venu de demander cette information : renvoyez ce bon à l'ICG, 37 quai de Grenelle, 75738 Paris Cedex 15.

"Quels sont les 10 atouts qui me permettront d'accéder à des fonctions de gestion et de direction ?"

Je désire recevoir la brochure ICG qui m'apportera toutes précisions sur le cycle de formation et sur les aptitudes qu'il est nécessaire de développer pour accéder à des fonctions de gestion et de direction. Je pourrai ensuite, si je le souhaite, avoir un entretien personnel, sans engagement, avec un responsable de l'ICG de ma région.

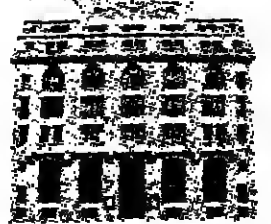
Nom _____ Prénom _____
Société _____
Adresse _____
Code postal _____ Ville _____
N° téléphone professionnel _____

Bulletin à renvoyer à l'ICG, 37 quai de Grenelle, 75015 Paris

ICG Institut Français de Gestion
37, quai de Grenelle 75738 Paris Cedex 15

AUJOURD'HUI VOUS AVEZ BESOIN D'ARGENT EN PLUS.

AVEZ-VOUS FAIT LE POINT AVEC UN SPECIALISTE DES VALEURS D'AVENIR ?



BUREAU D'ACQUIL DES AGENTS DE CHANGE
4, place de la Bourse, Paris 2^e
Ouvert du lundi au vendredi de 11 h à 18 h 30. Vous pouvez aussi téléphoner : Paris 297.55.55 / Bordeaux (05) 44.70.01 / Lille (02) 55.68.20 / Lyon (7) 842.54.71 / Marseille (01) 90.70.32 / Nancy (03) 232.58.97 / Nantes (40) 46.41.36.

LES AGENTS DE CHANGE
La clé de meilleurs placements.

(Publicité)
GOUVERNEMENT DE L'ILE MAURICE
Avis d'appel d'offres
Construction d'une nouvelle tour de contrôle
Aéroport de Plaisance

1) Construction d'un bâtiment de six étages en béton armé, hauteur totale : 27 mètres, surface de développement : 370 m², le sixième étage étant effectivement une tour de contrôle avec des structures spéciales en acier et en aluminium et façades en béton lisse brut de décoffrage.
2) Construction d'un bloc technique à un niveau, béton armé, à côté de la nouvelle tour de contrôle, surface de développement : 170 m².
Le descriptif détaillé des travaux à effectuer est contenu dans le document intitulé « Spécifications techniques ».
Participation : entreprises françaises et mauriciennes uniquement.
Pour de plus amples renseignements et le retrait du dossier d'appel d'offres (contre paiement de 1 200 F français), prière de contacter :
L'ingénieur en chef
Aéroport de Paris
Direction des projets et de la coopération technique
Orly sud 103
Orly Aéroport, Paris
Tél. : 884-46-36 - Téléc. : 200376 F
Date limite de soumission à PORT-LOUIS : 27 juillet 1983, à 13 h 30.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS
DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DE BASE
DE LA WILAYA DE TLEMCEIN

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL
ASSISTANCE TECHNIQUE A L'ADMINISTRATION
CONTROLE DES TRAVAUX D'EXTENSION DU PORT DE BENI-SAF

Un appel d'offres est lancé pour l'assistance technique à la direction des infrastructures de base de la wilaya de Tlemcen dans les travaux d'extension du port de Beni-Saf.
La mission de l'assistance technique aura pour tâche de compléter la structure assurée par la direction et la surveillance des travaux, mise en place.
Seuls les bureaux d'études techniques agréés par le ministère des travaux publics sont autorisés à soumissionner et ce avant le 1-08-83.
Les bureaux d'études techniques peuvent retirer gratuitement le dossier d'appel d'offres à la direction des infrastructures de base de Tlemcen, boulevard Colonel Lotfi, Tlemcen.
Les soumissionnaires doivent parvenir sous double pli cacheté à l'adresse sus-indiquée. L'enveloppe extérieure ne doit comporter que la mention « MAT, port de Beni-Saf, « à ne pas ouvrir ».
Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours à compter de la date limite de remise des offres.

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DU COMMERCE
SONACAT
AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 09/83

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :
- Lot n° 1 - Robinetterie.
- Lot n° 2 - Brûleurs en fonte pour réchaud lessiveuse.
- Lot n° 3 - Filtres déshydrateurs.
Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.
A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et d'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.
Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à SONACAT, direction des approvisionnements, 87, boulevard Mohamed V, Alger, contre la somme de 100 DA le lot.
Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme cacheté, au plus tard le 11-07-83, à l'adresse indiquée ci-dessus.
Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle. L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement la mention d'avis d'appel d'offres international n° 09/83 - « à ne pas ouvrir ».
Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

(Publicité)
**EXPERTS EN GESTION
DES APPROVISIONNEMENTS IMPORTÉS**

Le Centre du commerce international CNUCED/GATT a été créé pour aider les pays en développement à promouvoir leur commerce extérieur. Il est le point central du système des Nations Unies pour la coopération technique en matière de promotion des échanges.
Le CCI recherche actuellement des experts en opérations et techniques d'importation pour entreprendre des missions de conseil dans certains pays en développement. Les conseillers sont en général engagés pour une période de 1 à 3 mois, avec possibilité de prolongation ou d'affectation à d'autres projets. Dans certains cas rares, des postes sur le terrain peuvent exister pour une durée de 1 ou 2 ans.
Il est demandé une solide expérience (minimum 10 ans) dans les achats et la gestion des stocks de produits importés, au niveau d'une administration, entreprise commerciale ou industrielle (publique ou privée), dans les pays en développement. Les experts devront conseiller des pays en développement dans l'identification des spécifications techniques, les méthodes d'achat, la recherche et sélection des fournisseurs, la négociation et l'établissement des contrats, le financement, l'assurance, la logistique du transport, l'inspection, l'entreposage et le contrôle des stocks.
Français essentiel, anglais et/ou portugais souhaités.
Il est indispensable de pouvoir travailler en harmonie avec des homologues de différentes nationalités.
Un traitement attractif est offert selon l'échelle des salaires en vigueur aux Nations Unies.
Adressez les candidatures par écrit à l'adresse suivante :
Directeur de la Division de la gestion du personnel
Centre du commerce international CNUCED/GATT
Palais des Nations - 1211 GENEVE 10 - SUISSE
Téléphone : 34-60-21

(Publicité)
RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DU COMMERCE
SONACAT

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° 08/83

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture de :
- Lot n° 1 - Equipement destiné aux laboratoires de maintenance.
- Lot n° 2 - Equipement destiné aux services après ventes pour appareils grand public.
Le présent appel d'offres s'adresse aux seuls fabricants et producteurs à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978, portant monopole de l'Etat sur le commerce extérieur.
A cet effet, les soumissionnaires étrangers doivent joindre à leur dossier un certificat délivré par la Chambre de commerce et d'industrie du lieu de leur résidence, attestant qu'ils ont effectivement la qualité de fabricants ou de producteurs.
Les firmes intéressées pourront retirer le cahier des charges en s'adressant à SONACAT, direction des approvisionnements, 87, boulevard Mohamed V, Alger, contre la somme de 100 DA le lot.
Les offres établies conformément aux exigences du cahier des charges doivent parvenir sous double pli anonyme cacheté, au plus tard le 11-07-83, à l'adresse indiquée ci-dessus.
Toute offre qui parviendra après cette date sera considérée comme nulle. L'enveloppe extérieure devra comporter obligatoirement la mention d'avis d'appel d'offres international n° 08/83 - « à ne pas ouvrir ».
Les candidats resteront engagés par leurs offres pendant une période de 90 jours.

(Publicité)
**EXPERTS EN PROGRAMMATION
ET CONTROLE DES IMPORTATIONS**

Le Centre du commerce international CNUCED/GATT a été créé pour aider les pays en développement à promouvoir leur commerce extérieur. Il est le point central du système des Nations Unies pour la coopération technique en matière de promotion des échanges.
Le CCI recherche actuellement des experts en opérations et techniques d'importation pour entreprendre des missions de conseil dans certains pays en développement. Les conseillers sont en général engagés pour une période de 1 à 3 mois, avec possibilité de prolongation ou d'affectation à d'autres projets. Dans certains cas rares, des postes sur le terrain peuvent exister pour une durée de 1 ou 2 ans.
Il est demandé une solide expérience (minimum 10 ans) dans la planification, la programmation et le suivi des importations au niveau national dans les pays en développement, et dans l'établissement de procédures d'importation (telles que licences, restrictions quantitatives, mécanismes tarifaires). Ces experts devront conseiller les gouvernements dans le processus de programmation nationale et dans la simplification et la rationalisation des régimes et procédures d'importation existants.
Français essentiel, anglais et/ou portugais souhaités.
Il est indispensable de pouvoir travailler en harmonie avec des homologues de différentes nationalités.
Un traitement attractif est offert selon l'échelle des salaires en vigueur aux Nations Unies.
Adressez les candidatures par écrit à l'adresse suivante :
Directeur de la Division de la gestion du personnel
Centre du commerce international CNUCED/GATT
Palais des Nations - 1211 GENEVE 10 - SUISSE
Téléphone : 34-60-21

(Publicité)
**EXPERTS EN INFORMATION COMMERCIALE
POUR LA GESTION DES ACHATS IMPORTÉS**

Le Centre du commerce international CNUCED/GATT a été créé pour aider les pays en développement à promouvoir leur commerce extérieur. Il est le point central du système des Nations Unies pour la coopération technique en matière de promotion des échanges.
Le CCI recherche actuellement des experts en opérations et techniques d'importation pour entreprendre des missions de conseil dans certains pays en développement. Les conseillers sont en général engagés pour une période de 1 à 3 mois, avec possibilité de prolongation ou d'affectation à d'autres projets. Dans certains cas rares, des postes sur le terrain peuvent exister pour une durée de 1 ou 2 ans.
Il est demandé une solide expérience (minimum 5 ans) dans l'organisation d'unités spécialisées d'information et de renseignements commerciaux pour l'importation par les entreprises commerciales du secteur public ou privé ; expérience acquise de préférence dans les pays en développement.
Le candidat doit parfaitement connaître les sources d'information sur les fournisseurs possibles à l'échelle mondiale pour un large éventail de produits de consommation et manufacturés, importés par les pays en développement. Parfaite maîtrise des méthodes et techniques de collecte, traitement, stockage et diffusion de l'information commerciale. Expertise solide dans l'analyse et l'interprétation de l'information et des renseignements commerciaux pour la prise de décisions d'achats importés. Les experts devront conseiller les entreprises d'importation du secteur public et privé des pays en développement dans ces trois domaines et former des cadres nationaux.
Français essentiel, anglais et/ou portugais souhaités.
Il est indispensable de pouvoir travailler en harmonie avec des homologues de différentes nationalités.
Un traitement attractif est offert selon l'échelle des salaires en vigueur aux Nations Unies.
Adressez les candidatures par écrit à l'adresse suivante :
Directeur de la Division de la gestion du personnel
Centre du commerce international CNUCED/GATT
Palais des Nations - 1211 GENEVE 10 - SUISSE
Téléphone : 34-60-21

(Publicité)
THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA DE PARIS
CONCOURS DE RECRUTEMENT

Des concours de recrutement sont organisés selon le calendrier suivant :
- Le 27 juin à 9 h 30, concours pour le recrutement de deux violoncellistes. Ce concours sera suivi d'un concours intérieur pour le poste de 1^{er} violoncelle solo, le 5 juillet à 9 h 30.
- Le 28 juin à 9 h 30, concours pour le recrutement d'un pianiste jouant les claviers et la percussion.
- Le 29 juin à 9 h 30 et à 15 h, concours pour le recrutement de trois contrebassistes. Ce concours sera suivi d'un concours intérieur pour le poste de 1^{er} contrebassiste solo, le 12 juillet 1983 à 9 h 30.
- Le 30 juin à 9 h 30 et à 15 h, concours pour le recrutement de trois violonistes.
- Le 1^{er} juillet à 9 h 30, concours pour le recrutement d'un altiste.
- Le 4 juillet à 9 h 30, concours pour le recrutement d'un second trompettiste jouant le cornet.
- Le 6 juillet à 9 h 30 et à 15 h, concours pour le recrutement d'un flûtiste.
Ce concours sera suivi d'un concours intérieur pour le poste de 1^{er} flûte solo, le 11 juillet à 9 h 30.
- Le 7 juillet à 9 h 30 et à 15 h, concours pour le recrutement d'un premier basson solo.
Toutes les épreuves auront lieu au : THÉÂTRE NATIONAL DE L'OPÉRA DE PARIS, 8, rue Scribe, 75009 PARIS.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

CAISSE NATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

C.N.T. - Obligations 10,80 % - 1979

Les intérêts courus du 21 juin 1982 au 20 juin 1983 seront payables à partir du 21 juin 1983 à raison de 190,80 francs par titre de 2.000 francs nominal contre détachement du coupon n° 4 après une retenue à la source d'un droit à un avoir fiscal de 21,20 francs.
En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 31,78 francs soit un net de 159,02 francs.
A compter de la même date, les obligations comprises dans la série de numéros 14 023 à 29 911 sortis au tirage au sort du 3 mai 1983 cessent de porter intérêt et seront remboursables à 2.000 francs, coupon n° 5 au 21 juin 1984 attaché.
Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes financières et perceptions), auprès des bureaux de poste, au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrivée, Paris 15^e, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements désignés ci-après : Banque nationale de Paris, Crédit lyonnais, Société générale, Banque de l'Indochine et de Suez, Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet, Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque de l'Union européenne, l'Européenne de banque, Banque Vernet et commerciale de Paris, Caisse centrale des banques populaires, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial, Crédit du Nord, Lazard frères et Cie, Société centrale de banque, Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Caisse des dépôts et consignations, Crédit agricole.
Il est rappelé :
- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la C.N.T. ;
- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la C.N.T. dès réception sous bordereau des certificats nominatifs concernés ;
- enfin que les titres compris dans les séries de numéros 370 069 à 383 957, 393 571 à 407 459, 115 364 à 131 141 sont respectivement remboursables depuis le 21 juin 1980, le 21 juin 1981 et le 21 juin 1982.

C.N.T. - Obligations 11 % - 1977

Les intérêts courus du 20 juin 1982 au 20 juin 1983 seront payables à partir du 20 juin 1983 à raison de 99 francs par titre de 1.000 francs nominal contre détachement du coupon n° 6 après une retenue à la source d'un droit à un avoir fiscal de 11 francs.
En cas d'option pour le régime de prélèvement d'impôt forfaitaire, le complément du prélèvement libératoire sera de 16,49 francs soit un net de 82,51 francs.
Le paiement des coupons et le remboursement des titres seront effectués sans frais aux caisses des comptables directs du Trésor (trésorerie générale, recettes des finances et perceptions), auprès des bureaux de poste, au siège de la C.N.T., 3, rue de l'Arrivée, Paris 15^e, ainsi qu'aux guichets de la Banque de France et des établissements désignés ci-après : Crédit lyonnais, Banque nationale de Paris, Société générale, Banque de l'Indochine et de Suez, Banque de Neufville, Schlumberger, Mallet, Banque de Paris et des Pays-Bas, Banque de l'Union européenne, l'Européenne de banque, Caisse centrale des banques populaires, Crédit commercial de France, Crédit industriel et commercial, Crédit du Nord, Lazard frères et Cie, Société centrale de banque, Société générale alsacienne de banque, Société marseillaise de crédit, Caisse des dépôts et consignations, Crédit agricole.
Il est rappelé :
- d'une part, que les intérêts concernant les titres nominatifs seront réglés directement aux titulaires par la C.N.T. ;
- d'autre part, que le remboursement des obligations désignées ci-dessus et comprises dans les certificats nominatifs sera effectué également par la C.N.T. dès réception sous bordereau des certificats nominatifs concernés ;
- enfin, que les titres appartenant aux séries F et D sont, respectivement, remboursables depuis le 20 juin 1978 et le 20 juin 1981.

GROUPE BRUNO PETIT

Le groupe, engagé presque exclusivement dans la vente et la construction de maisons individuelles sur catalogue, n'a pu totalement échapper à la régression du marché en 1982.
Le chiffre d'affaires total T.T.C. de 1 090 millions de francs pour l'ensemble des sociétés exploitées (BRUNO PETIT, CHALET IDEAL, ANDRE BEAU, PAVILLON MODERNE et FRANCE-TERRE) est très voisin du chiffre d'affaires 1981 : 1 062 millions de francs.
Dans ce contexte, le résultat net, globalement bénéficiaire de l'ensemble des filiales, apparaît relativement satisfaisant.
Les deux principales sociétés de construction enregistrèrent les résultats suivants :
- CONSTRUIRE S.A., principale filiale de construction du groupe, dégage une perte de 3,3 millions de francs après dotation aux amortissements pour 8,8 millions de francs, pour un chiffre d'affaires T.T.C. de 738 millions de francs.
- PAVILLON MODERNE DE SOLOMNE réalise un bénéfice net de 4,8 millions de francs, après dotation de 0,9 million de francs aux amortissements, pour un chiffre d'affaires T.T.C. de 170 millions de francs.

DÉNONCIATION DE CAUTION

L'ASCOBATT, 26, rue Vernet, 75008 Paris, fait savoir que la garantie conférée depuis le 1^{er} octobre 1982 par la Compagnie LES ASSURANCES DU CREDIT, à Compiègne, pour le compte de la Société SITMAN, résidence Azur, boulevard Jean-Giono, B.P. 27, 13340 Rognas, dans le cadre de l'article L. 124-8 du Code du travail, prendra fin dans un délai de deux jours suivant la présente publication.

EURAFRANCE

Le conseil d'administration s'est tenu le 14 juin 1983 sous la présidence de M. Michel David-Weill. Il a pris connaissance des comptes consolidés d'EURAFRANCE pour 1982.
Le bénéfice net hors éléments à long terme s'élève à 261,2 M.F., contre 273,9 M.F., soit une diminution de 4,60 %. Ces chiffres correspondent pour chacune des 2 193 110 actions composant le capital, à 119,10 F par action en 1982, contre 124,90 F pour l'année précédente. La diminution constatée est due à la baisse des résultats enregistrés par FRANCE S.A. et VINIPRIX, et ceci malgré l'augmentation des résultats de SOVAC.
La situation nette consolidée, après affectation des résultats, s'établit à 2 073 M.F., contre 1 869 M.F. à fin 1981 soit, par action, 945,5 F, contre 852 F.
Compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor, le revenu global par action est de 13,5 francs.



**COMPOIR
LYON-ALEMAND - LOUYOT**

L'assemblée générale ordinaire s'est tenue le 10 juin 1983 sous la présidence de M. Philippe Malet.
Après dotation de 205 millions de francs à la provision pour fluctuation des cours ainsi portée à 1 169 millions de francs, le bénéfice net s'élève à 13,2 millions de francs contre 36,3 millions de francs en 1981.
L'assemblée après avoir approuvé les comptes qui lui étaient présentés, a décidé de distribuer à partir du 27 juin 1983, un dividende net par action de 9 francs contre 12 francs au titre du précédent exercice.
Compte tenu de l'impôt déjà payé au Trésor, le revenu global par action est de 13,5 francs.

Vols spéciaux Asie été 1983

Tarifs aller/retour, départ Paris à partir de :

4 230	DELHI/BOMBAY	SINGAPOUR	4 930
4 410	.... COLOMBO	BALI	6 230
4 150	.... BANGKOK	JAKARTA	5 890
5 100	.... HONGKONG	TOKYO	7 080
5 220	.... MANILLE	PEKIN	6 845

AIRCOM SETI

25, rue de la Boétie, 75008 PARIS. Tél. 268-15-70

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le débat sur le IX^e Plan tourne court...

M. Le Garrec, secrétaire d'État auprès du premier ministre, a annoncé, mercredi 15 juin, à l'Assemblée nationale, que le gouvernement tiendra compte de certains des amendements déposés sur le projet de loi sur le IX^e Plan. Pour ce faire, une lettre rectificative au texte gouvernemental sera déposée. Cependant, pour « sauvegarder la cohérence d'ensemble de son texte et l'équilibre général du rapport annexé », le gouvernement utilisera la procédure de l'article 44 de la Constitution, c'est-à-dire le « vote bloqué ». Les amendements pourront donc être défendus par leurs auteurs mais ne seront pas mis aux voix, un seul vote intervenant sur le projet et la lettre rectificative. Démontrant cette procédure qui, selon

M. Barnier (R.P.R.), vide le débat de tout intérêt, et répond au sonci d'éviter des votes « géants » sur des amendements de la majorité, notamment du groupe communiste, les députés de l'opposition ont quitté l'hémicycle, laissant à l'un des leurs, M. Goulet (R.P.R.), le soin de lire leurs amendements.

M. Le Garrec a précisé que, dans la lettre rectificative, le gouvernement « prendra en considération les amendements dont les auteurs demandent des précisions sur la croissance, l'emploi, l'inflation, les investissements productifs, le commerce extérieur ou encore des indications sur la formation ou l'agriculture ».

Avantages et inconvénients du vote bloqué

L'argumentation du gouvernement concernant l'utilisation du vote bloqué se fonde essentiellement sur la pratique parlementaire qui veut que la procédure de l'article 44 de la Constitution est « habituelle » dans les débats sur le Plan. M. Le Garrec a pris pour exemple le débat sur les orientations du VIII^e Plan, en juin 1979, affirmant qu'à l'époque la recours au vote bloqué n'avait pas provoqué « une levée de bouillottes » de la part de l'opposition. Cette affirmation est exacte. Le 14 juin, les porteurs de l'opposition avaient indiqué que les formations de gauche ne présenteraient aucun amendement car le Plan leur paraissait « inamendable » (Le Monde du 16 juin 1979).

La procédure du vote bloqué et de la lettre rectificative avait déjà été utilisée en juin 1970 (options du VI^e Plan) et en juin 1978 (VII^e Plan). Le 19 juin 1970, le porte-parole du groupe socialiste, André Bouloche, avait protesté contre l'utilisation du vote bloqué, estimant que celui-ci signifiait que l'Assemblée n'est consultée que pour la forme (Le Monde du 20 juin 1970). Le 29 juin 1978, André Bouloche avait protesté contre « ce vote bloqué qui exprime le refus d'un dialogue démocratique » (Le Monde du 1^{er} juillet 1978).

Ca rappelle permet de relativiser les propos de M. Le Garrec selon lesquels la procédure du vote bloqué « respecte les droits du Parlement ».

Sans risque de se tromper, on peut en effet affirmer que, d'une part, le vote bloqué restreint l'initiative parlementaire et que, d'autre part, il a pratiquement toujours été utilisé pour contraindre la majorité gouvernementale. Le vote bloqué n'abrite en rien la discussion législative (les amendements sont quand même présentés et discutés). M. Le Garrec a raison. L'article 44 permet de garder sa « cohérence » à un projet de loi. Il sert en effet à éviter qu'un texte soit déformé en séance (1). Dans la pratique, il a l'avantage de couper court aux surenchères de la majorité et d'éviter à celle-ci d'être prise à son propre piège ou à sa propre disposition.

L'opposition a défendu, mercredi, la thèse selon laquelle le gouvernement prend ainsi le moyen de « camoufler » les di-

vergences de la majorité, notamment l'opposition du groupe communiste sur différents points du texte gouvernemental. Compte tenu de la manière dont s'est déroulée la discussion des articles en commission des finances (rejet de nombreux amendements du groupe communiste) et du début de la discussion en séance publique, on est fondé à croire que cette thèse n'est pas inexacte.

C'est vrai que l'affirmation de M. Hamel (U.D.F.) selon laquelle, en ayant recours à l'article 44, « le gouvernement s'associe à l'affaiblissement de l'Etat » apparaît dérisoire. Si l'on se réfère à la fréquence avec laquelle les gouvernements de la présidence majoritaire ont eu recours à cette procédure, on peut considérer qu'ils se sont livrés à une véritable entreprise de « minages » de l'Etat... Mais les explications du gouvernement et de la majorité sont pour le moins surprenantes : selon celles-ci, la gauche peut légitimement utiliser le vote bloqué sur le Plan puisque la droite l'a fait à plusieurs reprises. Il y a là une contradiction évidente avec les options de la gauche.

Enfin, s'agissant de la lettre rectificative par laquelle le gouvernement a l'intention de faire droit aux souhaits de la majorité et de l'opposition concernant l'absence d'objectifs quantifiés dans le texte gouvernemental, on ne peut que constater que le gouvernement a évolué sur cette question. Mardi, le premier ministre avait dénoncé les conditions dans lesquelles avait été préparé le VII^e Plan, assurant : « Les leçons du passé montrent le danger d'une telle approche pour la crédibilité de la planification ».

Eu égard à l'attitude de l'opposition et à la procédure choisie par le gouvernement, on peut déjà considérer que le débat sur le IX^e Plan a tourné court. La discussion des amendements n'est plus qu'une parodie de débat parlementaire. Il faudra que le gouvernement fasse bien des efforts pour que les Français se sentent concernés par le Plan de la « nation ».

LAURENT ZECCHINI.

(1) Voir le Dictionnaire de la Constitution, Éditions Cujas.

Le Sénat souhaite que les machines à sous soient autorisées dans les casinos

Il ne restera bientôt plus aux amateurs du cliquetis de pièces tombant d'une machine à sous qu'à écouter Money, le succès de Pink Floyd... à moins que les sénateurs ne réussissent à convaincre les députés d'autoriser ces appareils dans les casinos.

Déjà en 1980, malgré l'avis du secrétaire d'État à la justice de l'époque, M. Jean-Paul Mourou, les sénateurs avaient souhaité que les machines à sous fussent introduites dans l'enceinte des casinos autorisés. M. Petit (R.I., Pyrénées-Atlantiques), rapporteur de la commission des lois, a constaté, à l'occasion de l'examen du projet de loi adopté par l'Assemblée nationale, l'interdiction de certains appareils de jeux, mercredi 15 juin, que le commerce des casinos, licite et contrôlé en permanence, « présente au détriment des personnels, des finances communales et du Trésor public ».

M. Dufour, secrétaire d'État chargé de la famille, de la population et des travailleurs immigrés, s'oppose à cette autorisation nouvelle en arguant que, le ministre de l'Intérieur ayant engagé une réflexion sur la réforme de la législation des jeux, aucune extension de jeu n'a été accordée depuis deux ans.

Sur proposition de MM. Caldagues et Collet, sénateurs de Paris, et de leurs collègues du R.P.R., le Sénat a introduit une nouvelle interdiction : celle des jeux d'argent et de hasard sur la voie publique (comme le bonneteau).

Sur proposition de M. Girod (Gauche dém., Aisne), le Sénat limite l'interdiction des appareils concernés aux lieux publics et aux seuls lieux publics y étant. Malgré l'opposition de M. Dufour, la fabrication desdits appareils est admise « lorsqu'ils sont destinés à l'exportation ».

Le texte ainsi modifié est adopté, socialistes et communistes s'abstenant.

Le Sénat a également examiné en deuxième lecture le projet de loi modifié par l'Assemblée nationale (Le Monde du 13 mai), rendant applicables, dans les TOM, les dispositions de la loi sur la communication audiovisuelle.

L'accord s'était fait entre les deux assemblées sur le maintien du régime d'exonération de la redevance et l'application des règles locales du Code du travail aux journalistes.

A la suite d'un accord entre M. Filloux, secrétaire d'État aux techniques de la communication, et M. Pasqua (R.P.R., Hauts-de-Seine), rapporteur de la commission des affaires culturelles, l'Assemblée territoriale devra don-

ner son avis sur la création des comités régionaux et territoriaux de la communication audiovisuelle.

En revanche, malgré l'opposition de M. Filloux, les sénateurs suivent la proposition de leur commission disposant que les crédits de fonctionnement des comités territoriaux de la communication audiovisuelle sont à la charge des Assemblées territoriales, qui en fixent le montant.

Vient ensuite en discussion le projet de loi adopté par l'Assemblée nationale (Le Monde du 16 avril) relatif au régime de la saisie et complétant la liste des agents habilités à constater les infractions dans le domaine des pêches maritimes.

Plusieurs amendements présentés par M. Dauvois (ratt. adm. à l'U.C.D.P., Ille-et-Vilaine) et acceptés par le gouvernement sont adoptés. Le Sénat étend notamment la possibilité de saisie aux matériels utilisés pour la pêche sous-marine en cas d'inspection ; il limite à six jours la durée d'immobilisation des navires saisis (et non neuf comme il résultait du texte voté par les députés).

Bien que M. Ehlers (P.C., Nord) s'y oppose, en s'étonnant de l'approbation de M. Lengué, secrétaire d'État chargé de la mer, un amendement est adopté qui tend à laisser aux partenaires sociaux la faculté de négocier librement les conséquences économiques et sociales résultant pour les marins-pêcheurs de la saisie d'un navire ou de la confiscation des produits de pêche. Le projet ainsi modifié est ensuite approuvé.

ANNE CHAUSSEBOURG.

TENNIS A PARIS CET ÉTÉ

Porte d'Orléans - La Défense

STAGES INTENSIFS

2 h 30 par jour durant 1 semaine

734-36-36

Europe par **DUNLOP**

Un bon conseil Pour acheter votre OLYMPUS

venez nous voir avec cette annonce

Nous vous ferons le prix "grande surface" (exemple : OLYMPUS OM 11 avec obj. 1:1.8/50 mm) **1195F**

Nous vous montrerons comment personnaliser votre équipement avec les 57 accessoires et les 28 objectifs OLYMPUS.

Un de nos spécialistes vous fera assister et prendra tout son temps pour vous faire une démonstration complète.

Vous serez sûr de repartir en sachant "bien" vous servir de votre appareil.

4 bonnes raisons qui justifient la devise images

Photo, ciné-labo, vidéo aux meilleurs prix plus les services toujours gratuits.

31 et 24, rue Saint Augustin 75002 Paris (métro : 4 Septembre ou Opéra) Tél. 7-42 42 42

Reprises - Occasions - Carte bleue Crédits sur mesure - Leasing

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. LES DIX A STUTTGART : « Quatre ans de Parlement élu », par Jean-Louis Burban ; « Double défi, double d'avoir », par Patrick Martin ; « L'agriculture du Midi face à l'Espagne », par Gérard Baron.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE

34. EUROPE

- POLOGNE : avant l'arrivée du pape, M. Walesa fait l'objet d'une étroite surveillance policière.

- Il y a trente ans, les chars soviétiques intervenaient à Berlin-Est.

5. AMÉRIQUES

6. PROCHE-ORIENT

- La guerre oubliée au Kurdistan iranien.

POLITIQUE

8. Le contentieux sur les élections municipales.

9. La participation des communistes au gouvernement.

11. L'hommage à Jean Moulin.

SOCIÉTÉ

12. JUSTICE.

13. SCIENCES : l'inauguration de la centrale solaire Tinsau.

14. ÉDUCATION.

15. RELIGION : de Seattle à Bathléem, la part des pèlerins de la paix.

16. RÉGIONS - POINT DE VUE : « Réussir l'expo », par Michel Giraud.

LE MONDE DES LIVRES

17. L'ART ÉPISTOLAIRE : le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « Correspondance et autres complètes de Mallarmé » ; le désespoir et le salut de Jude Stefan ; Jean Paulhan et le secret du langage.

18. LA VIE LITTÉRAIRE.

19. SOCIÉTÉ : il n'y a plus de jeunes filles.

21. AU FIL DES LECTURES.

22-23. LITTÉRATURE ÉTRANGÈRE : Paris, capitale de la littérature latino-américaine.

24. Le débat sur le prix du livre.

CULTURE

25. Nouvelles municipalités et action culturelle.

- Les cirques Jean-Richard déposent leur bilan.

- MUSIQUE : Trois contes, d'Ohana, à l'Esplanade Cardin.

28. COMMUNICATION : le développement des industries audiovisuelles.

SUPPLÉMENT

29 à 31. Pour lutter contre l'échec scolaire.

ÉCONOMIE

33. Le ralentissement de l'inflation ; Le 41^e congrès des H.L.M.

34-35. Le départ de M. Chalandon de la présidence d'Elf-Aquitaine.

35. SOCIAL - ÉTRANGER.

RADIO-TÉLÉVISION (28) INFORMATIONS - SERVICES (16) :

La maison : « Journal officiel » ; Loterie nationale ; Loto ; Météorologie ; Mots croisés.

Annouces classées (32-33) ; Carnet (16) ; Programmes des spectacles (26-27) ; Marchés financiers (37).

Le numéro du « Monde » daté 16 juin 1983 a été tiré à 484 516 exemplaires

MARCEL LASSANCE

SOLDES

du jeudi 16 Juin au samedi 2 Juillet

17, rue du Vieux-Colombier Paris (6^e)

Galerie Point Show 66, Champs-Élysées

A B C D E F G

Le sixième tir de la fusée européenne Ariane a été un succès

Le sixième exemplaire de la fusée européenne Ariane a été lancé depuis la base guyanaise de Kourou à l'heure prévue (13 h 59 heure française). Elle était portée de deux satellites : l'un, E.C.S.S., destiné aux télécommunications européennes, et l'autre, A.M.SAT, destiné à satisfaire les besoins des radios amateurs.

L'allumage des deuxième et troisième étages a eu lieu dans les meilleures conditions.

Une quinzaine de minutes après, on pouvait constater que le tir était un succès, sous réserve de la mise en orbite des deux satellites dont elle était porteuse. Bien qu'émoussé, pendant la nuit, de quelques incidents mineurs (défauts d'échappement des installations au sol lors du remplissage du premier et du deuxième étage, difficulté de la mise en œuvre d'un système de contrôle, etc.), le compte à rebours ne s'est interrompu au total que pendant quarante minutes, rattrapées grâce aux deux heures de battant programmées à l'avance dans le compte à rebours.

Ce lancement, particulièrement attendu après l'échec de septembre dernier, portait les espoirs de toute la communauté spatiale française et européenne. La crédibilité commerciale d'Ariane ne peut, en effet, être acquise sans une série continue de succès. D'où

l'importance de ce sixième tir, qui sera suivi, si tout va bien, par trois lancements successifs de satellites de télécommunications appartenant à l'Organisation internationale de télécommunications.

Du succès de ce sixième tir dépendait la réussite des commandes passées auprès de la société Arianeespace, chargée de la promotion et de la commercialisation du lanceur.

M. Bergeron, a affirmé, le 16 juin, devant le comité confédéral national de F.O. réuni jusqu'au 17 juin à Chartres : « Les négociations échouent à peu près partout et on s'échoue peu à peu vers la paralysie complète de la vie sociale ».

Abordant les discussions sur l'assurance-chômage, M. Bergeron a souligné : « Il est urgent de les engager puisque, la convention de base ayant été dénoncée, le délai dont disposent les négociateurs est extrêmement court, étant donné qu'il s'achèvera le 19 novembre. Si un accord s'avérait impossible, l'État devrait à nouveau intervenir soit en usant de la loi de 1979, soit en en faisant voter une autre. »

(Publicité)

Une très bonne idée pour l'apéritif
un KRITER cassis
(Kriter Brut de Brut en ajoutant un doigt de cassis).

Manufrance abandonnée ?

Tient-on encore à sauver Manufrance ? La coopérative est actuellement paralysée sans argent et aucune solution n'est en vue.

La paille de mai n'a pu être assurée complètement : les salariés n'ont reçu en général que 3 200 francs. Tous les investissements sont bloqués. Les réductions d'emplois prévues (de 820 à 470 en 1983 et 470 en 1984) sont retardées et les charges alourdies. Les ventes de l'été (saison qui, dans le secteur des fusils de chasse, assure l'essentiel du chiffre d'affaires annuel) seront assurées grâce aux stocks, affirme la direction. Mais, selon d'autres informations, Manufrance manque de ventes faute de pouvoir produire, après avoir manqué la saison 1982 pour la même raison. La direction, en tout cas, a dû réviser en hausse de 10 millions de francs la perte prévue pour cette année.

La trésorerie est vide parce que le protocole d'accord qui devait permettre de sortir de l'impasse n'est toujours pas signé. Selon ce protocole, les pouvoirs publics et les banques acceptaient d'accorder de nouvelles aides de 110 millions de francs (après 85 millions distribués en 1982) à la coopérative qu'à la condition que celle-ci trouve de son côté 36 millions de francs supplémentaires. Manufrance, malgré des déclarations prématurées de la C.G.T., a toujours pas pu réunir cette somme. Aussi est-il permis de s'interroger sur la volonté réelle des uns et des autres.

Sur celle du gouvernement d'abord. On le sait partagé sur ce

dossier qui « échappe aux règles traditionnelles dans l'économie », selon l'expression d'un membre du ministère de l'Industrie et de la recherche. Dossier politique : Manufrance relève directement de Matignon. En exigeant que ces 36 millions soient apportés par Manufrance, le gouvernement a souhaité responsabiliser la coopérative, et à travers elle la C.G.T. Ainsi « mouillé », le syndicat est placé en face de « responsabilités de gestion » dont il n'a pas fait preuve jusqu'ici. Le procédé est habile. Mais au regard des conditions précises exigées pour ces 36 millions (5 % d'intérêt, sans garantie de l'État), certains estiment que le gouvernement a placé la barre si haute que la somme pourra difficilement être réunie.

En clair, les mêmes se demandent si le gouvernement ne serait pas soulagé de voir la situation pourrir sans en porter la responsabilité. Quand on calcule que finalement 230 millions de francs d'aides ne permettront le maintien que de trois-cent soixante-dix emplois, de qui est très coûteux et période de rigueur, on peut au moins se poser la question.

La C.G.T., de son côté, est prise au piège. En son sein, le débat, semble-t-il, est vif entre ceux qui estiment, en privé, que Manufrance est un échec et ceux qui ne veulent y voir qu'un combat politique à poursuivre coûte que coûte. Pour l'heure, Manufrance paraît abandonnée...

E. L. B.